# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14268 – 5 F

MARDI 11 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Elu président de la Pologne à une forte majorité

## M. Walesa va s'efforcer de rassembler une large coalition de gouvernement

*Les trois quarts des électeurs polonais qui ont participé dimanche 9 décembre au second tour de l'élection présidentielle se sont prononcés en faveur de M. Lech Walesa. Le scrutin a été marqué par un taux élevé d'abstention (47 %) et par le tassement des voix recueillies par M. Tyminski.*

*Le président élu doit maintenant rassembler une large coalition de gouvernement, et tenter d'y rallier en particulier son adversaire d'hier, le premier ministre démissionnaire, M. Tadeusz Mazowiecki.*

### Aube démocratique

DIX ans après la naissance de Solidarité, et l'immense espoir que quelques milliers d'hommes avaient soulevé dans le monde entier, le succès de M. Lech Walesa doit être considéré, avant toute chose, comme une victoire de la démocratie. Qui, en effet, aurait pu prévoir, lorsque les accords de Gdansk furent signés, que l'ouvrier des chantiers navals Lénine deviendrait un jour, au terme d'une élection au suffrage universel, le premier magistrat de son pays? Qui aurait pu prévoir, lorsque la nuit de l'état de siège s'abattit sur la Pologne, que le général Jaruzelski souhaiterait, neuf ans après, «bonne chance» à celui qu'il avait fait emprisonner?

L'agressivité de la campagne électorale, les aspects loufoques et tragiques du phénomène Tyminski, les dérapages de M. Walesa, le peu de talent déployé par le gouvernement pour valoriser son bilan, ne doivent en effet pas non plus faire oublier qu'en dix-huit mois M. Tadeusz Mazowiecki, le premier chef de gouvernement non-communiste du bloc de l'Est, a jeté les fondements d'un Etat démocratique, que le pays a recouvré sa souveraineté, que la presse y est libre, l'appareil de sécurité totalitaire démantelé, la transition vers l'économie de marché mise en route, la monnaie convertible.

LA campagne a pourtant mis en lumière les fragilités de cette démocratie naissante. La loi électorale a montré son inadaptation; la presse n'a pas joué le rôle qu'on pouvait attendre d'elle; la polémique et les attaques personnelles ont souvent pris le pas sur le débat d'idées et la confrontation des programmes; l'abstention, notamment au second tour, a pris des proportions inquiétantes. Comme si – et la remarque vaut pour l'ensemble des anciennes démocraties populaires – il ne suffisait pas de créer des structures légales pour arrimer définitivement la liberté dans des pays qui ont une expérience si ténue et si courte de la démocratie.

M. LECH WALESA aura maintenant besoin de tout son talent pour dissiper les ambiguïtés nées dans la fièvre électorale. Il va, en premier lieu, devoir s'efforcer de ne pas décevoir, sous peine d'explosion sociale, une population à bout de fatigue et qui a cru à ses promesses. Mais sans remettre en cause, sous peine alors d'effondrement, les grandes lignes du plan de passage à l'économie libérale. Il va devoir aussi rassurer tous les voisins de la Pologne, que la perspective de son arrivée au pouvoir inquiétait. Ainsi les responsables de Prague, Budapest et Bonn n'avaient pas caché leur préférence pour le très raisonnable Tadeusz Mazowiecki et leur crainte que l'élection de M. Walesa ne favorise la montée du populisme en Pologne et, partant, ne contribue à la déstabilisation de toute la région.

Le monde occidental, l'Europe des Douze plus particulièrement, a son rôle à jouer pour empêcher une éventuelle dérive polonaise. Sachant que les accès de fièvre nationalistes sont souvent la conséquence de crises économiques, il doit très rapidement mettre en œuvre un véritable plan de soutien aux nouvelles démocraties. En termes plus crus, il ne doit plus se contenter d'arborer un badge de Solidarité à la boutonnière, mais mettre la main au portefeuille...

### « D'abord nous aider nous-mêmes... »

VARSOVIE

*de notre envoyée spéciale*

Après deux semaines d'un tourbillon de folie, la Pologne est rentrée à peu près dans l'ordre. M. Lech Walesa, le président de Solidarité, a été élu dimanche 9 décembre président de la République avec environ 75 % des suffrages exprimés, selon les résultats officieux diffusés par la télévision, au second tour de la première élection présidentielle libre de l'histoire du pays.

Son adversaire surprise, M. Stanislaw Tyminski, l'homme d'affaires aux trois nationalités qui refusait toutes les règles du jeu et promettait d'enrichir tous les Polonais, s'est déclaré déçu des 25 % de voix qui lui ont été accordées. *« Je m'attendais à 50 % »*, a-t-il déclaré après être venu à bout des nerfs de la journaliste chargée de l'interroger pour la télévision, en refusant systématiquement de parler chaque fois qu'elle obtenait l'antenne en direct. Estimant que le scrutin avait été faussé et que des actes d'*« intimidation »* avaient été commis à l'encontre de ses partisans, il envisage de déposer un recours devant la commission électorale. A ses côtés, son épouse péruvienne, coiffée d'une permanente et vêtue d'un fourreau noir orné de strass, ne disait plus rien.

SYLVIE KAUFFMANN

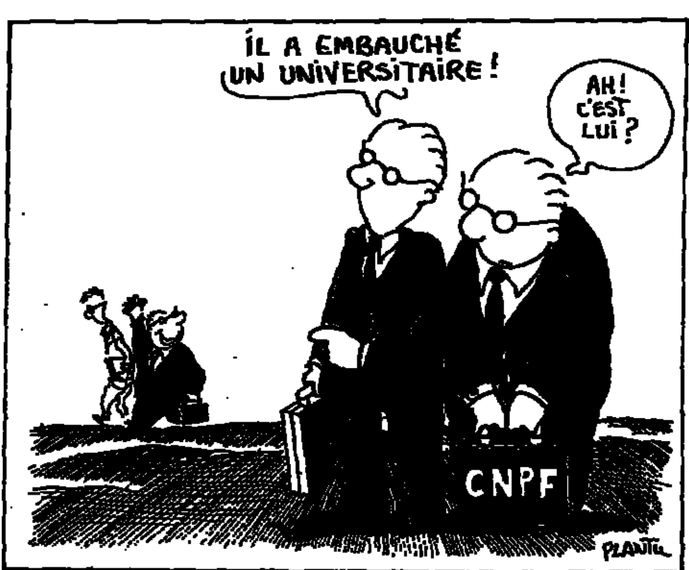
*Lire la suite et nos informations page 6*

Un projet de nouveaux instituts

## M. Jospin veut adapter l'Université à l'économie

*A peine sorti de la crise lycéenne, le ministère de l'éducation nationale relance ses projets universitaires. Avec un objectif ambitieux : mieux adapter les formations supérieures aux besoins de l'économie.*

*Il envisage donc de renforcer les filières actuelles à vocation professionnelle et d'en créer de nouvelles dans des instituts universitaires spécialisés de deuxième et troisième cycles. Une rénovation en profondeur des premiers cycles est également préconisée.*




*Lire page 12 - section B l'article de GÉRARD COURTOIS*

## Skoda échappe à Renault

*Dans la compétition entre Volkswagen et Renault pour la reprise de Skoda, la Tchécoslovaquie a choisi le constructeur allemand. La décision a été rendue publique à Prague, dimanche 9 décembre, par le premier ministre tchèque, M. Petr Pithart.*

Vingt-quatre constructeurs automobiles mondiaux avaient fait des propositions pour la reprise des usines Skoda de Mlada-Boleslav. Depuis plusieurs semaines, la compétition n'opposait plus que les deux présélectionnés, Volkswagen et Renault, ce dernier allié dans cette opération avec Volvo. Finalement le constructeur de Wolfsburg l'a emporté. Il a promis d'investir 8 milliards de deutschemarks (26 milliards de francs) dans les usines tchécoslovaques.

*Lire page 21 - section C l'article d'ANNE DASKATIAN*

### France Telecom entre dans le capital de la Compagnie mexicaine de téléphone

*Lire page 21 - section C l'article de FRANÇOISE VAYSSE*



## La gauche européenne cherche ses marques

### I. – La social-démocratie allemande prise à contre-pied

*Alors que les socialistes français entreprennent de redéfinir leur doctrine et que les communistes s'interrogent sur leur avenir, la gauche en Europe occidentale est, dans son ensemble, à la recherche de nouveaux repères. L'effondrement du système soviétique marque-t-il la fin du « mouvement ouvrier » et de ses aspirations, héritées du dix-neuvième siècle? Nous commençons aujourd'hui, en Allemagne, un voyage dans les principaux PS et PC d'Europe de l'Ouest.*

BONN

*de notre correspondant*

Le SPD, le plus ancien parti social-démocrate européen, le mieux organisé, fort de presque un million d'adhérents, vient de subir une cuisante défaite électorale, le ramenant au niveau où il se situait à la fin des années 50, en dessous de 35 % des voix. Trente et un ans après le fameux congrès de Bad-Godesberg, qui consacrait l'abandon par le SPD de toute référence au marxisme et créait les conditions de la marche vers le pouvoir sous la houlette de M. Willy Brandt, les sociaux-démocrates allemands voient s'éloigner la perspective d'une reconquête de la chancellerie et entrent dans une période de doute, de remise en cause de leur stratégie et des personnalités qui l'incarnaient. L'épreuve est d'autant plus douloureuse que, il y a moins d'un an, ce parti volait de succès en succès, gagnait une élection régionale après l'autre, disposait avec la génération des «petits-fils de Willy Brandt» d'une brochette de jeunes politiciens ambitieux et populaires, rassemblés derrière le ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine. Les optimistes voient dans la défaite du 2 décembre un accident de parcours lié au caractère exceptionnel de la consultation, qui a été entièrement dominée par le débat sur l'unité allemande. Les pessimistes voient dans cet échec la traduction d'un mouvement général, lié à l'effondrement des régimes communistes d'Europe orientale et au rejet par la majorité de la population, pour une longue période, de toute espèce de socialisme, y compris le socialisme démocratique dont s'est toujours réclamé le SPD. *« La social-démocratie allemande n'a pas attendu les révolutions centre-européennes de 1989 pour comprendre que Lénine allait dans une mauvaise direction. »*

LUC ROSENZWEIG

*Lire la suite page 9*



## Le dernier rire de Kantor

### *Le peintre et homme de théâtre polonais est mort dans la nuit du 7 au 8 décembre à Cracovie*

Né en 1915 à Wielopole, Tadeusz Kantor s'en est allé retrouver la femme photographe qui fige pour l'éternité un instant de la vie des hommes, cette femme qui est la mort, omniprésente dans son théâtre *« comme un dérivé évident de la vie »*. Sous cette forme ou une autre, elle est là, souriante, affairée à un travail sans fin. Kantor est mort après la répétition du spectacle qu'il devait présenter au Festival d'Automne et qui s'appelle *Aujourd'hui, c'est mon anniversaire*. Il aimait ce genre de plaisanterie funèbre.

Le rire de Kantor, forçant à la lucidité, met du sel sur la plaie, rappelle que la mort ne nous quitte pas des yeux, que l'agitation de l'amour et de l'ambition va se dissoudre et que seule restera en mémoire une image éphémère. Mais, au lieu de tonner *« vanité des vanités »*, Kantor rit, et son rire ravageur est celui de la dérision. Dirigeant sur scène ses comédiens comme un dieu en chemise blanche et costume noir de mafioso, il a fait tourner en rond d'un spectacle à l'autre, entre des palissades rugueuses et délavées, des soldats gris jouant d'une vielle nostalgique, des curés ployant sous la croix, des juifs hassidiques – il prétendait avoir un oncle prêtre et un autre rabbin, et c'était même peut-être vrai, – des fiancées en blanc, des ménagères en tablier, des Lazares sous bandelettes, des figures grises et déchirées...

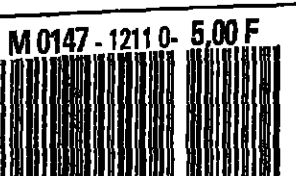
COLETTE GODARD

*Lire la suite page 15 - section B*

### Le suicide de Reinaldo Arenas

L'écrivain cubain dissident, malade du sida, avait quarante-sept ans

*Lire page 16 - section B l'article de LILIANE HASSON*


M 0147 - 1211 0- 5,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

# DÉBATS

Politique

## La démocratie en danger

**Douze députés socialistes, appartenant à différentes tendances du PS (fabiusiens, jospinistes, mauroyistes, poperénistes ou rocardiens), se sont regroupés pour exprimer ci-dessous leur inquiétude face à la « décomposition » de la société politique française, aux dangers que court la démocratie représentative. *« Démocratie 2000 »* mouvement animé par Jacques Delors est à l'origine de ce texte.**

LA démocratie représentative est-elle en danger ? Elle ne l'est pas si l'on se borne à observer *l'absence de menace totalitaire* sérieuse et le respect des libertés publiques. Elle l'est, à l'évidence, si l'on en juge au discrédit de la politique, à la dégénérescence des partis, au déclin du Parlement et, au-delà, à l'indifférence croissante des citoyens au fonctionnement de la démocratie.

Un système meurt sans doute sous nos yeux : l'Europe et la décentralisation effritent, jour après jour, l'Etat-nation, le marché démode ou détruit les régulations mises en œuvre après la guerre, les idéologues faillis ont laissé la place aux syndics du consensus. Quant aux valeurs républicaines, elles cèdent, en ordre dispersé, aux forces et aux séductions de l'argent, véritable lame de fond, en cette fin de siècle, prête à fêter la victoire mondiale du capitalisme.

Nous vivons la crise du modèle français, celui né avec la République, *ancré sur quelques principes simples* : l'affirmation de l'Etat à l'encontre des corporatismes, la souveraineté de la loi – expression de la volonté générale, – la représentation des citoyens par leurs élus, l'équilibre des pouvoirs, notamment du politique par rapport à l'économique, le rôle des partis et des syndicats comme médiateurs privilégiés et vecteurs des conflits.

Gardons-nous, certes, d'idéaliser un quelconque âge d'or. En un siècle, que de scandales, de lâches compromis, d'abdications ! Mais, périodiquement contesté ou blessé, le modèle français tenait bon.

Aujourd'hui, toute notre société s'englue dans une «américanisation» progressive des modes de vie et des comportements : l'exaltation de la réussite individuelle, le mépris de l'échec, l'oubli des exclus, la paupérisation de l'Etat, l'omnipotence culturelle de la télévision, les jugements de la sphère médiatique hissés sans contrôle au rang de références morales, la montée des groupes de pression, la confusion des revendications particulières et de l'intérêt général, l'effacement du civisme militant derrière un simple consumérisme public, le règne des sondages ou des sondeurs et, pour finir, le recul croissant du politique. Ce sont tous les responsables, de la presse au patronat, des intellectuels aux technocrates, qui l'ont encouragé ou l'ont laissé faire par intérêt, indifférence ou résignation.

Et notre société se brise d'une redoutable fracture sociale : les banlieues, la misère, le chômage, la violence, façonnent une classe nouvelle, d'autant plus désespérée qu'elle ne se sent pas représentée et qu'elle n'attend plus le grand soir...

Notre démocratie se dessèche, réduite à ses techniques et détournée de ses objectifs. Cette évolution n'est sans doute pas propre à la France, mais elle est plus qu'ailleurs contraire à notre tradition, à notre histoire, aux valeurs que la France a pu porter en Europe et dans le monde.

Dans un tel contexte, reconnaissons que ce qu'il est désormais convenu d'appeler, d'ailleurs inexactement, la classe politique, n'est plus à la mesure de sa tâche. Evitons, certes, de lui faire porter seule la responsabilité d'un tel glissement. Mais soyons francs avec nous-mêmes ; la trop fréquente soumission aux charmes du pouvoir, à ses rites, à ses cortèges et cocardes, l'abaissement du courage et de l'esprit publics sous le poids des vanités sociales, la facilité avec laquelle les partis politiques ont renoncé à réfléchir, à tenter de substituer des idées neuves aux idées *mortes, le plaisir qu'ils semblent prendre* à organiser des querelles de clans, des rivalités de personnes et de chefs et à en offrir le spectacle, le temps consacré à lancer des attaques insidieuses contre l'un ou les autres – alors que les problèmes sont immenses, dans la rue, à nos portes, – *la démagogie des propos dès qu'il* s'agit de sujets complexes ou difficiles comme l'immigration ou l'école, la bassesse avec laquelle les «affaires» sont exploitées au Parlement, la complaisance avec laquelle les vieux chouans jouent les nouveaux Poujade, la recherche systématique de succès médiatiques au détriment du service de la démocratie... cette accumulation grossière de bévues finit par ressembler à la préparation méticuleuse d'un suicide.

### Pour une morale républicaine

Il n'est plus possible de regarder ce spectacle de décomposition, d'observer ce bateau qui coule sans que ses passagers en aient conscience ou souci. Loin de nous la velléité de nous extraire d'un monde politique auquel nous appartenons. Notre souci est, au contraire, de le défendre car il n'est ni sans honneur ni sans courage. Mais notre devoir est de tenter de le réformer. Nous sommes nombreux, et dans tous les partis, à ne plus nous reconnaître dans les pratiques *actuelles. Mais nous croyons en la* politique ; c'est pourquoi nous entendons agir.

1. Agir d'abord dans notre camp, la gauche, la majorité présidentielle, en refusant tout comportement qui nuirait au rassemblement et à l'unité, qui *entacherait l'utilité de notre action* et la fraternité que supposent tant de convictions communes. Les rivalités de personnes ou de groupes risquent de compromettre les combats menés par François Mitterrand et le gouvernement qu'il a choisi. Nous serons vigilants chaque fois qu'un écart sera commis, chaque fois que l'essentiel sera froissé.

2. Par ailleurs, si l'on veut que vive la démocratie représentative, il faut consentir rapidement à de profondes réformes du travail parlementaire. Au-delà de l'indispensable allongement des sessions, il faut redonner aux députés la possibilité de faire les lois ; confier aux commissions un rôle principal dans leur élaboration ; revoir la procédure d'examen de la loi de finances ; ne laisser aux séances publiques que les débats majeurs ; organiser le contrôle, par le Parlement, de l'application des textes qu'il a votés ; renforcer les dispositifs d'expertise. Il faut enfin, dans ce contexte nouveau, instaurer une pénalisation financière de l'absentéisme des députés.

3. Parallèlement, il faut promouvoir une véritable déontologie pour réhabiliter la morale politique, et par elle les valeurs de la démocratie ; une morale républicaine qui commande la supériorité de la vérité sur le mensonge, de la fraternité sur l'égoïsme, du respect sur le mépris.

Qu'il appartienne aux responsables politiques de répondre concrètement aux attentes de chacun, c'est l'évidence puisque c'est leur fonction même. Mais leur mission consiste avant tout à fournir un idéal à la nation. Nous sommes de la même génération, nous avons choisi l'action publique, nous aimons la politique, nous croyons que la démocratie demande un effort permanent. Nous sommes convaincus de l'urgence d'un sursaut qui passe par l'engagement de chacun. Nous souhaitons un nouvel humanisme en politique.

**►Ont signé ce texte : Jean-Pierre Balligand (Aisne), Jean-Michel Belorgey (Allier), Frédérique Bredin (Seine-Maritime), Michel Françaix (Oise), Bertrand Galley (Eure-et-Loir), François Hollande (Corrèze), Jean-Yves Le *Déaut* (Meurthe-et-Moselle), Jean-Yves Le Drian (Morbihan), Bernard Poignant (Finistère), Ségolène Royal (Deux-Sèvres), Alain Vidalies (Landes) et Jean-Pierre Worms (Saône-et-Loire).**

TRAIT LIBRE



*Dessin paru dans* **Klassekampen** *(Oslo)*

Consommation

## Publicité à l'essai

par Bernard Dubois

DANS *le Monde* du 15 novembre, Pierre Marleix *exposait, sous le titre* « La publicité qui lave plus blanc », les motifs qui le conduisent à se prononcer en faveur de la publicité comparative. Les arguments qu'il développe sont bien connus et correspondent à la position habituellement défendue par les associations de consommateurs et les pouvoirs publics : la publicité comparative doit être autorisée, car elle stimule la concurrence en favorisant en particulier l'innovation et elle aide le consommateur à choisir en lui donnant *davantage d'informations, notamment* en matière de prix. Ces arguments s'opposent naturellement à ceux avancés par les annonceurs et les agences qui, dans leur grande majorité, s'inquiètent des risques de dénigrement réciproque des marques mises en présence et d'un degré de confusion accru du consommateur, soumis à une cacophonie de déclarations contradictoires sur les mérites comparés de chacun.

Dans ce débat d'actualité pour cause d'harmonisation européenne, ce n'est pas à partir d'opinions qu'il faudrait trancher mais sur la base de mesures d'impact issues d'expériences menées directement sur le terrain. Après tout, c'est bien ainsi qu'ont été testées, *validées puis généralisées de nouvelles* réglementations, par exemple en matière d'IVG ou de limitation de vitesse. Mais la publicité comparative étant illégale, aucun résultat expérimental en vraie grandeur n'est disponible en France, et il nous faut chercher ailleurs.

La recherche américaine, menée selon des codes scientifiques précis, est doublement pertinente. Très riche (les premières études remontent à près de vingt ans), elle intervient dans un pays où la *publicité comparative a droit de* cité depuis longtemps. Que nous apprend-elle ?

D'abord que la publicité comparative n'est pas très fréquente puisque, selon le *Journal of Advertising Research*, 1 % des publicités effectivement diffusées dans la presse entrent dans cette catégorie. Agiterait-on une tempête dans un verre d'eau ? Ensuite que l'avantage global d'un type de publicité sur l'autre est difficile à établir. En général, les publicités *comparatives ne sont pas mieux ni* moins bien mémorisées que les autres. Les consommateurs ont tendance à trouver les publicités comparatives plus offensives et plus intéressantes mais ne leur accordent pas plus de crédibilité. Ils ont parfois l'impression d'être pris à témoin dans des règlements de comptes, qui ne les concernent qu'à moitié. Ils se déterminent alors davantage en fonction de l'intention perçue de l'annonceur que du poids des arguments présentés.

Les consommateurs ne différencient pas mieux ni plus mal les marques présentées selon le type de publicité. Cela dépend toutefois du nombre de critères de comparaison adoptés. Lorsque les arguments sont nombreux et complexes, les erreurs d'attribution aux marques se multiplient favorisant une impression d'équivalence globale. On n'a pas pu, enfin, établir que les publicités comparatives déclenchaient des intentions, des fidélités ou même des achats plus élevés.

Si peu de lois générales ont ainsi émergé, on a, par contre, mis en évidence de nombreux facteurs qui catalysent l'impact. Ils ont trait tout à la fois aux caractéristiques de l'audience, du message, des médias, des produits et des annonceurs.

• L'attitude initiale du consommateur, plus que son profil sociodémographique ou que ses traits de personnalité, détermine en grande partie sa réaction ; le fidèle acheteur d'une marque attaquée en publicité comparative n'accorde guère de crédit au message. Incité à contre-argumenter, il renforce souvent sa conviction initiale !

• Une publicité comparative qui présente pour la même marque des points de supériorité et des points d'infériorité est plus efficace car jugée plus honnête. De même, une publicité comparative persuade mieux lorsqu'elle appuie son constat sur des sources impartiales (tests scientifiques, experts reconnus, etc.).

• Les publicités comparatives sont plus efficaces en presse écrite qu'à la télévision en raison d'une latitude plus grande laissée au lecteur de revenir à son gré sur les arguments présentés. Elles semblent avoir davantage d'impact pour les produits de grande consommation que pour les biens durables. Enfin, il existe une certaine asymétrie dans le combat comparatif : un challenger inconnu n'a rien à y perdre ; un leader établi, rien à y gagner.

L'échéance européenne nous laisse encore deux ans. Pourquoi ne pas en profiter pour autoriser, à titre expérimental, la publicité comparative en se donnant immédiatement les moyens d'en mesurer les effets ?

**► Bernard Dubois est professeur de marketing à HEC.**



## COURRIER

### *Décentralisation parisienne*

Ainsi Air France, après s'être adjugé le monopole du transport aérien français, a comme premier geste de supprimer ces liaisons qui nous permettaient, à nous autres provinciaux, de sortir de l'Hexagone sans perdre trois heures dans une correspondance à Paris avec transit habituel d'Orly à Roissy.

*Il paraît que ces liaisons ne sont* pas rentables. Bel argument pour les provinciaux qui subventionnent sans rechigner le métro parisien, Beaubourg, l'Opéra Bastille et la Cité des sciences de La Villette, toutes choses dont la rentabilité n'est pas assurée et que l'on n'envisage toutefois pas de supprimer.

Je lis dans le même numéro du *Monde* (30 novembre) qu'il faudrait 200 à 300 millions de francs en quelques années pour réhabiliter les 28 000 hectares de la forêt des Maures brûlés cette année, le conditionnel indiquant qu'on ne les trouvera pas, et que l'on consacre 100 millions de francs en 1991 pour réaménager le jardin des Tuileries.

Tout cela, c'est ce qu'on appelle la décentralisation.

FRANÇOIS JOURDIER
*Toulon*

### *Nos montagnes en anglais*

En France, le ridicule ne tue plus, et c'est heureux, sinon, en *effet, notre ministre du tourisme* aurait probablement la pénible charge d'avoir à remplacer certains de ses collaborateurs... Et, en écrivant cela, je pense plus précisément à ceux d'entre eux qui ont eu l'idée saugrenue de promouvoir la montagne française à l'aide d'une « pub » télévisée avec accompagnement d'une chanson... anglo-saxonne.

La plus élémentaire décence ne devrait-elle pas commander à nos très officiels services publics d'utiliser notre propre langue, surtout quand il s'agit de chanter les charmes de notre pays ?

ROBERT PLANCHARD
*Bizanos*

### *Un tribunal des mots*

L'emploi martelé dans les médias du mot « ratonnade » a quelque chose de choquant, l'utiliser c'est déjà le légitimer.

Cela ressemble trop à une chasse au rat (et là nous sommes obligés de faire le détour par le mot raciste colonial « raton »). Quelle navrante désignation pour nous cacher la vérité et ne pas oser dire que c'est d'une chasse à l'homme qu'il s'agit. A quel procédé d'aplatissement nous participons quand nous utilisons de façon courante certaines expressions pour le moins dangereuses.

Et même le terme « beur »..., un emblème en son temps mais qui devient une désignation trop facile d'emploi et tellement ambiguë pour désigner qui ? Ceux que nous *ne savons peut-être pas encore* nommer. Mais la désignation crée l'assignation.

Peut-être devrions-nous mettre certaines expressions sous surveillance, voire les passer à un « tribunal des mots ». Ces emplois apparemment anodins qui peuvent être assassins.

AUGUSTIN BARBARA
*Nantes*

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

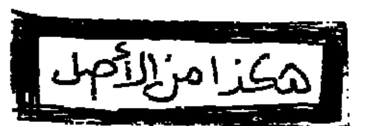
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



# ETRANGER

## La crise du Golfe

### Les Etats-Unis et l'Irak sont en désaccord sur les dates des visites de MM. Tarek Aziz et James Baker

**Le conseiller du président George Bush pour les affaires de la sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a fait part, samedi 8 décembre, de son *« inquiétude »* au sujet des propositions faites par Bagdad concernant les visites de M. Tarek Aziz à Washington et de M. James Baker à Bagdad.**

Le département d'Etat avait proposé que le ministre irakien des affaires étrangères vienne à Washington entre le 20 et le 22 décembre et que le secrétaire d'Etat américain se rende à Bagdad le 3 janvier. L'Irak a répondu en suggérant la date du 17 décembre pour la visite de M. Tarek Aziz et celle du 12 janvier pour les entretiens de M. James Baker à Bagdad.

Il semble que ce soit surtout cette dernière date qui ne satisfasse pas Washington. Les Irakiens *« ont proposé une date beaucoup trop proche de la date limite à laquelle ils doivent se conformer à la résolution des Nations unies autorisant l'usage de la force, ce qui, de nouveau, semble indiquer que Saddam Hussein n'est pas sérieux »*, a précisé M. Scowcroft, qui a ajouté : *« Il s'agit juste d'un nouveau tour qu'il tente d'utiliser pour faire traîner les choses et éviter de faire sérieusement ce que la communauté lui demande. »*

Au cours d'une interview sur la chaîne de télévision ABC, M. James Baker a confirmé l'opposition des Etats-Unis à la date du 12 janvier, soulignant toutefois que, si l'Irak maintenait sa position, ce serait au président Bush de prendre la décision. *« Nous ne serons pas partie à une manœuvre visant à tourner la date-limite du 15 janvier »*, a déclaré le chef de la diplomatie américaine, soulignant que sa visite à Bagdad ne visait en rien à négocier, mais à exiger *« un retrait total du Koweït »*. L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, M. Abdel Amir Anbari, avait estimé peu avant, lors d'une interview sur la chaîne NBC, que *« ce ne devrait pas être un problème que de trouver une date convenable »*. Il avait jugé *« marginal »* le différend qui existe entre les deux capitales sur ce sujet.

Le secrétaire d'Etat a déclaré ne pas être au courant de la construction, par l'Irak, d'une nouvelle ligne de défense lui permettant de se retirer du Koweït tout en conservant le champ pétrolifère de Roumaïlah. Mais il a estimé qu'un retrait partiel ne serait acceptable ni pour les Etats-Unis ni pour leurs alliés, car il montrerait que l'agression paie. Il a cependant ajouté qu'après un retrait, l'Irak et le Koweït *« pourraient négocier directement leur différend »*. Les deux pays auraient alors la possibilité de discuter, par exemple, la cession du gisement de Roumaïlah et des deux îles koweïtiennes de Warbah et de Boubiyane dont la jouissance permettrait à l'Irak d'élargir son accès à la mer. *« C'est une affaire entre le Koweït et l'Irak »*, a dit M. James Baker. Afin d'assurer la stabilité dans la région, a-t-il ajouté, une force multinationale pourrait y être maintenue, ce qui donnerait notamment au Koweït l'occasion de ne pas négocier en position de faiblesse. Il a déclaré qu'il fallait trouver des solutions, peut-être par l'intermédiaire de l'ONU, pour réduire la machine de guerre de l'Irak.

Samedi, à l'issue d'une tournée de six jours dans cinq pays d'Amérique du Sud, le président Bush a déclaré que la libération des otages ne rendait pas une solution pacifique plus probable et a estimé que cela pourrait au contraire faciliter une éventuelle décision de recours à la force. *« Il n'y a pas de changement dans ma détermination à obtenir que Saddam Hussein se retire du Koweït conformément aux résolutions de l'ONU »*, a-t-il déclaré. – *(AFP – Reuter.)*

### Un pont aérien a été mis en place pour l'évacuation des otages

**Le « pont aérien » qui devrait permettre à plus de 2 600 otages libérés par l'Irak de rentrer chez eux avant Noël a commencé, dimanche 9 décembre. Plus de 500 Occidentaux, dont certains paraissaient épuisés après avoir passé des semaines dans la clandestinité au Koweït, ont pris place à bord de deux Boeing 747 des Iraqi Airways, affrétés l'un par l'Italie, l'autre par les Etats-Unis.**

Un premier appareil a décollé pour Rome avec 200 étrangers, dont 176 Italiens. L'avion transportait également 14 Néerlandais, 11 Britanniques, 9 Irlandais et 9 Autrichiens. L'autre avion a décollé à destination de Francfort dans la soirée, avec plusieurs heures de retard. Il transportait 325 Occidentaux, dont 175 Américains et 93 Britanniques. Etaient également à bord 32 Canadiens, 12 Irlandais, 5 Grecs et 1 ressortissant de chacun des pays suivants : Argentine, Danemark, Italie, Pays-Bas et Suisse.

Le pont aérien avait, en fait, commencé dans la matinée avec le départ pour le Koweït d'un Boeing-707 affrété par les Etats-Unis. L'avion a ramené à Bagdad environ 140 personnes, en majorité des Américains, qui étaient bloquées dans l'émirat occupé. Le président Saddam Hussein avait donné le feu vert, jeudi dernier, en annonçant la libération de tous les otages, Bagdad exigeant que le rapatriement soit effectué par des appareils irakiens.

Des groupes d'étrangers dont la libération avait été autorisée avant l'initiative spectaculaire de jeudi sont également rentrés chez eux dimanche ; 39 Japonais sont ainsi arrivés à Tokyo en compagnie d'un parlementaire qui avait négocié leur départ. De leur côté, 22 otages américains sont arrivés à Houston à bord d'un Boeing-707 d'une compagnie texane.

Le pont aérien devait se poursuivre lundi, notamment avec le départ de Bagdad d'un avion transportant environ 350 Britanniques, a annoncé le Foreign Office. Les otages britanniques forment le plus fort contingent d'Occidentaux retenus en Irak et au Koweït depuis le 2 août – ils sont environ 1 200.

Part ailleurs, plus de 170 Soviétiques ont quitté Bagdad pour Moscou dimanche à bord d'un avion de ligne soviétique, a-t-on appris auprès de l'ambassade d'URSS. Le Parlement irakien avait autorisé mardi les quelque 3 000 ressortissants soviétiques présents en Irak à quitter le pays.

#### « Les gens se font tirer dessus sans raison »

A son arrivée à Amman, un médecin islandais a déclaré dimanche que de nombreux bébés étaient morts dans les hôpitaux koweïtiens en raison du manque de personnel médical. Le Dr Gisli Sigurdsson, seul otage islandais, a cependant démenti que des nouveau-nés prématurés aient été retirés des couveuses par des soldats irakiens, afin de pouvoir transférer ces équipements vers l'Irak. *« En dehors des hôpitaux et cliniques militaires, ils n'ont pas pris de matériel »*, a-t-il indiqué.

Le Dr Sigurdsson, qui travaillait encore à l'hôpital Moubarak el Kabeer de Koweït il y a trois semaines, a précisé que seulement 10 % à 15 % pour cent du personnel médical de l'établissement étaient encore à leur poste. Les enfants sont les plus touchés par les défections car les pédiatres étaient le plus souvent des étrangers, a précisé le médecin, qui a reçu l'ordre de quitter le Koweït après avoir été arrêté à plusieurs reprises. Il a ajouté que son équipe avait soigné des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants koweïtiens blessés par balles immédiatement après l'invasion de l'émirat le 2 août. *« Ils tirent toujours pour tuer. Ils ne visent pas les jambes ou les bras, ils visent toujours la poitrine »*, a-t-il dit. Une dizaine de blessés par balles étaient encore admis à l'hôpital chaque jour en novembre, a-t-il précisé.

*« Les gens se font tirer dessus sans raison, certains parce qu'ils changeaient de l'argent »*, a-t-il encore indiqué. *« Il y avait un Koweïtien qui protestait car il avait dû faire la queue pendant deux jours pour avoir du pain. Quelques soldats irakiens passaient devant tout le monde. Il a fait une réflexion, a été poussé hors de la queue et a reçu des balles dans la poitrine et à l'abdomen »*. – *(Reuter.)*

## Grâce à l'appui de la délégation soviétique

### Washington a obtenu un nouveau report du vote du Conseil de sécurité concernant une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient

**Repoussée d'heure en heure pendant quatre jours, la réunion du Conseil de sécurité consacrée à l'examen du projet de résolution recommandant notamment la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient a été reportée au lundi 10 décembre, grâce à une motion présentée in extremis par la délégation soviétique.**

**Washington s'est raidi et un veto américain est prévisible si le texte est maintenu en l'état alors que la Chine et la France se sont détachées de la position américaine.**

NEW-YORK (Nations unies)

*de notre correspondant*

En dépit des efforts déployés depuis plusieurs jours par l'ambassadeur de Malaisie (dont le pays, allié au Yémen, à Cuba et à la Colombie, parraine cette résolution) pour faire approuver par la délégation américaine un texte de plus en plus édulcoré, Washington n'a pas donné son aval. Au lieu d'une simple abstention, comme prévu à l'origine, les Américains pourraient recourir au veto si les pays non alignés, à l'origine de la résolution, s'en tiennent à leur texte.

Dans sa formulation actuelle, celui-ci s'inspire du rapport présenté au Conseil par le secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, sur *« les moyens d'assurer la sécurité et la protection des civils palestiniens soumis à l'occupation israélienne »* et souligne *« la détérioration dangereuse de la situation dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem »*. D'une part, il demande au secrétaire général, de *« suivre et d'observer la situation dans les territoires occupés avec le concours du personnel des Nations unies qui y est stationné ... et d'informer régulièrement le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation »*. D'autre part, il *« considère que la tenue, à un moment approprié, d'une conférence internationale sur la paix au Proche-orient, dotée d'une structure appropriée, à laquelle participeraient toutes les parties concernées, faciliterait un règlement négocié et l'instauration d'une paix durable »* dans la région.

Le premier point constituait déjà le résultat d'un certain nombre d'amendements justifiés par les réticences américaines. Le texte initial prévoyait la nomination d'un commissaire, jouant le rôle « d'ombudsman » de façon permanente, ce qui était interprété comme une ingérence dans les affaires israéliennes, Jérusalem estimant qu'aux termes de la convention de Genève, elle est seule responsable de la sécurité dans les territoires occupés. Un argument déja invoqué pour refuser l'envoi d'une mission spéciale du secrétaire général après la tragédie du Mont du Temple, en octobre dernier.

Mais c'est sur l'autre passage de la résolution concernant la conférence internationale que l'impasse est totale. Est-ce la perspective de mécontenter gravement M. Itzhak Shamir à quelques heures de la visite que le premier ministre israélien doit effectuer à Washington. En dépit de la réelle animosité qui existe entre MM. Bush et Shamir et par crainte de voir l'Irak interpréter le vote de cette résolution comme un aveu de faiblesse des Etats-Unis, la délégation américaine, sur instructions directes de M. James Baker, n'a pas cédé. Tout au plus a-t-elle proposé d'occulter le paragraphe litigieux et de le replacer dans une déclaration en annexe à la résolution, laquelle préciserait toutefois que cette disposition n'implique aucun lien entre la crise du Golfe et la question des territoires occupés et que s'il doit y avoir une conférence internationale *« à un moment approprié »*, ce moment n'est pas encore venu.

#### *Émoi des délégations arabes*

Autant de conditions que les non-alignés ne pouvaient accepter. Toutefois, devant leur volonté de passer aux voix, quitte à essuyer un veto américain, l'ambassadeur soviétique, M. Yuri Vorontsov a créé la surprise en demandant un vote afin d'autoriser un report de l'examen de la résolution à lundi. Cette décision a été approuvée par neuf voix (le minimum requis) face à l'opposition des quatre signataires du document, la France (laquelle avait déclaré qu'il s'agissait d'un *« bon texte »*) et la Chine s'abstenant.

*« L'initiative soviétique a suscité l'émoi parmi les délégations arabes à l'ONU »*, rapporte un diplomate qui a participé aux péripéties de ces derniers jours. *« Elle a été interprétée comme une décision hâtive et une nouvelle démonstration de l'alignement soviétique sur la position américaine »*, explique-t-il. Lors du retour en séance du Conseil, sous réserve d'un nouveau report, Washington pourra difficilement retarder son choix à propos d'un projet de résolution rédigé, en réalité, il y a plus de deux mois. Après l'abstention de la Chine, lors du vote de la précédente résolution sur le recours éventuel à la force contre l'Irak et les divergences apparues cette fois-ci entre Pékin et Paris, d'une part, Washington, Londres et Moscou, de l'autre, le consensus que le Conseil a su longtemps préserver pour tenter de faire plier l'Irak, est gravement remis en cause alors qu'il s'agit d'aborder l'ensemble des problèmes de la région.

SERGE MARTI

## Selon M. Roger Garaudy

### Le président irakien accepterait de discuter d'une « relève » au Koweït par des troupes arabes

M. Roger Garaudy, qui avait été reçu mercredi dernier par le président irakien, a affirmé lundi 10 décembre que celui-ci *« accepte comme base de discussion »*, le projet de *« relève de son armée au Koweït par des troupes arabes, simultanée à la levée du blocus et au retrait américain, pour une période intérimaire »*.

*« Saddam Hussein accepte le dialogue, pas l'ultimatum »*, a déclaré à l'AFP M. Garaudy. Le président irakien s'est dit, selon lui, d'accord pour *« donner la parole aux Koweïtiens »*, mais *« dans un délai long »*.

M. Garaudy, philosophe converti à l'islam, ancien membre du bureau politique du Parti communiste français, et dont la démarche à Bagdad a été *« strictement personnelle »*, a exposé au président irakien un *« plan de paix en cinq points »*. Ce plan prévoit notamment une *« solution arabe »*, une *« solution démocratique »* – excluant le retour de l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah – et la tenue d'une conférence internationale sur l'ensemble des questions du Proche-Orient.

# PROCHE-ORIENT

## Un Israélien et un Palestinien tués en Cisjordanie et à Gaza

### La quatrième année de l'Intifada a commencé dans le sang

**La première journée de la quatrième année de l'Intifada s'est achevée, dimanche 9 décembre, avec deux morts : un Palestinien tué par balle à Gaza et un Israélien mortellement blessé lors d'un attentat à la bombe à Bethléem, en Cisjordanie.**

JERUSALEM

*de notre correspondant*

Le dernier incident a eu lieu, dans la soirée de dimanche, devant le gouvernorat militaire de la région de Bethléem, à la sortie de la ville, sur la route de Hébron. Deux engins explosifs dissimulés dans des tubes de métal ont été actionnés au passage d'une patrouille de parachutistes qui regagnaient le gouvernorat.

Trois soldats ont été touchés et l'un d'eux devait succomber à ses blessures un peu plus tard. Cet attentat s'est donc produit le jour même du troisième anniversaire de la révolte dans les territoires occupés, alors que près d'un million de Palestiniens étaient sous couvre-feu en Cisjordanie et dans la bande de Gaza – où un résident a été tué dans la matinée par un soldat auquel, selon les autorités, il avait tenté de prendre son arme. Immédiatement, la presse et les milieux militaires ont de nouveau spéculé sur un revirement stratégique des Palestiniens : la quatrième année de l'Intifada sera-t-elle celle du passage aux armes à feu ?

Il y a huit jours, le soixante-cinquième communiqué de la direction de l'Intifada (l'OLP) appelait à une *« escalade par tous les moyens possibles »*, expression qui, pour les spécialistes militaires, était un appel à la lutte armée.

ALAIN FRACHON

# DIPLOMATIE

### Les Pays-Bas critiquent l'initiative franco-allemande sur l'union politique européenne

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, a qualifié, samedi 8 décembre à La Haye, le contenu de la lettre franco-allemande sur l'union politique européenne (*le Monde* daté 9-10 décembre) de *« préoccupant »*, et s'est opposé à tout renforcement du rôle du Conseil européen.

La lettre de MM. Mitterrand et Kohl ne témoigne pas d'une *« haute considération envers la Commission et le Parlement européens »*, a souligné M. Van den Broek, qui s'exprimait lors d'un congrès organisé à La Haye à une semaine du début de la conférence intergouvernementale sur l'union politique.

Pour le chef de la diplomatie néerlandaise, le renforcement du rôle du seul Conseil européen ne constitue pas un gage de démocratisation des institutions européennes. Or cette démocratisation conditionne le feu vert néerlandais à tout élargissement des pouvoirs communautaires. – *(AFP.)*

### Rencontre entre M. Baker et M. Chevardnadze à Houston

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a accueilli son homologue soviétique Edouard Chevardnadze, dimanche 9 décembre, à Houston (Texas), où les deux hommes doivent s'entretenir pendant deux jours de la crise du Golfe et de la mise au point du traité de réduction des armements stratégiques START. De la conclusion de ce traité dépend la tenue, au début de l'année prochaine, du prochain sommet des présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev. M. Chevardnadze a cependant affirmé lui-même, fin novembre, que ce sommet n'aurait probablement pas lieu en janvier, comme prévu initialement. – *(AFP.)*

## AMÉRIQUES

COLOMBIE : les résultats de l'élection à l'Assemblée constituante

# L'ancien guérillero du M-19 Antonio Navarro arrive en tête

**Les résultats des élections à l'Assemblée constituante qui se sont tenues dimanche 9 décembre ont apporté deux surprises : *une abstention record* (70 %) et la victoire de l'ancien guérillero du M-19 Antonio Navarro.**

BOGOTA

*de notre envoyé spécial*

Les élections destinées à former, dimanche 9 décembre une Assemblée constituante en Colombie, qui devrait siéger de février à juillet 1991, se sont avant tout soldées par une abstention record, évaluée à plus de 70 %. C'est un échec pour le gouvernement Gaviria qui parlait de *« journée historique »*. Samedi soir, le président colombien invitait fermement ses concitoyens à voter *« massivement »*, *mais c'est l'abstention* qui a été massive. Le projet de révision constitutionnelle du gouvernement – celui du président Barco repris en août dernier par son successeur M. Gaviria – prévoyait quelques ajustements. La cour suprême, en octobre, a donné son feu vert à une Constituante dotée de tous les pouvoirs et ouverte à tous les thèmes de discussions, par exemple celui de l'extradition des barons de la drogue, qui a suscité de vives *polémiques. La très faible participation* électorale – même pour la Colombie où l'abstention est de tradition et le vote non obligatoire – risque, cependant de relancer le débat sur la « représentativité » de cette assemblée.

M. Gaviria ne se laisse pas *démonter pour autant. Il s'est félicité*, dès dimanche soir, des résultats, encore provisoires, en affirmant : *« Le passé est liquidé. »* Son optimisme tranche cependant avec les commentaires entendus dans de nombreux bureaux de vote étrangement désertés de la capitale : *« Les vieux routiers sont revenus au premier plan pendant la campagne; les électeurs sont lassés de cette classe politique. C'est la première cause d'abstention »*. *« Le pays est fatigué de ses politiciens »* : c'est ce que dit aussi M. Antonio Navarro Wolf, leader du M19, organisation de guérilla qui a négocié cette année sa participation *légale* à la vie politique. Sa victoire attendue aux élections de dimanche – son score se situe à 27 % environ des suffrages exprimés – *confirme* la force de ce courant d'opinion hostile à un système souvent corrompu et inadapté à la nouvelle société colombienne. Malgré son long passé de violences, malgré le désastre sanglant de l'assaut contre le palais de justice de Bogota en 1985, le M19 représente aujourd'hui un espoir pour de très nombreux Colombiens. Ses partisans, jeunes et enthousiastes, qui déployaient dimanche leurs banderoles bleu, blanc, rouge frappées de la colombe de la paix, affirment que le triomphe de leur champion aurait été encore plus net si *« le gouvernement ne s'était pas opposé à de nouvelles inscriptions sur les listes électorales »*.

Représentatif avec des bémols de cette volonté de renouveau, M. Alvaro Gomez, dirigeant du Mouvement de salut national, une dissidence du Parti social-conservateur (nouvelle appellation conservatrice), arrive en seconde position avec 16 % des voix. M. Alvaro Gomez a été séquestré pendant cinquante-trois jours en 1988 par le M19. *« Je pardonne, mais je n'oublie pas »*, dit-il. Son virage politique, en tout cas, a suivi sa libération.

### *Offensive contre le QG de la guérilla*

En revanche, le leader conservateur et ancien président de la République, *M. Misael Pastrana*, est sérieusement battu, et d'abord dans la capitale. Les libéraux, quant à eux, sont allés à la bataille électorale en ordre dispersé. Trente-six listes différentes pour le *parti au pouvoir!*

Coïncidence qui n'est sans doute pas innocente : la journée électorale a été aussi marquée par l'annonce d'une violente offensive héliportée de l'armée contre le quartier général de la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes, pro-communistes) à Casa Verde, dans les contreforts de la cordillère orientale, au sud-est de Bogota. Casa- Verde est aussi le siège de la coordination Simon-Bolivar, *qui regroupait tous les mouvements* de guérillas, y compris le M19. Parmi les forces de guérilla, ne restaient, en fait avec les FARC, que l'ELN du prêtre espagnol Manuel Perez. FARC et ELN avaient dit « oui », en septembre, à l'offre de négociations du gouvernement, mais des affrontements sanglants avec l'armée, en novembre, ont torpillé les pourparlers qui devaient, en principe, leur ouvrir, comme au M19, les portes de la Constituante.

L'armée avait déjà, à la mi-novembre, lancé une offensive contre Casa Verde. Dimanche, l'affaire a été plus sérieuse. Onze militaires, selon un communiqué du ministère de la défense, et au moins soixante guérilleros ont été tués dans les combats qui se poursuivaient dans la nuit de dimanche à lundi.

MARCEL NIEDERGANG

## *Un personnage sartrien*

BOGOTA

*de notre envoyé spécial*

*« Je n'ai jamais été marxiste... »* : M. Antonio Navarro . leader du M19 et vainqueur du scrutin du 9 décembre, doit convaincre les Colombiens de sa conversion à *la* sociale-démocratie. La formule n'a pas encore été prononcée, mais l'ex-commandant du front sud de *l'ancienne organisation de guérilla* accepte le programme du gouvernement Gaviria : l'ouverture économique néo-libérale, les privatisa*tions, la nécessité des* investissements étrangers dans l'industrie pétrolière. Il reconnaît, ce qui est plus important encore, que les forces armées doivent avoir le monopole des armes. Un avertissement indirect à l'adresse des guérillas encore actives : FARC et ELN.

*Son profil bas pendant la campagne électorale* n'a pas désarmé les préventions de ses nombreux adversaires. *« La Constituante ne sera pas prise d'assaut par le M19 »*, dit M. Misael Pastrana, leader conservateur. *« Comment faire confiance à ceux qui ont du sang sur les mains ! Le pape peut bien pardonner à celui qui a tenté de le tuer, mais il ne l'a pas nommé cardinal »*, ajoute M. Carlos Lemos, dirigeant libéral en froid avec Gaviria.

### *Des séquelles physiques de son combat clandestin*

La modération de l'ancien guérillero inquiète ses partisans de gauche. M. Navarro n'a pas réussi à mobiliser de larges secteurs du *parti des abstentionnistes. Il navigue* entre deux périls. Numéro deux du M19 jusqu'à l'assassinat, en avril, de Carlos Pizarro, il est main*tenant en première ligne. Ministre* de la santé pendant deux mois dans le premier gouvernement Gaviria (*« Mon meilleur ministre »*, *dit le chef de l'Etat) et bénéficiant* à ce titre de mesures de protection exceptionelles, il a replongé dans une quasi-clandestinité comme candidat à la Constituante. Il a, de justesse, échappé à un attentat; deux de ses plus proches collaborateurs ont connu la même peur à la veille du scrutin.

M. Antonio Navarro porte les traces de son combat clandestin dans le M19. En mai 1985, à Cali, une grenade lui a arraché une jambe (il porte une *prothèse*) et brisé la mâchoire. Il a des difficultés d'élocution et ce n'est pas par le verbe qu'il *séduit*. Agé de quarante-deux ans, cet ingénieur et *idéologue est resté très longtemps* dans l'anonymat bien qu'il ait adhéré dès 1974 au M19. Pendant l'assaut contre le palais de justice – crime majeur de la guérilla pour ses adversaires –, il était à La Havane, en traitement médical après l'attentat de Cali.

*Mélange de froideur apparente et* de passion, M. Antonio Navarro est aussi un personnage sartrien. Il assume avec hauteur ses révisions déchirantes mais il s'engage dans cette recherche difficile d'une nouvelle cohabitation avec une passion qui apporte un souffle nouveau dans les coulisses de la scène politique.

M. N.

SALVADOR

## Fin de l'instruction du dossier sur l'assassinat des jésuites

L'église salvadorienne a une nouvelle fois dénoncé, dimanche 9 décembre, les *insuffisances* de l'enquête sur l'assassinat de six jésuites, en novembre 1989, au Salvador, après que le juge chargé du *dossier eut annoncé* que l'instruction était close.

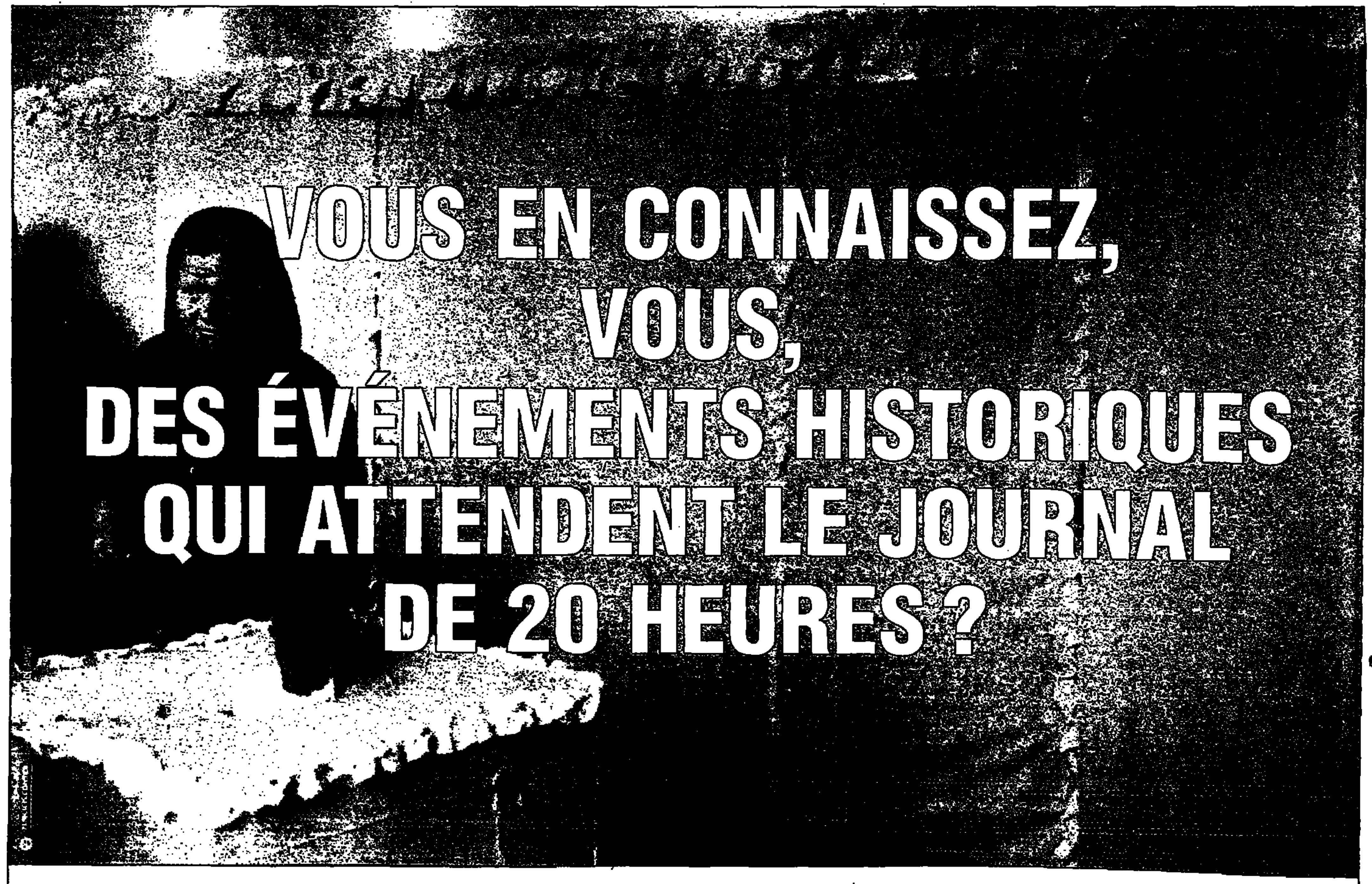
Le juge a ordonné samedi la comparution en justice du colonel *Guillermo Benavides*, accusé d'avoir commandité le meurtre des religieux, et de huit autres militaires, mais la date du procès n'a pas été précisée.

Le Père José Maria Tojeira, responsable des jésuites pour l'Amérique centrale, a estimé que l'affaire n'était pas suffisamment éclaircie pour être jugée. Selon lui, le juge a subi des pressions de la part de l'armée salvadorienne.

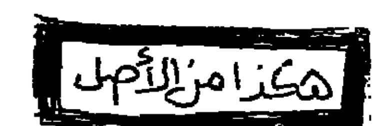
La guérilla a accusé de son côté l'armée d'avoir éliminé les militaires détenant des informations. Selon le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), le capitaine Carlos Herrera Carranza, témoin durant l'instruction, a été assassiné afin d'éviter que l'on découvre l'identité *« des chefs militaires auteurs intellectuels du massacre »*. – (*AFP.*)









هكذا من الأصل

# EUROPE

## POLOGNE : l'élection de M. Lech Walesa à la présidence de la République

# La consécration de vingt années de luttes

VARSOVIE

*de notre envoyée spéciale*

Un jour d'août 1984, traversant Gdansk au volant de son minibus, salué tout le long du chemin par les piétons et l'automobilistes d'un baiser affectueux ou d'un « V » de la victoire, Lech Walesa, attendri et fier, fit tout haut cette remarque : *« Vous savez que vous circulez avec le prochain président de la république de Pologne ? »* Il était très en verve ce jour-là, adressait des signes ironiques aux agents de la police politique qui le suivaient, plaisantait sur les succès féminins que lui valait sa célébrité, et la remarque sonna comme une boutade.

C'était il y a six ans, et la Pologne, bien que sortie de l'état de guerre, vivait encore sous une chape de plomb. Lech Walesa avait quarante et un ans, il était, certes, fraîchement lauréat d'un prix Nobel de la paix, mais Solidarité était clandestine et il rejoignait tous les matins son poste d'électricien aux chantiers navals Lénine. Avec Danuta, qui n'avait encore que sept enfants et trente-cinq ans, il vivait dans un appartement de la gigantesque cité-dortoir de Zaspa ouvert à tous. Il ne se passait pas grand-chose en Pologne, les policiers en bas de l'immeuble ne décollaient ni le jour ni la nuit ; le bout du tunnel n'était guère en vue. Danuta trouvait l'atmosphère déprimante : *« Je préfère encore les moments très durs, mais où l'on sait qu'un changement va se produire,* disait-elle. *En ce moment, c'est la stagnation. »*

### L'épopée de Solidarnosc

Walesa pensait-il vraiment, à cette époque, devenir un jour le premier homme de Pologne ? A sa manière, il l'était déjà, et l'humeur sombre du pays ne le décourageait pas. Le comité Nobel, le pape, l'Amérique et les médias avaient fait de lui, fils de petits paysans devenu ouvrier, un homme unanimement respecté en Occident, où on le considérait comme le leader incontesté de la « vraie » Pologne, celle que les communistes tentaient de bâillonner. Chaque manifestant, avant de prendre le premier coup de matraque des zomos, criait *« Solidarnosc »* et *« Lech Walesa »*. Les années suivantes, pas un grand du monde libre ne se rendait en Pologne sans faire un crochet par Gdansk.

Lorsque, le 14 août 1980, Lech Walesa sauta le mur d'enceinte des chantiers navals pour y prendre la tête d'une grève, peu de gens, bien sûr, se doutaient que ce petit ouvrier moustachu – mince, à l'époque – finirait par faire basculer l'Histoire. Ce n'était pas son premier acte de défi à l'égard du régime : il avait participé aux sanglantes émeutes de la Baltique en décembre 1970, et son activité dans les tentatives ouvrières de création de structures parallèles lui avait valu *d'être licencié des chantiers* navals en 1976. La suite relève déjà de l'Histoire : les accords de Gdansk, le premier syndicat indépendant du monde communiste, l'alliance des ouvriers et des intellectuels polonais qui marque l'épopée de Solidarité, le coup de force du général Jaruzelski qui, le 13 décembre 1981, jette tout ce monde dans les camps d'internement et instaure l'état de guerre.

### « J'ai décidé démocratiquement, seul »

Lech Walesa est interné séparément, isolé de ses troupes et de ses fameux conseillers. Mais il ne cède pas. Libéré le 14 novembre 1982, il rejoint, la tête haute, le reste des Polonais pour vivre avec eux cette sombre période. Il arrive parfois à déjouer la surveillance policière et à prendre contact avec les structures clandestines ; la plupart de ses anciens conseillers sont encore en prison, et il est contraint, le plus souvent, d'agir seul, sans consulter la commission nationale du syndicat. Pendant l'époque légale de Solidarité, surtout lors du premier congrès, en octobre 1981, l'autoritarisme de Walesa avait fait l'objet de maints débats ; mais sous le règne du général Jaruzelski, personne ne s'en plaindra : démocratie et clandestinité, c'est bien connu, ne font pas bon ménage. Walesa s'habitue à ce mode de décision, illustré par une de ses phrases : *« Alors, j'ai décidé démocratiquement, seul... »*

Cette autorité, il en fait d'ailleurs essentiellement un usage modérateur. Combien de fois le président de Solidarité a-t-il mis tout son poids dans la balance pour freiner des mouvements qui s'emballaient ? C'était la fameuse stratégie de l'autolimitation, et il fallait de l'autorité pour l'imposer. Tout comme il fallait de l'autorité pour ne pas laisser les gens se lancer dans des actions désespérées pendant l'état de guerre. L'une des grandes figures de Solidarité, Karol Modzelewski, aujourd'hui député, rappelait récemment que *« depuis 1980, les conseillers de Solidarité ont délibérément misé sur la position dominante de Walesa, convaincus que, puisqu'un mouvement de masse tel que Solidarité était incapable d'apprécier les exigences de réalisme politique, ce réalisme devait être imposé aux masses par un leader dont la position serait incontestée. Ce sont ces conseillers qui ont fait le leadership de Walesa, et ce sont eux qui aujourd'hui se battent contre lui »*. Walesa était un phénomène unique dans les pays du pacte de Varsovie ; la Tchécoslovaquie avait Havel, mais Havel n'avait que quelques centaines de personnes derrière lui ; la Russie avait Sakharov, mais Sakharov était encore plus dramatiquement isolé, comme il le fit remarquer lui-même lorsqu'il rencontra Walesa, à Paris, en décembre 1988.

Alors, héros ou dictateur ? L'honnêteté impose de *reconnaître que bien peu, parmi* les détracteurs actuels de M. Walesa, exprimaient tout haut leurs objections – s'ils en avaient – avant que la transition démocratique ne fît éclater au grand jour les rivalités politiques. C'est, rétorquent-ils, qu'un bon leader syndicaliste ne fait pas forcément un bon candidat à la présidence de la République. Pourtant, lorsque Lech Walesa se lance assez clairement, en avril dernier, lors du second congrès de Solidarité, dans la course à la présidence, cela fait belle lurette qu'il ne se limite pas à son rôle de syndicaliste.

### « Monsieur Walesa »

En septembre 1988, quand le pouvoir se décide à dialoguer avec l'opposition, c'est tout naturellement avec Lech Walesa. En quelle qualité, puisque Solidarité est illégale ? *« En qualité de « Monsieur Walesa ». Chaque homme, indépendamment du poste qu'il occupe, représente par lui-même une valeur, un poids, une autorité, une histoire »*, nous répond Jozef Czyrek, alors numéro deux du POUP. Deux mois plus tard, le 30 novembre 1988, la télévision officielle accepte de donner la parole au président de Solidarité, dans un débat en direct face au président des syndicats officiels, M. Alfred Miodowicz. C'est un tournant ; Lech Walesa triomphe. Dix jours après, il est autorisé, pour la première fois depuis l'état de guerre, à se rendre en France, à l'invitation du président Mitterrand, accompagné de son conseiller le professeur Geremek, *« sans lequel je serais aveugle »*, dit-il. Paris – l'Elysée, M. Laurent Fabius à l'hôtel de Lassay – l'accueille en chef d'Etat.

En mars 1989, lorsque les pourparlers de la table ronde s'enlisent, Lech Walesa arpente la Pologne pour expliquer, de meeting en meeting, le bien-fondé de la négociation à une *population de plus en plus* méfiante. Puis c'est le grand saut : les élections « semi-démocratiques » de juin 1989, les premières du bloc de l'Est, auxquelles Lech Walesa fait élire deux cent soixante et un députés et sénateurs de Solidarité sur une simple photo répétée 261 fois, celle de chaque candidat à ses côtés.




### La nuit pour réfléchir

Fortement ébranlé, le régime ne parvient pas à se remettre sur pied. Adam Michnik propose que Solidarité forme le gouvernement, mais comment s'y prendre ?

Une fois de plus, c'est Lech Walesa qui négocie la manœuvre, l'impose aux députés de Solidarité – *« puisque vous êtes incapables de décider vous-mêmes »* – en leur faisant plus ou moins croire qu'il prendra lui-même la tête du gouvernement, détruit la coalition du Parti communiste (le POUP) et des partis satellites, et, un soir d'août, demande à Tadeusz Mazowiecki de devenir premier ministre en lui donnant la nuit pour réfléchir. *« L'intuition politique de Walesa lui avait fait sentir que tout cela était possible, avec la décomposition en URSS,* dit l'un de ses conseillers, Andrzej Micewski. *L'élite politique n'avait pas compris mais lui, l'électricien, il avait compris. »*

Commence alors une nouvelle vie pour Lech Walesa. Ses anciens conseillers occupent le devant de la scène à Varsovie, au Parlement, au gouvernement. Lui n'est plus, finalement, que le président d'un syndicat qui a du mal à définir son nouveau rôle. Ceux qui le connaissaient bien pouvaient-ils imaginer qu'après avoir tant payé de sa personne, il se retirerait discrètement ? Dès janvier 1990, un des dirigeants régionaux de Solidarité, Wladyslaw Frasyniuk, prévoit dans une interview à *Gazeta Wyborcza « que, cette année, la Pologne aura un nouveau président, et il s'appellera Walesa »*.

Pourtant, lorsque arrive l'élection présidentielle, Wladyslaw Frasyniuk mène activement campagne non pas pour Lech Walesa, mais pour Tadensz Mazowiecki. C'est qu'entretemps Lech Walesa a divisé Solidarité. Il l'a fait, dit-il, pour *« accélérer »* (c'est devenu son leitmotiv) les changements en Pologne, parce qu'il sentait l'impatience et *le mécontentement croître au sein de la population*. Ses adversaires affirment que c'était pour assouvir ses ambitions présidentielles.

### A double tranchant

Lech Walesa a, encore une fois, suivi sa fameuse intuition politique : lorsque le POUP s'est sabordé, en janvier 1990, il fallait, estime-t-il, profiter de l'occasion et en finir une fois pour toutes avec les vestiges de l'ancien régime. Mais Tadeusz Mazowiecki et son entourage craignent la déstabilisation. C'est le début de la déchirure et d'échanges profondément blessants entre les anciens amis.

Lech Walesa a pour lui d'être très au contact de la population, une vieille recette qui n'a jamais failli, et il ressent davantage que l'élite de Varsovie la frustration de la Pologne profonde. Mais c'est un instrument à double tranchant, car, en voulant à tout prix faire appel à cette Pologne épuisée et désorientée, il encourage l'expression du ressentiment, de l'amertume et de la colère, et la tentation de la démagogie.

Il attaque les intellectuels, tient des propos contradictoires sur la réforme économique et ambigus sur l'antisémitisme ; il parle trop, et maladroitement. Hormis une bonne partie de l'intelligentsia, les Polonais ne lui en tiennent pas trop rigueur ; ils le connaissent bien et lui vouent une profonde affection. *« Il dit des bêtises mais n'en fait pas »*, affirme un de ses nouveaux conseillers. Cependant, ces aspects négatifs de la campagne ternissent son image en Occident, où la classe politique et les intellectuels se sentent plus proches d'hommes comme M. Mazowiecki. Le soir du premier tour, le 25 novembre, le désastre Tyminski couronne cette difficile année.

Le légendaire flair politique de Lech Walesa lui a joué un mauvais tour : lui non plus n'a pas vu venir le phénomène Tyminski. Il émerge du premier tour comme un boxeur groggy mais parvient, en deux semaines, à tirer les leçons de cette humiliation. Le 9 décembre au soir, Walesa a gagné. Après vingt ans de luttes, *de résistance à tous les pièges et* à toutes les manipulations, le suffrage universel le sacre premier homme de Pologne. Mais le plus dur est peut-être devant lui.

S. K.

# « D'abord nous aider nous-mêmes »

*Suite de la première page*

M. Tyminski n'a pas voulu dévoiler ses projets politiques ultérieurs ; sa décision de rester ou non en Pologne *« dépend de* [sa] *femme,* a-t-il dit, *car elle jugeait jusqu'ici la situation trop dangereuse pour faire venir* [leurs] *enfants du Canada »*. Un moment auparavant, il avait déclaré devant d'autres journalistes qu'il avait l'intention de rester en Pologne et de fonder un parti pour *« construire la démocratie, même si je dois le faire en prison »*. Stan Tyminski a clos son intervention par la lecture d'un passage d'*Ivanhoé*, de Walter Scott.

A Gdansk, l'annonce de la victoire de M. Walesa a été accueillie par des *manifestations de joie d'un millier de* supporters de Solidarité qui, malgré le froid, ont fêté dans la rue, devant le siège du syndicat, l'homme qui pendant près de dix ans, a symbolisé tout un pays en lutte contre le géant communiste. Accompagné de sa femme Danuta, un peu crispée mais déja présidentielle dans une tenue semblable à celle qu'elle portait à *Oslo, en 1983*, lorsqu'elle était venue recueillir le prix Nobel de son mari, M. Walesa a salué ses partisans de la fenêtre en faisant le « V » de la victoire, un signe qu'on n'osait plus utiliser ici depuis que les dirigeants de Solidarité s'étaient entre-déchirés. Le « président-élu », comme on l'appelle désormais (selon le président de la Diète, son intronisation ne devrait pas pouvoir se faire avant le 21 décembre), s'est déclaré conscient des lourdes tâches qui l'attendaient, *« mais si nous avons vaincu l'ancien système sans une goutte de sang,* a-t-il dit, *nous pouvons aussi construire un nouveau système ». « Nous devons d'abord nous aider nous-mêmes, car c'est là-dessus que va nous juger l'Europe,* a poursuivi M. Walesa. *La Pologne doit être un pilier de calme, sans quoi un mur de méfiance se dressera à nos frontières... Que Dieu nous aide ! »*

Au cours d'une conférence de presse tenue dans la soirée, M. Walesa a espéré jouer le rôle d'un *« bon shérif, déterminé et efficace... Il faut faire les comptes qui n'ont pas encore été faits »*. Il a ajouté qu'il fera connaître mardi ou mercredi le nom de son premier ministre et a souhaité que M. Mazowiecki, son adversaire malheureux du premier tour, *« trouve une place, comme patriote, pour aider la Pologne, car il a sa part dans notre victoire et dans le succès de Solidarité »*, a-t-il dit. En revanche, a-t-il estimé, *« l'étoile de M. Tyminski devrait s'éteindre rapidement car il n'a rien à proposer »*. Mais celui-ci devra *« s'expliquer »* sur toutes les *accusations qu'il a formulées contre* le gouvernement. M. Walesa a aussi souligné l'importance qu'il attache à la formation d'une armée de métier en Pologne, *« une armée forte et importante »* – un thème qu'il a souvent développé au cours de la campagne *électorale. L'actuel chef de* l'Etat, le général Jaruzelski, lui a envoyé un télégramme de félicitations.

### Faible taux de participation

Les électeurs polonais se sont donc rassemblés pour battre M. Tyminski, répondant en cela à l'appel de l'épiscopat et à celui, plus réservé, du camp de M. Mazowiecki. Le report des voix de l'ancien premier ministre paraît s'être fait très fidèlement sur M. Walesa, qui a aussi recueilli, selon les estimations d'instituts de sondage, une bonne partie des voix des ex-communistes et du Parti paysan. Il a même récupéré une petite portion des électeurs de M. Tyminski ; à la sortie d'un bureau de vote à Varsovie, dimanche après-midi, une jeune femme indiquait ainsi avoir voté Tyminski au premier tour mais Walesa au second après s'être aperçue qu'elle s'était *« trompée ». « Cet homme n'est pas sûr,* a-t-elle ajouté ; *il faut élire l'un des siens »*. M. Tyminski, lui, conserve pratiquement un quart de l'électorat, essentiellement chez les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, de milieu ouvrier et parmi les habitants des petites villes. Ses liens avec des représentants de l'appareil communiste et ses tentatives rocambolesques, mais vaines, de discréditer M. Walesa l'ont vraisemblablement empêché d'améliorer son score.

Le point noir de ce second tour reste néanmoins le faible taux de participation (*53 %*), *qui est inférieur* à celui du premier tour (60,6 %), et inférieur également à celui des élections parlementaires « semi-démocratiques » de juin 1989, traduisant un inquiétant manque de confiance dans le processus démocratique.

Mgr Gocłowski, évêque de Gdansk dont on parle comme prochain primat de Pologne, a commenté à la télévision les résultats de l'élection, au terme d'une journée qui a vu se produire un autre fait inhabituel : le cardinal Glemp allant voter, entouré de caméras. Mgr Gocłowski a appelé à *« remercier Dieu »* pour *« ce jour de grande joie »*, et a souhaité que les Polonais *« s'identifient à leur pays et à leur président »*.

L'engagement du clergé dans cette campagne électorale, en particulier avant le second tour, suscite évidemment quelques interrogations sur les rapports futurs de l'Eglise et du pouvoir, même s'il est vrai que les relations de M. Walesa, catholique très pratiquant, avec l'épiscopat n'ont pas toujours été aussi simples qu'on pourrait le croire.

Le président Walesa va sans doute avoir à se battre sur deux fronts : d'abord celui des électeurs de M. Tyminski qui, eux, demeureront, que leur candidat décide ou non de retourner à ses aventures canado-amazoniennes.

L'émergence dramatique de cette *« Pologne des frustrés »* et les graves tensions qu'elle a fait naître entre les deux tours ont traumatisé la classe politique, qui va devoir tenir compte de ce *« front du refus »* ; l'un des organisateurs de la campagne radio-télévisée de M. Walesa avouait, dimanche soir, que les efforts déployés *« pour se débarrasser de cette bosse cauchemardesque qui menaçait le second tour »* avait été l'une des tâches les plus graves de sa carrière.

L'autre front est celui de l'équipe du premier ministre démissionnaire, M. Mazowiecki, à laquelle il va falloir du temps pour panser les blessures infligées par cette campagne. L'un des principaux collaborateurs *de M. Walesa, M. Jacek Merkel*, que certaines sources avancent comme futur ministre de l'intérieur, a estimé que *« le bon report des voix rendait possible une ouverture vers le camp Mazowiecki »*.

Mais un proche du premier ministre, M. Aleksander Hall, rétorquait aussitôt qu'*« après les attaques frontales menées contre le gouvernement par Walesa et Tyminski, le consensus sera difficile à atteindre : le camp Mazowiecki va logiquement adopter une attitude réservée »*.

### Le sort de M. Balcerowicz

Une partie des intellectuels, comme ceux de l'équipe d'Adam Michnik à *Gazeta Wyborcza*, et les politiciens qui se sont battus pour M. Mazowiecki au premier tour, semblent décidés à se placer dans l'opposition, à quelques exceptions près, alors que les simples électeurs, eux, se sont ralliés sans trop de difficulté à M. Walesa, preuve que la « famille Solidarité » tient toujours une place dans leur cœur.

Si cette tendance se confirme, elle augurera mal des chances de l'Union démocratique, le mouvement créé le 2 décembre par M. Mazowiecki dans la perspective des élections parlementaires, qui pourraient intervenir dès le premier trimestre 1991. Plusieurs membres du gouvernement actuel engagés aux côtés de M. Mazowiecki dans la campagne estiment qu'il ne serait pas dans leur intérêt de servir M. Walesa quelques mois, d'ici aux élections législatives. Reste *« l'intérêt d'Etat »* et le problème crucial de M. Leszek Balcerowicz, actuellement vice-premier ministre et ministre des finances et surtout maître d'œuvre de toute la transition vers l'économie de marché.

Les résultats du premier tour ont été considérés comme un désaveu très clair des sacrifices que la rigueur de ses réformes impose à une partie de la population ; mais il a le soutien du FMI et de l'Occident et M. Walesa sait *qu'il n'y a pas d'autre* voie, tout en préconisant des *« corrections »*. Selon l'un de ses collègues au gouvernement, M. Balcerowicz est prêt à continuer sous M. Walesa, à condition d'avoir une autonomie et une marge de manœuvre suffisantes.

Le choix du futur premier ministre fournira sans doute une indication à cet égard : celui de M. Jan Olszewski, avocat des procès politiques, paraît l'hypothèse la plus conciliante ; le nom de M. Andrzej Stelmachowski, le président du Sénat, circulait ces derniers jours *au Parlement* : proche de M. Mazowiecki, il a été le premier à appeler à voter pour M. Walesa au second tour.

En revanche, le choix de M. Jaroslaw Kaczynski, qui soulignait, dimanche soir, que l'attention du président élu devait d'abord aller à ses électeurs du premier tour, *« catholiques, traditionnels et patriotes »*, serait difficilement compatible avec une ouverture. Au président Walesa de mettre maintenant en pratique ses talents proprement politiques.

SYLVIE KAUFFMANN



*Rolf Blum, qui a sauvé une petite fille de trois ans d'une maison en flammes.*

# Il s'en est fallu de quelques secondes... Nous les lui avons données.

Pour Rolf Blum, il y a des secondes qui valent une vie. Pour lui comme pour tous les pompiers du monde, pouvoir rester quelques instants de plus au contact du feu est vital. Quelques secondes de plus... qui ont demandé plusieurs années de collaboration entre Du Pont de Nemours et les services de sécurité. Le résultat : Le NOMEX* III, une fibre légère, résistante à la chaleur et aux flammes, qui permet de travailler au plus près du foyer.

C'est un équipement en NOMEX III qui a permis à ce pompier de sauver cette petite fille.

Aujourd'hui, les brigades de sapeurs-pompiers de nombreuses villes comme Francfort, Milan et Londres sont équipées de vêtements en NOMEX III.

***Du Pont et la vie...***

La sécurité est précisément un des domaines dans lequel Du Pont réalise d'importantes innovations. En consacrant un budget de Recherche et de Développement de plus de 7 milliards de francs par an et en travaillant en étroite collaboration avec les spécialistes de domaines aussi variés que l'industrie, l'agriculture et la médecine... Du Pont de Nemours met la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A. ; 137 rue de l'Université, 75554 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours.

*De meilleurs produits pour une vie meilleure.*



# EUROPE

ESPAGNE : la résurrection du « commando Barcelone »

## Six policiers tués dans un attentat en Catalogne

**Six morts, une dizaine de blessés : voilà deux ans que l'Espagne n'avait connu un attentat aussi sanglant que celui perpétré, samedi 8 décembre, en Catalogne. Une action qui n'a pas encore été revendiquée, mais dont personne ne doute qu'elle est l'œuvre de l'ETA militaire, qui a désormais recours systématiquement au procédé de la voiture piégée.**

MADRID

*de notre correspondant*

L'attentat s'est produit peu avant 17 heures à Sabadell, un centre industriel situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Barcelone. Une charge d'une centaine de kilos d'explosifs placée dans une voiture volée a été actionnée à distance au passage d'une camionnette de la Police nationale qui venait de quitter le commissariat afin d'assurer la surveillance d'un match de football. Le véhicule, qui a pris feu immédiatement, a été presque entièrement détruit. Six de ses huit occupants ont été tués sur le coup. Les deux autres sont dans un état grave.

Huit autres personnes, des passants, ont également été blessées. L'enterrement des victimes a eu lieu, dès dimanche en présence, notamment, du ministre de l'intérieur, M. José Luis Corcuera, rentré d'urgence de Rome. Quatre à cinq mille personnes ont assisté aux obsèques.

Tout porte à croire que l'ETA militaire a donc réussi à se réorganiser, plus de deux ans après le démantèlement de sa branche dans la région, le « Commando Barcelone ». C'est en effet en juin 1987 que l'organisation séparatiste basque avait commis son dernier attentat d'envergure en Catalogne : une bombe placée dans le parking souterrain d'un supermarché de Barcelone avait fait vingt et un morts. Trois mois plus tard, les auteurs présumés de l'attentat étaient arrêtés par la police à Barcelone.

### *Les Jeux olympiques de 1992*

Depuis, l'ETA avait cessé de se manifester dans cette région. Les forces de l'ordre disposaient pourtant depuis quelques mois d'indices permettant de penser qu'elle entendait frapper à nouveau à Barcelone, devenue à ses yeux un objectif de premier plan en raison de la proximité des Jeux olympiques de 1992. C'est ce qui ressortait, notamment, de documents internes de l'organisation saisis à la mi-novembre à l'occasion de l'arrestation en France de Carmen Guisasola, considérée comme une responsable de premier plan de l'ETA.

Le responsable du nouveau « commando Barcelone » serait Joan Carles Monteagudo, un ancien dirigeant de Terra Lliure, une petite organisation indépendantiste catalane qui a collaboré à plusieurs reprises avec l'ETA. En août dernier, Monteagudo avait failli être arrêté par la police alors que en compagnie d'un autre membre présumé du commando, Juan Felix Erezuma, il était tombé en panne avec une voiture volée dans laquelle une trentaine de kilos d'explosifs étaient transportés.

THIERRY MALINIAK



URSS

## L'aide alimentaire afflue mais le système de distribution est paralysé

Alors que les cargaisons d'aide – et une nouvelle mission d'experts de la CEE – arrivaient lundi 10 décembre en URSS, divers responsables soviétiques ont souligné que les propos sur la *« famine »* menaçante cachaient le problème réel du pays : la désorganisation, par corruption et paralysie des autorités, du système de distribution.

Un rapport du KGB, publié samedi par l'agence Tass, cite ainsi une tentative d'exportation illégale de 150 tonnes de lait en poudre, la découverte dans un ravin d'Ouzbékistan de 76 tonnes de riz volé ou encore le détournement quotidien de quatre tonnes de viande dans une boucherie industrielle d'Ukraine.

Les autorités, placées quotidiennement face à ces phénomènes, y participent ou ne résistent pas à l'achat de leur silence, ajoute le rapport.

Il indique aussi que les marchandises sont bloquées dans les ports, les plus engorgés étant ceux de Leningrad et de l'Extrême-Orient.

La *Pravda* de son côté rapporte que cent wagons de viande importée sont abandonnés sur un quai de Moscou depuis le 25 novembre, les abattoirs d'Ostankino étant incapables de gérer cet arrivage n'ayant pas de place pour le stocker. Deux cents autres wagons attendent à Moscou d'être délivrés de leur bananes, vêtements ou médicaments.

Pendant ce temps, un groupe de députés conservateurs a accusé le président Gorbatchev de transformer l'URSS en *« un pays de mendiants »* et exigé l'arrêt de l'aide internationale.

Le vice-maire de Moscou, Serguei Stankievitch, a pour sa part affirmé que cinq cent mille Moscovites ont un besoin urgent d'être secourus et que sa ville, comme celle de Leningrad ou les centres industriels de Sibérie, ne sont pas en mesure de passer l'hiver sans cette aide. – *(Reuter, AP.)*

□ **Le PC géorgien quitte le PCUS.** – Le 28e congrès du Parti communiste de Géorgie a décidé samedi 8 décembre de quitter le PC soviétique. Un de ses dirigeants, M. Georgui Bazerachvili, a proposé de compenser les pertes financières du parti par la revente aux Géorgiens de voitures d'occasion achetées en Occident et leur location en devises aux touristes étrangers. – *(Reuter.)*

ROUMANIE : à l'approche du premier anniversaire des événements de Timisoara

## Le climat politique et social s'exacerbe

BUCAREST

*de notre correspondant*

Le syndicat des chauffeurs de Roumanie, qui a reçu le soutien des grandes centrales syndicales du pays, devait commencer, lundi 10 décembre, une grève *« générale illimitée »* pour obtenir la démission du gouvernement. Ce mouvement a été jugé *« illégal, antisocial et antinational »* par le gouvernement, qui s'est dit prêt à faire face à la *« déstabilisation politique »* et à *« prouver sa fermeté »*. Les six syndicats, qui avaient décidé d'organiser un meeting lundi à Bucarest pour soutenir la grève des chauffeurs, ont décidé de maintenir leur manifestation, bien que celle-ci ait été interdite par les autorités de la capitale. Les étudiants, jusqu'alors fer de lance de l'opposition extra-parlementaire, réunis dimanche en convention nationale à Timisoara, ont décidé, eux aussi, de se mettre en grève, peut-être à partir de mardi, pour exiger la démission du gouvernement.

Sans s'associer pour le moment à la grève, les principales centrales du pays, le Cartel Alfa, qui revendique 1,6 million de membres, l'Alliance intersyndicale (1,8 million) et la Convention des syndicats non affiliés (1 million), avaient assuré de leur soutien le syndicat des chauffeurs, qui appartient à la Confédération syndicale d'opposition Fratia (700 000 membres). Seuls les ex-syndicats officiels – réunis au sein de la Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie (CNSLR, ex-UGSR), qui revendique plus de 3 millions d'adhérents – ont déclaré ne soutenir que les revendications *« sociales »* des chauffeurs, refusant de s'associer à la demande de démission du gouvernement.

Vendredi soir, lors de son discours mensuel télévisé à la nation, le président Ion Iliescu, plus tendu que d'ordinaire, avait demandé à la population de ne pas se laisser *« entraîner dans des actions déstabilisatrices »* et *« d'isoler ceux qui tentent de troubler le climat social »*. Ce regain de tension sociale, à moins d'une semaine de l'anniversaire des événements de décembre dernier à Timisoara, intervient alors que la Roumanie subit les premiers froids d'un hiver, qui risque d'être le plus rude depuis la guerre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALBANIE

## La police a dispersé une manifestation d'étudiants à Tirana

Entre 500 et 1 000 étudiants albanais scandant *« Réformes »* et *« Non à la dictature »* se sont heurtés à la police anti-émeute, dimanche 9 décembre, à Tirana, ont rapporté des diplomates joints par téléphone depuis Vienne. Les étudiants de l'université de Tirana manifestaient au centre-ville pour protester contre leurs conditions de vie. Un diplomate a vu des policiers frapper des manifestants et des étudiants lancer des pierres sur les forces de l'ordre. Mais Tirana avait retrouvé son calme dimanche après-midi.

L'agence albanaise ATA a précisé que la manifestation avait eu lieu dans la matinée et que les étudiants protestaient contre la fréquence des coupures d'électricité, dont la dernière était survenue samedi soir dans deux nouveaux dortoirs du campus. *« Certains étudiants,* écrit-elle, *ont tenté de faire usage de ce mécontentement dans des buts politiques. Ils ont provoqué les forces de l'ordre et violé la loi. Dans ces circonstances, les forces de l'ordre ont été contraintes d'intervenir pour les disperser. »* C'est la première fois en quatre décennies de régime communiste que les médias officiels font état d'une manifestation politisée.

Les étudiants ont scandé des slogans favorables à Mikhaïl Gorbatchev et au président albanais Ramiz Alia. Beaucoup d'Albanais considèrent ce dernier comme un réformateur qui doit composer avec le conservatisme du Parti du travail albanais (PTA, communiste). Le ministre de l'éducation, Skender Gjinushi, et le recteur de l'université se sont entretenus avec les étudiants, selon ATA. Une commission gouvernementale a été spécialement créée pour *« adopter des mesures afin de stabiliser la situation et résoudre les problèmes des étudiants »*. L'opposition est interdite en Albanie, mais des manifestations sporadiques contre la rigueur économique et le manque de démocratie ont été signalées cette année. – *(Reuter.)*

YOUGOSLAVIE

## L'opposition dénonce des irrégularités lors des élections en Serbie

*Les premières élections libres de l'après-guerre dans les deux dernières Républiques communistes de* Yougoslavie, la Serbie et le Monténégro, ont été marquées, dimanche 9 décembre, par une forte participation, à l'exception toutefois de la province du Kosovo, où une consigne d'abstention avait été donnée par les mouvements nationalistes albanais pour protester contre la politique de la Serbie, qu'ils jugent discriminatoire à leur égard. Ce scrutin a également été marqué par les protestations de l'opposition, qui a accusé les autorités de s'être livrées à des manipulations.

Le principal parti d'opposition, le Mouvement du renouveau serbe de M. Vuk Draskovic, a notamment dénoncé les appels indirects lancés, samedi 8 décembre, à la télévision de Belgrade en faveur des communistes et la possibilité accordée à certains électeurs de voter sans carte d'identité. Le parti de M. Draskovic a également accusé le Parti socialiste (ex-communiste) d'*« avoir fait voter les morts et des personnes inexistantes »*. – *(AFP.)*

# AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

## Le Congrès panafricain refuse de s'asseoir à la table des négociations

JOHANNESBURG

*de notre correspondant*

Le Congrès panafricain (PAC) a rejeté, au cours du week-end, les propositions du gouvernement de venir s'asseoir à la table des négociations. L'organisation d'extrême gauche, légalisée depuis février dernier en même temps que les autres mouvements, a tenu son premier congrès en Afrique du Sud depuis 1959, aux portes de Johannesburg. Dans une résolution, le PAC estime en effet que *« le président de Klerk n'a pas réussi à créer les conditions nécessaires menant à des négociations, comme cela était recommandé par les Nations unies et la communauté internationale »*.

M. Clarence Makwetu, président par intérim depuis la mort de Zeph Mothopeng en octobre, a été élu président du parti. Il a précisé que le PAC n'accepterait la proposition gouvernementale que dans l'hypothèse où les négociations seraient précédées de *« l'élection d'une assemblée constituante »* sur la base d' *« une personne, une voix »*. Le nouveau président du PAC a toutefois souligné qu'il était prêt à discuter avec le gouvernement *« des modalités de l'élection d'une telle assemblée constituante »*.

### *Appel au renforcement des sanctions*

Le congrès du PAC a appelé au *« maintien »* et au *« renforcement »* des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud, et a réaffirmé qu'il se battrait pour la restitution de la terre et des richesses aux *« masses africaines »*. *« Nous ne nous sommes pas battus uniquement pour la levée de l'état d'urgence et la reconnaissance de nos organisations politiques »*, a souligné M. Makwetu.

Des délégations égyptienne, yougoslave, iranienne, togolaise et zimbabwéenne ont assisté au congrès, apportant le soutien de leurs gouvernements au PAC. Le représentant zimbabwéen a affirmé que son pays maintiendrait les sanctions tant qu'un changement *« irréversible »* ne serait pas intervenu en Afrique du Sud et que toutes les organisations ne seraient pas associées aux négociations.

Au cours du même week-end, à Ulundi, la capitale du Kwazulu (bantoustan autonome, mais non indépendant), l'Inkatha, le parti conservateur de M. Buthelezi, également réuni en congrès, a demandé au président de Klerk de lancer les discussions sur la nouvelle Constitution tôt au début de l'année prochaine avec toutes les organisations qui se sont déclarées en faveur des négociations.

L'Inkatha a appelé l'ANC à formuler la même demande et le PAC à *« rejoindre ses frères et sœurs noirs des autres mouvements qui, maintenant, sont persuadés que les négociations l'emporteront sur la violence »*.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TCHAD : l'affaire des anciens prisonniers de guerre « retournés » par Washington

## La Libye demande que la France et les Etats-Unis soient « exclus » de l'ONU

Selon plusieurs témoins, un nouveau « contingent » d'environ quatre cents anciens prisonniers de guerre libyens « retournés » par Washington a été évacué de N'Djamena, samedi 8 décembre, par un avion-cargo de l'US Air Force. L'appareil a décollé en fin d'après-midi pour une destination inconnue. La veille, quelque deux cents ex-soldats libyens avaient déjà été discrètement évacués du Tchad par les Américains, en direction du Nigéria (*le Monde* daté 9 10 décembre). Selon certaines sources, ces hommes auraient fait partie de « commandos anti-Kadhafi », constitués et entraînés par les « bérets verts », branche armée de la CIA.

Tripoli, qui avait aussitôt dénoncé ces évacuations comme un *« acte de piraterie »*, a demandé, dimanche, que les Etats-Unis et la France – accusée de complicité – soient *« exclus »* de l'Organisation des Nations unies. *« Ces actes criminels ont été commis en coopération et avec une coordination méticuleuse entre les Etats-Unis et la France »*, a expliqué le ministère libyen des affaires étrangères, précisant que *« le camp d'où les prisonniers de guerre ont été emmenés était, et est encore, sous le contrôle des forces françaises »*. Le colonel Kadhafi a adressé, samedi soir, une lettre au président François Mitterrand.

Mais c'est contre les Etats-Unis, bien sûr, que les dénonciations libyennes sont les plus virulentes. Selon l'agence de presse Jana, *« dix-sept prisonniers de guerre libyens au Tchad »*, qui *« refusaient d'être emmenés »* par les services américains, ont été *« exécutés »*. Tripoli, qui accuse les Etats-Unis d'avoir trompé le Nigéria en faisant passer les évacués libyens pour de simples *« réfugiés »*, n'a pas remis en cause les « protestations d'innocence » du nouveau gouvernement tchadien.

Le président Idriss Déby a déclaré, samedi, que c'est *« en toute souveraineté »* qu'il avait décidé de laisser les Américains évacuer les anciens prisonniers libyens. Ces derniers ont eu *« le choix, soit de déposer les armes et demander le statut de réfugiés – et ils auraient été les bienvenus – soit de partir »*, a souligné le successeur d'Hissène Habré. *« Nous avons hérité de cette situation. Nous ne voulons pas avoir de problèmes avec nos voisins. »* – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

ANGOLA

## Feu vert pour le multipartisme

A l'issue de son troisième congrès, réuni à Luanda du 4 au 9 décembre, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, parti unique au pouvoir) a donné son accord pour une révision de la Constitution en vue de l'instauration du multipartisme d'ici à la fin de mars 1991. Les sept cents délégués ont aussi adopté le principe de réformes favorables à l'économie de marché et à la restauration de la propriété privée.

MAROC

## M. Le Pen a été reçu par Hassan II

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a été reçu, dimanche 9 décembre à Rabat, par le roi Hassan II. L'entretien a porté sur *« les moyens de préserver les intérêts de la communauté marocaine en France, ainsi que sur la crise du Golfe et la nécessité de trouver une issue pacifique à cette crise »*, a indiqué l'agence officielle MAP.

M. Le Pen était reçu en tant que membre d'une délégation de députés européens appartenant à son parti. Selon des sources proches de cette délégation, cette initiative est motivée par *« la place privilégiée qu'occupe le Maroc dans le monde, grâce aux efforts déployés par le roi Hassan II en faveur de la paix en Afrique et au Moyen-Orient »*. – *(AP, Reuter)*

□ **CENTRAFRIQUE : afflux de réfugiés soudanais.** – Selon le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève, près de quinze mille civils soudanais, fuyant la guerre civile qui ravage le sud de leur pays, ont trouvé refuge en Centrafrique. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : les Américains invités par Washington à quitter le pays.** – Dans un communiqué publié samedi 8 décembre, le département d'Etat a conseillé aux Américains résidant en Somalie de quitter ce pays en raison de *« l'état de guerre civile »* qui prévaut dans le pays. Selon Washington, au moins vingt personnes ont été tuées à Mogadiscio depuis début décembre. – *(AFP.)*

## EN BREF

□ **CAMBODGE : M. Hun Sen à Hanoï.** – Le premier ministre de Phnom-Penh effectue à partir du lundi 10 décembre une visite de quelques jours à Hanoï pour des discussions sur le plan de paix au Cambodge des Cinq Grands, ont annoncé des sources diplomatiques dans la capitale du Cambodge. – *(AFP.)*

□ **CORÉE DU NORD : le premier ministre à Séoul.** – Le premier ministre nord-coréen, M. Yon Hyong-muk, a quitté Pyongyang lundi 10 décembre pour Séoul où il doit rencontrer, pour la troisième fois en l'espace de quatre mois, son homologue sud-coréen Kang Young-hoon. M. Yon, qui se rend dans le Sud en train, est attendu mardi dans la capitale sud-coréenne. – *(AFP.)*

□ **SÉNÉGAL : attentat en Casamance.** – Un militant du Parti socialiste au pouvoir, M. Dawda Diemé, a été tué dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 décembre, à son domicile, dans les faubourgs de Ziguinchor, capitale de la Casamance, a-t-on appris de bonne source samedi 8 décembre à Dakar. M. Diemé, connu pour ses positions anti-indépendantistes, a été abattu d'une rafale d'arme automatique. Cet attentat pourrait être imputé au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, opposition armée). – *(AFP.)*

□ **THAÏLANDE : le roi reconduit le premier ministre démissionnaire dans ses fonctions.** – Le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, qui avait annoncé samedi 8 décembre sa démission, a été reconduit dimanche dans ses fonctions par le roi Bhumibol Adulyadej. Le porte-parole du gouvernement, M. Suvit Yodmani, avait auparavant indiqué à des journalistes que M. Chatichai entamerait prochainement d' *« intenses discussions »* avec des personnalités politiques, militaires et du monde des affaires en vue de former un nouveau gouvernement. *« Ceci demandera quelques jours »*, a-t-il ajouté. *(AFP.)*

ENQUÊTE

# La social-démocratie allemande prise à contre-pied

Suite de la première page

*» Déjà, au début du siècle, au plus tard après la Révolution d'octobre, léninistes et réformistes s'étaient séparés; déjà, à l'époque, la social-démocratie avait rejeté sans compromis la dictature du prolétariat, le « socialisme scientifique », la collectivisation totale des moyens de production »*, rappelle, amer, l'un des plus brillants théoricien du SPD, M. Peter Glotz, ancien secrétaire général du parti, pour se plaindre de l'injustice historique dont est victime, selon lui, sa famille politique.

Si la gauche démocratique allemande a été, après la guerre, moins tentée que d'autres par les sirènes du communisme ou du compromis idéologique avec les tenants du totalitarisme stalinien, cela tenait au caractère exceptionnel de la situation d'un pays divisé, où les communistes gouvernaient sans partage la RDA, alors que la social-démocratie avait le quasi-monopole de la représentation de la gauche en République fédérale. Aussi ne pouvait-il exister de tentation de « programme commun de gouvernement », ni de compromission avec un parti, le SED, à l'Est, issu de la fusion forcée du SPD de la zone soviétique avec le Parti communiste allemand (KPD) en 1946, réprimant durement ceux qui refusaient cette unification.

Fortement teinté d'anticommunisme primaire jusqu'à la fin des années 60, le SPD, avec la détente, entamait un dialogue intensif avec les partis au pouvoir dans les pays de l'Est, dont le SED de M. Erich Honecker. Les nécessités de l'Ostpolitik de MM. Brandt et Helmut Schmidt, qui obligeaient le SPD, au pouvoir, à négocier avec Moscou et Berlin-Est pour obtenir un adoucissement du sort des habitants de la RDA, établissent des liens qui se poursuivent lorsque le SPD retourne dans l'opposition en 1982. Les stratèges du SPD sont, alors, convaincus que le camp de la réforme va s'imposer à la tête des PC d'Europe orientale et préfèrent cultiver leurs contacts avec ces derniers plutôt que d'appuyer ouvertement les mouvements dissidents anticommunistes qui apparaissent. Les sociaux-démocrates et les syndicats allemands apporteront, certes, une aide matérielle au syndicat polonais Solidarité, mais poursuivront jusqu'à leur écroulement leur rapports privilégiés avec le POUP et le syndicat officiel polonais OPZZ.

L'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev, la mise en œuvre de la glasnost et de la perestroïka confirment, dans un premier temps, l'analyse du SPD : le communisme est capable d'entreprendre des réformes, de sortir par ses propres forces de la gangue stalinienne. Il convient donc de soutenir ceux de ses dirigeants qui sont susceptibles, dans les pays de l'Est, de s'engager sur cette voie. L'idéologie des droits de l'homme, le soutien des dissidents des pays de l'Est sont regardés avec méfiance par une gauche allemande qui ne fait pas grand cas de Soljenitsyne. C'est l'époque, au début des années 80, où André Glucksmann est violemment attaqué par des intellectuels allemands proches du SPD, comme Günter Grass. Obnubilé par sa préoccupation pacifiste, tenté par l'anti-américanisme, qui fait recette dans une population lasse de quarante ans de présence sur son sol de troupes et d'armes nucléaires de l'OTAN, le SPD fait passer son combat contre les fusées avant la défense de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays communistes.

C'est dans cet esprit qu'est élaboré, en septembre 1987, un document commun avec le SED est-allemand, que le parti traîne encore aujourd'hui comme un boulet. Sans masquer les divergences de fond qui séparent communistes et sociaux-démocrates, ce document affirme que les deux partis puisent leur philosophie aux mêmes sources de l'humanisme et, surtout, que les deux systèmes, capitaliste et communiste, ont la capacité de se réformer de l'intérieur. Sans illusions sur les intentions de l'ancienne génération des chefs communistes formés à l'école stalinienne, les penseurs du SPD croient cependant au succès, à terme, des « réformateurs » issus du parti, qui conduiraient, dans le sillage de M. Gorbatchev, leur pays sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché.




### Une chance historique manquée

Les émissaires du SPD, comme MM. Horst Ehmke et Karsten Voigt, parcourent les pays d'Europe centrale et en reviennent avec la conviction qu'il est préférable pour leur parti de soutenir des gens comme MM. Imre Poszgay et Gyula Horn en Hongrie ou M. Slobodan Milosevic en Yougoslavie, plutôt que de prendre sous son aile les partis sociaux-démocrates qui naissent ou renaissent – dans la semi-clandestinité – dans ces pays. *« Ce n'est pas parce qu'une formation s'intitule social-démocrate que nous devons automatiquement la soutenir »*, tranche M. Ehmke, à l'automne 1988, après la création d'un parti portant ce nom en Slovénie. En agissant ainsi, le SPD, seul parti socialiste européen à disposer des capacités matérielles et humaines pour aider à la renaissance d'une gauche démocratique en Europe de l'Est, est passé à côté d'une chance historique. L'écroulement des régimes communistes en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, pays voisins de l'Allemagne, se fera au profit de courants politiques se réclamant de théories économiques et politiques ultralibérales. Les partis sociaux-démocrates de ces pays n'obtiendront que des scores négligeables dans les premières élections libres ou, pis encore, verront la bannière du socialisme démocratique accaparée par les ex-partis communistes.

Cette évolution n'était pas sans conséquence sur la situation du SPD en Allemagne même. *« La République fédérale d'Allemagne est la seule démocratie occidentale qui est devenue une partie de cette Europe centrale »*, constate encore M. Glotz pour expliquer le succès de la droite dans l'ex-RDA. Cela fait partie du mouvement pendulaire qui, selon lui, doit se traduire par l'existence de gouvernements de droite dans les pays ex-communistes *« pour les sept ou huit prochaines années »*. Après la chute du mur de Berlin, le SPD fondait pourtant de grands espoirs sur son avenir en RDA. La Saxe et la Prusse n'étaient-elles pas des terres d'élection de la social-démocratie avant 1933 ? Trompés par les premiers sondages, se fondant sur la popularité de dirigeants historiques comme M. Brandt dans cette partie du pays, les dirigeants du SPD croyaient dur comme fer, jusqu'aux élections du 18 mars dernier, qu'ils allaient se retrouver en position dominante dans une RDA en voie de disparition. La victoire écrasante de la CDU et de M. Helmut Kohl, puis la stabilisation d'un rapport de force défavorable à la gauche dans les nouveaux Lander intégrés à la RFA, les rappelaient durement aux réalités. Le socialisme, même dans sa version « soft » incarnée par le SPD, était rejeté par la majorité d'une population désireuse, avant tout, de tourner la page de quarante années de dictature exercée au nom du socialisme « scientifique ».

### Ecologie et défense des salariés

Dans son entreprise visant à moderniser le parti, à lui donner un programme et une organisation susceptibles de lui assurer une position dominante dans la société de l'an 2000, M. Lafontaine avait fait l'impasse sur une question qui s'est révélée fondamentale : le rôle de la question nationale dans le débat public immédiat. L'hypothèse avancée par les dirigeants sociaux-démocrates de la nouvelle génération, celle de ceux qui n'avaient jamais connu une Allemagne unifiée, se fondait sur l'idée que l'unité allemande devenait une question secondaire avec le dépérissement, à terme, de l'Etat-nation. La constitution de grands ensembles transnationaux et le rôle accru des régions au sein de ces ensembles devaient transcender la vieille pensée nationaliste. Seul, ou presque, le patriarche du parti, M. Brandt, saluait l'unité nationale retrouvée et s'entendait reprocher à mi-voix son *« pathos nationaliste »*.

Le débat entre la modernité et la tradition ne se limitait pas, au sein du SPD, à la question nationale. La social-démocratie allemande a été confrontée, bien avant les autres partis de gauche d'Europe occidentale, à la concurrence d'un mouvement écologiste recueillant d'appréciables succès électoraux. Cela a conduit à une remise en cause du schéma productiviste, qui constituait l'armature idéologique du parti depuis plus d'un siècle. Pour rendre les Verts inutiles, le SPD s'est interrogé, dans le cadre de sa « commission des valeurs fondamentales », sur la question de savoir s'il ne fallait pas faire passer la défense du milieu naturel avant sa mission traditionnelle de défense des travailleurs. Ce débat a mis aux prises, encore une fois, M. Lafontaine, qui s'attachait, dans son livre, *la Société de l'avenir*, à redéfinir la place du travail dans l'échelle des valeurs, et l'aile syndicale du SPD, liée aux structures du DGB, réticente à sortir du chemin éprouvé de la défense des intérêts immédiats des salariés.

L'échec de M. Lafontaine et son retrait boudeur dans son fief sarrois laissent désemparés les partisans d'une rénovation de la théorie et de la pratique du SPD. Les luttes sociales liées aux difficultés économiques de l'unification vont faire revenir au premier plan les tenants d'une vision plus traditionnelle du combat politique. Le nouveau « Bad-Godesberg » de la social-démocratie est ajourné *sine die*, pour cause d'unité allemande.

**LUC ROSENZWEIG**

Prochain article :

**Le « modèle » suédois ne répond plus.**

# Les anciens communistes veulent incarner la gauche

**Ayant réussi à préserver 10 % des voix sur le territoire de l'ancienne RDA lors des premières élections législatives de l'Allemagne unifiée, le 2 décembre, le Parti du socialisme démocratique (PDS) a quatre ans pour tenter de réussir le pari lancé en décembre dernier lors de l'effondrement du régime communiste de RDA : transformer l'ancien PC est-allemand en un nouveau parti, capable de disputer à la social-démocratie la représentation de la gauche allemande.**

**BERLIN**

*de notre correspondant*

Les résultats plus que modestes obtenus par le PDS dans l'ancienne RFA, où il n'a pas dépassé 0,3 % des voix, ne sont pas de très bon augure pour le président du parti, M. Gregor Gysi, et ses amis, mais leur premier objectif était d'être représentés dans le premier Parlement de l'Allemagne unifiée. C'était la condition pour ne pas disparaître purement et simplement de la carte politique allemande. Ils ont réussi grâce à la Cour constitutionnelle, qui, pour préserver les chances des petits partis est-allemands, avait instauré pour cette élection une double zone électorale dans les anciennes RFA et RDA. Ainsi décomptés, les résultats du PDS, qui se limitent à un maigre 2,2 % pour l'ensemble des deux Allemagnes, lui permettent de disposer de quatorze députés, puisqu'il a dépassé la barre des 5 % sur le territoire de l'ex-RDA.

Le succès des communistes réformateurs, à l'Est, est d'autant plus notable que leur campagne a été perturbée par un grave scandale financier. Depuis des mois, les nouveaux dirigeants du parti, principalement MM. Gysi et André Brie, n'avaient cessé d'affirmer que le nouveau parti se voulait, pour rompre avec le passé, un modèle de transparence et d'abnégation. Or, alors que ce qui reste de l'immense fortune du SED est sous le contrôle d'une commission gouvernementale, qui doit décider de ce qui revient à l'Etat et de ce qui peut être considéré comme propriété légitime du PDS, les responsables de la trésorerie, qui craignaient de voir le parti privé de moyens d'existence, se sont fait prendre la main dans le sac en transférant, par des subterfuges, une partie de ces fonds à l'étranger.

### Un aspect corporatiste

Le résultat des élections du 2 décembre a un aspect corporatiste. Berlin-Est, où le PDS a obtenu 24 % des voix aux élections sénatoriales, abritait le fleuron de la société communiste est-allemande, fonctionnaires de l'ancien Etat et de l'ancien parti communiste, intellectuels, artistes. Des milliers d'entre eux sont aujourd'hui au chômage, ou en passe de perdre leur emploi. D'autres savent qu'ils n'ont aucune chance de s'adapter dans la nouvelle société. Le PDS représente une dernière bouée de sauvetage. Qui d'autre pourrait défendre leurs intérêts ? M. Gysi a obtenu le seul mandat direct du parti en se présentant à Marzahn, la cité rouge que l'ancien régime avait fait construire à la sortie est de Berlin pour ses fonctionnaires et où habitaient bon nombre de membres de la STASI.

### Le risque du « ghetto »

Le combat de MM. Gysi et Brie pour une nouvelle gauche ne *serait-il finalement qu'une* couverture idéologique ? Ils s'en défendent énergiquement. M. Brie a beaucoup voyagé ces derniers mois dans les capitales européennes, pour tisser des liens avec les nouveaux partis de gauche émergeant à l'Est et pour chercher des interlocuteurs avec les différents courants de la gauche ouest-européenne. Le PDS estime que ce qui s'est fait au cours des quarante dernières années dans l'ex-RDA, en matière d'expérience socialiste, n'est pas à rejeter en bloc et que, débarrassé de toute ambition de pouvoir, il peut servir de creuset à une nouvelle réflexion de gauche en Allemagne. La disparition des Verts du Bundestag va lui donner des arguments supplémentaires pour prétendre à ce rôle.

M. Brie pense que le PDS peut, ainsi, servir d'aiguillon à une social-démocratie trop souvent tentée, selon lui, par l'opportunisme politique et qui ne peut, de ce fait, défendre de façon conséquente les valeurs de la gauche. Au cours de ses meetings, M. Gysi n'a cessé d'affirmer que l'existence de son parti serait déjà justifiée s'il permettait de renforcer ceux qui, au sein, de la social-démocratie, cherchent à s'opposer à une dérive droitière. *« Le capitalisme ne peut être la dernière réponse de l'histoire »*, assure-t-il. La difficulté pour le PDS va être de trouver une crédibilité hors de l'ancienne RDA. Si, d'ici quatre ans, il n'y réussit pas, il disparaîtra inéluctablement.

Les meetings de M. Gysi à l'Ouest, pendant la campagne, ont eu du succès. A Munich, la brasserie Löwenbrau, qui résonne encore des grandes envolées de feu Franz-Josef Strauss devant son public de la droite bavaroise, avait fait salle comble pour la venue du président du PDS à la veille de l'élection. Beaucoup de jeunes, surtout, étaient curieux de venir écouter en direct le jeune avocat berlinois, dont l'humour acide, les vives réparties ont assuré la popularité bien au-delà des rangs de ses propres fidèles. Le résultat des élections à l'Ouest montre, cependant, que ce succès d'estime ne suffira pas.

Le parti, qui se cherche des alliés à l'Ouest, n'a réussi jusqu'à présent qu'à intéresser certaines mouvances de l'extrême gauche ouest-allemande, avec lesquelles il a fondé une alliance électorale PDS-Linke Liste (« Liste gauche »), et cette alliance, qui s'est déjà révélée d'un maniement difficile en raison du sectarisme de beaucoup de ces groupes, peut facilement devenir un « ghetto » pour le PDS.

**HENRI DE BRESSON**

# POLITIQUE

## Après la démission de M. Noir et la publication d'un manifeste de douze députés socialistes

# La rénovation se cherche, à droite comme à gauche

**M. Michel Noir, qui a quitté le RPR et abandonné son mandat de député jeudi 6 décembre, a *été rejoint* dans cette démarche, samedi, par M. Jean-Michel Dubernard, député RPR du Rhône. Cela porte à trois, avec M^me^ Michèle Barzach, le nombre *des démissionnaires* au RPR. Avant ces décisions, un groupe de douze députés socialistes avait rédigé un manifeste appelant à la défense de la *« démocratie en danger »* (lire page 2). France unie, mouvement animé par des ministres « d'ouverture », se présente aussi comme le fer de lance de la *« rénovation »* dans la majorité.**

Le RPR devrait réunir, cette semaine, la commission nationale des investitures pour examiner la situation électorale créée dans le Rhône et à Paris par la démission de trois députés. Pour sa part, le mouvement la Force unie auquel appartient M. Noir, devrait également se réunir. M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, estime cependant qu'aux raisons avancées par M. Noir il manque un volet de contre-propositions, et il regrette que sa décision n'ait pas été prise en considération avec les autres membres de ce groupe.

M. François Léotard, cofondateur de la Force unie, a *« approuvé »* lundi la démission de M. Noir, mais rappelé que c'était au chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée nationale. Si cela se produisait, M. Léotard proposerait aux candidats de l'actuelle opposition de *« constituer une majorité libérale et européenne pour un contrat de législature au sein d'une formation commune »*.

Dans la treizième circonscription de la capitale, dont M^me^ Barzach était l'élue, le comité local du RPR, réuni samedi 8 décembre par M. Jean Tibéri, président de la fédération de Paris, a décidé de présenter un candidat lors de l'élection partielle. Celui-ci pourrait être M. René Galy-Dejean, maire du quinzième arrondissement, dont fait partie cette circonscription électorale. Les militants de l'autre circonscription, dont le député est M. Edouard Balladur, se sont également prononcés dans le même sens en soutenant leur voisin.

A Lyon, en revanche, la situation était moins claire après la réunion du comité fédéral du Rhône, à laquelle M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a participé samedi après s'être entretenu avec M. Noir au domicile de ce dernier. Les cadres lyonnais du RPR attendent de connaître les intentions précises des deux députés démissionnaires. Certains se demandent même si M. Jean-Michel Dubernard briguera un nouveau mandat, puisqu'il a affirmé qu'il avait le sentiment *« de perdre son temps à l'Assemblée nationale et d'y être inutile »*. D'autres estiment – c'est notamment le cas de M. Raymond Barre – que, dans la circonscription de M. Noir, la présence d'un candidat RPR permettrait de retenir une partie des voix, qui, sans cela, se porteraient sur le Front national. Celui-ci pourrait alors se prévaloir de progrès sensibles par rapport au premier tour de *1988*, où il avait recueilli 13,65 % des suffrages. De même, l'absence d'un candidat RPR pourrait encourager certains électeurs de l'opposition à s'abstenir.

M. Chirac n'a pas non plus pris de décision au cours du week-end. Samedi, à Epinal, où M. Séguin l'avait accueilli de façon particulièrement chaleureuse, le maire de Paris avait évoqué brièvement, et sur un plan général mais assez transparent, les problèmes internes à l'opposition en parlant *« des querelles de familles – comme toutes les familles en connaissent – qui ne sont pas faites pour durer et dans lesquelles les torts sont souvent partagés mais qui peuvent être l'expression d'incompréhension et d'égoïsme »*.

En revanche, M. Charles Pasqua a condamné la décision de M. Noir, demandant, dimanche, au Club de la presse d'Europe 1 : *« L'opposition est-elle désormais plus solide et plus crédible ? L'image du Parlement est-elle renforcée ? L'extrême droite est-elle affaiblie ? A ces trois questions, la réponse est « non »*. Pour le président du groupe sénatorial RPR, cette affaire *« n'est pas un tremblement de terre »*.

C'est une attitude plus circonspecte qu'a observée M. Raymond Barre, qui n'avait pas été mis dans la confidence par ses deux collègues lyonnais. Le député apparenté UDC du Rhône refuse de voir dans M. Noir un disciple ou un concurrent.

### La « Société civile » de M. Kouchner

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 9 décembre, l'ancien premier ministre a gardé ses distances à l'égard d'une affaire qui concerne un parti auquel il n'adhère pas et qui revêt certains aspects *« microcosmiens »*. Il a déclaré : *« M. Noir a des problèmes particuliers avec la formation politique à laquelle il appartient. Je ne pense pas qu'il soit un disciple car il raisonne par lui-même et il n'a pas besoin d'un évangéliste. Il n'est pas non plus un concurrent pour moi, car il est clair que les différences existent. Les intéressés ont voulu montrer par un geste leur désaccord avec la situation actuelle. D'autres attitudes sont concevables. Il faut respecter les décisions individuelles. »*

L'initiative de M. Noir suscite plus de réactions positives dans la majorité que dans l'opposition. Il est vrai qu'elle sème le désordre au RPR et que le Parti socialiste et ses satellites ne peuvent que s'en féliciter. France unie, mouvement animé par deux ministres d'ouverture, MM. Soisson et Durafour, en profite pour souligner que la *« rénovation »* est son emblème et appelle les rénovateurs de tout bord – selon le vœu de M. Soisson – à se rassembler et à réfléchir ensemble. M. Bernard Kouchner, chargé des relations avec les rénovateurs de droite, lancera son propre mouvement, Société civile, le 8 janvier prochain.

« L'effet Noir » donne à certains socialistes – qui publient aujourd'hui dans *le Monde*, un manifeste – ainsi qu'à France unie, l'occasion de *rebondir*. *Le manifeste* des douze parlementaires socialistes, appartenant à toutes les sensibilités du PS à l'exception de « Socialisme et République » (M. Chevènement), qui appelle à une *« morale républicaine »* afin de défendre une démocratie en danger, avait été préparé avant que ne soit connue la décision de M. Noir. Mais cette décision lui donne une publicité et un impact inattendus. Ce manifeste, dont Démocratie 2000, mouvement animé par M. Jacques Delors, est à l'origine, a été rédigé en étroite concertation avec M. Jean-Pierre Jouyet, l'un des animateurs de France unie et directeur de cabinet de M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, lui-même membre de France unie. Les signataires seront reçus, *à leur demande*, par M. Mauroy, mardi.

Ainsi les socialistes et leurs alliés s'efforcent-ils, dans un premier temps, de tirer bénéfice des initiatives de M. Noir en les utilisant comme un moyen d'amplifier leurs propres tentatives de rénovation.

**ANDRÉ PASSERON et JEAN-YVES LHOMEAU**

# A Lyon, des militants RPR sans boussole

**M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a assisté, samedi 8 décembre, à la réunion du comité départemental du Rhône de son mouvement. Le même après-midi, il a rencontré M. Michel Noir et a appris la démission d'un autre député RPR du Rhône, M. Jean-Michel Dubernard. M. Juppé a déclaré qu'il s'attendait à d'autres démissions : *« Si elles se multiplient, nous examinerons les investitures cas par cas,* a-t-il expliqué. *Avant de les soutenir, nous demanderons aux candidats s'ils souscrivent au projet politique et à la stratégie du RPR. »* Les militants RPR du Rhône paraissent aujourd'hui désorientés.**

**LYON**

*de notre bureau régional*

*« La politique, pas la guerre »* : cet appel pour la paix des chefs, lancé par M^me^ Marie-Thérèse Geffroy, secrétaire nationale du RPR et maire du cinquième arrondissement de Lyon (1), témoigne du désarroi de certains militants et responsables du mouvement gaulliste lyonnais. La démission de M. Michel Noir laisse une partie des « compagnons » en porte-à-faux. Ne lui doivent-ils pas une large victoire aux dernières élections municipales ? N'a-t-il pas incarné le renouveau du parti, même si son autorité et ses initiatives ont parfois froissé quelques susceptibilités locales ?

L'intervention, plutôt ferme sur les principes, de M. Juppé et l'annonce, au même moment, de la démission d'un autre député, M. Dubernard, ne les ont pas rassurés. *« Aux questions de fond soulevées par Michel Noir, on a répondu par le règlement intérieur »*, a regretté un partisan du maire de Lyon. L'hypothèse de présenter un candidat lors de l'élection législative partielle contre M. Noir, si celui-ci cherche à reconquérir son mandat, a même provoqué des haussements d'épaules : d'abord sur le *« malheureux »* qui ira défendre la bannière RPR dans une circonscription très favorable au député démissionnaire. Mais surtout, plusieurs intervenants se sont demandé si, dans ce cas, on respecterait la *« logique de l'union »*, car, rappellent-ils, M. Noir reste, jusqu'à preuve du contraire, dans l'opposition.

Dans l'opposition, mais *« avec des stratégies divergentes »*, a commenté M. Jean Besson, député, secrétaire du RPR du Rhône, après avoir assisté, dans l'après-midi, à la rencontre entre M. Noir et M. Juppé. Si l'entretien d'un heure a été qualifié d'*« amical et privé »* par le secrétaire général, qui s'est refusé à tout autre commentaire, le constat de séparation a pris, samedi, une rigoureuse traduction mathématique : sur quatre députés que comptaient le mouvement dans le Rhône, deux sont désormais en rupture.

L'affirmation de M. Juppé, *« le RPR du Rhône continue »*, n'a pas suffi à tranquilliser certains militants, même ceux qui ne suivront pas la logique de M. Noir, *« nouvel élément de désordre et de division »*. Beaucoup s'inquiètent de l'avenir immédiat d'une fédération privée d'un capitaine « éminent compagnon » et de la nature des relations avec la municipalité. D'autant que trois adjoints de la garde rapprochée du maire, MM. Dubernard, Henry Chabert, *député européen, et* Serge Guinchard – les deux derniers restant encore membres du mouvement, – ont clairement pris position pour M. Noir. M. Besson espère une *« cohabitation »* entre le RPR lyonnais et l'Hôtel de Ville. L'idée, et son pesant de références, dépasse largement les terres entre Rhône et Saône. Avec la démission de M. Noir, le RPR a-t-il perdu la deuxième ville de France ? On sait l'importance des réseaux de soutien et d'influences tissés par les maires lors des grandes échéances électorales, législatives ou présidentielles.

**BRUNO CAUSSÉ**

(1) Dans un « Point de vue » publié dans l'édition Rhône-Alpes du *Monde*, daté 9-10 décembre.

# *M. Dubernard : un « novice » qui apprend vite*

**LYON**

*de notre bureau régional*

En politique, M. Jean-Michel Dubernard est encore considéré par certains comme un amateur, mais, dans sa discipline première, la médecine, il est depuis longtemps reconnu comme un grand patron. Ce fils de généraliste, né en 1941, à Lyon, avait réussi, en 1977, une première mondiale : la greffe d'un pancréas, devenue aujourd'hui une technique courante.

*Directeur du service d'urologie* et de chirurgie de la transplantation à l'hôpital Edouard-Herriot, M. Dubernard est un homme d'action qui privilégie toujours le pragmatisme à la spéculation. La petite histoire veut qu'il ait pris sa carte du RPR en 1980 pour faire plaisir à l'épouse d'un de ses amis. L'année suivante, il assure la vice-présidence du comité de soutien de M. Jacques Chirac dans le Rhône et assume, coup sur coup, deux défaites : celle de son champion à l'élection présidentielle et la sienne propre aux législatives de juin 1981. Deux ans plus tard, élu sur la liste Noir aux élections municipales, il peut assouvir son besoin d'engagement concret en s'occupant des relations avec l'université, les grandes écoles et les organismes de recherche.

*Tout en continuant* à jouer le rôle de l'éternel novice égaré dans un univers politicien, M. Dubernard apprend vite. Aux élections législatives de 1986, il profite de « l'effet Noir » pour enlever le troisième siège de député du RPR dans le département. Il sera réélu en juin 1988, au scrutin majoritaire, cette fois. Entré au bureau politique du RPR en 1987, nommé délégué national à la recherche l'année suivante, M. Dubernard balance un certain temps avant de se soustraire à l'« amicale pression » de M. Chirac et de s'engager une nouvelle fois, en mars 1989, dans l'aventure « noiriste » de conquête de la mairie. Il réussit, alors, l'exploit qu'il avait frôlé, *six ans plus tôt, au côté de son* ami, M. Alain Mérieux : à la tête d'une liste Noir dans le sixième arrondissement, il bat, dès le premier tour, le maire sortant de *Lyon, M. Francisque Collomb, et* son colistier, M. Barre.

**ROBERT BELLERET**

## Aux états généraux de l'opposition

# *L'union en jachère*

**LA GACILLY (MORBIHAN)**

*de notre envoyé spécial*

C'est bien connu : lorsque tout va bien, l'optimisme est un luxe ; quand tout va mal, une nécessité. *Pénétrés de cette évidence,* les organisateurs des états généraux de l'opposition s'en étaient allés, vendredi 7 et samedi 8 décembre, planter leur chapiteau dans le Morbihan afin *de deviser sur l'agriculture.* D'une série entamée en début d'année, cette sixième convention devait dans leur esprit marquer l'union aux champs et au travail, à mille arpents de la *glaise des primaires et des mau*vaises graines Barzach et Noir. Ce fut plutôt l'union en jachère !

Ces états généraux, qui ne méritent plus leur nom, ont permis de dresser un triste état des lieux de l'opposition, ce qui était somme toute superflu. Le ressort est cassé. L'UPF est devenue l'Union pour la Forme. En coulisse, on s'empressait de dénoncer les comportements coupables de M. Noir et M^me^ Barzach.

Venu vendredi en coup de vent prononcer entre potée et far breton un discours de comice *agricole, M. Chirac, victime d'un* emploi du temps – on l'avait compris – surchargé, est reparti samedi matin quand arrivait M. Giscard d'Estaing. Encore avaient-ils fait tous deux, certes contraints et forcés, l'effort de se déplacer. La plupart de leurs lieutenants s'étaient fait porter pâles. Au Parlement, le budget de l'agriculture draine pléthore d'*orateurs, prompts à regretter* le sort injuste des paysans français. Epanchements à Paris, ignorance au-delà. M. Le Pen, qui a entrepris sur ces terres d'utiles moissons, pourra encore se frotter les mains. Devant un parterre de paysans réquisition*nés sur place, ceux qui étaient* venus ont fait semblant de s'entendre et de débattre pour occuper le temps entre l'office du soir de M. Chirac et les vêpres du lendemain de M. Giscard d'Estaing. MM. Alain Madelin et Nicolas Sarkozy, tous deux passionnés par le sujet, tenant comme d'habitude leur rôle de Monsieur Loyal, de moins en *moins loyal. Pareil dossier ne* méritait sûrement pas semblable pantomime. *« L'union,* a quand même dit M. Giscard d'Estaing, *c'est avant tout le rapprochement des esprits et la bonne volonté réciproque. Reconnaissons-le franchement : on ne guérit pas les plaies en les léchant avec une langue de bois. Je regrette ces divergences, mais sans en exagérer l'importance. Quelle est la grande formation politique où ces problèmes ne mériteraient pas d'être discutés et approfondis ? »* On se console comme on peu.

*« Plus ça va mal et plus ça va bien »*, préférait résumer avec bon sens un agriculteur du Finistère. Cela se passait à La Gacilly, berceau communal d'Yves Rocher, le fort en crèmes et en cosmétiques. Plus que de maquillages, n'est-ce pas de baume que le RPR et l'UDF ont besoin ?

**DANIEL CARTON**

## Le deuxième rassemblement régional de France unie

# « Rénovateurs de tous bords, rencontrez-vous ! »

**France unie, mouvement animé par MM. Soisson et Durafour, a tenu son deuxième rassemblement régional, samedi 8 décembre à Toulouse. M. Soisson, qui considère que l'on s'oriente vers une nouvelle majorité formée par le PS et France unie, a appelé « les rénovateurs de tous bords » à dialoguer. M. Kouchner, chargé de cette entreprise, lancera, le 8 janvier prochain, son propre mouvement, « Société civile ».**

**TOULOUSE**

*de notre envoyé spécial*

*« Rénovateurs de tous bords, rencontrez-vous ! »*, a lancé M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et d'« ouverture », samedi 8 décembre à Toulouse, devant le deuxième rassemblement régional de France unie, le mouvement qu'il anime en compagnie de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, et d'« ouverture » lui aussi. En fait, M. Soisson avait pris contact avec ses amis rénovateurs de droite avant l'annonce de la démission de M. Michel Noir, afin qu'au-delà des clivages partisans ils réfléchissent ensemble, discrètement si possible, à quelques sujets de société qui les préoccupent. M. Soisson espère bien que les ambitions du *maire de Lyon ne mettront pas en* cause cette entreprise.

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, est chargé de maintenir le contact avec M. Noir et M^me^ Barzach. Lui-même organise actuellement son propre mouvement, qu'il appelera tout bêtement « Société civile » et qui verra le jour officiellement le 8 janvier prochain. Ce mouvement veut rassembler tout ce qui, dans les milieux de chefs d'entreprise, de professions libérales, d'artistes, d'intellectuels et d'associations qui travaillent sur le terrain, se défie des engagements partisans. *« Les militants, ça existe,* dit-il. *Il faut aller les chercher dans les associations. »*

M. Soisson prétend donc « rénover » la politique. France unie s'y est essayée, samedi à Toulouse, en conviant tous ceux qui, dans la région, en avaient envie à venir dialoguer avec les ministres présents, MM. Durafour, Doubin, Fauroux, Kouchner, Baylet et de Beaucé, tous membres de cette organisation. Ils sont venus six cents ou sept cents, mais le dialogue n'a pas toujours été à la hauteur de l'ambition affichée. Qu'importe, on a tout de même parlé, à ras de terre, d'affaires concrètes, d'éducation nationale, de gestion d'entreprise, du rôle des élus, de la *sécurité sociale, voire du coût exa*géré des prothèses dentaires. On a aussi eu le privilège d'entendre M. Jean-Michel Baylet, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, politicien à l'ancienne s'il en est, prononcer *une sorte* d'autocritique – dans son esprit elle ne l'était certainement pas – en affirmant que *« les Français sont lassés par la pratique des partis, par les querelles de personnes sans contenu idéologique, par la lutte sans scrupule pour le pouvoir, et par l'arrogance d'organisations dont la seule justification semble être aujourd'hui de légitimer l'existence de leurs propres structures. »* On a enfin pu écouter quelques dialogues étranges, propos échangés sans précautions devant une dizaine de journalistes, qui signifient peut-être la mort de la langue de bois. Exemple, de M. Kouchner à M. Fauroux, ministre de l'industrie : *« L'autre jour, j'ai dîné avec ton ami Calvet* (président-directeur général de Peugeot). *Il est pas si con qu'on le croit »* ; réponse de M. Fauroux : *« Il n'est pas con. Il est psychopathe. Un peu énervé, quoi. »* On a pu, aussi, savourer quelques emportements publics. De M. Fauroux, encore, contre la toute-puissance du ministère des finances, dont il a beaucoup à souffrir. De M. Soisson aussi : *« Moins l'Etat intervient, moins le Parlement légifère, mieux les Français se portent. Laissons l'évolution de la société se produire. J'ai toujours peur de bloquer, par la loi, une évolution. »*

### La main de M. Mitterrand

En fait, France unie, lancée à l'initiative de M. Mitterrand, a une autre fonction politique, extrêmement traditionnelle celle-là. Il s'agit de garnir le flanc droit du Parti socialiste afin de préserver, ou d'élargir si possible, la majorité. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, lui reconnaît volontiers ce rôle nécessaire. Le chef de l'Etat, semble-t-il, s'irrite des lenteurs de sa mise en place. A M. Soisson, qui exprimait devant lui l'ambition de former un groupe parlementaire après les élections législatives de 1993, il a signifié que l'objectif est trop modeste. Dès lors, M. Soisson veut présenter des candidats dans quarante à cinquante circonscriptions gagnables par ses amis et qui seraient perdues d'avance par des prétendants socialistes, étant entendu que les « sortants » actuels et à venir de France unie seraient protégés. *« J'étendrai la main »*, si besoin est, contre le Parti socialiste, lui aurait assuré M. Mitterrand. Sans attendre les législatives, M. Soisson considère d'ailleurs, après la motion de censure votée à l'Assemblée nationale par les communistes, que *« nous sommes gentiment en train de changer de majorité »*. On s'oriente, a-t-il dit dimanche à Radio J, vers une nouvelle majorité formée par le PS et France unie.

Avant de rénover les autres, France unie a besoin, déjà, de se rénover elle-même. Ce mouvement, contesté par les radicaux de gauche – qui font partie de la « coordination nationale » – lors de leur dernier congrès, est traversé *par de sévères*, bien que microcosmiques, luttes d'influence. Ainsi, à Toulouse, les radicaux de M. Baylet ont roulé des muscles afin d'affirmer leur relative puissance. La moitié, au moins, des participants avaient été mobilisés par le MRG, et *la Dépêche du Midi*, propriété de la famille Baylet, avait fourni la logistique d'une réunion qui, sans elle, aurait eu du mal à exister. Mais *la Dépêche du Midi* a ses bons côtés. *C'est M^me^ Evelyne Bay*let qui a mis un terme à cette guerre pichrocoline en obtenant de ses *« deux gamins »* – le vrai, M. Jean-Michel Baylet, et l'adoptif, M. Jean-Pierre Soisson – qu'ils *se mettent* d'accord sur l'équilibre des pouvoirs à la direction de France unie, dont les structures seront vraisemblablement en place avant la fin de l'année. Comme dit M. Soisson, *« croyez-moi, ce qui est beau en politique, ce sont surtout les commencements »*.

**J.-Y. L.**

# POLITIQUE

Au Palais du Luxembourg

## Les sénateurs rejettent le budget du logement et de l'urbanisme...

**Les sénateurs ont rejeté, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 décembre, les crédits du logement et de l'urbanisme. Les groupes RPR, UREI, centriste et communiste ont voté contre. Les sénateurs ont en revanche adopté le budget de la mer, de l'aviation civile et de la météorologie, rattachés au même ministère.**

Au lendemain du séminaire gouvernemental sur la ville et la politique urbaine, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et M. Louis Besson, ministre délégué au logement, pouvaient se présenter les mains pleines devant les sénateurs. Rappelant les principales mesures adoptées lors de ce séminaire en faveur du développement social des quartiers (*le Monde* daté 9-10 décembre), et le dépôt au printemps prochain devant le Parlement d'un projet de loi «anti-ghetto» et d'une réforme des mécanismes de la dotation globale de fonctionnement (DGF), M. Delebarre a souligné le rôle de l'Etat, *«garant des solidarités nationales»*, dans la politique urbaine.

Cette action qui, selon M. Delebarre, *«doit s'appuyer sur une très forte déconcentration»* ne trouvera toutefois sa pleine efficacité *«que si tous, au plan local, départemental et régional, assument leurs responsabilités dans le cadre des compétences respectives». «A travers la politique de la ville,* a ajouté le ministre, *ce qui est en jeu, c'est notre capacité collective à résorber les déséquilibres, les tensions et les inégalités qui se manifestent aujourd'hui dans la société française, en menacent la cohésion et donc la réussite.»*

### *«Désengagement de l'Etat»*

Si la majorité sénatoriale ne pouvait qu'approuver cette volonté politique et le renforcement des moyens financiers en faveur du logement qu'elle implique, elle n'a toutefois pas oublié qu'on lui demandait, samedi 8 décembre, de se prononcer sur un budget et non sur des projets de loi à venir. Aussi le rapporteur de la commission des finances, M. Ernest Cartigny (RDE, Seine-Saint-Denis) ne s'est-il pas départi de sa sévérité. Demandant le rejet du budget de l'urbanisme et du logement, il a expliqué que la réalité des chiffres *«interdit au gouvernement de présenter le logement social comme une priorité».* Pour M. Cartigny, c'est au contraire un *«véritable désengagement de l'Etat»* que traduit ce budget.

Ce fut également le sentiment de l'orateur du groupe RPR, M. Roger Husson (Moselle), de celui du groupe centriste, M. Louis de Catuelan (Yvelines), qui a dénoncé *«un vrai décalage entre les besoins et les moyens»* et du sénateur communiste, M. Jean-Luc Bécart (Pas-de-Calais). Beaucoup plus amènes ont été les orateurs du groupe socialiste, dont M. Robert Laucournet (Haute-Vienne), rapporteur pour avis du budget du logement au nom de la commission des affaires économiques, qui a d'ailleurs souligné que sa commission avait conclu, elle, à l'adoption des crédits.

Après la *«remise à niveau exceptionnelle»* de l'année 1990, a estimé M. Laucournet, le budget 1991 *«réaffirme les priorités».* Le rapporteur, comme ses collègues du groupe socialiste, s'est notamment félicité du bouclage des aides à la personne, contenu dans la loi de finances pour 1991. Ce soutien apporté à la politique conduite par MM. Delebarre et Besson en matière de logement, n'a toutefois pas empêché les sénateurs socialistes, notamment M. Guy Penne, d'exprimer des inquiétudes sur la baisse des ressources du livret A, instrument privilégié du financement du logement social, et sur les crédits accordés aux prêts d'accession à la propriété (PAP). Les mêmes critiques, formulées à l'Assemblée nationale, avaient d'ailleurs conduit le Quai de Bercy à dégager 200 millions de francs supplémentaires dans le collectif budgétaire.

En réponse à ces interrogations, M. Besson a souligné que la baisse de l'accession à la propriété s'expliquait également par le fait que le recul de l'inflation avait mis fin à *«une solvabilisation artificielle des candidats à l'accession sociale, laquelle est devenue objectivement plus coûteuse».* Quant à l'accusation selon laquelle le logement ne serait plus une réelle priorité gouvernementale, M. Besson a répliqué qu'une telle priorité, pour *«être réaffirmée, n'a pas forcément besoin d'un budget en croissance de 20 % chaque année».*

Les sénateurs, à l'exception du groupe communiste, ont en revanche adopté les crédits de la météorologie et de l'aviation civile, ainsi que ceux de la mer et des ports maritimes, présentés par M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer.

**PASCALE ROBERT-DIARD**

## ...et adoptent celui des charges communes

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 décembre, le budget des charges communes de l'Etat proposé par M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. Auparavant, les sénateurs avaient adopté les crédits du ministère de l'industrie – comprenant également ceux du tourisme, – et repoussé ceux de l'aménagement du territoire. Ils avaient également adopté les crédits des services financiers et de la consommation, ainsi que le budget annexe des monnaies et médailles et celui de l'Imprimerie nationale.

*«En 1991, le budget des charges communes représentera près de 40 % des dépenses civiles de l'Etat, autant que l'éducation nationale et la défense additionnées»*, a indiqué M. Claude Belot (ratt. Union cent., Charente-Maritime), rapporteur spécial de la commission des finances. Il a fait également remarquer que *«la dette de l'Etat»*, qui figure dans ce poste au même titre que les crédits du revenu minimum d'insertion, ceux du fonds national de solidarité, ou ceux consacrés aux dotations au capital des entreprises publiques, *«représente, avec plus de 17 % des dépenses civiles ordinaires, le deuxième budget civil, derrière l'éducation nationale».* L'examen de ces crédits survenant un vendredi à une heure très avancée, les travées désertes ont chagriné M. Paul Loridant (PS, Essonne), qui a regretté que le Sénat ne manifeste pas autant d'intérêt à ce qui constitue le premier budget de l'Etat qu'à l'agriculture.

L'examen du budget de l'industrie s'était déroulé quelques heures auparavant devant des bancs moins clairsemés. Il avait donné l'occasion à de nombreux sénateurs, dont M. Maurice Schumann (RPR, Nord) et M. Francisque Collomb (ratt. Union cent., Rhône), de s'inquiéter des conséquences pour l'industrie textile de l'Uruguay Round. M. Roger Fauroux avait alors estimé qu'en la matière il vallait mieux *«pas d'accord plutôt qu'un mauvais accord».*

**G. P.**




Au «Grand Jury RTL-*le Monde*»

## M. Barre conteste la «méthode Rocard»

Invité, dimanche 9 décembre, du «Grand Jury RTL-*le Monde*», M. Raymond Barre a déclaré qu'il existe actuellement en France une double crise : une crise de la politique et une crise de la société. *«Dans ces deux domaines,* a-t-il expliqué, *il n'existe pas de recette magique. Les solutions pouvant intervenir s'inscrivent dans la durée. Par conséquent, tous ceux qui estiment que les choses changeraient du jour au lendemain parce qu'ils remplaceraient les hommes en place font, comme on dit au bridge, un jump qui ne se justifie pas toujours.»* Parlant plus précisément de la situation de l'opposition, l'ancien premier ministre a affirmé *«que l'union de l'opposition ne peut pas se réaliser par des procédures artificielles. Elle dépend essentiellement de la loyauté des acteurs et de l'accord entre les arrière-pensées».*

Evoquant les problèmes de l'heure, M. Barre a contesté la «méthode Rocard», arguant que *«la concertation, le dialogue et la palabre ne sauraient se substituer indéfiniment à la décision et à l'action.»* Il a regretté la réception des lycéens par le président de la République et jugé prioritaire la déconcentration du système éducatif. PLus généralement, le député du Rhône s'est prononcé de nouveau pour un accroissement du rôle des régions : *«Nous devrions tendre vers la constitution en France de grandes régions ayant une assise suffisante pour que les initiatives régionales et locales puissent se déployer librement. Il faudrait aller vers une atténuation du rôle exclusif du département et veiller à ce qu'il ne soit pas un échelon qui puisse gêner ou freiner l'action au niveau régional.»*

Evoquant la situation dans les banlieues, M. Barre a estimé que les mesures envisagées par le gouvernement *«vont dans la bonne direction, mais qu'elles ne sont pas suffisantes»*, en ajoutant : *«Il faut aborder un problème social qui est beaucoup plus complexe, celui des jeunes, et il faut trouver les conditions d'une politique d'intégration. On ne résoudra pas simplement ces problèmes avec les crédits, avec le béton ou avec des lois.»*

Parlant enfin de la construction de l'Europe, M. Barre s'est dit favorable à un renforcement de l'organisation de l'Europe occidentale, notamment sur le plan monétaire. *«Nous voulons aujourd'hui,* a-t-il ajouté, *qu'il y ait une gestion commune de l'espace monétaire européen, qui comportera d'abord plusieurs monnaies, mais traitées sur un pied d'égalité, et ensuite une monnaie unique et non pas une monnaie commune, car c'est une belle formule qui permet de ne rien faire. M. Bérégovoy a eu parfaitement raison de mettre l'accent sur le fait que la monnaie unique devait s'accompagner d'un gouvernement européen fort.»*

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

## Le FLNKS espère susciter un consensus sur l'indépendance en 1998

**Le «comité de suivi» des *accords de Matignon sur l'avenir* de la Nouvelle-Calédonie, réunissant les représentants du gouvernement, les délégués du RPCR et ceux du FLNKS, est réuni depuis lundi matin 10 décembre à Paris, jusqu'au vendredi 14, pour la deuxième année consécutive, afin de dresser le bilan actuel, point par point, de l'application de loi référendaire du 9 novembre 1988 préparatoire au référendum d'autodétermination du territoire prévu en 1998.**

Une course cycliste a eu lieu sur l'atoll d'Ouvéa. Le Club Méditerranée va construire un village de vacances à Hienghène. Le conseil municipal de Nouméa a accepté de céder, malgré l'opposition de l'extrême droite, un terrain de 8 hectares à l'Agence de développement de la culture kanak, présidée Mme Marie-Claude Tjibaou, pour l'implantation d'un centre culturel qui portera le nom de l'ancien président du FLNKS, assassiné en avril 1989. La paix suit son cours en Nouvelle-Calédonie. Mais le premier ministre et son ministre des DOM-TOM continuent sagement d'y porter une attention vigilante et la réunion du «comité de suivi» permettra, cette semaine, d'avancer davantage dans le règlement des dossiers économiques et sociaux dont dépendra l'issue politique du processus engagé le 26 juin 1988 à Matignon.

L'Etat a tenu avec doigté son rôle de juge de paix et il ne manque plus grand-chose pour parachever, dans le cadre des nouvelles institutions locales, la mise en place de tous les instruments et de tous les moyens conçus il y a deux ans dans l'espoir de briser la logique d'affrontement qui prévalait jusque-là. Les deux provinces indépendantistes du nord de la Grande Terre et des îles Loyauté, notamment, disposent, pour leur fonctionnement et leurs besoins en équipement, de dotations financières substantielles. Leurs dirigeants sont placés, désormais, devant leurs propres responsabilités. *«Le problème de la Kanaky se règle maintenant,* soulignait avant son départ pour Paris le président de l'Union calédonienne, M. François Burck. *C'est maintenant que nous, indépendantistes, devrons prouver que nous sommes en train de mettre en place une indépendance viable.»*

### *Deux décrets attendus*

Car, s'il joue le jeu, le FLNKS ne perd pas de vue son objectif ultime. Pour lui, il s'agit toujours d'aboutir, dans huit ans, à l'indépendance du territoire. Quand MM. Michel Rocard, Louis Le Pensec et le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, espèrent convaincre la plupart des Canaques que leur destin est indissociable de la République française, les héritiers politiques de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné se proposent, eux, au contraire, de convaincre les caldoches de se rallier à la perspective de l'indépendance. M. Burck, en particulier, parle de la nécessité de *«trouver un consensus avant 1998».* Utopie?

La délégation du FLNKS, conduite par M. Paul Néaoutyine, insistera, en tout cas, pour que soient publiés le plus rapidement possible les deux décrets qui doivent fixer la composition du corps électoral appelé à se prononcer *«entre le 1er mars et le 31 décembre 1998»*, conformément à l'article 2 de la loi référendaire. Ce texte dispose que la participation au scrutin d'autodétermination sera réservée aux électeurs inscrits sur les listes électorales lors du référendum du 9 novembre 1988. Le Conseil d'Etat a donné, le 8 novembre, un avis favorable au décret visant à confirmer cette disposition. La Commission nationale pour l'informatique et les libertés a émis un avis analogue, en septembre, sur la création d'un fichier électoral automatisé. Selon le ministère des DOM-TOM la publication des deux décrets au *Journal officiel* interviendra avant la fin de ce mois de décembre.

La nomination de M. Alain Christnacht, directeur de cabinet de M. Le Pensec, au poste de haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, traduit la volonté du gouvernement de ne pas relâcher sa vigilance. Familier des affaires calédoniennes, M. Christnacht a déjà séjourné trois ans sur le territoire, en qualité de secrétaire général, de 1980 à 1983. Il apparaît, en effet, comme l'un des hauts fonctionnaires les plus qualifiés pour succéder à M. Bernard Grasset, ce préfet impartial, rigoureux, lucide, qui a dit un jour l'essentiel : *«Sans un meilleur partage, il ne peut y avoir de paix durable en Nouvelle-Calédonie...»*

**ALAIN ROLLAT**

A la Réunion

## Un conseiller général condamné pour corruption

SAINT-DENIS

*(de notre correspondant)*

M. Guy Zitte (divers droite), conseiller général du cinquième canton de Saint-Denis, a été condamné, vendredi 7 décembre, en première instance, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis a six mois de prison avec sursis, pour corruption électorale.

Il était reproché à M. Zitte d'avoir, peu avant les élections cantonales de septembre 1988, distribué des feuilles de tôle, de la peinture, du ciment et divers autres matériaux de construction à une trentaine d'électeurs pour obtenir leurs votes. Des matériaux que les intéressés devaient retirer, sur la présentation d'un bon, au magasin général de la commune de Saint-Denis. Le candidat était également conseiller municipal et bénéficiait alors du soutien de l'ancien maire, M. Auguste Legros (député non inscrit).

Dans le cas où la cour d'appel confirmerait le jugement, M. Zitte devrait démissionner de son mandat au conseil général et abandonner également ses fonctions au service météorologique de la Réunion. Tout au long de son procès, M. Zitte a bénéficié du soutien du président du conseil général, M. Eric Boyer (divers droite). A l'issue de l'audience, ce dernier a déclaré qu'il ressentait ce jugement *«comme étant d'un profond mépris pour l'homme réunionnais».*

**ALIX DIJOUX**

## Deux élections cantonales partielles

**SEINE-SAINT-DENIS : La Courneuve (2e tour).**

Inscr., 14 461; vot., 4 703; abst., 67,48 %; suffr. exp., 4 512 (31,20 %). Mme Muguette Jacquaint, PCF, 2 820 voix (62,50 %) ELUE; M. Pierre Dufour, FN, 1 692 (37,50 %).

**[Mme Muguette Jacquaint (PCF), député de la Seine-Saint-Denis, a été élue conseiller général, dimanche 9 décembre, en remplacement de Maurice Tavernier (PCF), récemment décédé, au second tour des élections cantonales partielles de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Malgré un taux d'abstention supérieur à celui du premier tour (67,48 %), Mme Jacquaint a bénéficié d'un bon report des voix de gauche. Le candidat du Front national, M. Pierre Dufour, progresse de 537 voix par rapport au premier tour, rassemblant probablement sur son nom une grande partie des suffrages RPR-UDF.**

**Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 14 461; vot., 4 904; abst., (66,09 %); suffr. expr., 4 783. Mme Muguette Jacquaint, PCF, 2 183 voix (45,85 %); M. Pierre Dufour, FN, 955 (19,97 %); M. Gérard Pickaerts, RPR-UDF, 845 (17,67 %); M. Roland Brette, PS, 598 (12,50 %); M. Pierre Benkemoun, Verts, 192 (4,01 %).]**

**AISNE : Vailly-sur-Aisne (1er tour).**

Inscr., 6 468; vot., 2 769; abst., 57,18 %; suffr. exp., 2 679. Mme Annick Venet, div. d., 1 001 (37,36 %); M. Roger Turot, Association des démocrates, 528 (19,70 %); M. Claude Péchon, PS, 369 (13,77 %); Mme Annick Morel, PC, 293 (10,93 %); Mme Colette Fecci, FN, 276 (10,30 %); M. Jean-Pierre Lepolard, Verts, 214, (7,98 %). *Il y a ballottage.*

**[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par M. Raymond Sudolski (PS), qui a démissionné. Mme Annick Venet, divers droite, soutenue par le RPR et l'UDF, arrive largement en tête avec 37,36 % des voix.**

**En 1985, au premier tour, les résultats avaient été les suivants, inscr., 6 228; vot., 4 700, abst., 24,54 %; suffr. exp., 4 598. M. Raymond Sudolski, PS, 2 296, M. Albert Morin, non inscrit, 941, M. Alain Lavandier, RPR, 521, M. Bernard Poutrel, PC, 403, Charles-Bernard Dubrocz, FN, 324, M. Claude Regnier, UDF, 113. Au second tour, M. Raymond Sudolski, 2 876, M. Albert Morin 1 697.]**

# SOCIÉTÉ/CULTURE





# L'Université, cap sur l'emploi

## *Le ministère de l'éducation nationale entend remodeler les formations supérieures pour les adapter aux besoins de l'économie*

La crise lycéenne de ces deux derniers mois et les projets de rénovation pédagogique des lycées ont occulté la rentrée universitaire et fait passer au second plan le vaste chantier de l'enseignement supérieur. Sur ce terrain, pourtant, l'essentiel reste à faire. Ou, plutôt, le plus délicat.

L'année 1989 avait été largement dominée par le problème de la revalorisation des personnels, dont les effets tardent, toutefois, à apparaître sur les feuilles de paie des universitaires. L'année 1990 aura surtout été consacrée au lancement du programme Universités 2000, destiné à remodeler et à étoffer la carte universitaire pour permettre l'accueil de quelque deux millions d'étudiants dans une dizaine d'années *(voir encadré)*.

Or, sans attendre que ce dossier soit bouclé, le ministère de l'éducation nationale paraît décidé à s'engager sur un terrain autrement plus périlleux : celui du remodelage et de la modernisation de l'ensemble des filières d'enseignement supérieur, de leur organisation, comme de leurs contenus.

M. Lionel Jospin a levé un coin du voile, la semaine dernière, en rendant public le rapport Gouilloud sur la formation des cadres pour l'industrie (*le Monde* du 8 décembre). « *L'enseignement supérieur*, devait-il souligner, *s'est adapté ces dernières années à l'évolution des emplois. Ce mouvement doit être encouragé et amplifié. L'adaptation des formations à l'emploi ne signifie pas adéquation parfaite, pointue, immédiate des diplômés aux postes offerts. Il s'agit plutôt d'éviter les formations sans débouchés et les pénuries de qualifications.* » Pour éclairer ces mécanismes complexes, le ministre de l'éducation a annoncé son intention d'organiser chaque année une « *conférence nationale enseignement supérieur-emploi* », réunissant présidents d'université, directeurs de grande école et chefs d'entreprise. La première édition devrait se tenir au mois d'avril prochain.

### *Adapter l'offre à la demande*

Derrière cette initiative, c'est toute une réflexion qui est bel et bien engagée dans l'entourage de M. Jospin pour repenser l'enseignement supérieur, son architecture et ses finalités. Avec un objectif crucial : assurer une meilleure adéquation entre les diplômes et les emplois, réduire le fossé qui, trop souvent, sépare l'offre de formation de la demande du monde économique ; bref, éviter que les diplômés de l'Université soient obligés d'accepter des emplois déqualifiés, tandis que les entreprises ou le secteur public manquent de cadres ou de techniciens.

Une meilleure adéquation de l'offre à la demande de formation passe tout d'abord par une connaissance beaucoup plus précise des flux de diplômés (par secteur, par niveau et par région) et des besoins de l'économie à moyen terme. Or les uns et les autres font l'objet de prévisions et d'analyses encore très approximatives. Le ministère de l'éducation souhaite donc mobiliser l'ensemble des partenaires pour sortir du bricolage actuel et construire deux tableaux prévisionnels, un de l'offre et un de la demande de diplômés.

*Le premier serait réalisé par le* Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications (CERER), le Haut Comité d'éducation économie, la commission formation du CNPF (Conseil national du patronat français) et la direction générale de la fonction publique. Le second serait établi par les services du ministère. Le rapprochement de ces deux tableaux permettrait de *faire apparaître pour chaque* branche, chaque secteur et chaque niveau de qualification, les décalages quantitatifs et qualitatifs prévisibles entre offre et demande de formation.

Mais disposer de meilleurs instruments de pilotage ne suffit pas. Encore faut-il pouvoir réguler les flux d'étudiants et leur offrir des formations correspondant mieux aux besoins. Entreprise d'autant plus délicate qu'elle risque de réveiller les vieux tabous du monde universitaire : la sélection et l'enseignement à deux ou plusieurs vitesses. C'est donc avec précaution que le ministère a ébauché ses pistes de travail.

La première consiste à rééquilibrer les différentes voies de formation supérieure en renforçant celles qui ont une vocation professionnelle affichée. Ainsi, conformément aux injonctions récentes du président de la République, le ministère de l'éducation table sur une augmentation sensible des effectifs des grandes écoles d'ingénieurs, dont la part dans l'ensemble des effectifs de deuxième cycle passerait, en quelques années, de 17 % actuellement à 25 %.

### *La relance des IUT*

Beaucoup plus complexe est le problème des premiers cycles, qui accueillent, dès à présent, quelque 800 000 étudiants. Plutôt que de créer massivement de nouvelles filières de premier cycle à vocation professionnelle, comme ils y avaient songé un moment, les experts du ministère préconisent plutôt de renforcer les structures existantes des IUT et des STS et de restaurer leur vocation initiale d'accueil des bacheliers technologiques.

*Ainsi les IUT, qui absorbent* actuellement 8 % environ des flux de bacheliers, devraient augmenter leur part jusqu'à 15 %. Cela suppose à la fois une forte reprise des créations d'IUT, mieux coordonnées au niveau national et réservées prioritairement aux villes moyennes, et une légère augmentation de leurs capacités d'accueil (30 étudiants par « groupe »). De même l'effort très important de création de sections de techniciens supérieurs serait poursuivi, et le développement des classes préparatoires conforté. Au total, cela devrait permettre de dégonfler sensiblement les premiers cycles universitaires généraux, qui absorbent actuellement 52 % des bacheliers et n'en accueilleraient plus que 40 %.

Les premiers cycles universitaires eux-mêmes seraient sérieusement rénovés. Ainsi la douzaine de filières existant aujourd'hui seraient ramenées à six grands domaines de formation (sciences, technologie, lettres et civilisation, sciences humaines, droit-économie-administration, vie et santé). Plus ramassées et plus lisibles, ces premiers cycles seraient organisés, de façon beaucoup plus souple, en modules capitalisables.

Sans revenir à un système de propédeutique généralisée, le premier cycle comprendrait deux « niveaux », le premier sanctionné par un nouveau diplôme (le certificat d'études universitaires) et le *second par le DEUG actuel.* Enfin l'ensemble des cursus de premier cycle serait piloté grâce à un système d'orientation beaucoup plus développé, permettant dès le lycée des choix initiaux plus clairs et des réorientations plus aisées en cours de formation.

La volonté de clarté et de souplesse ne serait pas moins forte au niveau des deuxièmes et troisièmes cycles universitaires. Les filières thématiques classiques (lettres, mathématiques, droit, etc.), voies traditionnelles vers la recherche, seraient ainsi concentrées autour d'une cinquantaine de maquettes de licence et de maîtrise, au lieu de deux cent cinquante actuellement.

### *Création d'instituts professionnels*

Mais surtout le ministère envisage de créer, en parallèle, des filières à finalité professionnelle dans le cadre d'instituts universitaires spécialisés. Ces formations seraient définies en fonction des besoins de l'économie (ingénierie, gestion financière, vente, administration générale, communication) et offriraient systématiquement des cursus en formation initiale et continue. Leurs enseignants seraient pour moitié des professionnels bénéficiant du nouveau statut d'enseignant associé. Enfin l'entrée dans ces instituts professionnels pourrait se faire soit en deuxième année de premier cycle (après le certificat d'études universitaires), soit en second cycle (après avoir obtenu un DEUG, un DUT ou un BTS). A long terme, ces filières professionnelles, qui pourront aller jusqu'au troisième cycle et la recherche, pourraient accueillir environ la moitié des effectifs universitaires.

Comme pour l'ensemble de ses projets, le ministère souhaite adapter et non chambouler le paysage, partir des formations existantes et des expériences actuelles les plus dynamiques pour construire ces nouvelles filières longues à vocation professionnelle. Il est évident cependant que la mise en œuvre de ces orientations bousculeraient bien des habitudes universitaires. Le ministère de l'éducation semble désormais persuadé que la modernisation et l'efficacité des formations supérieures est à ce prix.

GÉRARD COURTOIS

## *Une dizaine de nouvelles universités*

Lancé au début de l'année 1990, conforté au mois de mai dernier par l'engagement du gouvernement de consacrer 16 milliards de francs, en cinq ans, à la construction de nouvelles universités, le remodelage de la carte universitaire française progresse.

Après le cadrage général fixé par le ministère de l'éducation lors des assises nationales Universités 2000 du mois de juin dernier, la réflexion a été menée localement par les universités et les collectivités territoriales. La concertation entre l'État et les collectivités locales devrait s'engager officiellement dans les prochaines semaines avant de faire l'objet d'un débat parlementaire lors de la session de printemps.

Les grandes lignes de ce plan de développement commencent toutefois à se préciser. Outre les projets déjà annoncés (quatre universités nouvelles en région parisienne et deux dans le Nord-Pas-de-Calais), un certain nombre d'hypothèses sont maintenant sérieusement tracées. La création d'une nouvelle université semble acquise en Bretagne (autour de Lorient et Vannes), à Toulouse, à Lyon, voire sur Aix-Marseille, où la situation reste cependant assez confuse. L'émergence de nouveaux pôles universitaires semble acquise à La Rochelle, Belfort, voire Troyes. Enfin, plutôt que de multiplier de trop petites universités, le ministère paraît décidé à renforcer les établissements existant à Pau, Perpignan, Avignon ou Toulon.

G. C.

## ENVIRONNEMENT

Selon deux enquêtes épidémiologiques

# La décharge de Montchanin était nocive

LYON

*de notre bureau régional*

Deux enquêtes épidémiologiques menées durant un an, auprès de la population de Montchanin, ont été rendues publiques vendredi 7 décembre par la préfecture de la Saône-et-Loire. Conduites par le médecin grenoblois Denis Zmirou, directeur du Centre alpin de recherche épidémiologique et de prévention sanitaire (CAREPS), ces études permettent d'établir, de façon nuancée, une corrélation entre la présence de produits polluants dans la décharge de Montchanin, fermée depuis juin 1988, et l'aggravation de certaines pathologies dans la population vivant à proximité.

La première de ces deux études, commandée et financée par le ministère de la santé, confirme « *au moins partiellement* » les pressentiments de l'ensemble des médecins de la région de Montchanin, qui suspectaient la décharge de provoquer des irritations des muqueuses et des yeux, des manifestations neuropsychiatriques et, plus globalement, un état de malaise général.

Cette étude, qui a porté sur 332 foyers tirés au sort dans trois zones d'exposition différentes, n'a pas permis, en revanche, selon le docteur Zmirou, de faire apparaître de nouvelles pathologies, qui auraient pu être liées aux *émanations de gaz toxiques*, alors que la décharge était en activité.

*La deuxième enquête avait pour* objectif de vérifier si la fermeture de la décharge depuis plus de deux ans avait éliminé tout risque toxique pour la population locale. Réalisée avec la participation de l'ensemble des médecins locaux, elle repose sur l'analyse de 794 dossiers médicaux, la moitié concernant des personnes atteintes d'affections susceptibles d'être dues à la décharge, l'autre ayant consulté pour des motifs *a priori* étrangers aux émanations toxiques.

### *« Absence de risque actuel »*

Les résultats de cette deuxième étude peuvent être interprétés « *comme traduisant une absence de risque actuel observable* », affirment les médecins du CAREPS. « *Les gaz volatils qui s'échappent encore de la décharge n'ont pas une concentration telle qu'ils puissent provoquer aujourd'hui de nouvelles maladies* », concluent les spécialistes grenoblois du laboratoire de santé publique.

Ces résultats apaiseront-ils le climat de passion et de polémique lié à la présence de la décharge qui a agité la région ? Les médecins du CAREPS recommandent aux pouvoirs publics une surveillance « *au long cours* » de la population de Montchanin, ces deux études ne permettant pas une évaluation de l'impact à long terme des rejets toxiques de la fameuse décharge.

GÉRARD CLAVAIROLY

## SCIENCES

# Retour sur Terre des cosmonautes soviétiques et américains

Au terme d'une mission de huit jours à bord de la station orbitale soviétique Mir, le journaliste japonais Toyohiro Akiyama est revenu sur Terre, lundi 10 décembre, à bord du vaisseau Soyouz TM-10. Il était accompagné des deux Soviétiques Guennadi Manakov et Guennadi Strekalov. Ces derniers, qui ont passé quatre mois à bord de Mir, ont été remplacés par Viktor Afanassiev et Moussa Manarov, dont la mission spatiale devrait durer 169 jours.

En orbite autour de la Terre depuis le 2 décembre, avec à son bord un équipage de sept personnes, la navette américaine Columbia, quant à elle, était attendue à la base d'Edwards (Californie) dans la nuit du mardi 11 décembre. Prévue à l'origine *pour durer dix jours, cette mission* astronomique devait en effet être écourtée de vingt-quatre heures, à la suite d'une défaillance du circuit de vidange des eaux survenue, samedi 8 décembre, à bord de Columbia. – *(AFP, Reuter.)*

□ **La sonde spatiale Galileo « ricoche » sur la Terre.** – La sonde spatiale américaine Galileo, lancée en octobre 1989 pour explorer Jupiter en 1995, a frôlé la Terre, samedi 8 décembre, à 950 kilomètres de distance. Utilisant notre planète comme un tremplin gravitationnel pour se propulser de nouveau dans l'espace interplanétaire, elle a vu ainsi sa vitesse passer de 107 000 km/h à 125 000 km/h. « *Notre rendez-vous était juste à une demi-seconde près* », ont commenté les responsables de la NASA. Une belle exactitude après un voyage de quatorze mois, durant lequel la petite sonde a déjà parcouru plus de 650 millions de kilomètres. – *(Reuter.)*

Le mauvais temps en Europe

# Des tempêtes de neige provoquent la mort de huit personnes en Grande-Bretagne

**Des tempêtes de neige dans la moitié nord de la Grande-Bretagne, les vendredi 7 et samedi 8 décembre, les plus graves depuis vingt ans, ont provoqué la mort de huit personnes. Des centaines d'automobilistes sont restés bloqués sur le réseau routier devenu, dans sa majeure partie, impraticable. Le trafic ferroviaire et aérien a été très perturbé, et un demi-million de foyers étaient encore privés d'électricité dimanche soir. L'armée britannique a été appelée à l'aide, notamment dans les Midlands.**

**La France a été également touchée par le mauvais temps au cours du week-end, en particulier la région Rhône-Alpes, l'Auvergne, la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais. Plus de cent mille foyers étaient encore privés d'électricité lundi matin, notamment dans des villages retirés de la Drôme, de l'Ardèche, de l'Ain et de l'Isère. Le verglas a provoqué nombre d'accidents, mortels comme en Dordogne. De nouvelles chutes de neige étaient prévues de mardi à mercredi sur les régions Poitou-Charentes et Limousin.**

**La moitié nord de l'Espagne a subi, elle aussi, des tempêtes de neige. En Andorre, sept mille touristes sont restés bloqués dans la nuit de samedi à dimanche et ont dû être hébergés dans des bâtiments publics.**

# Rhône-Alpes ankylosée par la neige

LYON

*de notre bureau régional*

Les importantes chutes de neige intervenues au cours du week-end sur plusieurs départements de la région Rhône-Alpes ont provoqué de graves perturbations du trafic routier et ferroviaire, tandis que plusieurs dizaines de milliers d'abonnés étaient privés d'électricité, donc dans bien des cas, de chauffage.

Comme souvent, ces dernières années, c'est moins l'abondance que la lourdeur des flocons qui a été à l'origine des principaux problèmes observés dans l'Ain, la Loire, une partie du Rhône, l'Isère et les départements alpins. L'accumulation de la neige sur les lignes électriques et sur les caténaires a ainsi souvent causé la rupture des câbles et, parfois, celle des poteaux ou pylônes. Dans la matinée de lundi 10 décembre, on évaluait ainsi à quelque 300 000 le nombre de Rhônalpins réduits à s'éclairer à la bougie et à se réchauffer avec des moyens de substitution. Les équipes de dépannage d'EDF s'employaient à rétablir la distribution dans les meilleurs délais, moins de 24 heures le plus souvent.

La perturbation de la circulation routière et ferroviaire était particulièrement sensible sur les axes Lyon-Grenoble, Lyon-Chambéry et Grenoble-Valence, l'autoroute A43 ayant dû être fermée au trafic dans la nuit de dimanche à lundi, puis, de nouveau, lundi matin, dans le sens Lyon-Alpes, les véhicules circulant au ralenti, sur une seule file, dans l'autre sens. « *D'énormes chutes de neige sur le versant italien ont entraîné la fermeture du tunnel du Mont-Blanc*, expliquait un responsable du Centre régional d'information et de sécurité routière. *Du coup, les poids lourds ont tenté de gagner le tunnel du Fréjus et le trafic s'est trouvé saturé sur l'A 41. Par ailleurs compte tenu de l'accumulation de camions à la barrière de péage de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), nous avons formé des convois précédés par des chasse-neige, mais les deux derniers paraissent être bloqués dans le secteur des Terres froides. Pour nous, la situation est préoccupante* ».

A partir de dimanche après-midi, les liaisons ferroviaires ont été suspendues entre Lyon et Chambéry et Lyon et Grenoble à la suite de ruptures de caténaires ou d'obstructions des voies par des arbres brisés ou déracinés. Dans les gares, quelques cheminots débordés ne parvenaient plus à renseigner les voyageurs désorientés, « *mais les responsables régionaux de la SNCF envisageaient, lundi matin, de faire circuler quelques trains tirés par des motrices diesel.* Dans la région grenobloise, tous les transports scolaires étaient supprimés lundi matin.

R. B.

## *Les lignes électriques sous le poids de la neige*

Les lignes électriques cassent *sous la surcharge énorme qu'impose* aux câbles (d'aluminium depuis une trentaine d'années) et donc aux pylônes (d'éléments d'acier boulonnés) la constitution de manchons de neige collante. Pareil désastre s'était produit le 27 novembre 1982 dans les départements du Rhône, de la Loire et de la Haute-Loire : il y a huit ans, 534 000 personnes et plusieurs centaines d'entreprises avaient été privées de courant, *parfois pendant plusieurs jours.*

Les lignes à très haute tension (400 000 volts) sont faites d'un « trio » de trois câbles pesant ensemble 4,8 kilos par mètre. Elles sont portées par des pylônes de 6 à 80 tonnes espacés, en général, de 500 mètres. Les lignes de 63 000 volts sont faites d'un câble unique pesant 800 grammes par mètre et soutenu par des pylônes de 1 à 3 tonnes espacés, en moyenne, de 250 mètres.

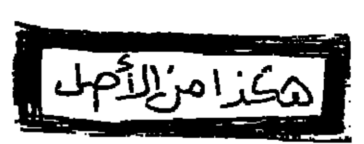
Sous l'effet de conditions très particulières de températures au sol et en altitude, la neige devient collante et s'agglutine en manchons épais qui imposent à chaque câble une surcharge pouvant atteindre 10 kilos par mètre. Dans les lignes à très haute tension, les câbles tiennent souvent, mais pas les pylônes qui se tordent ou cassent. Pour les lignes à moyenne et basse tension, les câbles sont beaucoup plus petits (de 350 à quelques grammes par mètre) et cassent donc souvent. Ce qui n'empêche pas les *poteaux de bois, de ciment ou de* ferraille de casser eux aussi.

Tous les pylônes, certes, sont calculés en fonction des surcharges qui peuvent leur être imposées, c'est-à-dire en fonction des probabilités régionales et locales de chutes de neige importantes, de pluies verglaçantes, de givre et de vents violents ainsi que des probabilités de délai moyen de récurrence de tous ces phénomènes liés à la météorologie. Mais les coûts entrent aussi obligatoirement, bien sûr, dans les calculs. De toute façon, une ligne « ordinaire » est capable de supporter une surcharge de 2 kilos par mètre. Et le surcoût est de 100 % à 110 % *pour une* ligne capable de résister à une surcharge de 6 kilos par mètre et encore de 60 % pour celle qui supportera une surcharge de 4 kilos par mètre...

On a bien songé à enterrer les lignes électriques. Mais l'enfouissement est impossible pour les *lignes à 400 000 volts* car, au-delà de quelques kilomètres, celles-ci se chargent d'électricité statique et sont dès lors incapables de transporter le courant. Pour les lignes à 225 000 volts, l'enfouissement est acceptable sur une vingtaine de kilomètres. Ce qui est fait en zone urbaine mais rend difficile la localisation de ruptures éventuelles. Quant aux lignes à moyenne et basse tension (longues de 500 000 kilomètres pour chacune de ces deux catégories), elles sont enterrées au rythme de réfection de leurs réseaux.

YVONNE REBEYROL



هكذا من الأصل



# SOCIÉTÉ

CIRCULATION

## La région Ile-de-France envisage de créer des axes rouges et des autoroutes souterraines à péage

**M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, devait exposer, lundi 10 décembre, un plan pour améliorer la circulation routière. Certaines routes seront mises en « axe rouge » comme c'est le cas dans Paris depuis deux mois. Un réseau d'autoroutes souterrainnes à péage sera mis en place, construit et exploité par des sociétés privées.**

Après les transports en commun, les voies routières. La semaine dernière, le conseil régional d'Ile-de-France présentait son projet de rocades autour de Paris : un réseau de 170 kilomètres de voie ferrée destiné à faciliter les relations de banlieue à banlieue (*le Monde* du 8 décembre). Mais la région veut mener de pair le développement des transports collectifs et celui de la route car, dit M. Krieg, *« pour être valorisée sur le plan européen, l'Ile-de-France doit être une région où l'on circule ».*

Les axes rouges créés à l'automne par le maire de Paris ont accéléré le trafic et diminué les embouteillages. La région classera à son tour en axes rouges des routes nationales et des rues de banlieue, où tout stationnement et parfois tout arrêt seront proscrits. La RN 305, par exemple, qui relie Vitry à Ivry, pourrait devenir axe rouge.

Le président du conseil régional devait présenter ses projets, lundi 10 décembre, en présence du président du conseil général des Hauts-de-Seine, M. Charles Pasqua (RPR), et de M. Roger Prévot, président de l'association des maires du département. En effet, l'aménagement de la boucle nord de la Seine, qui traverse les Hauts-de-Seine, devra être l'un des premiers chantiers ouverts : la liaison la *Défense-Orly, inexistante actuellement*, devient une priorité.

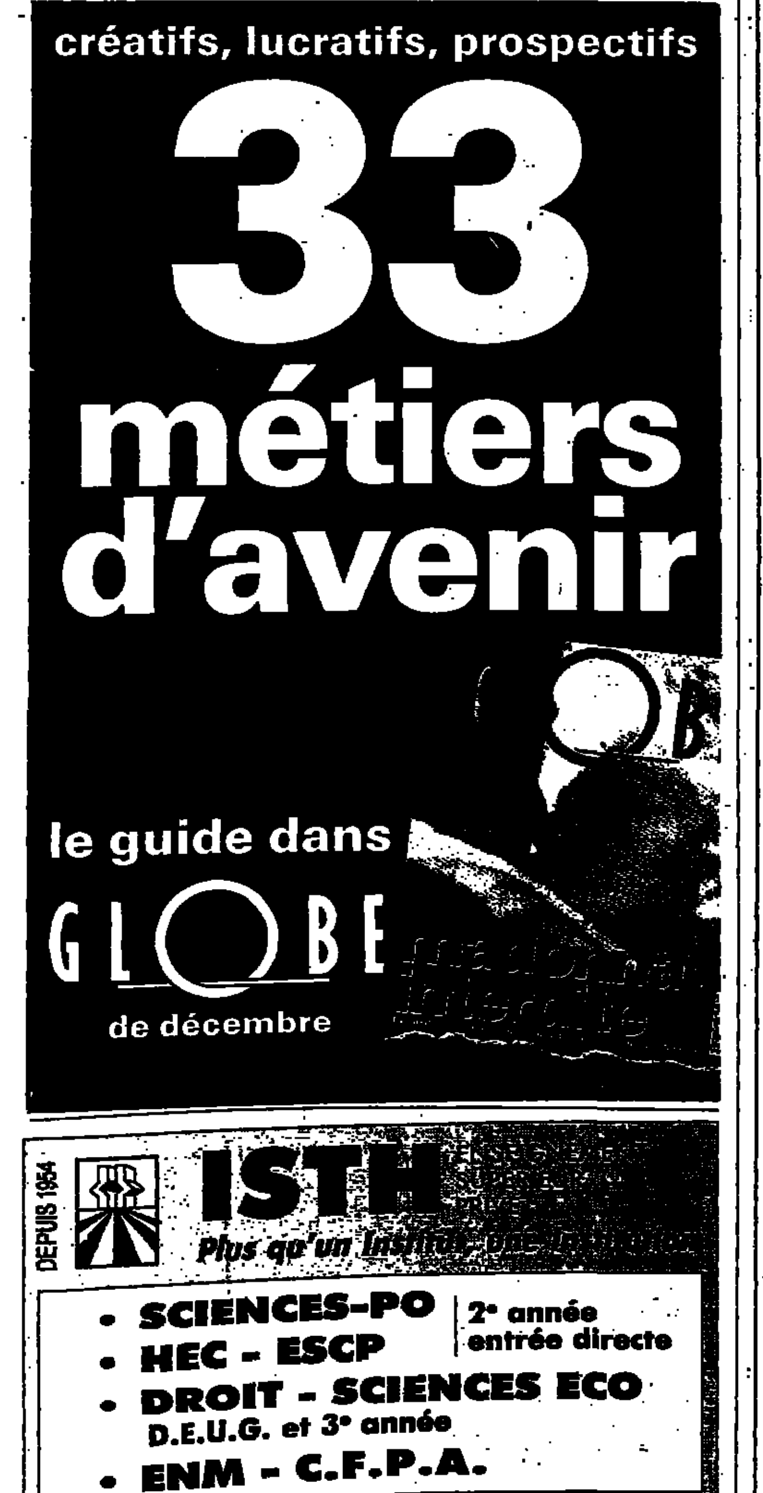
Selon M. Krieg, le choix n'est pas *« entre autoroutes avec ou sans péage, mais entre autoroutes souterraines à péage ou pas d'autoroutes du tout »*. La région, a-t-il rappelé, a inscrit 3,7 milliards de francs d'autorisations de programmes au projet de budget 1991. Il est impossible, selon lui, de dégager plus de 7 milliards de francs par an de financement public, alors qu'il en faudrait de 10 à 12 *« pour redresser la situation ».*

Aussi le conseil régional a-t-il demandé à l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) d'étudier avec un bureau d'études qui dépend de la Caisse des dépôts, Scetauroute, un projet de réseau autoroutier souterrain à péage. Celui-ci serait articulé sur les axes existants, branché par exemple sur le tronçon sud du périphérique que la Ville de Paris envisage, elle aussi de doubler en souterrain. Ainsi seront assurés les itinéraires tels que l'axe Roissy-la Défense-Orly ou Roissy-Euro Disneyland.

Les sociétés privées concessionnaires financeraient la construction du réseau. Le prix du péage pour les usagers variera selon la longueur du trajet emprunté, mais il pourrait se situer en moyenne autour de 2 F le kilomètre.

M. Krieg espère que l'étude attendue aboutira au printemps. Si les concessions sont attribuées sans tarder, la réussite technique du tunnel sous la Manche montre que les travaux pourraient avancer rapidement... étant entendu que ce projet ne pourra pas ignorer le futur schéma directeur de la région. Mais on prête au nouveau préfet de l'Ile-de-France, M. Christian Sautter, l'intention d'aller lui-même très vite pour mener la révision de ce schéma directeur.

**CHARLES VIAL**




FAITS DIVERS

Auteur avec un complice d'une agression contre une octogénaire à Alençon

## Jean-Charles Willoquet a été tué par des policiers

**Auteur, avec un complice, *d'une agression contre une personne âgée*, dimanche soir 9 décembre à Alençon (Orne), Jean-Charles Willoquet, quarante-six ans, a été tué lors d'une fusillade avec des policiers. Considéré comme un malfaiteur particulièrement dangereux, l'homme avait, à de multiples reprises, défrayé la chronique et bénéficié, en décembre 1989, d'une libération conditionnelle.**

Il avait commencé coiffeur pour dames à Nevers. Il aura fini agresseur de vieilles dames à Alençon. Jean-Charles Willoquet, quarante-six ans, celui-là même qu'en 1974, le directeur de la police judiciaire d'alors, M. Jean Ducret, qualifiait d'*« ennemi public numéro un »*, est mort, d'une balle dans la tête, au domicile d'une femme âgée de quatre-vingt-un ans, qu'avec un complice, Alain Guilleminot, vingt-neuf ans, il venait d'agresser, dimanche soir 9 décembre, comme un vulgaire petit malfaiteur.

C'est en début de soirée que les deux hommes, se présentant comme des policiers enquêtant sur des vols commis par des gitans, avaient réussi à pénétrer à l'intérieur de l'appartement de Mme Rosa Kahn, veuve d'un antiquaire. Peu avant 19 heures, une jeune voisine, entendant des cris, alertait le commissariat de police. Trois policiers en tenue étaient alors dépêchés sur place et, dès leur arrivée, se trouvaient face à l'un des deux malfaiteurs qui ouvrait immédiatement le feu. Un brigadier, Jean-Yves Vergne, quarante-quatre ans, était gravement blessé à l'abdomen, tandis que ses collègues ripostaient, après une poursuite dans les étages. Un des deux agresseurs, identifié plus tard comme étant Jean-Charles Willoquet, était tué d'une balle dans la tête, tandis que son complice réussissait à prendre la fuite au volant d'une voiture bleu marine.

Après cette fusillade, les services de police portaient secours à Mme Rosa Kahn, qui avait été ligotée par les malfaiteurs et brutalisée. Un pouce cassé, le visage couvert d'ecchymoses et très commotionnée, la vieille dame devait être admise à l'hôpital d'Alençon, comme le policier blessé et considéré, lundi matin, hors de danger.

L'identification du malfaiteur tué, grâce notamment aux papiers d'identité qu'il portait sur lui, a été très rapide et a provoqué la surprise chez les policiers. Jean-Charles Willoquet, qui avait bénéficié, au mois de décembre 1989, quatre jours seulement avant la Saint-Sylvestre, d'une libération conditionnelle, aura connu, en effet, une fin inattendue pour un homme qui, durant une vingtaine d'années, fut considéré comme un criminel d'envergure et, de ce fait, défraya la chronique.

Rien ne prédisposait Jean-Charles Willoquet, à devenir une des « vedettes » du gangstérisme contemporain. Son entrée en délinquance se fit à la fin des années 60 par toute une série de cambriolages dans de petits châteaux des bords de Loire, qui lui permirent, par la revente des objets volés, de satisfaire sa passion des grosses voitures.

Arrêté en 1968, condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis, le coiffeur-cambrioleur allait, dès sa sortie de prison, verser dans le grand banditisme. Recherché pour onze agressions à main armée, trois tentatives de meurtre contre des policiers et de multiples affaires de racket, il était blessé de six balles et arrêté le 29 juin 1974, au rond-point des Champs-Elysées à Paris.

Un an plus tard, le 8 juillet 1975, avec l'aide de sa femme, Martine, déguisée en avocate, Jean-Charles Willoquet, qui devait comparaître devant le tribunal correctionnel, réussissait une sanglante évasion. En pleine audience, Martine Willoquet, tenant à la main une grenade dégoupillée, passait un pistolet à son mari. Prenant en otages le président André Cozette et le substitut Antoine Michel, le couple parvint à s'enfuir après que Jean-Charles Willoquet, ait fait usage de son arme blessant le colonel de gendarmerie Guillaume, commandant la garde du palais de justice et le gendarme Jean Germanaud.

### *« Bonnie and Clyde » de l'évasion*

La « légende » de Martine et Jean-Charles Willoquet, « Bonnie and Clyde » de l'évasion, était née. Quelques mois plus tard, Martine Willoquet était arrêtée la première, le 25 octobre, et son mari, le 1er décembre 1975. En 1977, Martine Willoquet, mère d'un petit garçon, William, né en prison, était condamnée par la cour d'assises de Paris à deux peines de cinq années de réclusion criminelle, sans bénéfice de la confusion des peines, contrairement, semble-t-il, à ce que plusieurs jurés avaient compris.

Le problème de la séparation éventuelle de la mère condamnée et de son enfant avait provoqué, fin 1977, une véritable polémique. En 1977 toujours, devant la même cour d'assises, Jean-Charles Willoquet était condamné, lui, à quelques jours d'intervalle, à deux fois vingt ans de réclusion criminelle, peines bénéficiant de la confusion, mais aussi à une peine supplémentaire de cinq ans de prison pour l'évasion de 1975. Plusieurs jurés, siégeant à la cour d'assises, avaient fait savoir ultérieurement que les magistrats, concernant cette peine supplémentaire, leur avaient indiqué, lors des délibérations, qu'il y aurait là aussi confusion des peines. Ce qui n'était pas le cas.

Après de multiples actes judiciaires, la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi formé à la demande du garde des sceaux le 24 février 1989, se prononçait dans un arrêt (*le Monde* du 6 juillet 1989) contre la confusion des peines. Jean-Charles Willoquet resta donc en prison, après avoir fini, le 7 juillet 1989, de purger ses vingt années de réclusion, compte tenu des remises de peine.

C'est seulement le 27 décembre suivant qu'il sera remis en liberté, au bénéfice d'une libération conditionnelle. Depuis, et jusqu'à sa mort dans un appartement d'Alençon, celui qui fut aussi un lieutenant de Jacques Mesrine et tenta, en octobre 1975, de le faire s'évader, s'était fait oublier.

MÉDECINE

Le Téléthon 1990 bat tous les records

## *La santé par les médias*

**En réunissant plus de 300 millions de francs de promesses de dons, le Téléthon 1990 a battu les différents records de ses trois précédentes versions.**

Une fois encore on a eu recours, avec succès, aux recettes trop bien connues des appels médiatiques à la charité. Une séduisante marraine – Mme Claudia Cardinale – et un parrain d'occasion – Alain Prost – auront cette année amplement contribué à la collecte de fonds privés au profit de la recherche publique.

Sans doute convient-il de ne pas méconnaître cette manifestation enthousiaste de solidarité nationale organisée pour de jeunes enfants victimes de maladies héréditaires – les myopathies – qui réduisent souvent de manière dramatique leur espérance de vie.

Il s'agit désormais d'un de ces combats imposés, d'une lutte dans laquelle on ne peut pas ne pas s'engager, ne serait-ce qu'à cause des images poignantes que diffuse la chaîne publique qui depuis le début soutient l'opération Téléthon.

On ne saurait pour autant passer sous silence quelques aspects problématiques de cette importante manifestation.

Qu'il s'agisse de la recherche contre le sida ou contre les cancers, les médecins et les scientifiques nous ont appris à quel point ils pouvaient avoir besoin de l'argent facilement utilisable fourni par les associations privées.

### *Un défi lancé aux maladies héréditaires*

Les recherches contre les myopathies n'échappent pas à cette règle, et les ressources considérables ainsi dégagées ne peuvent qu'aider les équipes spécialisées dans l'étude des pathologies neuro-musculaires héréditaires.

Il n'en est pas moins vrai que l'argent n'est pas le seul moteur de la recherche.

Au-delà des myopathies, le Téléthon est pour l'essentiel perçu comme un défi lancé à l'ensemble des maladies héréditaires, qu'elles touchent ou non le muscle. Or tout indique que les responsables de cette opération hésitent à dépasser le monde des myopathies pour, partageant le fruit des efforts de la collectivité, aider de manière substantielle les travaux de recherche contre la mucoviscidose, les cécités d'origine héréditaire ou les nombreuses autres affections transmises sur le même mode.

Il y a aussi quelque exagération à laisser entendre aujourd'hui que les ressources dégagées grâce aux précédents Téléthon sont directement à l'origine des récentes avancées fondamentales réussies sur le chapitre des myopathies.

Pour l'essentiel en effet, ces avancées résultent des progrès dus aux techniques de la biologie moléculaire. Et si les financements complémentaires des travaux en cours sont nécessaires, on ne saurait leur attribuer la paternité des résultats enregistrés ces derniers temps concernant l'identification des gènes impliqués dans plusieurs types de myopathies.

En d'autres termes, le financement privé de la recherche dans ce domaine a heureusement coïncidé avec l'émergence de nouveaux concepts et de nouveaux outils de recherche sans lesquels il eût été impossible de progresser.

Plus généralement, certains contestent aujourd'hui – comme hier pour la recherche contre le cancer – l'aspect médiatique et artificiel de ces appels à la charité. Des appels qui, il faut le rappeler, substituent aux procédures normales de décision en matière d'investissements scientifiques des procédés fondés sur les images toujours émouvantes des enfants victimes ainsi que sur l'autopromotion individuelle et sur les publicités en cascade, procédés inhérents quoi qu'on fasse à ce type d'opération à grand spectacle.

**JEAN-YVES NAU**

# COMMUNICATION

Pour sortir d'une grave crise de financement

## Les producteurs proposent de changer la réglementation des télévisions

**Réunis le 7 décembre à l'initiative de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA), les professionnels du secteur s'alarment de la crise de financement et proposent de remettre à plat toute la réglementation.**

*« La grande majorité des producteurs français est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. Seul un plan Orsec peut maintenant éviter la catastrophe. »* Nicolas Traube, responsable d'Hamster, l'une des plus importantes sociétés de production audiovisuelle (*Navarro, Série noire*, etc.), n'est guère optimiste. Mais, sur la centaine de professionnels réunis le 7 décembre à Paris par l'Union syndicale des producteurs audiovisuels, il ne s'en est pas trouvé un pour contester son analyse.

En apparence pourtant, le secteur affiche une belle croissance dopée par la multiplication des chaînes et les aides de l'Etat : quelque cent-vingt sociétés privées réalisent un chiffre d'affaires de près de 5 milliards de francs, supérieur depuis deux ans à celui du cinéma. Mais ce développement cache une grave crise de financement. Pour remplir leurs obligations réglementaires, les chaînes multiplient les commandes mais n'ont pas les moyens d'augmenter en proportion leur mise financière, qui ne dépasse plus guère le tiers du budget d'une fiction. Dans le même temps, les subventions du compte de soutien vont diminuant du fait de l'augmentation du nombre de producteurs.

Pour faire face, les producteurs doivent désormais investir plus de la moitié des budgets sans grand espoir de trouver à court terme un amortissement. L'exportation des programmes français est quasiment nulle. La vente de l'œuvre à une autre chaîne de l'Hexagone est des plus problématiques : le prix demandé pour une rediffusion, alourdi par les royalties à verser aux artistes-interprètes, reste supérieur au prix d'achat d'une série américaine.

*« Pour financer une série à vocation internationale, on peut encore trouver des partenaires dans les autres télévisions européennes à condition de tourner en anglais,* explique M. Jacques Peskine, président de l'USPA. *Mais il devient pratiquement impossible de trouver de l'argent pour faire une œuvre franco-française. Or c'est ce type de programmes qui a aujourd'hui les faveurs du public, que les chaînes réclament et que les quotas réglementaires imposent. Pour sortir de cette impasse, il faut modifier rapidement tout le cadre réglementaire. »*

Les producteurs demandent en priorité qu'on assouplisse les carcans qui enserrent les télévisions et limitent leurs ressources. Une ouverture de la publicité télévisée aux secteurs interdits (presse, cinéma, édition, distribution) rapporterait de 1,2 à 2 milliards de francs supplémentaires. La suppression de la loi sur la coupure unique dans les œuvres de fiction inciterait les chaînes à mieux financer les fictions : aujourd'hui TF 1 retire quatre fois plus de ressources, à audience égale, d'une émission de variétés que d'une série diffusée à la même heure.

### *Unité inattendue*

L'USPA demande aussi que l'on revoie tous les quotas de diffusion et de production imposés aux chaînes pour les inciter à acheter davantage de rediffusions françaises et d'œuvres européennes. Avec le double espoir de trouver ainsi un amortissement supplémentaire de la production sur le marché national et de stimuler les échanges européens et l'exportation.

Ce changement de stratégie n'est pas sans intérêt. Pour une fois les producteurs échappent aux réflexes corporatistes qui leur ont fait demander, pendant des années, des quotas et des contraintes réglementaires sur les chaînes de diffusion. *« Nous avons compris que le déficit des diffuseurs ne pouvait aider en rien les producteurs »*, reconnaît l'un d'entre eux. Aussi les revendications de l'USPA semblent-elles bénéficier d'un consensus assez large auprès des chaînes de télévision et même trouver quelques échos favorables auprès des sociétés d'auteurs. Pourtant, malgré cette unité inattendue et l'urgence de la situation économique, le gouvernement continue à faire la sourde oreille et ne semble guère disposé à remettre en cause son édifice réglementaire.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

□ **Une télévision temporaire à Briançon.** – *Télé Sciences Frontières*, une expérience temporaire de télévision scientifique dans la région de Briançon, vient d'être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Préparée pour le huitième Festival scientifique de Puy-Saint-Vincent (Hautes-Alpes), qui se tiendra du 21 au 25 janvier 1991, TSF diffusera pendant ce festival des documentaires, des émissions scientifiques, mais aussi des émissions grand public élaborées avec les chercheurs invités.

## *La BBC choisit le D2 MAC pour ses chaînes extérieures*

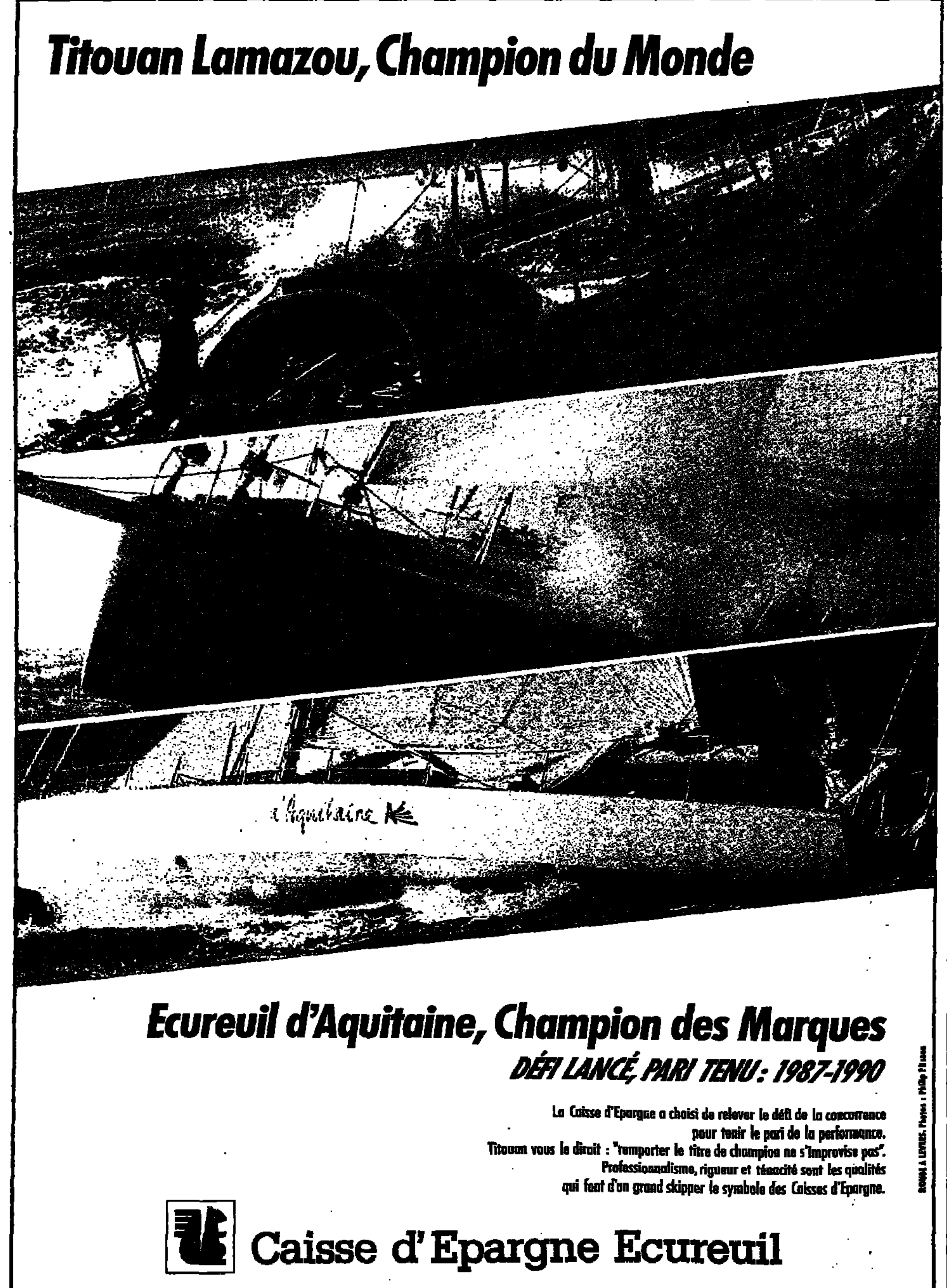
La télévision publique britannique vient d'annoncer qu'elle allait utiliser la norme de télévision D2 MAC, associée au dispositif de cryptage Eurocrypt, pour ses chaînes à destination de l'étranger, BBC TV Europe et Enterprise Channel. La première est un condensé des meilleurs programmes de BBC 1 et BBC 2, diffusé dix-huit heures sur le satellite Intelsat VI vers les réseaux câblés européens. Sur le même satellite, la BBC diffuse aussi un service de télétexte et des radios, dont le BBC World Service. Enterprise Channel est une chaîne expérimentale diffusée sur le satellite européen Olympus.

La norme D2 MAC Eurocrypt a déjà été choisie par les satellites de télévision directe français et allemand, ainsi que par deux chaînes à péage scandinaves. Ce choix renforce les partisans du D2 MAC, norme intermédiaire vers la télévision haute définition.

Câble

## Nouvelle expérience de télé-achat

La filiale de TF 1 Télé Shopping, qui réalise les émissions de télé-achat de la chaîne, vient de signer un accord avec les exploitants de réseaux câblés Communication Développement et Région Câble. Les séquences de télé-achat déjà diffusées sur TF 1 serviront à confectionner un nouveau programme, Télé Shopping câble, diffusé toute la journée sur différents réseaux (Metz, Le Mans, banlieue lilloise pour commencer, soit 55 000 foyers). Les spectateurs pourront commander directement leurs produits. Sur les réseaux, parce qu'il occupe un canal complet, le télé-achat n'est pas limité à un quart d'heure par jour comme sur les chaînes hertziennes. Le public est néanmoins limité, comme l'avait montré l'échec d'une première expérience en 1988 (*le Monde* du 29 mars 1989). Seuls peuvent donc se lancer sur ce marché des groupes rentabilisant leur activité par ailleurs, comme par exemple la société de Pierre Bellemare, associée au télé-achat de TF 1.




Un journal prestigieux tirant à deux millions d'exemplaires

## Le quotidien sud-coréen « Dong A Ilbo » a fêté son soixante-dixième anniversaire

SÉOUL

*de notre envoyé spécial*

A l'occasion des manifestations célébrant son soixante-dixième anniversaire, le quotidien sud-coréen *Dong A Ilbo* a organisé les 29 et 30 novembre à Séoul, avec le concours du Quay d'Orsay, un symposium sur le thème « Culture, entreprise et géopolitique ». Cette rencontre fut le pendant à un autre symposium organisé avec le journal japonais *Asahi Shimbun*. Compte tenu des relations étroites, quoique tourmentées, existant entre la Corée du Sud et le Japon, le fait que le *Dong A Ilbo* se soit tourné vers la France pour engager cette réflexion est significatif. *« Les idées doivent circuler comme les produits et je souhaite un approfondissement des échanges avec la France »*, estime M. Kwon O-kie, vice-président du *Dong A*. Ce symposium fut, en outre, révélateur d'un éveil des Coréens aux enjeux culturels mondiaux, en particulier au mécénat.

### *Prises de position courageuses*

Le *Dong A Ilbo* est le plus prestigieux des quotidiens coréens. Né en 1920, en pleine occupation japonaise, il est lié au réveil du sentiment national. Son histoire s'est confondue depuis avec celle de la construction de la nation coréenne. Respecté pour des prises de position courageuses pendant les dictatures de Park Chung-hee et de Chun Doo-hwan, et bien qu'il ait parfois été contraint de capituler devant les pressions du pouvoir, le *Dong A Ilbo* bénéficie d'une place à part parmi les journaux coréens.

Tiré à près de 2 millions d'exemplaires, il publie cinq hebdomadaires et mensuels. A la différence d'autres groupes de presse, il n'a pas d'autres activités que l'édition. A la suite de la démocratisation entamée depuis 1987, les journalistes du *Dong A* ont formé une société des rédacteurs sur le modèle de celle du *Monde*.

Le symposium a réuni des personnalités françaises, dont Mme Ahrweiler, présidente du Centre Pompidou, et M. Ortoli, président d'honneur de Total, et du côté coréen, des anciens ministres et des universitaires. *Le Monde* était associé à cette manifestation. La réflexion en matière de géopolitique a surtout porté sur le rééquilibrage de l'après-guerre froide – la péninsule coréenne restant un des derniers stigmates de la situation antérieure – et sur la construction européenne.

En matière de mécénat, le *Dong A* a fait œuvre de pionnier, en invitant le ballet de l'Opéra de Paris à Séoul, il y a une trentaine d'années. Aujourd'hui, comme au Japon, les journaux et les chaînes de télévision sont les principaux organisateurs de manifestations culturelles. Certains groupes industriels, tels que Daewoo et Samsung, ont pour leur part créé des musées et mènent une politique d'achat dynamique (la demande croissante en œuvres d'art étrangères ayant d'ailleurs incité de grands marchands d'art à s'installer récemment à Séoul).

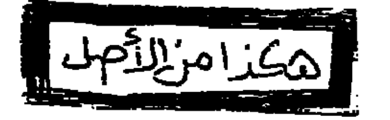
PHILIPPE PONS

## Parution de « Egunkaria » premier journal en langue basque

Un quotidien entièrement rédigé en basque a paru jeudi 6 décembre dans les kiosques français et espagnol des deux côtés de la frontière. C'est la deuxième tentative pour lancer un quotidien en langue basque, après la parution en 1937 d'un titre de ce genre au pays basque espagnol. *Egunkaria* sera *« indépendant de tous les partis et non institutionnel »* a déclaré un de ses responsables qui ajoute : *« vouloir exister en langue basque est déjà une option politique »*. Tiré à 15 000 exemplaires, le quotidien est édité par des associations et plusieurs sociétés ; il dispose d'une vingtaine de journalistes basés à la fois en Espagne (Bilbao, San Sebastian, Pampelune, etc.) et en France (Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, Mauléon, etc.) et est imprimé sur les presses du quotidien *Egin* à Hernani (Guipuzcoa)

□ **« Le Parisien » va supprimer les chroniques de ses grands éditorialistes.** – *Le Parisien* a décidé de mettre fin début 1991 aux chroniques quotidiennes signées de journalistes-éditorialistes (Mme Michèle Cotta, MM. Philippe Alexandre, Alain Duhamel, Jean-Michel Royer et Albert Du Roy). Cette politique éditoriale avait été mise en place il y a quatre ans pour redresser l'image du quotidien auprès des leaders d'opinion.

□ **M. Lev Spiridonov, nouveau directeur général de l'agence de presse soviétique Tass.** – M. Lev Nikolaïevitch Spiridonov, membre suppléant du comité central et actuel rédacteur en chef adjoint de la *Pravda*, vient d'être nommé directeur général de l'agence Tass. Il remplace M. Leonid Kravtchenko, qui vient de prendre la tête du comité d'Etat pour la télévision et la radio (Gosteleradio). M. Spiridonov est âgé de cinquante-neuf ans ; il a collaboré au département de la propagande du Comité central de1983 à 1985.



# CULTURE

THÉATRE

## Ronconi pulvérise l'Histoire...

### *Dans une usine Fiat désaffectée et repeinte « les Derniers Jours de l'humanité » de Karl Kraus*

**TURIN**

*de notre envoyée spéciale*

Entre campagne et banlieue, un quartier excentré de Turin, un immense bâtiment blanc d'aspect galerie newwave : d'anciennes usines Fiat. Des pas font cliqueter des passerelles métalliques, trop hautes pour qu'on puisse voir qui marche. Il y a foule et elle est élégante. C'est là que Luca Ronconi, avec le *Teatro stabile* de Turin, présente jusqu'au 20 décembre l'œuvre géante de Karl Kraus *les Derniers Jours de l'humanité*, délirant pamphlet d'une violence extrême, d'une ironie convulsive, où se déchaîne la fureur de ce génial mégalomane – qui, tout seul, écrivait, éditait, publiait un magazine, contre son pays l'Autriche, ou plutôt contre sa façon de vivre la guerre, la première guerre mondiale.

Tout est décalage. On pénètre dans un atelier démesuré, bordé des deux côtés sur toute sa longueur de plates-formes portant d'anciennes presses d'imprimerie, avec au pied des piles de journaux. Des jeunes gens braillent : *« Edition spéciale ! »*, des passants insultent l'ennemi serbe, clament *« Vive les Habsbourg ! »*, la guerre est déclarée. Au fond, une locomotive, une vraie, qui date du début du siècle. Partout il y a des gens qui apparaissent, disparaissent, des cris, un mouvement perpétuel de vraies voitures, de cloisons portant des affiches du temps, de canons verdis, de chariots poussés à main d'homme dans l'allée centrale, et sur lesquels se tiennent des personnages qui lancent de longs monologues haletants.

Alors, naturellement, on pense à *Orlando furioso*, qui a fait connaître Luca Ronconi en France, et dans toute l'Europe, spectacle épique et flamboyant où, montant de très hauts chevaux sculptés sur roulettes, les héros de l'Arioste fendaient la foule des spectateurs, s'affrontaient, s'invectivaient, tandis que sur des estrades d'autres personnages racontaient d'autres épisodes. Le tout sur le même ton emphatique, avec les mêmes gestes hyperboliques de marionnettes siciliennes. Le spectacle proposait une multitude de fragments que chaque spectateur était censé pouvoir organiser selon son désir.

#### *Hantises et perfection*

C'était en 1970, et Luca Ronconi pensait déjà aux *Derniers Jours de l'humanité*. Karl Kraus lui offre directement ce que le poème de l'Arioste lui permettait d'expérimenter. La pièce est construite en séquences inégales, et déplaçables. Elle éclate en tout sens, passe d'un lieu à l'autre, comporte un nombre incalculable de personnages. Elle s'adapte tout à fait à cette obsession de Ronconi : la destructuration du temps et de la pensée, la projection scénique des labyrinthes du cerveau – ce labyrinthe qui achevait la représentation d'*Orlando Furioso*, – avec les trous noirs de l'oubli, les moments de fusion entre folie et froideur qui engendrent une logique aberrante, meurtrière.

*Les Derniers Jours de l'humanité* représentent en quelque sorte le double opposé d'*Orlando Furioso*. Si le jeu des acteurs reste outrancier, le mouvement incessant ne donne jamais l'impression de désordre, de bricolage ludique. Tout est tenu, réglé, surveillé par des régisseurs à talkies-walkies. Ils déambulent au milieu des spectateurs, donnant l'impression qu'ils nous dirigent, que nous sommes des figurants dans ce qui se passe là, tout près, et pourtant ailleurs, venant d'un autre temps. On croit entendre les échos toujours brûlants d'une histoire passée à laquelle on ne peut rien changer. Comme si, de chaque côté d'une vitre, acteurs et spectateurs cherchaient en vain à se parler, à s'avertir.

Depuis *Orlando*, vingt ans ont passé, une guerre menace, et le théâtre, l'opéra ont offert à Ronconi maintes occasions de préciser, de peaufiner ses hantises. Hantise de la désinformation qui attire l'attention vers un leurre – c'était le thème de *XX*, à l'Odéon en 1971. Hantise de la façon déformée dont se traduisent et se transmettent les textes chargés d'interprétations au long des siècles – c'était la base de son *Orestie* en 1972 pour le Théâtre des nations. Hantise enfin de ces grands mouvements de l'histoire qui ne mènent nulle part. C'était *Utopia*, satire du boom économique italien d'après *les Oiseaux* d'Aristophane, pour le Festival d'automne en 1975, tandis que le Candillo commençait à mourir.

Tout Ronconi est dans *les Derniers Jours de l'humanité*, dans les harangues frénétiques de la bourgeoise patriote (Marisa Fabbri) et de la journaliste avide d'action et de ragots (Annamaria Guerreri), dans les proférations du personnage qui représente Karl Kraus, (Massimo Francovich) face à un « optimiste » qui refuse de voir la mort et la défaite (Luciano Virgilio)... Ils sont soixante comédiens engagés dans une jubilation forcenée, plus soixante-dix techniciens. Jouée en continuité, la pièce durerait entre huit et neuf heures. En actions simultanées, elle dure seulement trois heures trente.

Tout Ronconi est dans la splendeur du décor, dans la vision des déserteurs pendus, des tables recouvertes de nappes blanches devant lesquelles sont assis les survivants civils tandis que se mouline une musique d'opérette... Images fabuleuses qui se chevauchent, s'entrecroisent, avec une précision militaire. Tout Ronconi est là, dans ce spectacle enclos dans sa perfection, fermé sur une amertume tranquille à laquelle nul ne peut apporter de soulagement.

**C. G.**

► Jusqu'au 20 décembre. Tél. : 19/39 11-539-707.

LYRIQUE

## ...et déconstruit Mozart

### *Encore Ronconi. Mais à Bologne, cette fois, pour la mise en scène de « Don Giovanni », de Mozart. Entre farce bouffonne et messe noire*

**BOLOGNE**

*de notre envoyée spéciale*

Que fait Don Giovanni lorsqu'il ne séduit pas ? Boire, manger peut-être. Que fait Luca Ronconi, metteur en scène conceptuel, en compagnie d'un personnage chez lequel la libido est reine, un gros bébé bloqué au stade oral ? Il le montre comme une machine à consommer, un corps vide sans arrière-pensées.

Ainsi, la mise en scène du *Don Giovanni* de Mozart pour l'Opéra de Bologne (présentée parallèlement aux *Derniers jours de l'humanité* à Turin) rappelle qu'un homme de théâtre pervers et intelligent peut en dire beaucoup et se montrer éclairant même s'il n'éprouve qu'une sympathie mitigée pour son héros, qu'il le trouve plutôt insignifiant.

Insignifiant, Don Juan ? Dénué d'intérêt dès lors qu'on ne s'en laisse pas imposer par le mythe et qu'on mesure sa quasi-passivité dans le livret de Da Ponte (le « battant », c'est Leporello !).

La « déconstruction » de *Don Giovanni* par Ronconi rappelle un peu son travail de sape sur le mythe de *Siegfried* à l'Opéra de Paris. Parfaite antithèse de la dernière mise en scène de Strehler pour la Scala (*le Monde* du 15 décembre 1987). Puisqu'on voyait à Milan le prototype du séducteur méditerranéen, prototype construit sur des siècles de culture italienne, et dépeint par Strehler sous des couleurs – couleur du ciel, couleur des pierres – qu'on ne voit qu'en Italie.

Le « débauché puni » était ainsi doté d'une famille, d'un passé, d'une famille de pensée.

Le Don Juan de Ronconi n'a pas d'âge, pas de généalogie, pas de futur bien sûr, mais pas de passé non plus, on l'imagine inchangé de toute éternité. Ce Don Juan, c'est Ruggero Raimondi : un monstre sacré dont la voix a perdu beaucoup de chaleur et de vie au profit de techniques de séduction éprouvées (des tempos très rapides, pour que la voix ne se casse pas, par exemple).

Raimondi est le seul chanteur d'opéra qui se soit vraiment frotté au cinéma (*La vie est un roman*, de Resnais) et que son passage par le *Don Giovanni* de Losey semble avoir définitivement figé dans des attitudes de grand prêtre préoccupé. Ronconi n'a rien pu ou rien voulu contre cette grandiloquence crispée. Elle servait plutôt ses conceptions.

#### *Un drogué halluciné*

Don Giovanni, en fait, n'existe ici que quatre fois. Quand il tue le père de Donna Anna. Quand il sent une *« odor di femina »*. Quand il fait sa profession de foi : les femmes lui sont plus nécessaires que *« le pain qu'il mange »* (l'oralité après l'odorat). Le héros existe enfin, et pleinement, quand il refuse – tout en dînant... – de se repentir. C'est à ces détails que Ronconi s'est accroché, c'est là qu'il a creusé.

Le meurtre du père se conclut chez lui par un long embrassement, comme si le meurtrier, sorti des bras de Donna Anna, ne retrouvait ses forces qu'au contact d'un cadavre ; sa façon de humer, d'exprimer sa faim est celle d'un drogué prêt à tout, sauvage, halluciné ; quant à la scène finale, messe noire bizarre, plongée dans l'obscurité, dans une chapelle, avec femmes nues jouant du violon autour d'un reposoir, dîner servi sur l'autel et nappes pendant comme des draps de lit, elle évoque irrésistiblement une célèbre scène de cinéma : la mort de Dracula.

*Don Giovanni*, semble nous dire Ronconi, est un chef-d'œuvre inaccessible, impossible à montrer dans une mise en scène qui en intègre tous les aspects. Car il contient, en fait, trois opéras : l'histoire de vampire dont nous parlions ; un cérémonial glacé entre Ottavio et Donna Anna où il n'y a qu'à écouter et rien à jouer (et Ronconi se débarrasse de ces scènes d'*opera seria* en baissant le rideau et en abandonnant les chanteurs à l'avant-scène) ; il y a enfin toutes les algarades entre Zerline, Leporello et Mazetto, soit du vrai théâtre bouffe à l'italienne, de la *comedia del arte*. Et pour nous faire partager ses idées de superposition, Ronconi a eu les chanteurs qu'il méritait : une Donna Anna et un Ottavio aussi virtuoses qu'empesés (Jane Eaglen, Rockwell Blake) ; un Leporello vif-argent, impeccable vocalement (Alessandro Corbelli) ; une Zerline et un Mazetto délicieux, malicieux, jamais ridicules et qui, musicalement, tirent constamment la couverture à eux (Adelina Scarabelli et Giovanni Furnaletto, bien meilleur dans cet emploi que dans celui de Leporello avec Karajan) ; une Elvire (Daniela Dessi) dure mais théâtralement vraie : à la croisée de tous les styles.

Ronconi montre aussi, à travers les décors monumentaux de Margherita Palli (immenses colonnes carrées, lits démesurés glissant sur des rails) que *Don Giovanni* échappe par définition au spectacle, déborde de toutes parts l'imagination, ne saurait être concentré dans un espace satisfaisant. Spectacle-démonstration, spectacle violent, donc, qui aurait nécessité une direction surpuissante, à la Klemperer. Chailly, dans la fosse du *teatro communale*, est ferme et précis, sans plus.

**ANNE REY**

► Prochaines représentations : les 12, 15, 28, 31 décembre, le 2 janvier, Teatro communale de Bologne. Tél. : 19/39-51-529947.

## Le dernier rire de Kantor

*Suite de la première page*

C'est d'abord comme peintre que Kantor est apparu, c'est en adepte de Dada qu'il vilipende l'art et ses bonnes manières. De 1934 à 1939, il suit des cours à l'académie des beaux-arts de Cracovie, s'intéresse au Bauhaus, s'absorbe dans l'étude du constructivisme, de l'abstraction géométrique. Il travaille la scénographie, et, influencé par le symbolisme, apprend par cœur, raconte-t-il, tous les drames de Maeterlinck, dont il monte *la Mort de Tintagile* avec des marionnettes. Plus tard, dans ses spectacles, les acteurs seront doublés par des mannequins qui leur ressemblent ou par de longues poupées molles pareilles à des fantômes sur le point de s'évanouir.

Pendant la guerre et la terreur nazie, Kantor organise dans des appartements des spectacles clandestins, qui déjà annoncent sa manière. Cette manière de briser les codes de la scénographie, d'utiliser et de théâtraliser des objets quotidiens – la *« réalité dégradée »*. Après la guerre, pendant le stalinisme, la marge de manœuvre pour les anti-conformistes est particulièrement étroite. Kantor s'installe dans une cave de Cracovie, en fait son atelier, y expose ses dessins – traits cassés, formes interrompues – et, poursuivant sa recherche d'un espace libéré, il y fonde en 1956 sa troupe le Cricot 2.

Kantor lit avec passion Wyspianski *« qui était presque nécrophile »*, Witkiewicz *« qui était considéré comme un destructeur total »*, et dont il projette de mettre en scène l'œuvre intégrale. Pendant ce temps, Jack Lang, qui dirige alors le Festival de Nancy, envoie dans le monde des prospecteurs chargés de débusquer ce qui se passe en marge du théâtre officiel. Et c'est ainsi que Michèle Kokosowski ramène de Cracovie Kantor et ses comédiens. On leur trouve un sous-sol qui donne sur la rue par un soupirail, et dans lequel, debout, écrasés, car le public est trop nombreux, on saisit une image, on distingue les figures jumelles des deux frères Olek et Karol, piliers de Cricot 2, et la gueule taillée à la serpe du maître d'œuvre.

#### *Pirate orgueilleux*

Choc d'étrangeté absolue que la vision de ces êtres blafards, occupés à de mystérieuses tâches, que ce théâtre imprévisible, vociférant et pourtant secret. Kantor fuit le rationalisme, à supposer qu'il sache même ce que c'est. Il exige la vérité de l'instant. Grand prêtre de l'éphémère, parce qu'il est fait de contradictions et qu'il les affiche, il déclare que son théâtre n'existerait pas sans une base théorique solide, dont il détaille les composantes dans ses manifestes, *Théâtre Zéro*, *Théâtre de la mort*.

Après Nancy, il y aura des tournées, Malakoff, Chaillot, avec Witkiewicz, toujours : *les Cordonniers*, *la Poule d'eau*, *les Guenons et les mignons*... En 1976, il y a *la Classe morte* – inspirée encore par Witkiewicz, mais surtout par une mémoire plus intime, – qui lui donne une renommée internationale et que, deux ans durant, il promène partout, d'Europe en Amérique latine en passant par l'Iran (au Festival de Chiraz).

*La Classe morte*, la procession de ces vieillards, accompagnés de leurs fantômes, retrouvant leurs bancs d'école, concentre l'art de Kantor. Et raconte des angoisses éternelles dans des formes extrêmement personnelles, extraordinairement adaptées au temps présent. Car Kantor rassemble en lui la culture du siècle, culture de fulgurances et de bouleversements dont on n'a pas fini de tirer les leçons. Lui l'a assimilée, parce qu'il en a vécu l'histoire, concrètement. Il a traversé tant de péripéties magnifiques et épouvantables, auxquelles il a survécu en pirate orgueilleux, sophistiqué.



MARC ENGUERAND

*Tadeusz Kantor dans « la Classe morte » au Festival d'automne, à Paris en 1977*

#### *Secouer les idées préconçues*

*Wielopole, Wielopole*, et puis *Cricotage*, *Qu'ils crèvent les artistes*, *Je ne reviendrai jamais*... Kantor a continué de raconter son histoire et l'Histoire. Il a parcouru l'Europe, de Florence à Charleville-Mézières, pour enseigner à des stagiaires comment parvenir au « théâtre zéro », terrain vierge sur lequel peut naître un instant de poésie. Il aimait ça. Il aimait secouer les idées préconçues de ces jeunes gens qui redonnaient une rage toute neuve à ses obsessions.

On l'a constaté au dernier Festival d'Avignon, où pendant trois jours ils ont joué *O douce nuit*. Bizarre conte de Noël dans lequel les images familières du curé, de la croix, du juif crucifié, de la Sainte Famille, prenaient une force déchirante.

A Avignon, le rire de Kantor s'était fait moins sarcastique. Le vieux condottiere hypocondriaque, qui s'amusait à bousculer ses comédiens et son entourage avec ses exigences, semblait presque détendu. Revigoré, il était parti retrouver ses comédiens à Cracovie. Et lui qui disait *« J'ai beaucoup de reproches à faire au théâtre polonais, il a laissé la contestation à l'église »*, est mort à la veille de l'élection de Walesa à la présidence de la Pologne.

**COLETTE GODARD**



DANSE

## Jeux d'humour et de grâce

### *Dominique Bagouet retrouve son énergie dans « So schnell »*

**MONTPELLIER**

*de notre envoyée spéciale*

Un disque des Doors entendu et aimé il y a vingt-trois ans, le bruit des machines de la bonneterie familiale au-dessus de laquelle il a passé son enfance... Les voilà resurgis pour accompagner des ballets d'aujourd'hui : Dominique Bagouet sera toujours un nostalgique. Il avouait récemment avoir dans *Jours étranges*, créé l'été dernier *« poussé le bouchon un peu loin dans la subversion de sa propre danse »* (*le Monde* du 7 décembre). En effet. Subversion est peu dire : c'est de déconstruction, de laminage, de concassage, d'écrabouillage qu'il s'agit. Il serait peut-être temps de construire ? Quelques moments de gestuelle drolatique, un joli duo frileux ne sauvent pas *Jours étranges* de l'ennui. On l'oubliera.

*So schnell*, la création avec laquelle la danse a inauguré à son tour les 6 et 7 décembre l'Opéra Berlioz du Corum de Montpellier, a une tout autre envergure. Bruits de machines, donc, alternant avec des tranches de la cantate BWV 26 de Bach – on songe aux bandes industrielles de Thom Willems chez Forsythe – et des rondelles de silence. Bagouet s'étant inspiré de Roy Lichtenstein, sa décoratrice Christine Le Moigne a joué le jeu du pop'art et des trames dans ses hautes colonnes grises, sa frise de petits nuages, ses trapèzes rayés de pluie ou ses quarts de soleil rouges. Et Dominique Bagouet a semé de pois ses T-shirts et ses jupettes.

Aux six danseurs de la compagnie se sont joints les huit stagiaires en insertion professionnelle formés cette année. Ce sont donc cette fois quatorze interprètes, chiffre considérable pour la danse contemporaine, que Bagouet lançait sur le vaste plateau de l'Opéra Berlioz. Et c'est justement la maîtrise avec laquelle il occupe ce plateau qui frappe d'abord dans *So schnell*. Petites séquences se dissolvant ou s'imbriquant ingénieusement les unes dans les autres, savants entrelacs de directions multiples, solos ou grands déploiements, la construction à la fois fluide et solide fonctionne parfaitement. Tantôt la chorégraphie est tout à fait désinvolte à l'égard de la musique, tantôt elle s'amuse d'un synchronisme passager. Toute l'énergie qui manquait à *Jours étranges* se développe ici, lumineuse. Et que disent les petits personnages toujours attendrissants de Bagouet ? Exactement ce qu'annonçait le chorégraphe : qu'au-delà de la technique, *« toujours l'homme arrive avec sa fragilité, ses faiblesses, ses impulsions, son humour »* ...

**SYLVIE DE NUSSAC**

# CULTURE

LETTRES

## Le suicide de Reinaldo Arenas

*L'écrivain cubain dissident s'est donné la mort vendredi 7 décembre à New-York*

Reinaldo Arenas s'est suicidé par refus des souffrances, de la déchéance, que lui promettait le sida dont il était atteint. Par dignité. Par respect de lui-même et d'autrui. Il était âgé de quarante-sept ans.

Sa décision avait été mûrement réfléchie. Avant de prendre congé, il mettait la dernière main à son œuvre, terminait la rédaction de ses Mémoires, *Avant le crépuscule*, bouclait ses deux derniers romans, *la Couleur de l'été* et *l'Assaut*, ainsi que son dernier recueil de nouvelles, *Adieu à maman* (1).

Romancier, nouvelliste, poète, essayiste, Reinaldo Arenas était un rebelle qui ne s'était jamais plié aux normes politiques, esthétiques et morales exigées à Cuba, n'avait jamais pratiqué la moindre autocensure, prenant le risque, chèrement payé, d'autoriser la publication de ses romans en France. Il dut subir des persécutions incessantes; son œuvre fut censurée, lui-même arrêté et soumis à la prison et au camp de travail.

Rien, pourtant, ne prédestinait Reinaldo Arenas à devenir un opposant au régime castriste. Issu d'une famille de paysans pauvres, il a quinze ans en 1958, au moment de la lutte contre Batista, et ne fréquente guère l'école. C'est naturellement qu'il rejoint la guérilla.

Devenu étudiant boursier à La Havane, il publie, très jeune, son premier roman, *le Puits*, primé en 1964. Cette œuvre, qui reflète le monde de son enfance, pétri de magie et de frustrations, sera la seule jamais éditée à Cuba. Mais à partir de son deuxième livre, *le Monde hallucinant*, roman allégorique sur le pouvoir, fort mal perçu, l'ostracisme commence. D'autant que son auteur est homosexuel. Et l'ouvrage est interdit malgré un nouveau prix littéraire. Faisant preuve alors d'une audace inouïe, il autorise la publication de son livre en France. Viennent les années noires. Entre deux emprisonnements, il écrit. Mais ses manuscrits sont systématiquement confisqués par la Sûreté de l'Etat. Son existence devient celle d'un hors-la-loi. Jusqu'en 1980.

Se produit alors un exode au cours duquel cent vingt-cinq mille Cubains prennent le chemin de l'exil. Reinaldo Arenas réussit à se glisser parmi eux. Mais aux Etats-Unis (d'abord à Miami et très vite à New-York), une nouvelle forme de marginalité l'attend : il ne peut ni ne veut s'intégrer aux valeurs de la société nord-américaine. Il poursuit son œuvre littéraire et doit réécrire plusieurs de ses romans saisis à Cuba. Dans le même temps, ardent polémiste, il mène un combat acharné pour la liberté. En 1989, pour le trentième anniversaire de la révolution, il adresse une lettre ouverte à Fidel Castro lui demandant l'organisation d'élections libres. La lettre est signée par des centaines d'intellectuels du monde entier parmi les plus prestigieux.

Du *Puits* au *Portier*, de *Encore une fois la mer* au *Voyage à La Havane*, les romans et nouvelles de Reinaldo Arenas se situent dans le passé ou le présent, à Cuba, au Mexique, ou aux Etats-Unis. Mais l'écrivain ne cesse en même temps de faire référence à son expérience propre. L'irrévérence est, pour lui, le premier devoir de l'écrivain. Dans une langue somptueuse, lyrique, s'expriment un érotisme débridé, une truculence rabelaisienne, une imagination délirante, un humour et une causticité qui n'épargnent personne, pas même l'auteur. S'exprime aussi l'amour de ces êtres pantelants pris au piège d'une société implacable, et dont la chute est décrite avec une émotion pathétique.

**LILIANE HASSON**
*traductrice des derniers livres de Reinaldo Arenas*

(1) Œuvres disponibles en France : *le Monde hallucinant*, roman, 1969; *le Puits*, roman, 1973; *le Palais des très blanches mouffettes*, roman, 1975; la Plantation, poèmes, 1983; *Arturo l'étoile la plus brillante*, roman, 1985; *Encore une fois la mer*, roman, 1987 (éditions du Seuil); *le Portier*, roman, 1988; *Fin de défilé*, nouvelles, 1988; *la Colline de l'ange*, roman, 1989; *Voyage à La Havane*, roman, 1990 (éditions Presses de la Renaissance); *Méditations de Saint-Nazaire*, essais, 1990 (bilingue), Meet-Arcane 17.

L'un de ses derniers poèmes

### Autoépitaphe

*Mauvais poète amoureux de la lune,*
*il n'eut d'autre fortune que l'épouvante;*
*ce fut suffisant car n'étant pas un saint*
*il savait que la vie est risque ou abstinence,*
*que toute ambition est grande démence*
*et que la plus sordide horreur a son charme.*
*Il a vécu pour vivre comme pour voir la mort*
*comme une chose quotidienne sur laquelle nous parlons*
*un corps splendide ou notre destinée entière.*
*Il sut que le meilleur est ce que nous laissons*
*– précisément parce que nous partons –*
*tout ce qui est quotidien est haïssable,*
*un seul lieu existe pour vivre, l'impensable.*
*Il a connu la prison, l'ostracisme,*
*l'exil, les multiples offenses*
*spécifiques de la bassesse humaine;*
*mais toujours escorté d'un certain stoïcisme*
*qui l'a aidé à marcher sur la corde raide*
*ou à jouir de l'éclat du matin.*
*Quand déjà il vacillait surgissait une fenêtre*
*par où il s'élançait vers l'infini.*
*Il ne voulut point de cérémonie, de discours, de deuil ou de cris*
*ni même un tumulus de sable pour qu'y repose son squelette*
*(même après sa mort il ne voulut pas vivre tranquille).*
*Il ordonna que ses cendres fussent jetées à la mer*
*où elles s'écouleraient éternellement.*
*Il n'a pas perdu l'habitude de rêver :*
*il espère que dans ces eaux vienne plonger un bel adolescent.*

**REINALDO ARENAS**
(New-York, 1989), traduit par Liliane Hasson (du recueil *Voluntad de vivir manifestandose*, éd. Betania, Madrid, 1989.

MUSIQUES

## Riccardo Chailly contesté à Amsterdam

Riccardo Chailly n'est pas seulement le principal chef invité du Teatro communale de Bologne. Il est aussi, depuis le 1er septembre 1988, la première baguette du Concertgebouw d'Amsterdam. En le nommant à sa tête, la formation hollandaise, l'une des plus prestigieuses d'Europe, avait dérogé à la tradition : en cent ans d'existence, elle n'avait élu au poste de chef titulaire que des Néerlandais. Le jeune Italien allait devoir perpétuer des traditions établies par Mengelberg pendant la guerre, puis poursuivies par Van Kempen, Van Beinum, et Haitink entre 1961 et 1988.

Ces traditions tiennent essentiellement à la profondeur de sonorité, à la solidité de l'orchestre (dues à l'homogénéité des pupitres de violoncelles et de contrebasses) ainsi qu'au répertoire magnifié par ces qualités : Bruckner et Mahler, Schumann et Brahms. Mais les Hollandais, qui avaient accueilli Chailly avec enthousiasme, sont aujourd'hui inquiets : ces traditions pourraient être mises en péril par un chef nourri de Puccini et de Rossini, qui a enregistré une excellente *Manon Lescaut* avec Bologne, un remarquable *Guillaume Tell* avec le National Philharmonic, qui a réconcilié le Concertgebouw avec les grands classiques du vingtième siècle, mais qui vient de commettre avec lui une *Première* et une *Quatrième Symphonie* de Schumann catastrophiques (Decca).

*« Il est réconfortant de constater que l'orchestre du Concertgebouw demeure un instrument splendide, mais il est décourageant de voir l'usage qu'on en fait »*, écrivait en octobre le critique du *New-York Times*, à l'issue de cette même *Quatrième* de Schumann, exécutée par les musiciens hollandais en tournée. Quant à la *quatrième* de Brahms, le chef italien allait, de retour aux Pays-Bas, accepter d'en retravailler la partition avec le chef de pupitre, Victor Liberman. Ce dernier avait estimé qu'*« on ne* [devait] *pas continuer à jouer Brahms de cette façon là »*.

« Qu'arrive-t-il à Riccardo Chailly » ? Dans un article du *NRC Handelsblad*, daté du 3 novembre, le critique Kasper Jansen s'interrogeait sur l'opportunité *« de garder un chef qui, dans une partie importante du répertoire, ne manifeste pas suffisamment de qualités exceptionnelles »*. Démocratie oblige, les musiciens se sont réunis pour discuter de l'avenir de leur formation. Le 15 novembre, ils ont voté en majorité pour que leurs représentants au conseil d'administration plaident pour la prolongation du contrat de Chailly jusqu'en septembre 1996 (ce contrat de quatre ans expire en septembre 1992). Décision, probablement, en décembre .

**A. R.**

## Geneviève, Maxime et leurs amis québécois

*Succès sage aux Francofolies de Montréal*

**MONTRÉAL**
*de notre envoyée spéciale*

Enfin, on l'a eu, le concert convivial tant attendu depuis le début de ces deuxièmes Francofolies de Montréal clôturées le 8 décembre par une soirée consacrée à Daniel Lavoie! Jusque-là chacun était resté sur son bord d'Atlantique, et la soirée pluri-culturelle consacrée aux trente ans de chanson de Gilles Vigneault avait pris une tournure trop mondaine (*le Monde* du *6 décembre*). Maxime Le Forestier y avait fait une apparition, pour concocter sur le pouce une surprise avec sa complice Geneviève Paris. Guitariste de talent, chanteuse de premier ordre, la jeune musicienne, propulsée à dix-huit ans, sur les plus grandes scènes françaises par ses aînés, Maxime, puis Julien (Clerc), a *depuis huit ans, adopté* le Québec. Ou est-ce l'inverse? Sur la scène du Spectrum, le jeudi 6 décembre, Geneviève était des leurs, et les Québécois en étaient fiers. Elle était heureuse : un album tout neuf, *Miroirs*, dont elle a écrit paroles et musique (chez Audiogram), une sûreté acquise par des années de scène au Québec. Geneviève Paris joua du blues (*Quitte-moi*), des ballades (*Parle-moi*) et dédia la dernière de ses chansons, *Pas de mots*, aux quatorze femmes assassinées à l'Ecole polytechnique il y a un an par un psychopathe anti-féministe.

A pas de loup, Maxime Le Forestier vint alors à ses côtés, et ensemble, ils chantèrent *Si je te perds* (paroles de Maxime, musique de Geneviève). A quoi bon changer de musiciens lorsqu'ils sont québécois et qu'ils jouent bien? Le Forestier enchaîna sans chichis pour s'abandonner aux délices de la promenade. Chansons récentes descendues plus au sud, *Né quelque part*, *Ambalaba*, chansons d'hier, *la Rouille*, *San-Francisco*, *« Ce soir nous irons ma brune »*... Tournant alors le dos aux micros, il accompagne le public ravi, qui chante jusqu'au dernier couplet. *Maxime Le Forestier se plaît à « ramasser les chansons là où elles traînent, sur les plages, dans les rues, et surtout dans les mémoires »*. Il offre donc du Brassens, du Brel, (*les Vieux Amants*), du Gainsbourg (*les Petits Riens*). Joli travail. Maxime Le Forestier appelle le chanteur québécois Michel Rivard qui est dans la salle. Qui appelle son copain guitariste Rick Haward accoudé au bar. Ils parlent de leurs fils, leur dédient une composition commune, *Billes de verre*. Les noces sont scellées, la francophonie, délicieusement sage, a trouvé sa place entre Europe et Amérique, avec des mots simples et des chansons qui parlent de tous les jours.

***VÉRONIQUE MORTAIGNE***

### Des artistes de scène

Avec six millions de francophones, le marché du disque au Canada français demeure restreint. Les labels québécois sont peu distribués en France, encore moins sur les marchés internationaux, et les artistes mal promus, à de rares exceptions près (Daniel Lavoie, Roch Voisine...), faute d'agent dans l'Hexagone. Michel Rivard, ex-Beau Dommage, compositeur de *la Complainte du phoque en Alaska*, un grand du Québec, y a vendu 200 000 exemplaires de son dernier disque, *Un trou dans les nuages*, sorti il y a trois ans chez Audiogram, le plus gros label de Montréal avec Trafic.

*Introuvable, ou presque*, à Paris. Les sœurs Mac Garrigle, folkeuses québécoises anglophones, dont Complainte pour sainte *Catherine* (en français) avait grimpé en 1980 dans les hits européens, notamment en Hollande, ont dû attendre huit ans avant de signer avec un *label californien*, Private (distribution BMG), qui leur assurât une sortie mondiale. La scène québécoise se vide en apparence, alors qu'elle recèle des talents originaux, dont les Francofolies ont livré quelques échantillons.

**V. Mo.**

CINÉMA

## La mort de Martin Ritt

*Le cinéaste américain est décédé le 8 décembre dans un hôpital de Santa-Monica (Californie). Il était âgé de soixante-dix ans*

Né à New-York le 2 mars 1920 dans une famille de gens de spectacle, Martin Ritt débute à la scène à dix-sept ans et entre au Group Theater, formation politiquement engagée de l'époque du New Deal où il rencontre les dramaturges Clifford Odets et Irwin Shaw, les metteurs en scène Lee Strasberg et Elia Kazan. Au début des années 40 il fait lui-même de la mise en scène de théâtre et apparaît au cinéma comme acteur. En 1947 il entre à la télévision new-yorkaise, où il va réaliser jusqu'en 1951 une centaine d'émissions dramatiques.

### *Humaniste et généreux*

Mais cet homme libéral préoccupé de causes sociales est mis sur la liste noire du maccarthysme pour *« sympathies extrémistes »*. Il revient alors au théâtre en acteur. Il enseigne à l'Actors'Studio où il a entre autres élèves James Dean, Paul Newman, Rod Steiger et Joanne Woodward. En 1956 Martin Ritt peut revenir au cinéma pour l'adaptation d'une pièce de télévision antiraciste, *l'Homme qui tua la peur*, avec John Cassavetes et l'acteur noir Sidney Poitier. C'est l'époque où en France on s'intéresse beaucoup à une nouvelle génération de cinéastes américains venus de la télévision. Et *les Sensuels* (1957), satire du mode de vie américain, est fort bien accueilli par la critique. On déchante avec *les Feux de l'été* (1958, d'après Faulkner), *l'Orchidée noire* (1958), une autre adaptation de Faulkner *le Bruit et la fureur* (1959), et *Cinq femmes marquées* (1960).

*Paris Blues* (1961) ramène à l'inspiration antiraciste. Martin Ritt, qui, à cette époque, dirige souvent Joanne Woodward et Paul Newman, réussit avec celui-ci *le Plus Sauvage d'entre tous* (1963). Passons sur *l'Outrage* (1964), vain remake du *Rashomon* de Kurosawa, et sur quelques autres productions. Avec des scénarios bien élaborés, Martin Ritt sera un réalisateur très attachant par des œuvres où il traite des sujets antiracistes et où il fait une critique sociale. Ce sont *Traître sur commande* (1969), *l'Insurgé* (1970), *Sounder* (1972), *Peter et Tillie* (1972), *Conrack* (1974) et surtout *le Prête-nom* (1976). Dans ce dernier film, il s'inspire de sa propre expérience du maccarthysme et prend comme interprètes Woody Allen et Zero Mostel (qui avait lui aussi été mis sur liste noire). Autre grand film, *Norma Rae* (1979), où Martin Ritt révèle Sally Field. Ses intentions humanistes généreuses n'ont jamais été démonstratives. On se souviendra longtemps de son rôle d'éveilleur de conscience, même si ses films des années 80, *Cross Creek*, *Cinglée* et *Stanley et Iris*, n'ont pas eu les mêmes qualités que les précédents.

**JACQUES SICLIER**

□ **Mort de l'actrice américaine Joan Bennett.** – Joan Bennett, est morte le 7 décembre à l'hôpital de White-Plains (Etat de New-York) à la suite d'une crise cardiaque, elle était âgée de quatre-vingts ans. Elle avait tourné près de soixante-quinze films dont *les Quatre Filles du docteur March* (1933) avec Katharine Hepburn, quatre films policiers de Fritz Lang dans les années 40 (*Scarlett Street* notamment) et la comédie de Vincente Minnelli *le Père de la fiancée* (1950) avec Spencer Tracy. Fille d'un couple d'acteurs (Richard Bennett et Adrienne Morrison), et sœur de la comédienne Constance Bennett elle avait débuté à Broadway en 1928. Parallèlement à sa carrière cinématographique, elle a continué à jouer au théâtre et à la télévision.

# ÉCHECS

CHAMPIONNAT DU MONDE

NEW-YORK-LYON 1990

## Dix-huitième partie : victoire de Kasparov

# Un pion passé mortel

Il neigeait. Karpov ne voulait pas venir. Trop dangereux. M. Gijssen, l'arbitre du match, prit alors sa voiture et se rendit à la villa qu'habite le challenger, sur les hauteurs de Lyon, pour lui démontrer que le déplacement jusqu'au Palais des congrès n'avait rien de périlleux. Karpov en convint, et la dix-huitième partie, ajournée samedi 5 décembre par Kasparov, put reprendre dimanche, avec 7 minutes de retard sur l'horaire prévu.

Sept minutes, c'est exactement le temps qu'allait mettre Kasparov pour exécuter son rival et signer sa troisième victoire, qui lui redonne un point d'avance (9,5-8,5) à six parties de la fin.

En fait, tout était dit dès samedi. Karpov, après sa victoire dans la dix-septième partie, parut « gonflé à bloc ». Pas d'hésitation face à l'Espagnole reprise par Kasparov : les treize premiers coups en 8 minutes avec, pour point d'orgue, la nouveauté : Cb6. Kasparov, qui n'avait pas pris plus de temps pour son début, en resta stupéfait : 43 minutes de réflexion pour trouver la réponse : 14-Ff4. Réponse visiblement prévue par les Noirs, qui jouent « a tempo » jusqu'au 20e coup, sacrifiant même un pion, certains de le récupérer sur b2 grâce à la batterie Tour-Fou.

Survint alors le coup simple de Kasparov : 21-Dç4. Catastrophe pour Karpov. Ses secondants (et lui-même) n'avaient rien envisagé de ce genre. Le challenger passa plus d'une heure avant de s'apercevoir que non seulement il ne récupérerait pas son pion, mais qu'il allait se retrouver, cinq coups plus tard, devant un terrible dilemme : comment arrêter ou éliminer le pion passé des Blancs sur la colonne b.

Une tentative de diversion sur l'aile-roi (32...Tg6,34...Fd7) ne changera rien. Pis, elle scellera la perte des Noirs, car la Tour restera engluée à l'Est alors que tout se jouera à l'Ouest. Kasparov réfléchit 23 minutes avant de mettre son 41e coup sous enveloppe. Il « tenait » Karpov, et il allait proprement l'étrangler en seize coups dimanche, Karpov abandonnant avant que le fameux pion b n'arrive à Dame.

Rude coup, voire coup mortel, pour Karpov. En six parties, dont trois avec les Blancs, il doit marquer deux points et ne pas en perdre un seul. C'est possible, à condition toutefois que Kasparov joue aussi mal que dans la dix-septième partie. C'est beaucoup moins sûr. Lundi, en fin de matinée, Karpov décidait de prendre un deuxième *time-out* faisant reporter la dix-neuvième partie au mercredi 12 décembre. Il lui reste, ainsi qu'à Kasparov, la possibilité d'user encore une fois de ce droit avant la fin du match.

**B. de C.**

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Dix-huitième partie
*Partie espagnole*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. é4 | é5 | 30. Tb2 (111) | Dd7 (120) |
| 2. Cf3 | Cç6 | 31. Cç2 (114) | Dé7 (123) |
| 3. Fb5 | a6 | 32. Dd2 (123) | Tg6 (125) |
| 4. Fa4 | Cf6 | 33. Cd3 (134) | Dé5 (127) |
| 5. 0-0 | Fé7 | 34. Tbb1 | Fd7 |
| 6. Té1 | b5 | 35. Ta5 (137) | Dé7 (133) |
| 7. Fb3 | d6 | 36. Ta7 (140) | Dd8 (134) |
| 8. ç3 | 0-0 | 37. Cd5 | Rh7 |
| 9. h3 | Cd7 | 38. Rh2 | Tb8 (135) |
| 10. d4 (2) | Ff6 (3) | 39. f4 (144) | Té6 |
| 11. a4 | Fb7 | 40. Dd4 (146) | Dd8 (136) |
| 12. Ca3 | éxd4 | 41. Té1 (xé) (169) | Fç6 (136) |
| 13. çxd4 (8) | Cb6 (8) | 42. Dd3 (169) | Dd8 (138) |
| 14. Ff4 (51) | bxa4 (11) | 43. Tç1 (170) | Fxd5 (141) |
| 15. Fxa4 | Cxa4 | 44. éxd5+ | Tg6 |
| 16. Dxa4 | a5 | 45. Df5 | Rg8 |
| 17. Fd2 | Té8 | 46. Taç7 | Tf6 |
| 18. d5 | Cb4 | 47. Dd7 (172) | Tf8 (148) |
| 19. Fxb4 (69) | axb4 (14) | 48. Dxd8 (173) | Dxd8 (148) |
| 20. Dxb4 (69) | Tb8 (16) | 49. Tç8 | Df8 |
| 21. Dç4 (78) | Dç8 (79) | 50. Tç1ç4 | Tf5 |
| 22. Cd4 (92) | Fa6 (80) | 51. Txf8+ | Rxf8 |
| 23. Dç3 (92) | ç5 (83) | 52. Td4 | h5 |
| 24. dxç6 (e.p.) | Fxd4 | 53. b5 | Ré7 |
| 25. Dxd4 | Dxç6 | 54. b6 | Rd7 |
| 26. b4 (101) | h6 (89) | 55. g4 | hxg4 |
| 27. Té3 | Té6 | 56. hxg4 | Tf6 (155) |
| 28. f3 | Tç8 | 57. Tç4 (176) | Aband. |
| 29. Tb3 | Fb5 (118) | | |

*Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.*



# AGENDA

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Orly (Val-de-Marne).

Isabelle DEL BIANCO,
Michel DUBOIS,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Antoine,

le 2 décembre 1990.

— Née le 3 décembre 1990,

Chloé,

ne peut vous refuser le plaisir de participer à la joie de ses parents,

Eva CORRAL AGUADO,
J.-B. CAPPELIER BRUYNSWYCK.

6, rue Armand-Moisand,
75015 Paris.
Cardinal Cisneros,
Toledo (Espagne).

— Laurence et Guy BERRUT,
Alexandre et Olivier,

ont la joie de faire part de la naissance de

Laure,

à Paris, le 18 novembre 1990.

### Décès

— Anne-Marie Tune,
son épouse,
a la douleur, après vingt-deux ans de bonheur, de faire part du décès de son époux,

Claude BACQUIE,
colonel (ER) des troupes de marine,
ancien méhariste au Tibesti,

survenu le 7 décembre 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 décembre, à 15 h 45, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Clamart.

Ni fleurs ni couronnes.

Mme Claude Bacquie,
Philippe, Thierry et Catherine,
26, rue de la Porte-de-Trivaux,
92140 Clamart.

— M. Pierre Bernades,
son époux,

Laurent, Jérôme et Aurore Saglio,
ses enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ariel
CHADOURNE-BERNADES,

rappelée à Dieu, le 6 décembre 1990.

Le culte sera célébré le mardi 11 décembre, à 10 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-8e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.

— Nous avons appris le décès de

Pierre COMTE-OFFENBACH,
ancien député,

âgé de quatre-vingts ans.

[Né le 23 septembre 1910 à Paris, diplômé de l'École libre des sciences politiques, gérant de société, Pierre Comte-Offenbach avait été secrétaire général de l'action politique et conseiller national du RPF avant d'être élu député gaulliste de Loir-et-Cher en 1958. Membre du Parlement européen, il avait aussi présidé le Comité Pierre-de-Coubertin.]

— Versailles, 28 novembre 1990.

Mme Antoinette Lakritz,
ses enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Philippe Lévy
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacqueline LÉVY,
née Hirsch.

— Lescar (Pyrénées-Atlantiques).

Mme Lucienne Maire,
Et ses enfants, Gilles, Véronique et Nathalie,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Richard MAIRE,

leur époux et père.

9, avenue du Pesquit,
64230 Lescar.

— M. l'abbé Jules Malmanche,
son frère,
Yolande Lafue,
sa petite sœur,
Gustave Mazzola d'Argence,
son neveu,
Sa famille
Et tous ses nombreux amis,
ont la grande douleur d'avoir à vous annoncer le retour vers le Père de

l'abbé Albert MALMANCHE,

le vendredi 7 décembre 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6e, le mardi 11 décembre, à 10 h 30.

10, rue du Cloître-Notre-Dame,
75004 Paris.
21, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.
1, rue Jacob,
75006 Paris.

— La Fondation Pierre-Lafue,
Yolande Pierre Lafue,
sa petite sœur,
ont grande douleur d'avoir à vous annoncer le retour vers le Père de

l'abbé Albert MALMANCHE.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e, le mardi 11 décembre, à 10 h 30.

21, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— M. et Mme Luc Paolozzi,
ses parents,
Le docteur Laurence Paolozzi,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Marc PAOLOZZI,

survenu à Paris, le 31 octobre 1990.

30, rue Pouchet,
75017 Paris.

— Mme Jacques Potier,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa sœur
Et son frère,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques POTIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier du Mérite maritime,
ancien président
de l'Association française
de droit matitime,

survenu le 8 décembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Versailles.

La célébration des obsèques aura lieu le mercredi 12 décembre, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles.

6, rue des Tournelles,
78000 Versailles.

### Remerciements

— Mme Raymond Bourgine,
Mme Gisèle Bourgine,
Mlle Monique Grand,
M. François d'Orcival, Mme Jeanine Bourgine, MM. Jean-Jacques Schardner, François Baude, Philippe Prévost, pour le directoire de Valmonde SA.
Mmes Magdeleine Anglade, Fabienne Joiny, M. Philippe Durupt,
pour le conseil de surveillance,
Tous les collaborateurs du groupe Valmonde Presse et Industrie,
dans l'impossibilité de répondre immédiatement à tous ceux qui les ont entourés de leur affection et de leur sympathie lors du rappel à Dieu de

M. Raymond BOURGINE,

leur expriment leurs remerciements émus.

Ces remerciements vont également à M. le professeur David Khayat et à son équipe du service d'oncologie médicale de la Pitié-Salpêtrière, au Centre de recherches appliquées à la chimiothérapie fondé par le professeur Claude Jacquillat et aux médecins et infirmières de l'hospitalisation à domicile.

— Anne de Cortieu-Lavau,
Jacques et Florence Lavau,
Et leur famille,
gardent profonde gratitude des éminentes fidélités et compassions manifestées pour la mort de

Georges LAVAU,
major de l'agrégation
de droit public 1948,
classe exceptionnelle 1965.

### Avis de messe

— Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs (entrée : 27, rue du Montparnasse, Paris-6e), à 12 heures, le vendredi 14 décembre, à la mémoire du

docteur Henri DEBIDOUR,

décédé à Nîmes, le 17 juin 1990.

Famille Debidour,
33, rue Quincampoix,
75004 Paris.

— A la mémoire du

docteur François PERRIER,

décédé le 2 août 1990,

une messe sera célébrée, le vendredi 14 décembre, à 18 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e.

### Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du graveur

Roger VIEILLARD,
membre de l'Institut,

la messe paroissiale du samedi 15 décembre 1990, à 11 heures, dans l'église Saint-Etienne-du-Mont, sera célébrée pour le repos de son âme.

Ses amis sont invités à y assister ou à s'y unir d'intention.

### Communications diverses

— A propos du procès Bousquet, quarante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale, a-t-on fait le procès de la collaboration ? Débat avec Émile Mallet de la revue *Passages*. Michmar, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, le 11 décembre, à 20 heures.

### Soutenances de thèses

— La soutenance de thèse de M. Richard Ayoun a été reportée au mercredi 12 décembre 1990, à 14 heures, salle Marcel-Mauss, de la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne, escalier E, 1er étage à gauche, 45, rue des Ecoles, 75005 Paris). Thèse intitulée : « Typologie d'une carrière rabbinique en France et en Algérie au dix-neuvième siècle. L'exemple de Mahir Charleville ».

— Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le mercredi 12 décembre, à 9 heures, salle 113, galerie Dumas, Sorbonne, entrée 1, rue Victor-Cousin, M. Christophe Sanson : « Le contrôle administratif des actes locaux ».

— Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le mercredi 12 décembre, à 14 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, Mme Florence Poudru : « Le ballet en France de 1929 à 1939 : l'Opéra et l'Opéra-Comique ».

— Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le mercredi 12 décembre, à 10 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, M. Yussuf J'Bari : « Céramique dite « à parois fines » de la Maurétanie Tingitane et de l'île de Mogador (Maroc) ».

— Université de Paris-IV, Paris-Sorbonne, le jeudi 13 décembre, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Frédéric Briot : « Les mémoires du cardinal de Retz : autobiographie et augustinisme au dix-septième siècle ».

— Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le jeudi 13 décembre, à 10 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, Mlle Hye-Joo Kim : « Julius Bissier et l'Extrême-Orient ».



## Semaine de la bonté

**Cas n° 39.** — Cette famille habite une vieille maison composée de deux pièces ; les ressources sont faibles. Le père et la mère, soixante et cinquante ans, sont malades. Une fille, quatorze ans, est scolarisée.

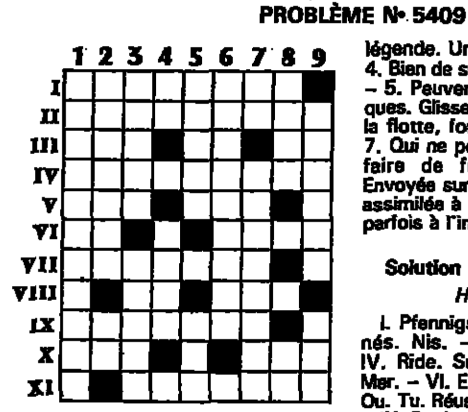
L'installation de l'eau n'est pas faite. Pourtant, avoir l'eau courante, un WC, une douche est légitime en 1990. Ce sont des installations minimales. Dans l'appentis, à côté de la cuisine, cette réalisation est possible ; elle peut être faite au plus juste prix... mais la famille n'a pas d'économies. Pour compléter les subventions et aides déjà accordées, peut-on donner 2 000 F ?

**▶ Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèque bancaire. Téléphone : (1) 45-44-18-81.**



## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5409




HORIZONTALEMENT

I. Qui ne laisse rien traîner. – II. Qui nous amènent au paradis. – III. Chromatique, à l'orchestre. Pris. Un peu de « silence ». – IV. S'intéresse aux signes. – V. Preneur de son. En Belgique. – VI. Mot tiré d'un hymne. Fait quelque chose. – VII. N'a pas la tête dure. – VIII. Dans une belle main. Pas indifférent. – IX. Ne mène à rien. – X. Réponse qui crée un lien. Refusa de se charger. – XI. Peut être mis au parfum.

VERTICALEMENT

1. Peut être enflammée quand on est mordu. – 2. Qui vont très bien. Lettre. – 3. Marais qui évoque une légende. Un homme à la marmite. – 4. Bien de son temps. Mit en balance. – 5. Peuvent être assimilés aux claques. Glisse dans une raie. – 6. Dans la flotte, forment un grand corps. – 7. Qui ne peut pas se montrer. Sans faire de folies. – 8. Carapace. Envoyée sur le champ. – 9. Peut être assimilée à la méridienne. Blanc, est parfois à l'index.

**Solution du problème n° 5408**

*Horizontalement*

I. Pfennigs. Régime. – II. Irraisonnés. Nis. – III. Eau. Goussets. – IV. Ride. Subite. – V. Indue. Tau. Mer. – VI. Entracte. Ultime. – VII. Si. Ou. Tu. Réussi. – VIII. Cour. Edéa. Et. – IX. Boules. Est. Uélé. – X. Ut. Edit. Birr. Or. – XI. Duel. Trou. Et. – XII. Ruer. Lurons. – XIII. Ans. Tatou. Sites. – XIV. Ni. Gog. If. Inouï. – XV. Ergote. Semences.

*Verticalement*

1. Pierres. Bucrane. – 2. Frai. Nicot. Unir. – 3. Erudit. Ou. Dés. – 4. Na. Enrouleur. Go. – 5. Nid. Daurade. Tôt. – 6. Is. Suc. Sillage. – 7. Goguette. Ut. – 8. Snob. Eude. Trois. – 9. Nuit. Esbroufe. – 10. Restauration. – 11. Esseulé. Russie. – 12. Tueur. Inn. – 13. Intimiste. Estoc. – 14. Mis. Ems. Lot. Eue. – 15. Es. Freiner. Isis.

**GUY BROUTY**

# AGENDA

## LUNDI 10 DÉCEMBRE

## CINÉMAS

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

Zavattini : *le Dernier Train* (1966, v.o. s.t.f.), de Nelo Risi, 14 h 30 ; Un jour dans la vie (1946, v.o. s.t.f.), d'Alessandro Blasetti, 17 h 30 ; Pour l'amour du ciel , v.f.), de Luigi Zampa, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE** (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

***LES AFFRANCHIS*** (**) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

**L'AIGUILLON DE LA MORT** (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**AIR AMERICA** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

**ALBERTO EXPRESS** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LES ARMES DE L'ESPRIT** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**ATTACHE-MOI !** (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**L'AVENTURE DE CATHERINE C.** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU** (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ** (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE** (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**CASTE CRIMINELLE** (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**LE CHATEAU DE MA MÈRE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; *14 Juillet Beaugrenelle, 15e* (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

***LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE*** (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES DOULEURS** (Chin., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

***DADDY NOSTALGIE*** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**DANCING MACHINE** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy, 18e* (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**DARKMAN** (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

***DELTA FORCE 2*** (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; *George V, 8e* (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**DOCTEUR PETIOT** (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**DR M.** (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43).

**ECHOS D'UN SOMBRE EMPIRE** (Fr.-All.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

**L'ENFANT MIROIR** (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**EUROPA EUROPA** (Fr.-All., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**EXTRÊMES LIMITES** (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

***LA FEMME FARDÉE*** (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

**LA FILLE DU MAGICIEN** (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**GHOST** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LA GLOIRE DE MON PÈRE** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**GREMLINS 2** (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**HALFAOUINE** (Fr.-Tun., v.o.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**HENRY & JUNE** (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**ILS VONT TOUS BIEN** (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**JEAN GALMOT AVENTURIER** (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**JOURS DE TONNERRE** (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**LUNG TA** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**LE MARI DE LA COIFFEUSE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**MAURICE** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**METROPOLITAN** (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**MO' BETTER BLUES** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**NIKITA** (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

**NON OU LA VAINE GLOIRE DE COMMANDER** (Por., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**L'OBSERVATEUR** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**L'ORCHIDÉE SAUVAGE** (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER** (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

**LA PETITE SIRÈNE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LA PLAISANTERIE** (tchèque, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

**PREMIERS PAS DANS LA MAFIA** (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

**PRÉSUMÉ INNOCENT** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; *Gaumont Parnasse, 14e* (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

**PRETTY WOMAN** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; *UGC Normandie, 8e* (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *Fauvette Bis, 13e* (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**PRINTEMPS PERDU** (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**PROMOTION CANAPÉ** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**LA PUTAIN DU ROI** (Fr.-It.-Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : *UGC Rotonde, 6e* (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

**RÊVES** (Jap., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**SAILOR ET LULA** (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

**LE SOLEIL MÊME LA NUIT** (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**TAXI BLUES** (Fr.-Sov., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**THELONIOUS MONK** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**TO SLEEP WITH ANGER** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**TOTAL RECALL** (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Fauvette, 13e* (43-31-56-86).

**UN COMPAGNON DE LONGUE DATE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

**UN MONDE SANS PITIÉ** (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**UN THÉ AU SAHARA** (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

**UN WEEK-END SUR DEUX** (Fr.) : 14 *Juillet Parnasse, 6e* (43-26-58-00).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

### LES FILMS NOUVEAUX

**LA BOUTIQUE DE L'ORFÈVRE.** Film américain de Michael Anderson, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

**LE MATRAQUEUR DES RUES.** Film américain de Damian Lee, v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

**PUMP UP THE VOLUME.** Film américain d'Allan Moyle, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**TANTE JULIA ET LE SCRIBOUILLARD.** Film américain de Jon Amiel, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC *Opéra, 9e* (45-74-95-40) ; *UGC Lyon* Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

**TILAI.** Film burkinabé d'Idrissa Ouedraogo, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

## PARIS EN VISITES

### MARDI 11 DÉCEMBRE

« Exposition des acquisitions, de Manet à Matisse », 11 heures, Musée d'Orsay, vestiaire collectivités.

« Goya, l'œuvre gravé », 14 h 30, *Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly* (G. Marbeau-Canen).

« Les catacombes, dans les anciennes carrières », 14 h 30 (limité à trente personnes), entrée, place Denfert-Rochereau (Monuments historiques).

« Autour d'Alphonse Mucha et de José Maria Sert », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Le nouveau Musée Cognacq-Jay dans l'hôtel de Donon », 14 h 30 (nombre limité), 8, rue Elzévir (D. Bouchard).

« Les passages marchands, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« De la haute galanterie à la basse finance du quartier Breda », 14 h 30, métro Pigalle (V. de Langlade).

« Les gravures de Goya », 14 h 30, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (Mme Cazes).

« Le village d'Auteuil », 15 heures, 6, rue Michel-Ange (Paris et son histoire).

« Les vanités dans la peinture au dix-septième siècle », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

## CONFÉRENCES

Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 12 h 30 : « La gourmandise et la foi : Rubens », par F. Barbe (Hors cadre).

11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « L'art en Belgique au vingtième siècle : James Ensor », par D. Morel (Musée d'art moderne).

270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « Les croisades face aux mondes orientaux », par C. Marquant (Clio - Les amis de l'histoire).

Salle des Ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Ostie, port de Rome », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Salle Notre-Dame-des-Champs, 92 *bis*, boulevard du Montparnasse, 15 heures : « Destins des princes de la Renaissance : le pape Jules II » (Paris et son histoire).

Cinéma, 5, avenue Mac-Mahon, 17 h 30 : « *L'écologie à l'israélienne* », par N. Lipszyc (Association France-Israël).

Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 18 heures : « Initiation à l'astronomie ».

Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 19 heures : « *Le combat contre l'ange*. Delacroix » (Hors cadre).

Le Forum, 104, rue de Vaugirard, 20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

## THÉATRES

### SPECTACLES NOUVEAUX

*(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)*

**AMPHITRYON.** Cergy-Pontoise (Théâtre Quatre-vingt-quinze) (30-38-11-99), dim. soir, lun., mar. 21 h ; dim., 14 h 30 (5)

**UBU ROI.** Cinq Diamants (45-80-51-31), dim. soir, lund., mar., 20 h 30 ; dim., 17 h 30 (5).

**LA CASA.** Montreuil, salle Berthelot (48-58-92-09), dim. soir, lun., 20 h 45 ; dim., 15 h 45 (5).

**LES EMIGRES.** Théâtre de la Main d'Or. Belle-de-Mai (48-05-67-89), lund., 20 h 30 (5).

**X OU LE PETIT MYSTERE DE LA PASSION.** Atalante (46-06-11-90), dim. soir, mar., 20 h 30 ; dim., 17 h (5).

**LES PETITES PEURS.** Espace Hérault (43-29-86-51), 20 h 30 (6).

**CITE CORNU.** Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), dim. soir, lund., 21 ; dim., 17 h (6).

**MONSIEUR DE POURCEAUGNAC.** *Vanves* (46-45-46-47), 20 30 ; dim. 15 h (6).

**PLUME VOYAGE A TRAVERS HENRI MICHAUX.** Tremplin. Théâtre des Trois-Frères (42-54-91-00), 20 h 30 ; dim., 17 h (7).

**LES PATHETIQUES.** Cinq Diamants (45-80-51-31), dim. soir, lun., mar., 22 h (8).

***LE BARBIER DE SEVILLE.*** Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30 (8).

**JEANNE ET LES JULES.** Versailles. Théâtre Montansier (39-50-71-18), 21 h (11).

**LES LIAISONS DANGEREUSES.** Théâtre Renaud-Barrault (45-56-60-70), dim. soir, lun., 20 h 30 : *dim.*, 15 h (11).

**RUY BLAS.** Neuilly-sur-Seine (Théâtre Saint-Pierre) (44-70-08-43). 20 h 30 (10)

**ROBINETTE ET LE PROFESSEUR.** Cergy-Pontoise (Théâtre des Arts) (30-30-33-33), *20 h 30* (11).

**AKTÉON-THÉATRE** (43-38-74-62). Un vent d'air show Nouveau rire 1991 : 20 h 30.

**ANTOINE - SIMONE-BERRIAU** (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.

**ATALANTE** (46-06-11-90). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). Foirades : 21 h.

***COMÉDIE CAUMARTIN*** (47-42-43-41). Premières Armes : 21 h.

**DAUNOU** (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

**FESTIVAL HUMOUR EN MAILLOT (SOUS CHAPITEAU)** (43-70-75-65). *Faut pas s'leurrer* : 20 h 30. Histoire Story : 22 h.

**GRAND THÉATRE D'EDGAR** (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

**GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (SALLE BORIS-VIAN)** (42-40-27-28). Fragments d'une lettre d'adieu lus par des géologues : 20 h 30.

**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Chasseurs en exil : 21 h 30.

**LE BOURVIL** (43-73-47-84). Ca préserve de tout sauf du rire : 20 h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Guerre aux asperges : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabelais : 20 h. *Le Cadavre vivant : 21 h 30.* Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 45.

**MADELEINE** (42-65-07-09). Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

**PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS)** (42-02-27-17). Les Démons : 20 h 30. Laurent Violet : 21 h 45.

**PALAIS ROYAL** (42-97-59-81). De Venise à Venises (Rencontres du Palais Royal) Voyage-divertissement de Claude-Brulé : 20 h 30.

**POTINIÈRE** (42-61-44-16). Archibald : 20 h 45.

**THÉATRE DE NESLE** (46-34-61-04). Le Bleu de l'eau-de-vie Festival de théâtre ibéral : 19 h. Nuit d'insomnie ou Vade Retro Festival de théâtre ibéral : 21 h.

**THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT** *(47-27-81-15). Die Nibelungen* (Cinéma-Concert) : 18 h.

**THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON** (43-25-70-32). Le Secret de l'acteur et les Jeunes Metteurs en scène : 21 h.

**THÉATRE RENAUD-BARRAULT** (42-56-60-70). Petite salle. Le Vrai Classique du vide parfait : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Des promesses, toujours des promesses : 21 h.

### CONCERTS

**CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS** (40-28-28-40). David Lively, 12 h 45, lun. piano. Œuvres de Cage, Cowell, Griffes, Gershwin.

Orchestre Colonne, 20 h 30, lun. Pierre Dervaux, Pierre-Alain Volondat. Œuvres de Beethoven, Berlioz.

**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.** Ensemble vocal et instrumental Stéphane Caillat, 20 h 30, mar.

Ensemble vocal Patrick Marco. Dir. Stéphane Caillat. Œuvres de Stravinski, Ancelin, Ohana. Dans le cadre du Festival d'art sacré. Téléphone location : 42-33-43-00.

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.** Marc Zuili, Gabrielle Marcq, 21 h mar. Flûte, clavecin. Intégrale des sonates pour flûtes et clavecin de Bach.

***MAISON DES CULTURES DU MONDE*** (45-44-72-30). Dewey Balfa et son ensemble. Elridge Thibodeaux, 20 h 30, mar. Avec Canray Fontenot. Musique des cajuns et zydeco.

**MAISON DE RADIO-FRANCE** (42-30-15-16). Orchestre philharmonique de Radio-France, 20 h 30, sam. Dir. David Robertson. Françoise Kubler (soprano), Sylvie Sullé (alto), Adrian Brand (ténor), Bernard Deletré (baryton), Armand Angster (clar.). « Aleph » de Manoury. Grand auditorium.

Quatuor Martinu, 18 h 30, mar. Œuvres de Janacek, Klein, Ullmann, Saudek. Grand auditorium.

Thomas Visek, 22 h 30, mar. Piano. Œuvres de Klein, Ullmann, Reiner, Janacek. *Grand auditorium.*

Quatuor Suk, 20 h 30, mar. Œuvres de Haba, Schulhoff, Kraza, Haas, Zemlinsky. *Grand auditorium.*

**OPÉRA DE LA BASTILLE** (40-01-16-16). Katia Ricciarelli, 20 h 30, mar. Soprano, Vicenzo Scalera (piano). Œuvres de Vivaldi, Haendel, Gluck, Cherubini, Rossini, Bellini, Donizetti.

**OPÉRA-COMIQUE, salle Favart** (42-86-88-83). Dernière conquête, 18 h, , mar. De Laurent Peely. Lydie Pruvot (soprano), Léon Napias (ténor), Jean-Pierre Gesbert (piano). Œuvres de Spencer, Terasse et Nohain, Adam-Sauvage, Poulenc et Anouilh.

**SALLE GAVEAU** (49-53-05-07). Noël Lee, Christian Ivaldi, 20 h 30, lun. Piano. Œuvres de Schubert, Debussy, Stravinski.

Paul Badura-Skoda, 20 h 30, mar. Piano. Œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven.

***SALLE PLEYEL*** *(45-63-88-73).* Georges Zamfir, 20 h 30, lun. Flûte de pan. Chœur et orchestre français d'oratorio. Ensemble polyphonique de Versailles, chœur Francis Poulenc, Sotiris Kyriazopoulos (violon). Œuvres de Bach, Bartok, Zamfir.

Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30, mar. Dir. Armin Jordan, Raphaël Oleg (violon). Œuvres de Mozart, Beethoven.

**THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES** (47-20-36-37). Ensemble Intercontemporain, ensemble moderne, 20 h 30, mar. Dir. Peter Eötvös. Zoltan Kocsis (piano), M. Perenyi (cello), BBC Singers. Œuvres de Kurtag, Bério. Dans le cadre du Festival d'automne à Paris.

### RÉGION PARISIENNE

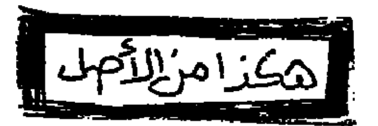
**ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉMIER)** (46-66-02-74). Plages italiennes : 21 h.

**CLAMART (CC JEAN-ARP)** (46-45-11-87). Amadeus : 20 h 30.

***NEUILLY-SUR-SEINE*** **(THÉATRE SAINT-PIERRE)** (44-70-08-43). Ruy Blas : 20 h 30.

**SAINT-DENIS (MAISON DE LA JEUNESSE)** (42-43-44-33). Le Timide *au palais* : 20 h.



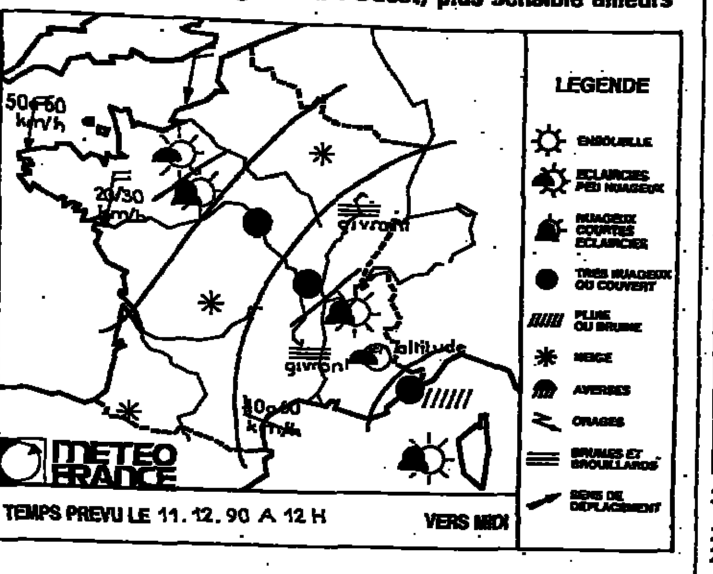


# AGENDA

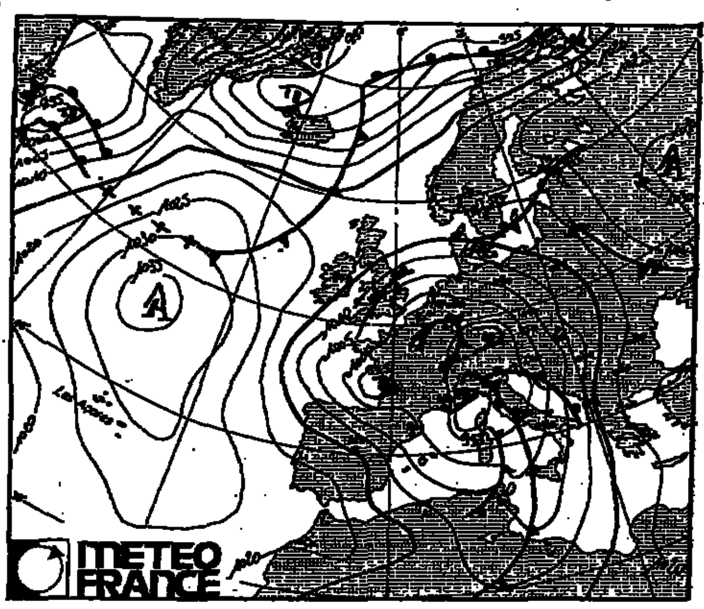
## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 11 décembre

**Il neigera de la Lorraine et des Ardennes jusqu'au Sud-Ouest. Amélioration passagère sur l'Ouest, plus sensible ailleurs**




**SITUATION LE 10 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU**



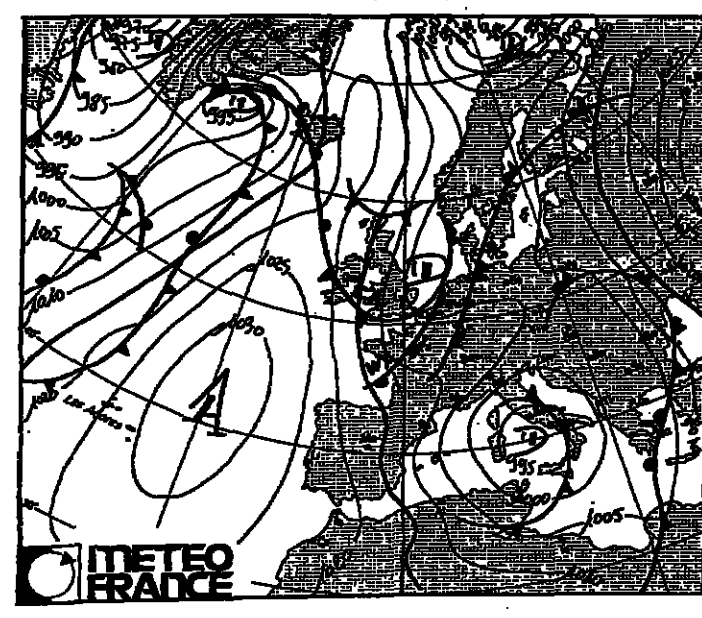

Le temps sera médiocre sur une grande partie du pays. Une perturbation traversera la France du nord au sud entre mercredi après-midi et jeudi, entraînant un temps pluvieux voire quelquefois neigeux sur le Nord-Est.

**Mercredi : gris, puis pluie sur la moitié nord.** – Le ciel sera très gris dès le matin. Seuls la Bretagne et le Cotentin seront relativement épargnés. Des précipitations sont même à craindre sur l'Aquitaine, les Pyrénées et la Corse.

En cours d'après-midi, les éclaircies prendront le dessus sur la moitié sud mais ce ne sera que temporaire. En effet, une zone de précipitations envahira d'abord la moitié nord puis le Sud-Ouest.

Vent très fort sur le pourtour méditerranéen et dans la vallée du Rhône, se renforçant l'après-midi, jusqu'à 100 kilomètres-heure près du golfe du Lion. Les températures, au lever du jour, seront généralement négatives et voisines de moins 1 degré. L'après-midi elles atteindront 4 degrés à 9 degrés dans l'Ouest et près de la mer, mais ne dépasseront pas 3 degrés dans l'intérieur.

**PRÉVISIONS POUR LE 12 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU**




**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 9-12-90**

Valeurs extrêmes relevées entre le 9-12-90 à 6 heures TU et le 10-12-90 à 6 heures TU

| FRANCE | | | |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 15 | 9 | P |
| BIARRITZ | 10 | 3 | P |
| BORDEAUX | 6 | 1 | P |
| BOURGES | 7 | 0 | C |
| BREST | 5 | -1 | * |
| CAEN | 4 | -2 | D |
| CHERBOURG | 4 | -1 | D |
| CLERMONT-FER. | 6 | 0 | * |
| DIJON | 1 | 0 | * |
| GRENOBLE SM-H | 2 | -1 | * |
| LILLE | 3 | -1 | C |
| LIMOGES | 2 | 0 | - |
| LYON | 6 | 0 | * |
| MARSEILLE-MAR. | 11 | 9 | O |
| NANCY | 3 | -1 | * |
| NANTES | 6 | -3 | * |
| NICE | 13 | 5 | O |
| PARIS-MONTS | 4 | 0 | N |
| PAU | 6 | 1 | A |
| PERPIGNAN | 10 | 5 | P |
| RENNES | 6 | -4 | D |
| ST-ETIENNE | 9 | 0 | * |
| STRASBOURG | 1 | -1 | C |
| TOURS | 4 | -4 | B |
| TOULOUSE | 6 | 2 | C |
| POINTE-A-PITRE | - | - | - |

| ÉTRANGER | | | |
|---|---|---|---|
| ALGER | 19 | 15 | P |
| AMSTERDAM | 2 | -1 | N |
| ATHÈNES | 16 | 8 | D |
| BANGKOK | 31 | 19 | N |
| BARCELONE | 11 | 6 | D |
| BELGRADE | 2 | 0 | P |
| BERLIN | -2 | -6 | N |
| BRUXELLES | 3 | -1 | C |
| LE CAIRE | 24 | 13 | D |
| COPENHAGUE | 3 | 1 | C |
| DAKAR | 32 | 23 | D |
| DELHI | 20 | 9 | C |
| DJERBA | 18 | 8 | N |
| GENÈVE | 4 | 0 | * |
| HONGKONG | - | - | - |
| ISTANBUL | - | - | - |
| JÉRUSALEM | 24 | 11 | P |
| LISBONNE | 13 | 6 | A |
| LONDRES | 3 | -1 | N |
| LOS ANGELES | 28 | 12 | D |
| LUXEMBOURG | 0 | -1 | C |
| MADRID | 9 | 1 | D |
| MARRAKECH | 22 | 15 | C |
| MEXICO | 15 | 5 | B |
| MILAN | 2 | -1 | * |
| MONTRÉAL | 5 | -6 | N |
| MOSCOU | -1 | -5 | C |
| NAIROBI | 22 | 16 | C |
| NEW-YORK | 9 | 4 | D |
| OSLO | -1 | -2 | * |
| PALMA-DE-MAJ. | 17 | 11 | A |
| PÉKIN | 6 | -2 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | 26 | 23 | C |
| ROME | 11 | 8 | O |
| SINGAPOUR | 31 | 23 | C |
| STOCKHOLM | 3 | 1 | P |
| SYDNEY | 35 | 20 | A |
| TOKYO | 17 | 6 | A |
| TUNIS | 17 | 9 | N |
| VARSOVIE | 1 | -1 | C |
| VENISE | 3 | 2 | P |
| VIENNE | -2 | -2 | P |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 10 décembre

### TF 1



20.35 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker.
22.30 Magazine : Perdu de vue.
23.45 Magazine : Va y avoir du sport.
0.35 Journal, Météo et Bourse.

### A 2



20.40 Variétés : Mission Apollo. Les meilleurs moments du troisième Gala de la communauté des télévisions francophones.
22.20 Documentaire : La ville Louvre. De Nicolas Philibert.
23.20 Journal et Météo.
23.30 Téléfilm : Médicament danger.

### FR 3

20.40 Cinéma : L'homme de Kiev. ■■ Film américain de John Frankenheimer (1968).
22.50 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Océaniques.
0.50 Musique : Carnet de notes.

### CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Rien que pour vos yeux. ■ Film britannique de John Glen (1981).
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Les doigts dans la tête. ■■ Film français de Jacques Doillon (1974).
0.15 Cinéma : Les enfants du désordre. □ Film français de Yannick Bellon (1988). Avec Emmanuelle Béart, Robert Hossein, Patrick Catalifo.
1.45 Cinéma : Imagine, John Lennon. ■■ Film américain de Andrew Solt (1988) (v.o.).

### LA 5



20.40 Téléfilm : Enquête à Beverly Hills.
22.25 Série : Jack Killian, l'homme au micro.
23.25 Magazine : Arrêt sur image.
0.00 Journal de minuit.

### M 6

20.35 Téléfilm : Meurtre aux Bahamas.
23.40 Magazine : Vénus. De Quentin Raspail et Patrick Drujon.
0.10 Six minutes d'informations.

### LA SEPT

20.00 Documentaire : Maestro. Monteverdi et le XVII[e] siècle. De John Michael Philips.
21.00 Courts métrages : Hommage à Anatole Dauman (2).
23.00 Documentaire : Archives du XX[e] siècle (Roland Barthes, 2[e] partie).

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Prague) : Danses de Valessko, extrait, de Janacek ; Concerto pour alto et orchestre, de Sestak ; Symphonie n° 1, de Martinu, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Prague, dir. Rostislav Haliska ; sol. : Pavel Janda, alto.
23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon. Roméo et Juliette, de Tchaïkovski ; Le siège de Corinthe, de Rossini.

### FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Jimi Hendrix. 1. Les facettes d'un météore.
20.30 L'Histoire en direct. Le Vercors : histoire d'un maquis (2[e] partie).
21.30 Dramatique. « Route de nuit », d'Yves Javault.
22.40 La radio dans les yeux.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Jardins divers.

## Mardi 11 décembre

### TF 1

14.25 Feuilleton : Un comédien dans un jeu de quilles (2[e] épisode).
15.55 Série : Tribunal.
16.25 Tiercé à Vincennes.
16.30 Club Dorothée.
17.35 Série : Starsky et Hutch.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Le bébête show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : La smala. ■ Film français de Jean-Loup Hubert (1984). Avec Victor Lanoux, Josiane Balasko.
22.15 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.10 Journal, Météo et Bourse.

### A 2

14.35 Série : Les cinq dernières minutes. L'amiral aux pieds nus.
16.05 Feuilleton : Marcheloup (dernier épisode).
17.05 Magazine : Eve raconte. Sophia Loren (2[e] partie).
17.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.55 Magazine : Giga. Série : Larry et Balki ; Reportages.
18.30 Magazine : Une fois par jour. Billet d'humeur ; 90 secondes d'info ; Bande de jeunes ; Temps modernes ; 90 secondes d'info ; L'enquête de la semaine ; Les testeurs ; Les enchères ; Pas si bêtes ; Actualités du spectacle et de la création ; l'AJT.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Les dossiers de l'écran : La couleur de l'argent. ■ Film américain de Martin Scorsese (1986).
22.50 Débat : Les arnaqueurs et les jeux. Avec François Dreher, président de la Fédération française de billard, Georges Bourezg, champion de France de billard, Gérard Majax, illusionniste, Pierre Delannoy (*la Triche et les Tricheurs*), Jean-Claude Baudot, collectionneur de machines à sous, Jean-Pierre Rollin, inspecteur divisionnaire.
23.50 Journal et Météo.

### FR 3

15.05 Feuilleton : Gavilan (7[e] épisode).
16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Allô Bibizz.
18.15 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Téléfilm : Vol d'enfant. De Luc Béraud.
22.10 Journal et Météo.
22.30 Télévision régionale.
23.10 Traverses. Les brouillards de la guerre.
0.00 Musique : Carnet de notes.

### CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Les doigts dans la tête. ■■ Film français de Jacques Doillon (1974).
15.10 Magazine : Mon zénith à moi (rediff.).
16.05 Cinéma : The american way. ■ Film américain de Maurice Phillips (1986).
18.00 Cabou cadin.

*En clair jusqu'à 20.30*

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.05 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : AS Monaco-Torpedo de Moscou, en direct de Monaco.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Noce blanche. □ Film français de Jean-Claude Brisseau (1989).

### LA 5

15.10 Série : Le renard.
16.15 Dessins animés.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : Arnold et Willy.
19.30 Série : Tel père, tel fils.
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : L'héritage fatal.
22.25 Magazine : Goool.
23.30 Téléfilm : Vietnam, voyage en enfer.
0.00 Journal de minuit.

### M 6

13.55 Série : Docteur Marcus Welby.
15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.45 Série : Vegas.
17.35 Variétés : Tungstène.
18.00 Jeu : Zygomusic.
18.25 Six minutes d'informations.
18.35 Série : Campus show.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Le vagabond de Noël.
22.15 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : L'indiscrétion. ■ Film français de Pierre Lary (1982). Avec Jean Rochefort, Jean-Pierre Marielle, Dominique Sanda.
0.05 Six minutes d'informations.

### LA SEPT

15.40 Documentaire : Lignes de vie. (1).
15.40 Documentaire : Lignes de vie. (1). De Wingfried Junge.
16.40 Téléfilm : La course de la paix. De Jerzy Domaradzki.
18.20 Magazine : Dynamo.
18.50 Portrait : Maxine Sullivan, love to be in love.
19.55 Chronique : Le dessous des cartes.
20.00 Documentaire : Lignes de vie. (2).
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Dynamo.
22.30 ▶ Téléfilm : A côté de ses pompes.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 9 octobre à Vienne) : Métaboles, de Dutilleux ; Concerto pour piano et orchestre en ré majeur, de Ravel ; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 78, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Jean-Philippe Collard, piano, Jean-Louis Gil, orgue.
23.07 Poussières d'étoiles. La lueur et la fumée, musique et création radiophonique originales de Nicolas Verin.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La santé dans la ville.
21.30 Quelle langue ? Quelle culture ? Pour quelle Europe ?
22.40 Les nuits magnétiques. Trois autres diasporas : arménienne, chinoise, palestinienne.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Jardins divers.

*Du lundi au vendredi, à 9 heures,* **sur FRANCE-INTER**

**« ZAPPINGE »**

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

### Audience TV du 9 décembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

*Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers*

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 h 22 | 58,7 | 7/7 26,2 | Speakrine 14,2 | Max virtuose 3,6 | Flash 2,6 | Enfer... 9,2 | Ramdam 2,9 |
| 19 h 45 | 63,5 | 7/7 26,6 | Maguy 21,5 | Monsieur... 1,7 | Ça cartoon 5,2 | Journal 5,6 | Ramdam 2,8 |
| 20 h 16 | 73,4 | Journal 27,6 | Journal 21,4 | Benny Hill 7,4 | Ça cartoon 6,4 | Journal 5,3 | Pub 5,6 |
| 20 h 55 | 74,0 | Le sucre 18,6 | Malaveil 19,0 | Cirque 8,9 | Noce blanche 6,4 | Arche perdue 17,1 | Fusils... 5,6 |
| 22 h 8 | 60,9 | Le sucre 15,7 | Malaveil 19,5 | Le divan 3,7 | Flash 3,7 | Arche perdue 17,8 | Pub 1,9 |
| 22 h 44 | 32,4 | Ciné dim. 12,9 | Musique... 2,5 | Ziegfeld 2,4 | L'équipe... 3,1 | Pub 5,5 | Femme... 6,0 |

# SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

## Le pied de nez auxerrois aux princes de Marseille

**L'Olympique de Marseille s'est largement incliné (4-0) dimanche 9 décembre à Auxerre à l'occasion de la dix-neuvième journée du championnat de France de football de première division. Cette défaite, la plus lourde depuis l'arrivée de l'entraîneur allemand Franz Beckenbauer sur la Canebière, plonge l'OM dans le doute et relance la compétition. Les Auxerrois, euphoriques tout au long de ce match au sommet, occupent la seconde place du classement avec deux points de retard sur Marseille.**

AUXERRE

*de notre envoyé spécial*

Il était 18 h 03 et la campagne bourguignonne gelait dans l'indifférence. La nuit était tombée sur les vignes de Chablis. Dans le centre-ville d'Auxerre, le brouillard rampait depuis bien longtemps aux pieds des réverbères. Là-bas, le long d'un sinistre canal noyé dans la brume, le stade Abbé-Deschamps et ses dix-neuf mille spectateurs – la moitié de la population – allaient vivre un inoubliable moment d'euphorie. L'équipe locale, seconde du championnat de France, affrontait l'Olympique de Marseille, le premier du classement, dans un de ces duels disproportionnés dont raffole le peuple du football : le petit contre le grand, le pauvre face au riche, le village opposé à la métropole.

La seconde mi-temps venait de commencer. Auxerre menait déjà par un but à zéro, grâce à un tir victorieux de l'attaquant Christophe Cocard dès la cinquième minute de jeu. Le public était prêt à se satisfaire de cet écart minimal. Ce but d'avance suffisait à son bonheur. Il l'autorisait à espérer au moins un match nul, à réclamer une chanson au gardien marseillais Pascal Olmeta, à railler Bernard Tapie, absent pour l'occasion.

Les Auxerrois n'allaient pourtant pas se contenter de ce premier but. A 18 h 03, quand le défenseur Alain Roche inscrivit le second à l'issue d'une superbe contre-attaque, le public crut un peu plus à la victoire. Lorsque l'international belge Enzo Scifo marqua le troisième, trois minutes plus tard, il conclut au miracle. Quand le Hongrois Kalman Kovacs surgit pour inscrire le quatrième, soixante secondes plus tard, une forme d'hystérie collective s'empara du stade.

Il était 18 h 07. Auxerre venait de marquer trois buts en cinq minutes contre l'OM et s'enivrait de cette réussite inespérée. Sous une pancarte, un groupe de jeunes pouvait ironiser en chœur *« Mais où ils sont les Marseillais ? »* à l'attention des joueurs de l'OM totalement inéxistants. D'autres riaient haut et fort de ces Papin, Amoros et autres Tigana qui contemplaient leurs chaussures comme des gamins honteux. Plus loin, sur les sièges orange de la tribune d'honneur, celle des notables et des supporters en pardessus, les dames en manteaux de fourrures commençaient elles-mêmes à se prendre au jeu, à fredonner les chants de corps de garde entonnés par les soudards des travées populaires. Dans la tribune officielle, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et maire d'Auxerre, jubilait aux côtés de M. Jean-Paul Huchon, le directeur de cabinet de Michel Rocard.

Auxerre, discrète préfecture de l'Yonne, était devenue, l'espace de cinq minutes, le temps de trois exploits, le centre du pays. Elle s'encanaillait sans retenue, émoustillée par cette victoire de la France profonde sur celle de la haute finance. Après tout n'était-elle pas venue pour ça ? Guy Roux, l'inamovible et truculent entraîneur auxerrois n'avait-il pas assuré que *« même un mariage entre Jean-Pierre Soisson et Nathalie Baye aurait moins attiré les regards que ce match de foot »* ? Avec son budget de trente-sept millions de francs quand celui de l'OM atteint deux cents millions de francs, avec une population de quarante mille habitants, Auxerre et son club de football cesseront-ils donc jamais de défier la double logique du jeu et des enjeux ?

### *La PME du football*

Croire que l'Association de la jeunesse auxerroise (AJA) est encore un petit club doté de structures artisanales qui résiste, vaille que vaille, à la concurrence des multinationales du ballon rond, serait pourtant une erreur. Le club n'a plus rien du patronage qu'il était en 1905, lors de sa création. Il dispose d'installations de qualités, souvent bien meilleures que celles de clubs de grandes villes. Les pensionnaires du centre de formation travaillent dans d'excellentes conditions. Guy Roux, même s'il se présente encore volontiers comme un *« petit caporal »* n'est plus seulement un paysan roublard. Au fil des ans et des contrats, il est aussi devenu un négociateur impitoyable et un gestionnaire averti. Le stade Abbé-Deschamps, sans être luxueux, est à l'échelle de la cité. L'affluence – en moyenne neuf mille spectateurs – y est constante. Quant à la subvention municipale (2,4 millions de francs en 1990 soit, selon Guy Roux, *« dix centimes par jour et par habitant »*), elle permet de compléter le budget sans endetter la ville.

Depuis dix ans qu'il est en première division, le club a donc grandi. Trois participations à des compétitions européennes ont aguerri les hommes autant que les structures. Et si Jean-Pierre Soisson se plaît encore à qualifier l'AJA de *« PME du football »*, c'est d'une PME aux caisses bien remplies dont il s'agit. Les départs au compte-gouttes des grands joueurs formés sur place, Jean-Marc Ferreri (Bordeaux), Eric Cantona (Marseille) et Basile Boli (Marseille) ont toujours permis de maintenir l'équilibre financier. D'autant que, dans le même temps, le club se faisait une spécialité de la « remise en état » de joueurs de grand talent en proie au doute et acquis à peu de frais comme le Belge Enzo Scifo (Inter de Milan puis Bordeaux) ou le jeune défenseur Alain Roche (Bordeaux puis Marseille), tous deux excellents contre l'OM.

PHILIPPE BROUSSARD

AVENTURE : le Raid Gauloises

## *Les gendarmes font la loi au Costa-Rica*

PUERTO-JIMENEZ

*de notre envoyé spécial*

Un village du bout du monde, une cité gagnée sur la forêt vierge pour accueillir les chercheurs d'or, ainsi se présente Puerto-Jimenez, petit port de la côte pacifique du Costa-Rica. Un village en bout de piste aux maisons de bois et de tôle ondulée dressées à la hâte pour les *oreros*, ces hommes qui passent au tamis toutes les rivières de la péninsule d'Osa, située au sud du pays.

Samedi 8 décembre est un jour quelque peu exceptionnel. Ce n'est pas devant l'immeuble en ciment du Banco Central que la population se précipite en criant. Dans le soleil du matin, les enfants et leurs parents gagnent la plage pour fêter d'autres aventuriers qui luttent contre le courant pour atteindre la rive avec leurs chevaux, au terme d'une course de huit jours à travers les montagnes et les forêts du pays.

Avant-dernière étape du raid Gauloises, Puerto-Jimenez marque la fin des épreuves de marche et de descente des rivières d'une course qui a débuté samedi 1er décembre, et qui doit s'achever, pour les premiers concurrents, mardi 11 décembre, après un saut en parachute. Parties de la côte atlantique, trente-cinq équipes de cinq personnes, comprenant obligatoirement au moins une femme, ont tenté l'aventure. Inspirés par les images et les récits de la première édition de ce raid, qui a eu lieu l'an passé en Nouvelle-Zélande, les candidats à la victoire ont troqué leurs vêtements de baroudeur pour des tenues de sportif. A travers la jungle de ce pays d'Amérique centrale, il ne fallait pas seulement se frayer un chemin à la machette, mais aussi courir sans répit pour se classer en tête.

Dans cette lutte de tous les instants avec la nature et les éléments, les gendarmes du GIGN se sont montrés les plus rapides. Malgré une erreur d'orientation dans l'ascension du mont Chirripo, qui domine la région de ses 3 819 mètres, les militaires français ont réussi à combler leur retard sur les deux équipes costariciennes. *« Nos deux points faibles étaient le canoë et le rafting. Nous devions donc les compenser par la marche »*, explique Gilles Cauture, le responsable de l'équipe. *« On ne s'arrêtait que pour remplir les gourdes »*, raconte Dominique Robert, la femme de l'équipe.

Dominique n'est pas gendarme, mais, depuis son mariage, elle fait presque partie de la grande maison. Monitrice de ski de fond, elle poursuit à trente-huit ans la compétition en remportant des épreuves de skiathlon, un sport qui allie le ski de piste, le ski de fond et la course à pied. Avec les hommes du GIGN, elle a connu les moments d'angoisse qui ont précédé le départ de France lorsque les finances étaient au plus bas et l'expédition presque compromise, faute de pouvoir payer les billets d'avion. Et puis, grâce à de généreux parents, tout s'est arrangé jusqu'au moment où un ordre venu de l'administration a privé l'équipe d'un de ses hommes d'assistance, envoyé en mission quelque part en Afrique. Heureusement, parmi les quatre-vingts militaires qui composent l'effectif du GIGN, il restait un vétéran du raid précédent, qui a pu le remplacer.

Canoë en mer, progression dans la jungle, marche en montagne : les difficultés ont commencé très vite. *« J'avais peur des serpents*, avoue Dominique, *et au début je n'osais toucher à rien. »* Mais, rapidement, ses craintes ont disparu lorsque le sentiment de participer à une action collective a pris le dessus. *« La force de l'équipe, c'était sa cohésion. Nous sommes restés unis à travers toutes les épreuves de cette compétition »*, explique Gilles Cauture. Cette cohésion s'est manifestée lors des descentes de rapides comme pendant les marches de nuit.

*« Je n'ai jamais connu de baisse de moral, et pourtant on en a vraiment bavé »*, laissait échapper Dominique, avant de préciser qu'elle a souvent pensé à ses deux fils pour oublier les difficultés du parcours. Et particulièrement, les 50 derniers kilomètres effectués avec trois chevaux dans l'épreuve « ride and runner », qui ont été particulièrement éprouvants. Les petits quadrupèdes, bien moins fringants que leurs compagnons de voyage, ont nécessité beaucoup de soins. *« On avait le sentiment de les tirer, et parfois on hésitait à les mettre à l'eau pour traverser des bras de mer »*, rappelle le responsable du groupe. Pourtant, là encore, les hommes du GIGN se sont montrés les plus rapides.

### *Le bivouac des policiers*

Les autres équipes, qu'elles soient constituées de jeunes montagnards ou de champions de canoë, n'ont pu rivaliser avec les gendarmes. La guerre des polices n'a même pas connu d'épisode costaricien, puisque l'équipe des hommes du RAID a rapidement abandonné toute ambition de victoire pour vivre la fin du parcours. *« Ils bivouaquent avec la bande à Tillette, au bord d'un marigot »*, annonçait Gérard Fusil, l'organisateur de cette épreuve, au retour d'une mission de surveillance en hélicoptère. Le joyeux éducateur et ses camarades du Nord partageaient leur maigre ration de nourriture avec les policiers du commando du ministère de l'intérieur. Une image insolite, que favorise cette course pas comme les autres.

L'épreuve doit s'achever mardi 11 décembre par un saut en parachute dans le nord du pays. Cette ultime difficulté n'inquiète pas trop Dominique Robert, qui, pourtant ne s'est jetée que deux fois d'un avion pour obtenir les qualifications obligtatoires. *« Un saut, et tout est fini »*, résume-t-elle pour oublier ces huit jours *« à la dure »* qui, pourtant, demeureront pour elle comme *« un fabuleux souvenir »*.

SERGE BOLLOCH

VOILE : Coupe de l'America et Mumm Admiral's Cup

## Le « sauvetage » des défis français

**Le trentième Salon de la navigation de plaisance de Paris ferme ses portes lundi 10 décembre. Si l'augmentation du nombre des visiteurs ne s'est pas traduite par une hausse du chiffre d'affaires des exposants, les négociations menées en coulisses ont permis le « sauvetage » des défis français pour *deux des plus prestigieuses* épreuves de voile : la Coupe de l'America et la Mumm Admiral's Cup.**

Lorsque le premier coup de canon de la *Mumm Admiral's Cup* 1991 résonnera, le 1er août dans le Solent, ce bras de mer entre l'Angleterre et l'île de Wight, la flotte française devrait défiler devant la plate-forme crénelée du Royal Yacht Squadron de Cowes d'où, un jour funeste de 1851, la reine Victoria vit la goélette *America* mettre fin à la suprématie des marins anglais sur les océans. Après avoir obtenu son meilleur résultat en 1989 avec la quatrième place dans cette compétition bi-annuelle considérée comme l'officieux championnat du monde de course au large par équipe nationale de trois bateaux, la France a pourtant bien failli ne pas être au rendez-vous l'été prochain. Faute de commanditaires, plus intéressés dans l'Hexagone par les retombées publicitaires des grandes épreuves transocéaniques comme la Route du rhum ou les courses autour du monde, les marins français auraient dû rester à quai s'ils n'avaient pu *in extremis* se mettre à l'heure suisse. Pour la première fois dans l'histoire de l'Admiral's Cup, les trois bateaux d'un pays porteront un même nom, celui de l'horloger Corum.

En 1987 et en 1989, l'artisan suisse avait déjà financé la construction d'un des trois bateaux de l'équipe de France. La dernière fois, le 45 pieds *Corum*, dessiné et skippé par l'architecte rochelais Philippe Briand, avait pris une remarquable cinquième place au classement individuel après avoir remporté l'une des cinq manches de l'Admiral's Cup. Ce même bateau, rendu depuis plus performant dans le petit temps, sera encore au départ en 1991. Pour se conformer au nouveau règlement de l'épreuve qui impose dans chaque équipe un 50 pieds, un 45 pieds *(two tonners)* et un 40 pieds *(one tonner)*, encore restait-il aux Français à trouver deux autres bateaux compétitifs.

Grâce à des accords de partenariat négociés par Corum avec deux propriétaires, italien et belge, l'équipe de France disposera du 50 pieds *Capricorno*, également dessiné par Philippe Briand et mis à l'eau en octobre 1990, et de *Mean Machine*, troisième de la One Ton Cup 1990. La charte signée le 7 décembre au Salon de la navigation de plaisance entre l'horloger suisse et la Fédération française de voile prévoit que cette dernière sera responsable de l'encadrement sportif du défi et que la sélection des skippers et des équipages sera faite par le directeur technique national, Jean-Pierre Ducloy, en collaboration avec Corum, représenté par le Rochelais Luc Gélusseau, ancien responsable du programme voiles du défi français pour la Coupe de l'America en 1987. Cette dernière clause pourrait permettre la présence à bord des trois bateaux français de régatiers suisses dans le respect des quotas autorisés par le règlement de l'Admiral's Cup.

### *« Ville de Paris »*

Grâce à ce nouveau mode de sélection imposé par les circonstances, l'équipe de France pourrait enfin trouver cet esprit d'équipe qui lui a souvent fait défaut dans le passé, lorsqu'on réunissait pour l'occasion trois équipages habitués à lutter entre eux à longueur d'année sous des pavillons différents. La sélection des trois skippers et des quelque quarante-cinq équipiers devrait s'opérer en janvier pour permettre les entraînements en commun avant la participation, en mars, au Spi Ouest France puis à d'autres compétitions de préparation en mer du Nord.

La tâche des sélectionneurs risque toutefois d'être compliquée par l'évolution de l'autre grand défi français, la Coupe de l'America. L'équipage de Marc Pajot devrait s'installer à San-Diego dès février 1991 pour préparer le premier championnat du monde des Class America en mai, puis les éliminatoires de la Coupe de l'America, la Coupe Louis-Vuitton, qui débuteront en février 1992. Après avoir connu bien des vicissitudes dans ses recherches de financement au cours des derniers mois (*le Monde* du 17 juillet), Marc Pajot a enfin vu l'horizon s'éclaircir à l'approche du Salon. Le prochain Class America français défendra les couleurs de la Ville de Paris en contrepartie d'une aide financière de quelque 45 millions de francs. Le contrat, qui n'a pu être signé dans le cadre du Salon comme initialement prévu, devrait être paraphé le 14 décembre.

La conclusion de cet accord constitue un coup de théâtre au moment où l'avenir du défi français paraissait très compromis. Après avoir assuré momentanément la survie de cette entreprise par la vente (un peu plus de 10 millions de francs) au syndicat californien des Beach Boys de *F1*, le premier Class America mis à l'eau, Marc Pajot semblait avoir reporté ses derniers espoirs dans l'aide d'entreprises nationalisées, sollicitées par le gouvernement de Michel Rocard, placé depuis l'origine à la tête du comité de parrainage du défi français.

Les négociations menées cet automne ont finalement échoué devant l'intransigeance de Marc Pajot. Ce dernier, qui a créé en 1988 avec Eric Ogden France Cup, une SARL destinée à gérer le défi, aurait refusé la mise en place d'une société d'économie mixte permettant au gouvernement et aux entreprises nationalisées concernées d'avoir un droit de regard et de décision sur la gestion.

En se tournant alors vers Jacques Chirac, le maire de Paris, Marc Pajot a, certes, dû revoir ses prétentions financières à la baisse. Les 45 millions de francs qui viendront s'ajouter aux quelque 50 millions déjà recueillis sous forme de subventions ou de prestations techniques d'entreprises comme Dassault, le CNES, le Bassin d'essais des carènes ou plus récemment Unisys, ne permettent pas encore de boucler le budget prévisionnel du défi, chiffré à 180 millions de francs. Mais Marc Pajot espère désormais que le *Ville de Paris* incitera des marques de prestige ou des amis politiques de Jacques Chirac à se joindre à lui pour la conquête de l'Americ'as Cup.

GERARD ALBOUY

AUTOMOBILISME

## Création d'une commission d'enquête sur la sécurité en formule 1

Au terme d'une saison émaillée d'incidents et d'accrochages « suspects », la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a annoncé, vendredi 7 décembre, la création d'une commission d'enquête spéciale pour améliorer la sécurité en formule 1. Placée sous l'autorité de M. Jean-Marie Balestre, le président de la FISA, cette commission, qui comprendra six membres, aura pour tâche de mettre en œuvre les *« réformes nécessaires au renforcement de la sécurité »* dans le championnat du monde. Une de ses premières initiatives sera de convoquer tous les pilotes impliqués dans les incidents de la saison 1990, dont le plus célèbre restera l'accrochage entre Alain Prost et Ayrton Senna au départ du dernier Grand Prix du Japon.

La FISA a annoncé la création d'un « passeport sportif individuel » pour chaque pilote ainsi qu'un réaménagement du code de discipline de la F1. La commission pourra, notamment, être saisie d'un incident par les commissaires d'un Grand Prix et prononcer des sanctions pouvant aller jusqu'à la suspension pour une ou plusieurs courses ainsi qu, au le retrait de points au classement du championnat du monde. Un règlement devrait être défini pour établir une priorité dans les passages en courbe et pour les dépassements.

Le Conseil mondial de l'automobile a encore approuvé plusieurs nouvelles dispositions, comme l'interdiction, en cas de deuxième départ d'un Grand Prix, d'utiliser une voiture autre que celle utilisée pour le premier départ, ou la prise en compte des points marqués dans tous les Grands Prix pour le classement final du championnat du monde, alors que, jusque-là, seuls les onze meilleurs résultats des seize courses étaient retenus.

## Les résultats

### FOOTBALL

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

**Première division**
*(dix-neuvième journée)*

| | |
|---|---|
| *Rennes et Monaco | 1-1 |
| *Nice et Bordeaux | 0-0 |
| *Nancy et Lille | 1-1 |
| *Toulon et Cannes | 0-0 |
| *Montpellier b. Toulouse | 2-0 |
| *Caen b. Metz | 4-1 |
| *Sochaux b. Saint-Etienne | 2-0 |
| *Auxerre b. Marseille | 4-0 |

*Brest-Paris SG et *Lyon-Nantes, remis

**Classement.** – 1. Marseille, 28 pts ; 2. Auxerre, 26 ; 3. Monaco, 25 ; 4. Montpellier, 21 ; 5. Caen, Nantes et Metz, 20 ; 8. Lille et Lyon, 19 ; 10. Brest, Bordeaux, Paris SG, Sochaux, Toulon et Nancy, 17 ; 16. Saint-Etienne, Cannes et Toulouse, 16 ; 19. Nice et Rennes, 14.

**Deuxième division**
*(Dix-neuvième journée)*

GROUPE A

| | |
|---|---|
| *Avignon et Dunkerque | 0-0 |
| *Annecy et Nîmes | 1-1 |
| *Gueugnon et Bastia | 1-1 |
| *Istres b. Rodez | 1-0 |
| *Ajaccio b. Louhans-Cuiseaux | 2-1 |
| *Valenciennes b. Dijon | 1-0 |
| *Alès b. Chaumont | 1-0 |
| Strasbourg b. *Martigues | 2-1 |
| *Mulhouse b. Epinal | 1-0 |

**Classement.** – 1. *Nîmes et Istres*, 25 pts ; 3. Bastia, Valenciennes et Alès, 24.

GROUPE B

| | |
|---|---|
| *Red Star et Laval | 1-1 |
| *Le Mans et Rouen | 0-0 |
| *Saint-Seurin et La Roche-sur-Yon | 0-0 |
| *Angers et Lens | 1-1 |
| Bourges b. *Niort | 1-0 |
| *Orléans et Tours | 1-1 |
| *Le Havre b. Saint-Quentin | 3-0 |
| *Reims b. Guingamp | 4-0 |
| *Beauvais et Créteil | 0-0 |

**Classement.** – 1. Le *Havre, 28 pts* ; 2. Guingamp, 22 ; 3. Angers, 21 ; 4. Laval, Reims, Red Star, Beauvais et Tours, 20.

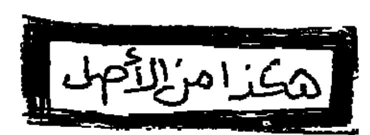
### SKI ALPIN

**Critérium de la première neige**

Le vétéran autrichien Leonhard Stock (trente-deux ans) a remporté, samedi 8 décembre à Val-d'Isère, la première descente masculine de la Coupe du monde de ski alpin 1990/1991. L'Autrichien qui avait créé une surprise plus grande encore en obtenant l'or de la descente des Jeux de Lake-Placid en 1980, s'est imposé devant le Suisse Franz Heinzer, deuxième à 13 centièmes, et son compatriote Peter Wirnsberger, troisième à 23 centièmes. Les Français Denis Rey et Franck Piccard ont déçu en terminant respectivement onzième et quatorzième.

**Coupe du monde féminine**

L'Allemande Katrin Gutensohn-Knopf, victorieuse des deux ultimes descentes de la saison dernière, a poursuivi sur sa lancée en s'imposant, samedi 8 décembre, dans la descente d'Altenmarkt (Autriche). Deuxième à 16 centièmes, l'Autrichienne Petra Kronberger a remporté le lendemain le super-G, devenant ainsi la première skieuse à avoir gagné une épreuve de Coupe du monde dans les quatre disciplines du ski alpin. Seuls le Luxembourgeois Marc Girardelli et le Suisse Pirmin Zurbriggen ont déjà réussi la même performance chez les hommes. Carole Merle, la meilleure représentante française à Altenmarkt, a pris la quatrième place du super-G et la sixième de la descente.



Compromettant le développement du constructeur français en Europe centrale

## Un échec

Dans l'immense brocante que sont devenus les pays de l'Est pour les industriels occidentaux, les Allemands viennent de remporter une nouvelle victoire sur les Français. Volkswagen rafle Skoda – l'une des très rares pièces qu'il soit possible de restaurer. Ce nouveau succès allemand renforce l'impression désagréable, peut-être un peu convenue, que les industriels d'outre-Rhin considèrent ce pays comme leur débouché naturel, leur province économique. Et qui dit économique dit politique...

C'est du moins l'idée qu'on s'en fait à Paris. M. Mitterrand était allé lui-même plaider à Prague pour un rapprochement franco-tchèque. M. Fauroux, le ministre de l'Industrie, aussi. Les hommes de Volkswagen étaient allés eux, très rapidement, à Mlada Boleslav, le site historique de Skoda, tisser des liens étroits avec les cadres, les ingénieurs et les ouvriers eux-mêmes. Parti avec quelque retard, Renault a ensuite fait le forcing à Prague, faisant jouer les intermédiaires politiques et espérant que le gouvernement irait à l'encontre du choix des salariés. Méthode bien française...

Echec politique donc, mais est-ce aussi un échec économique ? La réponse est moins évidente. VW conforte certes avec Skoda sa place de numéro un européen. Ajoutées aux productions envisagées dans l'ancienne RDA, les 180 000 voitures de Skoda, qui deviendront 400 000, donneront un total de plus de 3,5 millions de véhicules pour VW, contre 2 millions pour Renault, soit presque le double. C'est beaucoup, et cela ne manque pas d'inquiéter M. Lévy, le PDG de la Régie.

VW s'est lancé dans une stratégie d'expansion de ses capacités en utilisant l'Est comme une zone de bas co0ts de main-d'œuvre. La firme de Wolfsburg fait de même en Chine et au Mexique. Fiat mise sur la Pologne et l'URSS tout en n'oubliant pas l'Italie (le Mezzogiorno, où il va bâtir une nouvelle usine).

Face aux Japonais, cette politique offensive se justifie. Mais elle représente des investissements considérables. A l'évidence, on peut s'interroger sur les 8 milliards de marks promis (26 milliards de francs) par VW pour 400 000 voitures bas de gamme. Le marché de l'ensemble des pays de l'Est devrait porter sur 3 millions de voitures en 1995. Il n'est pas négligeable, mais ne représente que le cinquième, au mieux, de celui de l'Europe de l'Ouest. Renault, étant donné l'état de ses finances, a intérêt à y concentrer ses forces. Il ne pouvait faire mieux en Tchécoslovaquie que les 8 milliards offerts.

Cela étant, si la défaite économique est mesurée, il reste que les deux groupes français, Renault et PSA, sont absents de l'Europe orientale et centrale. VW et Fiat y sont présents massivement.

E. L. B.

# Prague choisit Volkswagen plutôt que Renault pour reprendre Skoda

**Annoncé par le premier ministre tchèque, M. Petr Pithart, dimanche 9 décembre, le choix de Volkswagen comme partenaire de Skoda n'a pas créé la surprise en Tchécoslovaquie, tant des bruits persistants ont couru ces derniers temps sur la supériorité de l'offre de la firme allemande. Lundi matin, on affirmait chez Renault n'avoir pas encore eu de notification officielle. A 13 heures, la Régie annonçait des investissements en Yougoslavie et en Turquie.**

PRAGUE

*correspondance*

*« Le gouvernement tchèque, sur la recommandation de son Conseil économique, a décidé l'entrée de capital étranger dans l'entreprise Skoda* de *Mlada Boleslav* (siège de la firme Skoda, à soixante kilomètres au nord-est de Prague) *et a choisi de collaborer avec Volkswagen. »* Le premier ministre tchèque a ainsi notifié, dimanche 9 décembre, la victoire du constructeur automobile ouest-allemand sur son rival français Renault. *« Cette décision a été prise après accord sur tous les termes importants du contrat proposé par le gouvernement »*, a indiqué M. Pithart, tout en soulignant que les modalités précises du contrat restaient à établir.

Le choix final a été fait par le ministère tchèque de la mécanique et de l'électronique conjointement avec les dirigeants de Skoda et après évaluation des offres concurrentes par la société d'audit internationale Price Waterhouse. La Banque d'investissement tchécoslovaque et le Crédit suisse First Boston ont également été mobilisés pour jouer le rôle de conseils.

Volkswagen et Renault avaient été les deux seuls candidats à la reprise sélectionnés pour un deuxième tour décisif sur un total de 24 concurrents originels, parmi lesquels on comptait Citroën, Mercedes Benz, General Motors ainsi que des constructeurs automobiles japonais.

Selon le premier ministre tchèque, les positions respectives des deux constructeurs sur le marché européen, leurs projets de production, les apports de technologie et les investissements proposés ont été autant de critères décisifs pour départager Volkswagen et Renault. L'offre allemande a prévalu également par ses aspects sociaux ainsi que par la volonté de *« respecter le futur de la marque Skoda »*, a ajouté le chef du gouvernement tchèque, avant de conclure qu'avant tout, ce sont *« les conditions financières générales et les possibilités d'exportation offertes »* qui ont fait la différence.

Skoda sera bientôt transformée en société anonyme dont Volkswagen acquerra entre 25 % et 33 % du capital. Par la suite, Volkswagen augmentera probablement sa part du capital dans Skoda, a ajouté M. Pithart, refusant de donner plus de détails sur le montant et les conditions de l'accord. M. Jan Vrba, ministre tchèque de l'industrie, nous confiait cependant qu'au moment de la décision finale *« l'offre de Volkswagen était bien supérieure à celle de Renault-Volvo »*. Il est donc fort probable, comme des rumeurs le laissent entendre, que les Tchèques se soient servi de Renault pour inciter les Allemands à surenchérir au cours des toutes dernières négociations.

### *Satisfaction des syndicats ouvriers*

En emportant la mise sur Skoda, Volkswagen met la main sur la meilleure entreprise automobile en Europe de l'Est. Le constructeur automobile allemand conquiert du même coup une position très forte sur un marché où la demande est énorme : Skoda contrôle actuellement 75 % d'un marché domestique tchèque estimé à 300 000 immatriculations. La firme allemande pouvait difficilement laisser ce marché à un concurrent.

L'actuel directeur de Skoda, M. Petr Dedek, s'est déclaré *« satisfait de la décision »* qui a été, selon lui, *« prise de façon très sérieure »*. Il n'a jamais caché sa préférence pour l'offre de la firme allemande, dont la proximité géographique et l'expérience similaire avec la reprise florissante de la marque espagnole SEAT lui ont toujours semblé être des arguments décisifs en faveur de Volkswagen.

J'AI TOUJOURS RÊVÉ D'AVOIR UNE BAGNOLE ALLEMANDE. ET J'AI JAMAIS EU DE PROBLÈMES AVEC.

PESSIN

Les syndicats de Skoda, représentant les 15 000 employés de Mlada-Boleslav, avaient récemment menacé de se mettre en grève si Renault était choisie, car le programme social de Volkswagen leur semblait meilleur. Depuis que les Français se sont mis en lice, avec retard, mais encouragés par les autorités tchécoslovaques, les responsables de l'usine de Mlada-Boleslav ont, à maintes reprises, plaidé pour un choix économique et non pas politique. Et l'offre de Volkswagen, estimée à 8 milliards de deutschemarks (26 milliards de francs) mais toujours de source non officielle (la direction de VW s'est contentée de ne pas démentir), a toujours dépassé celle de Renault : 13 milliards de francs français.

Au cours de la visite à Prague et Mlada-Boleslav, fin novembre, de MM. Lévy et Fauroux, M. Vladimir Dlouhy, ministre de l'économie, avait à maintes reprises répété qu'une décision politique – on entendait le choix de la firme française pour ne pas trop tomber dans la spère d'influence allemande – ne pourrait intervenir qu'une fois les deux offres égales d'un point de vue économique. Côté français, MM. Fauroux et Lévy ont reconnu que si Renault n'offrait pas la même somme d'investissements que son concurrent, elle offrait en revanche un véritable partenariat tripartite Skoda-Renault-Volvo et un ambitieux programme de production : une augmentation de la production de la Skoda Favorit, à partir de 1993 la production de la R19 Chamade, et, en 1997, celle d'un nouveau modèle, dont Renault aurait réservé le prototype pour Mlada-Boleslav.

L'offre de VW, autant qu'on le sache, prévoit d'augmenter considérablement la production de la Skoda Favorit, qui connaît une forte demande, ainsi qu'un nouveau type de berline de catégorie moyenne. Les « possibilités d'exportations offertes » par VW sont probablement l'offre du réseau de distribution de VW. A l'origine, Skoda cherchait un partenaire étranger pour lui procurer un nouveau moteur pour la Favorit et aider à moderniser son usine de Mlada-Boleslav. La proximité de la centrale de VW à Wolsfburg (500 km) et de l'usine Trabant à Zwickau, où VW prévoit d'assembler son modèle Golf dans un proche futur, a évidemment joué en faveur de VW, si le moteur de la Favorit lui est livré de l'une ou l'autre de ces usines.

### *La proximité de l'Allemagne*

La proximité de l'Allemagne aura donc sans aucun doute joué un grand rôle dans la décision en faveur de Volkswagen. Selon M. Vrba, cette proximité a *« ses avantages et ses inconvénients »* et l'alliance avec le voisin redouté aura aussi privilégié l'aspect financier de l'affaire. Renault aura tenté sa chance jusqu'au bout. A l'occasion de son voyage le mois dernier, M. Fauroux a fait état de négociations concernant le nucléaire, les chemins de fer et le pétrole (avec Elf-Aquitaine). La France pourrait obtenir quelques compensations dans ces secteurs.

ANNE DASTAKIAN

## La course à l'Est

Les constructeurs automobiles français seront-ils les laissés pour compte de la course à l'Est ? Depuis la chute du mur de Berlin, ni Renault, ni PSA n'ont enregistré à l'Est de l'Elbe des percées significatives . Timidité excessive, prudence alimentée par des expériences malheureuses (Renault en Roumanie) ?

En tout cas, qu'ils soient européens (Fiat, Volkswagen), américains (General Motors, Ford) ou japonais (Suzuki), leurs concurrents n'ont pas ménagé leurs efforts pour poser des jalons dans l'ex-bloc socialiste en privilégiant le trio Tchécoslovaquie, Hongrie et bien sûr l'ex-RDA.

Volkswagen a été l'un des tout premiers constructeurs à réagir. Au début de l'année, la firme ouest-allemande décidait de transférer une partie de sa production dans les usines du combinat IFA en Allemagne orientale. Volkswagen a déja prévu d'investir pas moins de 4,4 milliards de deutschemarks (soit 15,4 milliards de francs) d'ici à 1995 dans l'ex-RDA et d'y produire environ 250 000 véhicules par an. La firme allemande a repris les sites de production de Zwickau d'où sortaient les célèbres Trabant pour y fabriquer ses modèles « Golf ».

De son côté, General Motors s'est servi de sa filiale européenne Opel – dont le siège est en RFA – pour porter son offensive à l'Est. De toutes les firmes de Detroit, GM est incontestablement la plus active. Le constructeur automobile américain va produire en 1991 10 000 Opel Vectra dans l'ex-Rda et envisage de porter la cadence à 150 000 véhicules d'ici 1995.

GM a par ailleurs signé un accord avec le combinat tchèque BAZ pour fabriquer des boites de vitesse et monter des Opel dans la région de Bratislava. L'Américain prévoit de produire, dans le cadre d'une société mixte créée en Hongrie avec le constructeur local RABA, 15 000 Opel destinées au marché intérieur et 200 000 moteurs pour l'exportation, d'ici à 1992. Egalement attiré par le marché hongrois, Ford devrait y investir 80 millions de dollars (400 millions de francs) pour la production de petits modèles, vraisemblablement de type Fiesta.

L'italien Fiat profite des relations industrielles de longue date entretenues avec l'Union soviétique et prévoit d'assembler des Tipo en Pologne. Contrastant avec la relative prudence des ses compatriotes, le japonais Suzuki doit pour sa part produire 15 000 véhicules par an destinés au marché hongrois.

Deuxième succès français en un mois dans le téléphone latino-américain

# France Télécom va participer à la prise de contrôle du mexicain Telmex

**Pour la deuxième fois en un mois, l'opérateur français de télécommunications, France Télécom, remporte un succès en Amérique latine : après avoir été choisi pour la privatisation du réseau nord du téléphone argentin, il participe à la prise de contrôle de la compagnie mexicaine Telmex, soit un investissement de 2,1 milliards de francs pour le français, quinze fois plus gros que celui consenti en Argentine.**

Deux tentatives, deux succès : pour ses premiers pas à l'exportation, France Télécom a la baraka ... en tous cas en Amérique latine. L'opérateur tricolore, nouvellement affranchi de son statut d'administration, a en effet remporté, dimanche 9 décembre, l'appel d'offres pour le contrôle de la compagnie nationale mexicaine de téléphone, Telmex. Sous la bannière de sa filiale France Câble et Radio, Il y avait répondu il y a un mois, associé à l'américain SouthWestern Bell et au conglomérat mexicain Carso, dirigé par M. Carlos Slim. Le gouvernement mexicain, actionnaire de 55 % de Telmex, avait arrêté le principe de cette privatisation partielle il y a plus d'un an (*le Monde* du 30 septembre 1989). Finalement, il n'a mis que 20,4 % du capital en vente. Mais ils permettent, en termes de droit de vote, de contrôler la compagnie (avec 51 % des droits de vote). Conformément à la loi mexicaine, le groupe national Carso sera majoritaire à l'intérieur de ce bloc de contrôle avec 10,4 % des titres, les deux partenaires étrangers se partageant à égalité le reste des actions (5 % chacun).

Le tandem a mis sur la table 1,757 milliard de dollars pour les titres en vente, soit environ 8,8 milliards de francs. Sur cette somme, le groupe Carso paiera 895,7 millions de dollars, la part revenant à France Télécom se chiffrant à 420 millions de dollars, soit 2,1 milliards de francs. Pour mémoire, France Télécom a dépensé 30 millions de dollars (150 millions de francs) pour remporter la privatisation du réseau nord du téléphone Argentin, il y a un mois (*le Monde* du 10 novembre). Mais les deux opérations sont très différentes quant au montage financier : en Argentine, le gouvernement vendait Entel pour réduire ses dettes. Au Mexique, le gouvernement cède le contrôle de sa compagnie nationale contre un paiement cash.

### *Une remise à flot pour 10 milliards de dollars*

Face à lui, France Télécom avait deux autres candidats : l'un était composé de l'américain GTE associé à l'espagnol Telefonica et à la société de Bourse mexicaine Accival, et l'autre était le groupe industriel et financier mexicain Gentor. Mais ces deux offres étaient moins intéressantes financièrement que celle du tandem retenu : 1,68 milliard de dollars et 700 millions de dollars respectivement.

Telmex emploie environ 67 000 personnes et compte près de 5 millions de lignes, un chiffre bien maigre si on le compare à l'importance de la population (85 millions d'habitants). A titre de comparaison, la France compte 28 millions de lignes pour 55 millions d'habitants. Au Mexique, 8 foyers sur 10 n'ont pas le téléphone...

FRANÇOISE VAYSSE

*Lire la suite page 23*

□ **Chômage technique dans l'usine Renault de Sandouville.** – La production de R21 et de R25 sera ralentie à la suite de la décision de la direction de l'usine Renault de Sandouville, en Seine-Maritime, de mettre les 7 600 salariés en chômage technique pendant six jours, du 26 au 28 décembre, et du 2 au 4 janvier. Deux jours de chômage technique étaient déjà intervenus fin octobre, *« en raison des mauvais résultats de septembre, et pour ajuster la production au volume des commandes »*.






هكذا من الأصل

# ÉCONOMIE

## COMMERCE INTERNATIONAL

Après l'ajournement des négociations du GATT

### Le Japon craint une résurgence du protectionnisme

**Les Japonais ont accueilli avec des sentiments mitigés la rupture des négociations du GATT. Ils craignent de devoir reprendre leurs discussions bilatérales avec les Etats-Unis et s'inquiètent d'une possible résurgence du protectionnisme.**

TOKYO

*de notre correspondant*

Les Japonais sont d'autant plus préoccupés qu'ils ont conscience d'être partiellement responsables de la rupture des négociations de Bruxelles, bien qu'ils aient adopté un profil relativement bas au cours de celles-ci. Si l'absence de compromis entre Américains et Européens ne les a guère encouragés à faire un geste, ils savent qu'ils risquent de retrouver les difficultés lorsqu'ils entameront les négociations bilatérales avec les Américains, perspective qui ne les enthousiasme guère, les relations entre les deux pays étant déjà suffisamment tendues.

Dans ses commentaires, le quotidien économique *Nihon Keizai* partage l'opinion du ministre des affaires étrangères, M. Nakayama, qui a déclaré, à l'issue des négociations de Bruxelles, qu'étaient à craindre une résurgence du protectionnisme et un renforcement des blocs économiques.

#### Le poids du lobby paysan

Les négociateurs nippons sont rentrés de Bruxelles avec l'amère certitude que l'idée-force qu'ils défendaient, le principe de la sécurité alimentaire, n'était pas retenue par leurs partenaires. Les termes du dilemme sont clairs : un échec de l'Uruguay Round se traduira par l'ouverture d'un nouveau front dans les négociations bilatérales avec les Etats-Unis ; mais des concessions signifient un affrontement avec les agriculteurs et une tension politique intérieure.

Le lobby paysan a bloqué les initiatives auxquelles étaient pourtant favorables l'administration (affaires étrangères et ministère du commerce international et de l'industrie) comme les milieux d'affaires, inquiets des conséquences d'une rupture des négociations de l'Uruguay Round. Le Parti conservateur est, quant à lui, divisé. Les Japonais, qui ont rejeté avec les Coréens et la CEE un projet d'ouverture de 5 % des marchés agricoles, vont vraisemblablement remettre à plat le dossier du riz, principal point d'achoppement des négociations. L'ouverture *minimale demandée* reviendrait à importer 500 000 tonnes de riz. Mais cette concession pourrait être une brèche lourde de conséquences.

Selon une étude du Comité de recherches sur le riz (organisme privé), l'ouverture du marché du riz signifierait que 6,3 millions de tonnes importées, soit 67 % de la production locale, remplaceraient rapidement le riz japonais, qui vaut six à huit fois plus cher. Pour rester compétitifs et en jouant sur la qualité de leur riz, les paysans qui ne seraient pas mis hors du marché devraient disposer d'exploitations de 19,3 hectares (actuellement, la superficie moyenne est 0,9 hectare) afin de réduire de 40 % leurs coûts.

Les défenseurs de l'agriculture japonaise font en outre valoir que les rizières constituent un élément essentiel de la préservation de l'environnement. En outre, alors que le Japon, consommateur de riz, a réduit de 30 % sa production, les Etats-Unis en produisent deux fois plus qu'ils n'en consomment. Les agriculteurs sont d'autant plus remontés contre les Américains que ceux-ci ont forcé le Japon a ouvrir son marché de la viande sans faire des concessions analogues.

Les Japonais savent aussi que les Américains ont fait de l'ouverture du marché du riz une question de principe (et de survie de leurs propres riziculteurs) : même si le Japon importait tout son riz des Etats-Unis (10 millions de tonnes, soit 3 milliards de dollars), ces achats ne combleraient guère plus de deux semaines du déficit commercial annuel.

PHILIPPE PONS

### Les Européens se félicitent de la cohésion de la CEE

C'est avec un sentiment de soulagement et d'inquiétude mêlés que les Européens ont accueilli l'échec – provisoire ? – de l'Uruguay Round. Soulagement parce que, selon les termes de Mme Elisabeth Guigou, ministre français des affaires européennes, les Douze ont fait preuve d'une *« bonne cohésion »*, se montrant *« soudés entre eux »* et *« fermes »*. La CEE s'est montrée capable de traverser sans se diviser une négociation très ardue.

Mais inquiétude dans la mesure où les semaines qui viennent vont voir s'intensifier les pressions de la part des Etats-Unis. *« Nous souhaitons bien entendu un succès des négociations »* a rappelé Mme Guigou dans un entretien à Europe 1, estimant qu'il supposait *« des progrès équilibrés sur l'ensemble des dossiers »*. Mme Carla Hills, principal négociateur américain, a dit clairement que son pays ne reviendrait à la table des négociations qui si les conditions étaient *« enfin réunies pour conclure »*.

Les pays du tiers-monde – et l'on pourrait ajouter tous les pays tiers qui ont assisté en spectateurs impuissants au duel entre Etats-Unis et CEE – considèrent pour leur part que la conférence de Bruxelles a été *« prise en otage »*, comme l'a dit le ministre indien du commerce M. Subramanian Swamy. Eux aussi ne reviendront que si les chances de conclure sont sérieuses.

Le président américain George Bush a brandi, dimanche 9 décembre à Caracas, la menace d'un développement du bilatéralisme après l'échec de l'Uruguay Round. Les Etats-Unis, a-t-il dit, sont prêts à négocier avec les pays d'Amérique latine l'élimination des barrières douanières. Il a ainsi laissé entrevoir, dès l'annonce du report des négociations du GATT, ce que pourrait être le monde en cas d'échec définitif : une série de « blocs commerciaux » constitués au détriment des règles multilatérales valables pour tous. Le premier ministre australien, Bob Hawke, en appelant dès vendredi 7 décembre à la constitution d'une zone commerciale Asie-Pacifique, ne disait pas autre chose.

## INDUSTRIE

Le cinquième Forum international de Cannes

### Les Français réalisent une première percée sur le marché nippon des équipements de loisir

**Le cinquième Forum international des équipements de loisirs (FIDEL) à Cannes, du 3 au 5 décembre, a fait une large place au marché japonais qui connaît, depuis quelques années, une véritable explosion liée à la prospérité du pays et à l'apparition de nouveaux modes de vie. Il a été l'occasion de *démontrer que les Français obtiennent sur ce marché quelques succès.***

CANNES

*de notre correspondant régional*

Balbutiante il y a cinq ans, l'industrie des loisirs au Japon connaît une expansion foudroyante. Une loi de 1987 a décidé le doublement des capacités touristiques du pays avec un programme d'équipement pour un chiffre d'affaires estimé à près de 2 000 milliards de francs.

Pour l'aménagement du littoral, par exemple, le gouvernement prévoit la construction de plus d'une centaine de marinas publiques et de près de 300 marinas privées, le nombre de places de bateaux passant de 250 000 en 1989 à 400 000 en l'an 2000. Les prévisions concernant le développement du golf – 250 sont à l'étude – du ski, de la thalassothérapie, des centres de remise en forme et des parcs de loisir à thème – 60 sont à l'étude – sont tout aussi impressionnantes.

Ces projets sont lancés par de grandes sociétés nippones en quête de diversification. Mais la demande, encore floue, devrait suivre en raison de la diminution du temps de travail dans les entreprises japonaises. Les salariés nippons, de plus en plus nombreux, commencent à goûter aux joies du week-end et des « ponts » prolongés notamment à l'occasion du *golden week* (la fête de l'empereur en mai) et de l'*obon* (fête des morts en août). De 2 189 heures par an, en 1988, la durée du travail devrait descendre à 1 800 heures en 1992.

Or les Japonais ont un pouvoir d'achat élevé et certaines catégories de la population, en particulier les jeunes, friands de ski, et les *« office ladies »* (jeunes femmes salariées) constituent des cibles privilégiées. Ce nouveau style de vie, encouragé par le gouvernement, rend très prometteur le marché des loisirs, qui représente, déjà, un chiffre d'affaires deux fois plus important que celui de l'industrie automobile.

Dans un domaine où la créativité est la clef du succès, les investisseurs nippons ont cependant besoin d'idées et de savoir-faire qu'ils sont allés chercher aux Etats-Unis, en Australie mais aussi en Europe et notamment en France.

#### Des parcs d'attraction

Plusieurs architectes et ingénieurs français ont su saisir la chance qui leur était offerte de travailler sur le marché nippon. Un important contrat d'exclusivité a ainsi été signé à l'occasion du FIDEL entre un cabinet d'architectes rouennais, Japac (créateur, entre autres, du Nautiparc de Chambéry), et deux grandes sociétés japonaises, Kanematsu (import-export) et Kioda Chioyda TechnoAce (ingénierie) pour la réalisation de parcs aquatiques, de centres de thalassothérapie et de thermalisme au Japon et en Asie du Sud-Est. Premier projet concret né de cette association : un parc aquatique couvert de 22 000 mètres carrés qui sera construit à Tokyo (un milliard de francs d'investissement).

M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme, a également annoncé, à Cannes, un autre accord de partenariat entre un groupement d'investisseurs japonais et la Société française d'études, de réalisations et de gestion (SFERG) à laquelle est due, notamment, le parc Astérix, près de Paris. Cet accord porte sur la construction, à proximité de Tokyo, du deuxième grand parc récréatif du Japon – après celui de Disney ouvert en 1988 – sur le thème de la France, conçu pour accueillir 10 millions de visiteurs par an (un milliard de francs d'investissements en première phase). A la différence de Japac, chargé seulement d'une mission d'architecture, la SERG aura la maîtrise complète de l'opération.

L'architecte François Spoerry, créateur de la cité lacustre de Port-Grimaud, vient d'être choisi, d'autre part, tout récemment, par le groupe Tokyu pour étudier un énorme projet de station littorale intégrée de 12 000 à 15 000 logements sur l'archipel de Riou-Kiou, au sud d'Okinawa. Il est aussi en compétition avec deux équipes américaines dans un concours d'architecture concernant un projet immobilier et de loisirs sur endigage de 500 000 mètres carrés (10 000 logements) dans la baie de Sagami, à l'ouest de Tokyo.

GUY PORTE

## REPÈRES

**PROTECTION SOCIALE**

### Forte hausse des cotisations santé en Espagne

Les cotisations d'assurances santé vont être fortement augmentées en Espagne par les sociétés privées, les hausses allant de 15 % à 25 %, doublant même pour les plus de soixante ans. Ces augmentations, rendues possibles par la libération des tarifs des assurances privées de santé en 1984, concernent six millions d'Espagnols, le système de sécurité sociale public étant incapable – notamment les hôpitaux – de satisfaire une demande de soins croissante. Ces hausses sont la conséquence des demandes que font les médecins depuis le printemps d'une revalorisation importante de leurs honoraires.

**ENDETTEMENT INTERNATIONAL**

### Les banques rachètent le tiers de la dette de l'Uruguay

La Banque centrale d'Uruguay a annoncé dimanche 9 décembre que les 32 banques créancières du pays avaient accepté de racheter un tiers de sa dette qui se monte à 550 millions de dollars. Ce rachat doit se faire avec une décote de 44 %. Cette opération serait la plus importante jamais réalisée par un pays endetté. Elle permettra à l'Uruguay d'économiser une quarantaine de millions de dollars par an sur le service de sa dette.

### France Telecom dans le capital de Telmex

*Suite de la page 21*

Le réseau est équipé en commutation par le suédois Ericsson et le français Alcatel, qui en a hérité lors du rachat de l'américain ITT en 1987. Nul doute que ces industriels-tous deux présents en France-bénéficieront d'un courant d'affaires intéressant après la victoire de France Télécom : selon les autorités mexicaines, la remise à flot du réseau nécessitera un investissement de 10 milliards de dollars (50 milliards de francs), une somme considérable pour un pays aussi endetté que le Mexique même en ces temps de remontée de prix du pétrole.

Les associés se sont fixés entre eux une certaine répartition du travail : France Télécom sera responsable de la construction du réseau (son point fort) et de l'international, SouthWestern se voyant confier le commercial et les mobiles et le groupe Carso, la finance et le personnel : lors d'une conférence de presse, le 19 septembre 1989, le ministre des communications avait précisé qu'aucun employé de Telmex ne serait licencié, mais leur convention collective avait été modifiée au printemps précédant dans un sens moins favorable.

Commentant ce succès après celui de l'Argentine, le ministre français de PTT, M. Paul Quilès a estimé qu'il *« consacre la capacité de l'opérateur public France Télécom à se déployer sur la scène internationale »* et montre *« combien la haute qualité des télécommunicaitons françaises est reconnue »* hors de l'Hexagone. Selon lui, cette prise de participation *« bénéficiera à l'économie française toute entière »*.

Autant la victoire française en Argentine avait été une surprise pour l'opérateur français-qui bénéficia de la disgrâce d'un candidat américain initialement retenu-autant le succès mexicain était espéré (*le Monde* du 25 septembre).

Son financement rentrera dans le cadre général des besoins de financement de France Télécom en 1991, commentait-on lundi matin auprès de l'opérateur : jeudi 6 décembre, s'est justement tenue une réunion au FDES (fonds de développement économique et social), sous la présidence de M. Pierre Bérégovoy, attribuant le montant des crédits qui lui seront nécessaires l'an prochain.

Car, si France Télécom n'a pas d'autres projets de l'ampleur de celui du Mexique très avancé, il n'en caresse pas moins des espoirs dans d'autres régions, notamment dans les pays de l'Est où il vient de déléguer M. Jacques Dondoux, ancien directeur général des télécommunications, comme « ambassadeur ».

FRANÇOISE VAYSSE

## SERVICES

Pour éviter les litiges

### Les blanchisseurs et les teinturiers devront afficher prix et conditions de responsabilité

Le Conseil national de la consommation a approuvé mardi 4 décembre un projet d'arrêté réglementant l'affichage des prix dans les blanchisseries et teintureries, a annoncé le secrétariat d'Etat à la consommation. Ce texte, qui vise à rendre plus claire l'information sur la qualité des services offerts, doit prévoir également l'affichage des conditions de responsabilité du professionnel et d'indemnisation du client, en cas de détérioration ou de perte, ce qui permettra de réduire le nombre des litiges.

Le nombre des accords conclus entre les professionnels et les associations de consommateurs dans le cadre du travail des comités départementaux de la consommation a progressé : 143 accords ont été signés, dont 43 pour la seule année 1990. C'est dans le secteur des services que le plus grand nombre d'accords ont été conclus, mais la blanchisserie-teinturerie n'est pas en flèche. C'est la réparation automobile qui vient en tête, avec 42 accords signés, devant le secteur de la construction de maisons individuelles, avec 29 accords.

## AFFAIRES

Destiné à aider les sociétés de capital-risque

### Le réseau Eurotech donne son label au Crédit lyonnais

**Eurotech Capital, créée par la CEE pour aider les entreprises de capital-risque, vient de donner son label à Innolion, filiale de capital-risque du Crédit lyonnais.**

A ce titre, Innolion bénéficiera d'une aide financière de la CEE, égale à 4 % de chacune des participations qu'elle prendra dans un projet transnational de haute technologie. Elle aura également accès à deux services mis en place par la CEE pour aider les entreprises de capital-risque : Eurotech Projects, base de données sur les principaux projets de recherche européens, et Eurotech Data, service capable de fournir en moins de quinze jours un dossier sur la valeur technique et économique de projets de recherche.

Innolion est la première société française sélectionnée par Eurotech, qui ne compte pour l'instant pour autres membres que deux sociétés financières italiennes : la Sofipa (du réseau Mediocrédito, équivalent italien des SDR, sociétés de développement régional) et la FIP, société de capital-risque de la Banca internationale del Lavoro, première banque italienne.

Créé en décembre 1988, Eurotech a pour objectif de rassembler douze sociétés membres d'ici à 1992. Celles-ci doivent être impérativement des entités financières européennes ayant une capacité minimale d'investissement de 50 millions d'écus (350 millions de francs) et acceptant d'en réserver au moins 20 % pour les prises de participation dans des sociétés, de préférence petites et moyennes, qui développent des projets transnationaux de haute technologie.

La contribution d'Eurotech à Innolion s'élèvera à 3 millions de francs, montant qui devra être remboursé en cas de succès, dans dix ans, augmenté de la moitié de la plus-value dégagée.



## SOCIAL

En raison d'une grève des contrôleurs aériens

### La moitié des vols annulés à Air France et Air Inter mardi 11 et mercredi 12 décembre

Air France n'assurera que la moitié de ses vols moyen-courriers mardi 11 et mercredi 12 décembre, en raison de la grève d'une partie des contrôleurs aériens pour ces deux journées, indique la compagnie dans un communiqué publié samedi. Tous les vols long-courriers de la compagnie sont en revanche maintenus, précise Air France, qui annonce également *« quelques annulations »* pour la soirée de lundi et la matinée de jeudi.

De son côté, Air Inter annulera également près de 50 % des vols prévus, mais sera cependant en mesure de transporter *« près de 60 % des passagers, grâce à l'utilisation préférentielle des gros-porteurs de sa flotte »*. En outre, les vols à destination de Strasbourg *« seront intégralement maintenus »* en raison de la session en cours du Parlement européen, indique Air Inter.

Cette réduction du trafic est due à la grève des contrôleurs aériens et des électroniciens de la sécurité aérienne du centre d'Athis-Mons (Essonne), qui gère l'ensemble du trafic pour la partie nord de la France.

Par ailleurs, des perturbations interviendront sur les liaisons nationales et internationales italiennes, lundi 10 et mardi 11 décembre, entre 6 heures et 13 heures, en raison d'une action des contrôleurs de vols italiens qui ont confirmé dimanche leur mot d'ordre de grève.

### M. Krasucki note avec « une certaine satisfaction » l'évolution de Force ouvrière

*« Je note avec une certaine satisfaction que les positions de Force ouvrière ont connu des évolutions qui permettent des convergences »*, estime M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT dans un entretien publié lundi 10 décembre dans *Libération*. *« Dans la dernière période, FO a affirmé des positions revendicatives plus nettes et qui, sur certaines questions sont très proches des nôtres »*, souligne M. Krasucki. *« Bien sûr, FO affiche une opposition catégorique à toute idée d'action commune avec la CGT. C'est un fait et c'est dommage »*, regrette-t-il. Néanmoins, le leader de la CGT considère qu'il n'est *« ni raisonnable ni réaliste pour une organisation d'avoir une position plus revendicative qu'avant et de persister dans un refus de rapprochement »*.

□ **SNCF : grève sur une ligne banlieue de la gare Saint-Lazare.** – Le trafic risquait d'être très perturbé toute la journée du lundi 10 décembre sur la ligne de Paris-Saint-Lazare à Mantes-la-Jolie, qui assure l'essentiel du trafic banlieue de la SNCF au départ de Saint-Lazare, en raison d'une grève des mécaniciens de cette ligne. L'arrêt de travail, décidé en raison du mécontentement lié à la notation des agents, a commencé lundi à 3 heures et devait durer vingt-quatre heures.

□ **Manifestation de Forbach : plus de 2 millions de francs de dégâts.** – Après la manifestation des mineurs des houillères de Lorraine, à Forbach le 6 décembre, les dégâts sont estimés à plus de 2 millions de francs. La mairie a été particulièrement touchée avec les machines à traitement de textes, des ordinateurs, le central téléphonique. Au total, 103 vitres et 66 bacs à fleurs ont été cassés. A la sous-préfecture, le coût des déprédations est évalué à 500 000 F. Douze personnes avaient été blessées à la suite d'affrontements (*le Monde* du 8 décembre).

# TECHNOLOGIES

Contrastant avec le succès commercial du vingt-neuvième Salon de l'emballage

## L'étonnant manque de vigueur des fabricants français de la machine à emballer

**Les industriels de l'agroalimentaire, de la chimie, des cosmétiques et de bien d'autres secteurs ont dépensé plus de 5 milliards de francs en 1989 pour s'équiper en machines à emballer. Deux tiers de ces commandes ont été honorées par des constructeurs étrangers. La machine à conditionner *made in France* aurait-elle du mal à s'imposer ? Radiographie du secteur.**

Octobre 1989 : Coca-Cola inaugure en grande pompe sa plus vaste unité de conditionnement au monde... installée à quelques kilomètres de Dunkerque. La firme d'Atlanta a investi 350 millions de francs pour parvenir à remplir pas moins d'un milliard de « boîtes-boisson » par an. Ce mégasite industriel où les cannettes défilent au rythme vertigineux de mille six cents par minute a été équipé par des concepteurs de machines allemands dans leur majorité. *« Notre politique est de privilégier les fournisseurs locaux. Mais dans le cas de Dunkerque, nous n'avons pas trouvé d'offres de constructeurs français satisfaisantes »*, explique-t-on au siège parisien de la Coca-Cola Beverages Company.

Etonnant ! Alors que les grands groupes français s'affirment comme des leaders mondiaux dans le domaine de l'emballage (depuis le rachat d'American National Can, Pechiney s'est adjugé la place de numéro un, suivi de très près par le franco-britannique CMB-Packaging), les équipementiers, c'est-à-dire les concepteurs de machines chargées de conditionner *sont à la traîne.*

Pas faute de marché : verseuses ou soutireuses (mise d'un contenu dans un contenant), suremballeuses (conditionnement sous cartons ou film plastique), encaisseuses et palettiseuses (mise sur palettes ou gondoles prêtes à expédition) se vendent aujourd'hui comme des petits pains.

La multiplication des actions de promotion sur les lieux de vente, les exigences accrues de la grande distribution et le souci permanent de différencier les produits les plus anodins ont dopé l'industrie du conditionnement dans son ensemble, celle des machines spécialisées en particulier. *« Notre parc machines a quatre à cinq ans d'âge en moyenne »*, explique Michel Marçon, responsable à la direction technique de Gervais-Danone. *« Les technologies évoluent vite. Nous sommes obligés de les renouveler rapidement. Par ailleurs, la croissance du marché produits frais a été telle au cours des trois dernières années que nous avons installé pour nos seuls sites huit à dix nouvelles lignes de conditionnement par an. »*

Manque d'agressivité commerciale alors ? Le déséquilibre des échanges extérieurs semble l'indiquer. En 1989, la France a importé deux fois plus de machines d'emballage qu'elles n'en a vendu à l'étranger. Le déficit a atteint 1,5 milliard de francs en 1989 et a tendance à s'accroître au fil des ans.

Les raisons de cette défaillance semblent plus structurelles. Les machines d'emballage n'échappent pas aux insuffisances propres à l'industrie française des biens d'équipement dans son ensemble.

Principale faiblesse : l'extrême atomisation du tissu industriel dans ce secteur. *« Sur les deux cent cinquante concepteurs de machines d'emballage en France, très rares sont ceux qui emploient plus de vingt salariés »* note Jacques Baudry du SCILPAG-EMBALCO, le syndicat professionnel des fabricants de machines de conditionnement. Corollaire de cet émiettement : ces entreprises manquent de surface financière et éprouvent souvent les plus grandes difficultés pour se constituer un réseau commercial quelque peu étoffé. Leur taille réduite les rend peu aptes à traiter des grosses commandes et les empêche souvent d'être des ensembliers complets. Dans l'embouteillage, par exemple, le marché des grandes séries (lignes capables de traiter plus de dix mille bouteilles à l'heure) est entièrement aux mains d'un petit groupe composé de constructeurs italien (Simonazzi) et allemands (Robert Bosch GoubH, Kettner, Holstein und Kappert).

Rien de bien surprenant. La RFA et l'Italie sont en effet les deux principaux exportateurs mondiaux de machines d'emballage. Les fabricants italiens présentent certes la même structure éclatée que leurs concurrents français. Mais, comme le note Michel Pinet, qui suit le secteur à la division équipement et machines de la direction générale de l'industrie, ce handicap est largement compensé par une solidarité interentreprises des plus intensives. Résultat : les grosses commandes sont prises par un constructeur qui se charge ensuite de distribuer le travail entre les entreprises amies.

### *Concentration géographique*

Ce mode de travail en réseaux est facilité par la concentration géographique de l'industrie italienne de la machine de conditionnement. La région Emilie-Romagne, et plus particulièrement la vallée de la province de Modène, s'est transformée en une véritable « vallée de l'emballage ». Une concentration géographique qui n'existe pas en France, même si certains industriels (parmi lesquels Vega Automation, spécialiste des robots pour encartonnage) tentent de fédérer un pôle emballage à l'image de celui de Modène dans la région de Troyes. Les principaux constructeurs allemands, eux, jouant sur la puissance, appartiennent généralement à des groupes mécaniques aux assises incontestablement plus solides.

Contraints par leur taille à pratiquer une stratégie de niches, certains constructeurs français affichent toutefois de belles réussites : SIDEL, une entreprise du Havre, rachetée par ses dirigeants à Saint-Gobain en 1987, est le numéro un mondial des constructeurs de machines à fabriquer des bouteilles en plastique ; ERCA est aussi en tête de son marché : pour les lignes de fabrication de pots de yaourt, fromages frais, crème dessert ; etc. IMAJE, à Valence, est le spécialiste mondial des unités de marquage à jet d'encre, indispensable pour indiquer les dates de péremption des produits alimentaires.

Ces succès, réels, n'en demeurent pas moins l'arbre qui cache la forêt. A côté d'un SIDEL qui réalise à l'exportation les quatre cinquièmes de son chiffre d'affaires, la majorité des constructeurs cantonnent leur activité dans le strict cadre national. Une attitude encouragée par les grands donneurs d'ordres (notamment les industriels de l'agroalimentaire) très soucieux de nouer des accords d'exclusivité avec leurs équipementiers. Ce comportement présente l'avantage d'assurer des débouchés certains aux petits constructeurs. Tout comme elle leur permet de mener des efforts de développement qu'ils n'auraient pu seuls assumer. Revers de la médaille : cette politique de partenariat, souvent menée avec une rigueur exagérée, n'incite pas les fabricants de machine à aller prospecter de nouveaux marchés. *« Une situation d'autant plus dommageable*, estime-t-on à la direction générale de l'industrie, *que la machine à conditionner constitue l'un des rares secteurs dans le domaine des équipements et machines où le jeu international n'est pas figé. »* Des places seraient donc à prendre. De l'avis des experts, il ne fait cependant aucun doute que l'industrie française de la machine à emballer va jouer son sort sur sa capacité à se concentrer.

**CAROLINE MONNOT**

Grâce à un nouveau procédé Kodak

## Le son des compacts au cinéma

**L'industrie cinématographique s'apprête à prendre un tournant technologique majeur. La bande-son d'un film va pouvoir être numérique et avoir donc une qualité équivalente à celle du disque compact. Fruit d'une recherche menée au sein d'une joint-venture américaine réunissant la compagnie Optical Radiation Corporation et le groupe Eastman Kodak, le procédé CDS (*Cinema Digital Sound*) vise un marché important de plusieurs milliers de salles réparties à travers le monde.**

Véritable serpent de mer, la bande-son numérique est périodiquement annoncée, puis retardée, depuis près de dix ans. Ces contretemps étaient dus au fait que les procédés employés étaient pour la plupart basés sur des supports du type disque dur, bande lisse et même disque compact. Ce qui posait de gros problèmes de synchronisation entre le son et l'image en raison du manque de souplesse du procédé (notamment en cas de coupure accidentelle du film). L'astuce de Kodak est d'avoir couché les informations audionumériques directement sur le bord de la pellicule image.

### *Une durée de vie importante*

En l'espace de quelques mois, une quinzaine de salles se sont, d'ores et déjà, équipées du système CDS. Le Kinépolis, à Bruxelles, est le premier cinéma européen à avoir franchi le pas. Optical Radiation prévoit d'équiper 250 salles d'ici au printemps prochain, dont près de 4 % en Europe. Du jamais vu dans un secteur d'activités connu pour sa traditionnelle prudence en matière de nouveauté technologique !

Cet enthousiasme s'explique en grande partie par le fait que les exploitants misent depuis près d'une dizaine d'années sur la qualité de la reproduction du son pour ramener les spectateurs dans les salles obscures. Déjà, le logo Dolby Stéréo, ou les initiales THX font indéniablement « vendre » du fauteuil, au même titre que le mot Cinémascope dans les années 60.

Mais ces procédés, même s'ils apportent des améliorations par rapport aux moyens traditionnels, ne satisfont plus les spectateurs habitués au confort d'écoute du disque compact.

Le système Dolby provoque parfois des surprises sonores tout à fait étranges : passage intempestif des dialogues ou de la bande musique d'un haut-parleur à un autre, déphasage donnant une impression de flou sonore et entraînant une perte d'intelligibilité, etc.

Une tête de lecture optique mal réglée, une pellicule légèrement gondolée ou rayée, un projecteur déficient, une légère dérive de l'électronique du décodeur, une copie mal étalonnée, suffisent à provoquer des pertes dans la diffusion de la bande-son. Il faut ajouter que la chaîne de production, qui va du mixage en auditorium à la diffusion en salle en passant par le report et la duplication, constitue un véritable parcours du combattant. Ainsi, bien des directeurs du son et des mixeurs ont de la peine à reconnaître leur travail une fois le film projeté en public...

Ces derniers acceptent d'autant plus mal la chose qu'ils travaillent quotidiennement avec des équipements audio numériques : tables de mixage, processeurs de signal, magnétophones numériques DAT (Digital audiotape), échantillonneurs, etc. L'intérêt du système CDS est qu'il permet, grâce au numérique, d'unifier pour la première fois l'ensemble du processus de production d'une bande-son de cinéma, depuis l'enregistrement sur un plateau ou la création en studio jusqu'à la diffusion en salle. En outre, le son numérique résout le vaste problème des copies. Chacune est parfaitement identique à la bande originale, et ce quel que soit le nombre de tirages effectués.

La durée de vie des copies est également un élément important, notamment en termes financiers. En effet, chaque nouvelle copie (image et son) coûte en moyenne quelques milliers de francs. Or des tests portant sur un millier de passages successifs d'une copie de *Dick Tracy* avec son numérisé ont montré que la perte de qualité était imperceptible.

En outre, ce nouveau procédé ne nécessite pas d'investissement important pour être utilisé. La pellicule est lue, ou plutôt décodée, par un pinceau lumineux. La tête de lecture optique s'adapte directement sur la plupart des projecteurs existants. L'exploitant n'a plus qu'à relier le décodeur à son système de diffusion habituel (amplificateur et enceintes).

L'une des particularités de ce système est qu'il permet de disposer de six pistes audio (au lieu de quatre sur le Dolby) entièrement indépendantes. Du coup, la spatialisation du son, sa définition en terme stéréophonique, devient exceptionnelle. A côté des pistes audio, deux pistes de données permettent aussi de programmer toutes sortes d'automatismes synchrones par rapport à l'image : lever et baisser de rideau, allumage et extinction des lumières en salle, déclenchement d'effets spéciaux, etc. Kodak prévoit même de mémoriser des informations techniques sur le film lui-même : titre, date, lieu de tournage, numéro de copie, etc.

L'extrême simplicité du système, son faible coût (environ 100 000 F pour l'ensemble lecteur et le décodeur numérique/analogique) sont des atouts indéniables pour les distributeurs et les exploitants. Reste à attendre l'avis des producteurs. Ceux-ci n'ont pas encore donné officiellement leur position. Il y a fort à parier que la réaction du public sera le véritable détonateur. La télévision numérique à haute définition devrait également jouer un rôle dans l'accélération du processus. La transmission de films avec son numérisé est en effet nettement plus simple à réaliser. Ce qui ne fera que renforcer la bataille entre le grand écran et le cinéma en pantoufles.

**DENIS FORTIER**

## REPÈRES

### *De Gaulle et la technologie*

Ceux qui estiment que l'Histoire peut utilement éclairer l'avenir liront avec intérêt le numéro de novembre de la revue *Centraliens* (1) consacré à « De Gaulle et la technologie ». Après une analyse des réflexions du général en matière de technologie réalisée par Patrice Noailles, ingénieur-conseil à la Société générale et ancien conseiller technique d'Alain Devaquet, la revue donne la parole à un historien (Girolamo Ramunni), à des hommes politiques proches de de Gaulle (Alain Peyrefitte, Robert Galley, Alain Pratte, Pierre Guillaumat, Pierre Messmer, Jacques Foccart, Jean-Marcel Jeanneney, Olivier Guichard) et au ministre de la recherche Hubert Curien. Jacques Perget, professeur à l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées et ancien directeur général de la recherche et de la technologie, conclut ce numéro en rappelant que c'est avec l'avènement de la V• République que les structures d'organisation de la politique de la recherche furent mises en place.

(1) *Centraliens* est la revue de l'Association des anciens élèves de l'Ecole centrale des arts et manufactures, 8, rue Jean-Goujon, 75008 Paris. Tél. 42-25-66-32.

### *Histoire encore...*

Preuve de consécration ? Une histoire de l'informatique vient d'être publiée dans la collection « Que sais-je ? ». La discipline est couverte de façon très extensive : son histoire, selon l'auteur Jean-Yvon Birrien, maître de conférences associé à l'université de Bretagne occidentale, remonterait en effet à l'an – 10000 avec les boules, jetons et écriture cunéiforme. L'ouvrage est divisé en sept périodes. Pour chacune d'elles, l'auteur présente une chronologie des évènements, une analyse générale de la période et une présentation des découvertes.

► ***Histoire de l'informatique*, par Jean-Yvon Birrien : « Que sais-je », Presses universitaires de France, 127 p.**

### *... le monde en 2100*

Thierry Gaudin, chef du centre de prospective et d'études du ministère de la recherche et de la technologie, fera sourire ceux qui estiment qu'on ne peut établir de prévision à cinq ou à dix ans. Un brin provocateur, le livre qu'il vient en effet de publier aux Editions Payot a pris l'an 2100 pour horizon. La justification en est simple : selon les Nations unies, la population mondiale devrait dans un siècle se stabiliser entre dix et quinze milliards d'habitants. *« Je me disais qu'il serait intéressant de voir à quoi pourrait ressembler le portrait hypothétique d'une planète « stabilisée », quels fonctionnements techniques, économiques et sociaux on pourrait y prévoir, et quelles transitions, à quelle vitesse, nous amèneraient à ce nouvel état »*, explique l'auteur dans son éditorial.

Les conclusions sont souvent des extrapolations des tendances déjà apparentes aujourd'hui. L'alimentation, industrialisée, devient de plus en plus raffinée et diététique. Dans les villes, une ethnie de « sauvages urbains » exclus de la société considère la ville comme une jungle. L'effet de serre augmente la température du globe de 3 °C, ce qui fait fondre une partie des glaces polaires et monter d'au moins 1 mètre les océans. Les humains commencent à habiter l'espace et des villes marines autonomes se construisent.

Pour les quarantes dernières années de ce prochain siècle, l'auteur est des plus optimistes : *« Le principe de plaisir est le moteur des plus grandes réalisations... Le respect et l'épanouissement de la vie sous toutes ses formes sont la préoccupation majeure. »* Puisse-t-il avoir raison.

► ***2100, récit du prochain siècle.* Editions Payot, 600 p., 195 F.**


**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

Le Monde

# CHAMPS ECONOMIQUES

## Chers transports urbains

*Métros, trains et tramways ne font pas recette.*
*Point de salut hors d'une répartition harmonieuse des circulations*

LES villes du monde entier affrontent le casse-tête de leurs transports. Pas de ville sans transports collectifs : même des monstres urbains comme Los Angeles ont compris que la voiture ne suffisait plus et jouent – depuis peu – la carte du métro et du tramway. Mais pas de transports urbains sans argent : et c'est là que le bât blesse, car autant l'automobile attire subventions et prêts et fait l'objet de toutes les attentions de la part de ses propriétaires, autant métros, trains et tramways ne font pas recette au sens propre du terme.

Les usagers, les Etats, les collectivités locales ou les entreprises doivent ouvrir concuremment leur bourse pour éviter la déconfiture technique ou financière des réseaux. Qu'on se souvienne de l'état où se trouvait le métro new-yorkais il y a moins de dix ans!

Cette mobilisation épisodique ne suffit pas, comme on le voit actuellement en France, où les systèmes de financement des transports urbains s'essoufflent et ne parviennent plus à maintenir le service à hauteur des besoins. Et l'on annonce un triplement des populations urbaines de la planète dans les vingt ans...

Une telle impasse a inspiré une mission d'étude du conseil général des Ponts et Chaussées sur ce sujet auprès de soixante-cinq agglomérations d'une vingtaine de pays développés, afin de comprendre comment celles-ci faisaient face à cette gageure. Conduite par Claude Quin, ancien président de la RATP, cette enquête a donné lieu à un rapport riche en comparaisons internationales et cosigné par Michel Houée, chargé de mission à l'Observatoire économique et social des transports (OEST), et Alain Méyère, responsable des études générales au Syndicat des transports parisiens (1).

*« La première conclusion de ce panorama des transports urbains est que nulle part, sauf en Extrême-Orient, les usagers ne supportent seuls la charge des investissements et de l'exploitaton des réseaux, et que nulle part au monde les transports publics ne sont gratuits »*, explique Claude Quin. Ni à Moscou, ni à Oslo, ni à Sydney, ni à Vancouver.

### Une marge bénéficiaire

Le prouvent les taux de couverture des dépenses courantes par les recettes en provenance des usagers. A Budapest, la vente des billets couvre 15 % des charges. A Lausanne, elle représente 60 %. A Oslo, 46 %. A Barcelone, 64 %. Les cités américaines oscillent entre des taux de 20 % à 40 % et les grandes villes françaises entre 35 % et 60 %.

Le Japon, Hongkong et Singapour occupent une place à part puisqu'ils sont les seuls pays où les métros et les bus sont en mesure de dégager une marge bénéficiaire. A Singapour, par exemple, les dépenses d'exploitation sont couvertes à 94 % par les recettes tarifaires.

Il a bien fallu compléter ces ressources insuffisantes, tant il est vrai que *« les transports publics ne peuvent pas être considérés comme un bien marchand quelconque*, écrivent les rapporteurs. *Leurs effets économiques, sociaux et politiques sont tels qu'ils impliquent une intervention publique »*. Les collectivités locales et les Etats ont donc versé des subventions; mais, là encore, le fond a été atteint et, la mode du libéralisme aidant, l'argent public est devenu plus rare. Aussi les exploitants ont-ils été priés de faire des économies au cours des années 80.

On a vu les transports de Bruxelles réduire leur personnel de 16 % ou les bus londoniens limiter le personnel à bord à un seul agent. Les transports interurbains britanniques ont été également privatisés, ce qui a eu pour effet de réduire jusqu'à 22 % les subventions, mais d'augmenter de 30 % les tarifs. A moins d'accepter d'exclure les plus défavorisés, voire de renforcer la pente naturelle en faveur de l'automobile, il n'était pas possible d'attendre de cette revalorisation tarifaire la solution des problèmes.

Aussi les responsables des transports ont-ils fait assaut d'imagination pour trouver des ressources complémentaires et, si possible, stables. C'est ainsi que l'Allemagne octroie des aides financières aux Länder à partir d'un fonds alimenté par une taxe additionnelle sur les carburants collectée par l'Etat ; les Länder peuvent consacrer 30 % de cette aide aux transports publics.

L'idée est née de faire payer les bénéficiaires indirects des transports collectifs. Par exemple, le commerce : à Atlanta (Géorgie), le financement des transports de la ville est, en grande partie, assuré par une taxe additionnelle sur les ventes au détail, fixée à 1 % jusqu'en 2012.

### La récupération des plus-values

A Los Angeles, les terrains et les bureaux situés à proximité d'une station du futur métro acquitteront une taxe comprise entre 0,7 % et 2 % des loyers pratiqués dans le secteur. A Londres, le promoteur d'un ensemble immobilier situé autour de la première station des Docklands prendra en charge 40 % des frais de prolongement d'une ligne de métro léger.

Dans le cas de la France, il ne s'agit pas de récupération des plus-values foncières ou commerciales, qu'affectionnent les pays anglo-saxons, mais d'une contribution (autour de 1 %) prélevée sur la masse salariale des entreprises de plus de neuf salariés par l'intermédiaire de l'URSSAF : le versement transport (5,7 milliards de francs en 1987 pour l'Ile-de-France) qui peut couvrir de 20 % à 35 % des coûts d'investissements et *« que l'étranger nous envie »*, note Claude Quin.

*« Ce recours aux bénéficiaires indirects des transports est très répandu, quelle que soit l'orientation politique du pays considéré*, soulignent les rapporteurs. *Ce n'est ni plus ni moins que l'application de la théorie de l'externalité, c'est-à-dire qu'il faut chercher ailleurs les ressources que le marché est hors d'état de procurer, comme en matière d'environnement, où le pollueur doit être le payeur. »*

Malgré cette recherche du long terme et du bien collectif, les responsables des villes prennent peu en compte l'ensemble de la chaîne des transports. Hormis à Singapour, où la possession de la voiture et son usage sont sévèrement réglementés et imposés (l'accès au centre-ville coûte 5 dollars par jour), et en Italie, où une quarantaine de cités ont interdit leur cœur aux automobiles, on a peu étudié l'ensemble des déplacements. Peut-être en raison d'*« un émiettement des tâches qui fait que la gestion de la circulation ou la responsabilité de la voirie relèvent le plus souvent d'autorités administratives différentes »*. Le laisser-faire - laisser-rouler l'emporte encore.

On retiendra des recommandations d'un rapport surtout financier quelques convictions fortes qui engage l'organisation des transports. Point de salut hors d'une répartition harmonieuse entre les différents modes de transport, qui pourrait confier à la voiture les déplacements en zone diffuse et périphérique et aux transports collectifs, la desserte de la zone dense et centrale. Cela suppose que les infrastructures (parkings, quais, stations) et les tarifs soient conçus pour faciliter ces échanges entre modes, étant entendu que *« la coercition ne peut être une réponse durable »*.

Autre conclusion : la France n'a pas assez recours aux bénéficiaires indirects des transports dans le domaine immobilier et foncier. *« Après tout, le coût de la voirie nécessitée par une construction est inclus dans la taxe locale d'équipement*, note Claude Quin. *Pourquoi les immeubles dont le prix profite du doublement de la ligne A du RER, à Paris, ne contribueraient-ils pas à son financement ? »*

On notera encore la certitude que la puissance publique est la seule capable de définir les politiques de transport, à condition que des comptes simples permettent d'y voir clair dans les coûts et que des relations contractuelles transparentes définissent les responsabilités des entreprises exploitantes des réseaux et notamment en Ile-de-France, où la confusion règne.

*« Si l'on ne veut pas retrouver la paralysie des transports des années 50*, conclut Claude Quin, *il est indispensable de promouvoir cette bonne économie mixte qui consiste non pas à juxtaposer l'initiative privée et la puissance publique, mais à permettre à celle-là de se développer dans l'intérêt général. »*

ALAIN FAUJAS

(1) *Le Financement des transports collectifs urbains dans les pays développés*, de Claude Quin, Michel Houée et Alain Méyère. La Documentation française. 130 F.

## Les Etats-Unis d'une récession à l'autre...

*La récession qui s'amorce sera sans doute de faible ampleur et de courte durée, mais le retour à une croissance soutenue n'est pas assuré*

par Véronique Riches

BAISSE de la production, montée du chômage, exacerbation des risques financiers... la récession américaine tant de fois annoncée se précise aujourd'hui. Neuf années se sont écoulées depuis la précédente, qui avait débuté en juillet 1981 et devait s'avérer presque aussi importante que celle de la décennie antérieure, puisqu'elle prit fin seize mois plus tard, en novembre 1982.

La production industrielle avait entre-temps baissé de 9 %, le PNB de 3,5 %, l'emploi manufacturier avait été réduit de 11 % et le taux de chômage s'était accru de près de 4 points. Le retournement qui s'est amorcé ces derniers mois sera-t-il comparable ?

Si les récessions américaines – au nombre de sept depuis la seconde guerre mondiale – ont été d'ampleur et de durée variables, leur déroulement diffère cependant assez peu de l'une à l'autre. Elles se caractérisent par la simultanéité de contractions importantes de la consommation des ménages, des investissements et des stocks qui, généralement, interviennent au terme d'une période de haute conjoncture et se manifestent par une inversion brutale des rythmes d'activité. Cette inversion est d'autant plus marquée que des resserrements monétaires provoqués par les tensions inflationnistes de fin de cycle anticipent souvent les retournements.

Les récessions seraient moins vives si des éléments stabilisateurs pouvaient en amortir l'impact. On attend généralement cela des politiques économiques, mais l'état de surchauffe qui caractérise les périodes pré-récessionnistes américaines conduit plus souvent à l'adoption de mesures procycliques que l'inverse. On a cru par ailleurs que l'ouverture récente des Etats-Unis jouerait ce rôle d'amortisseur, mais probablement avait-on surestimé la compétitivité externe des entreprises américaines et l'évolution actuelle des échanges internationaux.

La remise à niveau des parts de marché des Etats-Unis dans le commerce mondial a été rapide à la suite de la précédente dépréciation du dollar (1985-1987). Les exportations de biens et services ont progressé en volume de 14 % l'an en moyenne entre 1986 et 1989, et leur poids dans le PNB est passé de 10 % à 14,5 %. Mais on ne peut escompter une poursuite durable de ces gains.

La dépréciation du dollar de ces derniers mois est certes de nature à favoriser la compétitivité américaine sur les marchés extérieurs. Mais, dans un contexte de fort ralentissement des échanges mondiaux, les effets de cet avantage seront en tout état de cause de faible ampleur.

De même, les récessions seraient atténuées, voire évitées, si les contractions de la demande étaient décalées dans le temps. L'« atterrissage en douceur » – *soft landing* (appellation appliquée au ralentissement progressif de l'économie américaine observé depuis deux ans) – est précisément l'illustration de décalages cycliques des différentes composantes de la demande intérieure aux Etats-Unis.

### Une médiocre conjoncture

Ce « déphasage » s'est amorcé dès 1986 sur le marché de l'immobilier. Depuis, les mises en chantier de logements neufs n'ont cessé de diminuer et le montant des investissements « résidentiels » de se réduire. Le tassement des dépenses de consommation des ménages s'est engagé plus tardivement, mais celles-ci ne progressent plus que de 1,5 % l'an en moyenne depuis la mi-1988, tandis que les investissements productifs ralentissaient progressivement.

Des performances extérieures masquaient en définitive une conjoncture médiocre dans plusieurs secteurs ou régions des Etats-Unis, que l'on percevait dans le rythme régulièrement déclinant du PNB depuis le début de 1988. Ce contexte prérécessionniste, atypique pourrait être en mesure de modifier le déroulement de la fin de cycle actuel.

L'économie américaine, à l'inverse d'un état de surchauffe, fonctionne en « sous-régime » depuis plusieurs trimestres maintenant. Cela a deux implications majeures : en premier lieu, la situation conjoncturelle apparaît dès lors plus dégradée que durant les veilles de récession antérieures car des ajustements à une croissance ralentie ont déjà été réalisés. La baisse de l'emploi s'est amorcée dès la mi-1989 dans le secteur manufacturier et s'est diffusée à l'ensemble des secteurs dès lors que des perspectives extérieures assombries ont été confirmées au printemps. Le taux de chômage remontait, et le climat de confiance des consommateurs en était rapidement affecté.

De leur côté, les entreprises pâtissaient de pertes de productivité depuis la mi-1989 qui se soldaient par des baisses conséquentes de leurs profits. Les dépenses des agents se contractaient en conséquence, d'autant que les banques se montraient de plus en plus réticentes à accorder des crédits.

Six trimestres d'une croissance ralentie ont en effet ravivé les déséquilibres jusqu'alors en veilleuse. Au niveau budgétaire, d'abord, une moindre activité réveillait brutalement les risques de dérapage du déficit fédéral et contraignait les autorités à l'adoption de mesures d'urgence. Dans le secteur privé ensuite, endettement généralisé, faillites des caisses d'épargne, banques déficitaires et compagnies d'assurances sur le point de le devenir catalysent les inquiétudes les plus vives, en même temps que se précise le déclin économique. Malades de trop de libéralisme et d'une concurrence effrénée durant les années 80, les entreprises financières se sont trop souvent engagées dans des opérations coûteuses dont elles payent aujourd'hui les frais.

En conséquence – et cela constitue la seconde caractéristique majeure de l'environnement conjonturel actuel des Etats-Unis, la politique monétaire a dû s'engager sur la voie d'un assouplissement progressif, de sorte qu'elle est aujourd'hui moins contraignante qu'en période de pré-récession habituelle. Les risques de dérapages inflationnistes émanant de saturations du marché du travail et de l'appareil productif écartés, les taux des Fed funds ont été réduits de façon quasi ininterrompue depuis le début de 1989. Alors proches de 10 %, ils étaient en octobre dernier inférieurs de 2 points à ce niveau, au contraire des cinq récessions antérieures avant lesquelles ils avaient été augmentés de 2 à 8 points.

L'ampleur du retournement en cours, dans un contexte pré-récessionniste *a priori* plus défavorable, pourrait en définitive en être atténuée. Car à une situation conjoncturelle durablement morose ne succédera vraisemblablement pas une rupture aussi brutale qu'au terme d'une phase de pleine activité. L'adaptation du comportement des agents à une croissance médiocre, dont témoignent les résultats économiques des dix-huit derniers mois, devrait en effet permettre d'atténuer les enchaînements en cascade à l'origine des récessions les plus graves et les plus longues.

Les ajustements qui se sont opérés sur le marché du logement, par exemple, sont déjà sensibles : les mises en chantier de logements neufs ayant atteint dès l'automne les niveaux les plus bas connus lors des cycles antérieurs, les baisses les plus importantes sont donc sans doute déjà dépassés dans ce secteur. La contraction des dépenses des ménages pourrait être de même moins brutale que par le passé compte tenu de la faiblesse de la consommation depuis maintenant un an et demi. Enfin, les fluctuations de stock, qui, traditionnellement, jouent un rôle déterminant durant les périodes de retournement conjoncturel, seront atténuées, les entreprises opérant dorénavant à des niveaux de stock très réduits et de fait moins sensibles aux fluctuations de la demande.

*Lire la suite page 26*

► Economiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

**Evolution du PNB américain et des composantes de la demande intérieure**

variation annuelle en %

PNB

Consommation

10, 8, 6, 4, 2, 0, -2, -4

81 82 83 84 85 86 87 88 89 90

Investissements

Logement

Productifs

60, 40, 20, 0, -20

81 82 83 84 85 86 87 88 89 90

CONJONCTURE

# Un choc amorti

*Le ralentissement de l'activité économique a atténué les tensions inflationnistes, et une certaine reprise s'effectuerait au milieu de 1991*

par Claude Levant

Quatre mois après le début de la crise du Golfe, il est possible de faire un premier bilan de l'impact sur les pays industrialisés du choc inflationniste qu'elle a provoqué. L'examen des évolutions de prix montre que dans la plupart des pays l'accélération est de l'ordre de 1 point (0,8 en France) ; c'est-à-dire qu'elle s'est limitée à la stricte répercussion mécanique de la hausse des produits pétroliers. Les prix des autres produits sont restés sur leurs tendances antérieures.

C'est là un résultat important qui marque une différence par rapport aux évolutions observées lors *des deux chocs pétroliers*. Il est sans doute pour une bonne part l'effet du ralentissement d'activité constaté au premier semestre, qui a *atténué les tensions inflationnistes* apparues en 1989 et qui tenaient au niveau élevé d'utilisation des capacités de production. Il est aussi dû au resserrement des politiques monétaires.

Les Etats-Unis ont connu une accélération des prix un peu supérieure à la moyenne. Il faut y voir l'effet de la dépréciation du dollar, qui accentue l'inflation importée, *tandis que les composantes intérieures* des prix sont refroidies par l'assombrissement des perspectives économiques.

On peut considérer que les rythmes de prix sont maintenant stabilisés, car la hausse des produits pétroliers a complètement intégré l'augmentation des cours ; les indices de novembre et décembre seront bien meilleurs que ceux des mois précédents.

Il subsiste de grandes différences dans les rythmes d'inflation entre les pays européens, notamment entre le groupe à inflation faible (Allemagne, Benelux, France) et le Royaume-Uni et les pays de l'Europe du Sud. Ces différences poseront en 1991 des problèmes dans la gestion des mécanismes communautaires. Si l'on excepte le Royaume-Uni, la production industrielle a connu un rebond au troisième trimestre dans les pays industrialisés : une progression souvent modeste (1 % aux Etats-Unis, 1,5 % en France et en Italie, 2 % au Japon) mais qui tranche avec la tendance déclinante du trimestre précédent. Comme on pouvait s'y attendre, la crise du Golfe n'a pas dans un premier temps affecté la croissance ; elle l'a même plutôt soutenue en favorisant des phénomènes de stockage.

**La croissance ralentie**

Croissance du PIB/PNB : volume ; moyennes annuelles

| | 1989 | 1990 | 1991 |
|---|---|---|---|
| États-Unis | 2,5 | 1,0 | 1,0 |
| Japon | 4,9 | 6,0 | 4,0 |
| Allemagne | 3,9 | 4,0 | 3,0 |
| France | 3,6 | 2,5 | 2,0 |
| Royaume-Uni | 2,2 | 1,5 | 0,5 |
| Italie | 3,2 | 2,5 | 2,0 |

Néanmoins, les perspectives de production formulées par les chefs d'entreprise indiquent maintenant dans tous les pays européens une tendance au ralentissement. L'Allemagne fait exception, la croissance y est encore vive (3 % au troisième trimestre) et l'élan créé par l'ouverture à l'Est n'y paraît pas brisé. Mais l'Allemagne ne semble plus « tirer » ses partenaires commerciaux, *même les plus proches*, comme les pays du Benelux.

Pour le premier semestre 1991, les perspectives de croissance en Europe sont très médiocres : on ne voit pas en effet quelle composante de la demande pourrait soutenir la production. Les exportations vont souffrir du ralentissement de la demande mondiale et de la perte de compétitivité liée à la baisse du dollar.

**Une inflation contenue**

Glissement annuel des prix

| | Juillet 1990 / juillet 89 | Octobre 1990 / octobre 89 |
|---|---|---|
| États-Unis | 4,8 | 6,3 |
| Japon | 2,3 | 3,5 |
| Allemagne | 2,4 | 3,3 |
| France | 3,0 | 3,8 |
| Royaume-Uni | 9,8 | 10,9 |
| Italie | 6,2 | 6,8 |

Les entreprises ont, elles, trois bonnes raisons de limiter la croissance des investissements : les capacités de production ne sont plus saturées, les perspectives de croissance se sont nettement infléchies et surtout l'autofinancement des investissements est en réduction rapide. Il avait déjà été affecté au premier semestre par le ralentissement de la croissance, il a été amputé au troisième trimestre par l'alourdissement des coûts des *consommations intermédiaires* avec la hausse des prix de l'énergie, qui n'a pas été répercutée dans les prix de vente des autres biens, sans doute en raison de la pression de la concurrence.

### Un sentier de croissance

Enfin, la consommation des ménages pourrait baisser au premier semestre 1991, où coïncideraient la répercussion des ponctions sur le pouvoir d'achat dues à l'augmentation des prix des produits pétroliers et une hausse du taux d'épargne par un effet dit d'encaisse réelle. Un tel phénomène, qui traduit la volonté des ménages de maintenir la valeur réelle de leurs placements, a été observé après chaque accélération de l'inflation.

Le second semestre 1991 s'annonce sous de meilleurs auspices. L'évolution observée depuis la hausse des prix du pétrole, qui correspond à l'amortissement du choc *extérieur sans relance de la course* des prix et des salaires, est en effet le schéma le plus favorable à un retour rapide à un sentier de croissance équilibrée. Toutefois, même en supposant une nette reprise à partir du milieu de l'année, les *chiffres de croissance annuelle* pour 1991 seront sensiblement plus faibles que ceux des deux années précédentes.

Gardons cependant à l'esprit que ces chiffres en moyenne annuelle ne sont pas totalement représentatifs du profil conjoncturel des années 1990 et 1991 : par exemple, le taux de croissance pour 1990 qui apparaît encore satisfaisant en France est dû pour une bonne part à la forte activité de la fin 1989 qui fait que malgré une conjoncture *médiocre au premier* semestre 1990, le niveau moyen de 1990 est sensiblement supérieur à celui de 1989. A l'inverse, le chiffre de croissance plus modeste attendu pour 1991 est dû autant au profil médiocre de l'année 1990 qu'à la conjoncture propre de 1991.

De fortes différences sont attendues dans les rythmes de croissance entre les pays industrialisés, en raison des variations dans les dates de retournement cyclique et des problèmes spécifiques des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Il y a là des décollages conjoncturels qui, cumulés avec les effets de la baisse du dollar et du prélèvement pétrolier, sont susceptibles de faire des problèmes d'échanges extérieurs une préoccupation majeure de 1991.

Une autre préoccupation sera l'emploi, le ralentissement de la croissance faisant réapparaître aux Etats-Unis comme en Europe – sauf peut-être en Allemagne – une augmentation lente et, souhaitons-le, temporaire des taux de *chômage*.

## Les Etats-Unis d'une récession à l'autre...

*Suite de la page 25*

La croissance sera négative au cours des prochains trimestres, mais ces données permettront sans doute que la récession actuelle soit limitée dans son ampleur et sa durée, et la sortie pourrait s'amorcer à partir de la mi-1991. Le retour à une croissance soutenue est-il pour autant assuré au terme *de cette période ? Cela est peu probable.*

Les sorties de crise, au cours desquelles se réalisent les rattrapages des pertes antérieures, sont généralement des périodes de vif redémarrage de l'activité. Or celle de 1991 pourrait être affectée d'une relative lenteur, à des pertes moindres correspondant des besoins de rattrapage inférieurs. Mais surtout, les perturbations *financières qui* découleront d'un retournement conjoncturel, même amorti, compromettront une reprise durable.

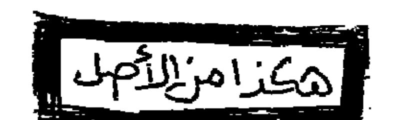
*La relative* souplesse d'adaptation des institutions financières permettra sans doute d'éviter que leurs difficultés ne se transforment en une crise généralisée, mais les faillites se multiplieront immanquablement avec l'entrée en récession, qui pèseront en bout de course sur l'Etat fédéral, garant des dépôts. Or, multiplier les interventions de sauvetage du type de celle des caisses d'épargne est-il *encore envisageable* ? Une aggravation d'un déficit, dès lors alarmant, ne se passera pas d'un changement *important de politique économique*.

Le contribuable en sera la première victime ; il ne sera pas la seule, compte tenu de l'ampleur du redressement à opérer. A la négligence budgétaire qui a caractérisé les années 80 pourrait de *fait succéder* une rigueur obligée à même de porter un préjudice durable à la croissance américaine.

VÉRONIQUE RICHES







*POINT DE VUE*

# Demain l'Union slave

## *Une URSS recentrée sur la Russie et l'Ukraine resterait un géant de 200 millions d'habitants*

par Christian Saint-Etienne

A Samarcande, le thermomètre marque 36° à l'ombre, mais l'air est si sec que l'on ne transpire pas. Les étals des marchandes de fruits et légumes, de poissons frits et de viande regorgent de couleurs et d'odeurs mêlées aux herbes aromatiques. On pourrait être n'importe où en Asie centrale. Mais ici, au sud de l'Union soviétique, on touche du doigt une des questions souvent ignorées ou considérées comme allant de soi par l'économie théorique (qu'elle soit marxiste ou capitaliste) : la distribution. A 3 000 km au nord, les Russes font littéralement des heures de queue pour des fruits véreux et des tomates à moitié pourries, lorsqu'il y en a.

Les moyens de transport et de distribution qui doivent assurer que l'offre rencontre la demande sont désorganisés, inadaptés ou parfois inexistants. Aeroflot est la première compagnie aérienne au monde, mais les beaux fruits et légumes du Sud n'atteignent pas le Nord. Sauf lorsque des paysans prennent carrément l'avion avec leurs sacs : contrepoint dérisoire d'un système en déroute apparente.

On sait que les Soviétiques font des heures de queue pour tout. Mais comment dire ce que passer le quart de sa vie à attendre debout, sans savoir si l'attente sera récompensée, peut faire à un peuple ? Comment apprécier la somme d'abrutissement et de démobilisation, et finalement de dégoût de ce que l'on obtient enfin ? Le peuple russe est visiblement las, fatigué, pas encore totalement abruti, mais il est temps que ça se termine.

A Moscou, dans la rue Gorki, on ne voit personne sourire. Dans les contre-allées, où les beaux immeubles du début du siècle ont des façades lépreuses à 400 mètres de la place Rouge, les gens se pressent pour rentrer dans des appartements où 10 mètres carrés par personne représentent le début du confort.

Le salaire moyen de 300 roubles par mois vaut 300 francs au taux de change pour touristes. 300 francs par mois de salaire moyen après 70 ans de socialisme. Et les guides officiels annoncent directement qu'il est inutile de changer des devises en roubles : il n'y a rien à acheter avec des roubles.

Tout se paie en francs, même au fin fond de l'Ouzbékistan. Il est inutile de se fatiguer à propos des dollars. Tous les changeurs au noir connaissent parfaitement les grandes devises occidentales et proposent au moins le double du change officiel. Inutile de se cacher pour changer au noir : tout se fait presque ouvertement quand ce ne sont pas les douaniers qui proposent leurs services. Au Pérou aussi, la police fait le change de devises. C'est plus inattendu dans le pays de Lénine, qui reste symboliquement omniprésent, même et surtout dans les plus petits villages.

### Une dure transition

Comment reprendre un tel pays en main alors que soixante-dix ans d'un gouvernement de fer sont à l'origine de l'échec ? Serrer davantage ou tout lâcher ? L'empire russe va-t-il s'effondrer comme un château de cartes, aussi brutalement que l'implacable empire des Incas à l'arrivée de quelques cavaliers espagnols ? C'est peu probable, mais la transition sera dure.

L'empire russe avec un parti totalitaire dominé par les Russes blancs, de Berlin à Vladivostock, a vécu. Mais une URSS recentrée sur la Russie et l'Ukraine resterait un géant économique et militaire de 200 millions d'habitants. Se gausser des problèmes de Gorbatchev sous prétexe que la Géorgie, l'Azerbaïdjan ou l'Ouzbékistan ont des velléités d'indépendance est une erreur d'analyse qui peut conduire à un drame stratégique pour l'Europe de l'Ouest.

Aussi longtemps que la Russie et l'Ukraine tiennent ensemble (et en supposant qu'un *modus vivendi* pacifique soit trouvé avec les autres républiques, même si elles quittent formellement l'URSS), l'Union slave Russie-Ukraine reste un géant à la population homogène. L'attachement des Slaves à l'héritage de Pierre Le Grand, qui a déjà retrouvé une stature équivalente à celle de Lénine, et les liens créés par le renouveau de la religion orthodoxe conduisent à anticiper, au-delà d'une transition difficile, que l'Union slave tiendra le choc.

Les Slaves souhaitent globalement une transition ordonnée et sont prêts à accepter de nouveaux sacrifices si on peut leur montrer qu'il y a de la lumière au bout du tunnel. Et même si l'impression désagréable laissée par les immeubles mal entretenus et par le manque de motivation évident des travailleurs peut choquer, la population de l'Union slave est éduquée, la recherche scientifique est de premier plan, et les ressources naturelles sont considérables.

La production de pétrole pourrait être relancée sous cinq ans avec l'aide occidentale ; une amélioration du transport et du stockage pourrait, en dix ans, transformer l'Union slave en exportateur de céréales. Cette Union slave est une puissance dominante dans l'aéronautique, les industries de défense, et sous réserve de progrès de management, est un leader potentiel dans de nombreuses filières industrielles. Même aujourd'hui, dans un contexte de crise évidente, le système de production continue de fonctionner. La médiocrité apparente ne saurait occulter les forces potentielles.

Mais si le diagnostic précédent est exact, pourquoi la situation soviétique semble-t-elle en voie de dégradation continue ? Il faut distinguer plusieurs niveaux de problèmes et de réformes. Si les économies planifiées sont moins efficaces que les économies de marché dans un monde incertain où la demande évolue rapidement et de manière difficilement prévisible par une seule autorité placée au centre d'une économie, il serait simpliste de ramener les difficultés actuelles des pays socialistes au seul fait que ces pays ont des économies planifiées.

A court terme, les pays de l'Est souffrent au moins autant d'une mauvaise politique macroéconomique et d'une mauvaise gestion microéconomique que des méfaits de l'économie planifiée (1).

La politique macroéconomique de la plupart des pays socialistes se caractérise par des déficits budgétaires considérables, résultant du poids insupportable des dépenses militaires et de subventions à la consommation et au logement.

### Du plan au marché

Ces déficits ont été couverts pour une part souvent prépondérante par la création monétaire, ce qui s'est traduit par une accumulation d'encaisses monétaires oisives que les ménages tentent désespérément de transformer en biens réels. Ainsi, en Union soviétique, les liquidités inemployées atteignent entre le quart et le tiers du PIB.

La mauvaise gestion microéconomique se caractérise par le poids des dépenses improductives, notamment militaires, et donc par une mauvaise allocation des ressources ; des pertes de stockage et de distribution qui selon les produits vont du dixième au quart de la production, voire davantage ; une non prise en compte du coût du temps et de l'argent qui se traduit par des délais de réalisation, des gaspillages de ressources physiques et une mauvaise utilisation des ressources monétaires résultant de taux d'intérêt réels négatifs atteignant parfois 5 %, et même plus ; et finalement, une absence de définition de centres de responsabilité avec mesure de performances. Par exemple, l'URSS produit suffisamment de céréales pour couvrir ses besoins, mais elle n'arrive à récolter et stocker durablement pour être consommables qu'environ les deux tiers de la récolte.

Si les pays de l'Est devaient passer d'une économie dirigée à une économie de marché sans corriger la mauvaise gestion microéconomique et les défauts de la politique macroéconomique, ils passeraient simplement d'une économie planifiée inefficace à une économie de marché en crise ouverte. Inversement, l'application d'une bonne politique macroéconomique (réduction du déficit budgétaire, réforme financière) et une meilleure gestion microéconomique pourrait conduire à une amélioration spectaculaire à court terme de la situation de ces pays. Pour conforter cette politique, il faut aussi organiser le passage du plan au marché par des réformes institutionnelles, économiques et sociales.

Les réformes institutionnelles (droit de la propriété, de la concurrence et des contrats ; liberté d'entreprise ; comptabilité et fiscalité) visent à créer les conditions d'une concurrence réelle et transparente entre les unités de production, qu'elles soient publiques ou privées. Il est essentiel, avant tout, de rendre les unités de production autonomes avec une comptabilité précise par centre de décision individualisé, la privatisation pouvant alors intervenir au moment opportun.

Ce qui fait la force de l'économie de marché, c'est l'entreprise autonome et concurentielle opérant dans un environnement législatif et réglementaire clairement défini et stabilisé. Or c'est justement sur le point de l'autonomie des entreprises que l'URSS a échoué lors des réformes Khrouchtchev en 1953, Kossyguine en 1965, et Gorbatchev en 1987-1988. Il y a là un véritable nœud gordien que l'Union slave devra trancher.

La principale réforme économique est la réforme des prix qui vise à supprimer les subventions et à aligner les prix des biens échangeables (sur un marché) sur les prix internationaux. Des prestations compensatoires, pour limiter la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs résultant de la suppression des subventions, peuvent amortir le coût social de la réforme.

Sur la base de réformes institutionnelles et d'une réforme des prix réussies dans le cadre d'une politique macroéconomique rigoureuse, il est possible d'introduire la liberté du commerce extérieur et des changes. Il faut apporter une attention particulière à la création et au développement d'un système financier permettant d'allouer de manière efficace l'épargne vers l'investissement. Cela suppose de favoriser la concurrence entre banques commerciales autonomes et de faciliter l'implantation de banques étrangères qui introduiront les techniques de prêts aux entreprises.

Ces réformes institutionnelles et économiques doivent être complétées par des réformes sociales (droit syndical, protection sociale) qui faciliteront l'acceptation des disciplines nouvelles associées au marché. L'incapacité du gouvernement soviétique depuis cinq ans à reprendre le contrôle de la politique macroéconomique et à faire les réformes minimales qui s'imposent explique la dégradation constante de la situation économique soviétique.

Mais des choix macro et microéconomiques pertinents, et une véritable autonomie des entreprises dans le cadre d'une Union slave intrinsèquement puissante, pourraient conduire à des progrès spectaculaires qui faciliteraient le passage du plan au marché. L'empire russe a vécu. La Russie pourrait être rapidement, à l'échelle de l'Histoire, de retour.

(1) On pourrait débattre de la pertinence de la distinction entre mauvaise gestion de l'économie planifiée et inefficacité de l'économie planifiée comparée à l'économie de marché. La mauvaise gestion et l'inefficacité congénitale sont évidemment liées ; mais elles ne se confondent pas. Une économie de marché n'est pas automatiquement bien gérée ; une économie planifiée peut l'être plus ou moins bien.

► Chargé de cours à l'université de Paris-Dauphine.





## CHAMPS ECONOMIQUES

**CHRONIQUE**

PAUL FABRA

# « Le gouvernement économique pleinement démocratique » de l'Europe

VOICI sans doute un *document qui en dit* long sur la politique européenne de la France, sur ses grandeurs et sur ses misères. Cela ne tient ni à la hardiesse de certaines affirmations qu'il contient, ni au *caractère péremptoire de plusieurs* des arguments qu'il met en avant. Comme il arrive souvent en pareil cas, on y est tranchant sur les points qui restent obscurs et flou sur d'autres qui appelleraient une réponse claire. Le texte dont il s'agit n'est autre que la « communication » faite par le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget quelques jours avant de se rendre à Rome pour participer à la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et *monétaire (1)*.

Le principal intérêt de ce texte officiel est de renverser au passage, sans en avoir l'air, quelques mythes et d'essayer d'en créer d'autres sur ce sujet inépuisable qui s'appelle la construction européenne. C'est ainsi que, pour la première fois dans une déclaration gouvernementale, la date du 1er janvier 1993, ouverture officielle du grand marché unique, institué comme il se doit par l'Acte unique, est quelque peu démystifiée. Il n'est *pas dit que cette date a perdu son importance.* Mais, au lieu d'apparaître comme un commencement absolu, *elle* est comme absorbée dans un autre calendrier destiné à accaparer toute l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que de leurs ministres réunis à Rome.

Ce nouveau calendrier est constitué par les étapes successives de l'Union économique et monétaire. La première d'entre elles vient d'être franchie, le 1er juillet dernier. Elle était *marquée par « la libération complète des mouvements de capitaux »*. La France a ainsi rejoint aujourd'hui – aux formalités administratives près – l'Allemagne fédérale, où le contrôle des changes n'a jamais existé, la Grande-Bretagne, où il a été aboli il y a dix ans, et les pays du Benelux.

Il a été convenu à l'occasion du précédent sommet des Douze que la première étape devra faire place à la deuxième le 1er janvier 1994. Pour décrire les conditions de ce passage, Pierre Bérégovoy use d'un raccourci propre à faire oublier bien des angoisses nées inconsidérément de la perspective d'une brusque plongée dans le bain glacé de la concurrence. Le ministre qualifie de *« simples »* les critères *qui ont été retenus pour* décider de monter à la vitesse supérieure. Le *premier de ces critères, c'est, ni plus ni moins, « l'achèvement du marché unique »* et l'autre *« la ratification du traité d'union »*. Et Pierre Bérégovoy d'ajouter : *« Aucun* [d'eux] *n'impose à la France une modification profonde de sa politique économique ou de sa législation. Dès aujourd'hui, la France est prête pour cette seconde étape. »*

Quoi qu'en dise le ministre, rien n'est moins *« simple »* que cette notion d'achèvement du marché unique. La commission *avait bien essayé au départ de lui donner* un contenu incontestable en proposant un nouveau – mais impraticable – régime de la TVA (laquelle aurait été acquittée non plus dans le pays de consommation mais dans le pays de production). Cela aurait évidemment rendu inutile tout contrôle fiscal aux frontières. Mais les Etats ont renvoyé à plus tard (certains disent aux calendes grecques), une réforme d'envergure dans ce domaine. On se contentera, en attendant, d'un régime provisoire, dont on estime qu'il permettra de sauver la face, c'est-à-dire de supprimer certaines vérifications aux frontières et donc de déplacer les postes de douane les plus voyants.

*Quoi qu'il en soit, si on comprend bien le* texte de la « communication » la mise en vigueur de l'Acte unique n'appellera pas de changement significatif, ni dans notre politique ni dans nos lois. Pour justifier un point de vue aussi optimiste, le ministre peut certes se prévaloir de plusieurs atouts, dont le franc fort est incontestablement un des plus spectaculaires. Mais, pour ne citer qu'un seul fait, l'inaptitude qu'a montrée au cours des deux ou trois dernières années l'économie française à réduire le nombre de ses chômeurs et notamment de ses jeunes chômeurs – lesquels ont pratiquement disparu en Allemagne de l'Ouest – n'est-elle pas le signe de graves insuffisances ? La *France est-elle vraiment à même de tirer le* meilleur parti possible d'un grand marché ? *Des millions de Français continuent à vivre* mal dans un pays qu'on dit prospère. On aura beau alourdir les impôts dits de solidarité, cela n'y changera rien. La cause unique de cette malheureuse situation, c'est une organisation économique qui laisse encore beaucoup à désirer.

Il est en tout cas pratiquement acquis que les Douze franchiront, si telle est l'expression juste, la ligne imperceptible qui séparera, le 1er janvier 1994, la première étape de la *seconde. Avec cette fois-ci la logique, selon* toute vraisemblance de son côté, Pierre Bérégovoy invoque à nouveau la simplicité. Selon lui, *« le contenu de la deuxième étape est guidé par un principe simple : la responsabilité ultime des décisions reste aux autorités nationales »*.

La grande innovation de la deuxième étape sera la création et l'acclimatation d'une *« nouvelle institution monétaire »* destinée à se transformer en institut d'émission pour la Communauté ( *« système européen de banque centrale »*). Les politiques monétaires y feront l'objet d'une *« coordination systématique »*. Ce n'est pas toujours le chemin qu'on prend dans la pratique. Par exemple, la nouvelle définition donnée par la Banque de France aux agrégats monétaires rapproche la France un peu plus des conceptions anglo-saxonnes et l'éloigne des analyses plus strictes, mais peut-être plus éclairantes, des plus prestigieuses banques d'émission du continent.

AUTRE mot-clé de la construction européenne : la convergence des politiques économiques qui doit s'affirmer notamment – l'exemple n'est pas pris au hasard par Pierre Bérégovoy –, par *« une réduction des déficits budgéraires »*. Ce sont les Allemands qui ont traditionnellement insisté sur ce thème. Juste retour des choses, on leur retourne aujourd'hui le compliment : *si les travaux de Bruxelles devaient* avoir pour effet d'empêcher l'Allemagne réunifiée *de s'engager un peu trop* vite dans la voie américaine du déficit, ce serait un résultat considérable, même si les rappels à l'ordre français gagnaient à être un peu plus discrets et modestes.

Le schéma de Pierre Bérégovoy pour la troisième étape – aucune date n'a été fixée, et pour cause, pour sa mise en vigueur – n'est exempt ni de force ni de faiblesse. Sa force principale, il la tire paradoxalement d'une certaine prudence institutionnelle *dérivée de Jean Monnet*, lequel n'oubliait jamais la réalité, fût-elle nationale ! Pour Pierre Bérégovoy, *« l'ambition des deux conférences intergouvernementales à venir est de mettre en commun entre Etats démocratiques d'importants éléments de souveraineté »*. C'est là la grande tradition de la construction communautaire, qui n'est pas nécessairement la même chose qu'une construction fédérale. Jean Monnet, pour sa part, parlait d' *« exercice en commun de souveraineté déléguée »* .

La faiblesse du schéma présenté par le ministre français, elle se trouve dans ce qui voudrait être le point fort de sa déclaration, où il préconise l'institution d'un *« gouvernement économique pleinement démocratique »* pour l'Europe des Douze. Le ministre aura sans doute l'occasion de s'expliquer sur ce *« pleinement démocratique »*. Une chose est claire : pour lui, cela ne passe pas nécessairement par un renforcement du Parlement européen. Cette institution décidément n'a pas l'heur de plaire à l'exécutif français, fût-il, à dominante socialiste !

Quant au *« gouvernement économique »*, une expression qui fut employée pour la première fois au début du mois d'octobre par François Mitterrand devant la convention franco-allemande du mouvement européen, il est présenté comme l'indispensable complément de l'union monétaire. Un « pôle économique » doit se développer parallèlement au « pôle monétaire » constitué par le futur système européen de banque centrale. D'où la formule qu'on croirait tirée d'un discours d'Edgar Faure, employée par Pierre Bérégovoy : *« L'indépendance d'institutions monétaires ne se conçoit que dans l'interdépendance avec un gouvernement économique. »* Dans la pratique, il ne s'agirait pas (heureusement) d'un nouvel organe. Ce qu'on désigne à Paris du nom de « gouvernement » ne sera autre que le « conseil européen » (chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres) et le conseil des ministres de la CEE, renforcé par un secrétariat plus étoffé.

Ce souci de symétrie rappelle l'obsession de la cohérence chez les planificateurs français du temps où la France croyait à un plan.

S'INTERROGER sur le sens de ce gouvernement économique revient à poser la question suivante : quelles tâches lui seraient dévolues ? L'Europe doit-elle avoir un gouvernement fort pour débattre des affaires *budgétaires de la Communauté* ? La réponse n'est pas évidente puisque, selon le principe de subsidiarité, il est entendu que l'essentiel des dépenses continueront à relever des Etats nationaux.

Dans un discours prononcé quelques jours auparavant, le 29 novembre, Pierre Bérégovoy révélait sa préoccupation. Le point qu'il soulève a fait l'objet de vives discussions à Bruxelles entre les différents partenaires de la Communauté. Le débat est en cours. Parmi les missions qui *seraient dévolues* au gouvernement économique de l'Europe, Pierre Bérégovoy met en bonne place la politique de changes. A Paris, on se plaît à souligner que c'est là le point de vue franco-britannique, qui s'oppose à celui de la Bundesbank.

L'enjeu est considérable pour la raison suivante : depuis une bonne vingtaine d'années, pour ne pas remonter plus loin, la source principale de création monétaire inflationniste dans le monde provient des opérations de soutien du dollar sur les marchés des changes. Dissocier la politique de changes de la gestion monétaire, ne serait-ce pas empêcher la Banque centrale européenne de *remplir la mission qui lui a été* confiée d'assurer la stabilité du pouvoir d'achat de l'écu ?

(1) Voir nos éditions datées du vendredi 7 décembre (p. 33).

# Une crise peut en cacher une autre

*Le prix du pétrole peut retomber à 15 dollars le baril, ce qui rendra malaisée une politique de maîtrise de l'énergie*

par Jean-Marie Martin

LA crise du Golfe achevée, le prix du baril retombera à 15 dollars et même moins. Cheik Yamani l'a pronostiqué début novembre. Il n'a vraisemblablement pas tort si la crise ne se dénoue pas par un conflit entraînant des destructions très importantes dans la région. En trois mois, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Abou-Dhabi ont accru leur production de 50 %.

Privée des apports irakien et koweïtien, l'OPEP produit presque autant fin novembre que fin juillet, à quoi s'ajoute une reprise au Mexique, en mer du Nord et même aux Etats-Unis ! Qui, le moment venu, pourra convaincre le Venezuela de plafonner sa production ? Qui empêchera l'Arabie saoudite et les Emirats de s'affranchir définitivement des quotas que l'OPEP ne parvenait déjà pas à faire respecter ?

### Une offre plus vulnérable

A 15 dollars le baril en 1991, le pétrole retrouverait, en prix constants, une valeur inférieure à celle de 1974. Cette perspective réjouira à juste titre tous les pays importateurs de pétrole d'Europe centrale, d'Afrique subsaharienne ou d'ailleurs qui ne disposent d'aucune marge de manœuvre. Elle *devrait être aussi bien accueillie* aux Etats-Unis, où l'administration Bush ne semble avoir aucune illusion sur la possibilité de restaurer un minimum d'autonomie pétrolière. En revanche, elle devrait inquiéter tous ceux pour qui la vulnérabilité de l'approvisionnement pétrolier est une composante essentielle des tensions et des risques d'affrontement dans le monde.

Le premier choc pétrolier, en 1973, avait provoqué la croissance et surtout la diversification des réserves, en accélérant le transfert des investissements d'exploration-production du Moyen-Orient vers les Etats-Unis, la mer du Nord et *les nouveaux pays producteurs*, dits NOPEP. S'il était d'une ampleur comparable – ce qui n'est pas le cas, – le choc de 1990 ne provoquerait pas les mêmes effets.

En dépit de progrès techniques remarquables qui ont contribué à abaisser les coûts et à élargir les réserves, la production de la mer du Nord et des Etats-Unis est entrée dans une phase de rendements décroissants. En outre, la baisse des prix, depuis le milieu des années 80, a divisé par deux, en moyenne, les budgets d'exploration.

Cherchant à redéployer leurs investissements vers des régions plus propices, les compagnies pétrolières se sont tournées à nouveau vers les pays du Sud. Ces réorientations ont, dans l'ensemble, été assez bien perçues ; après plusieurs années d'exploration réduite à l'étiage, nombre de pays membres de l'OPEP ont réformé leurs codes pétroliers et leur fiscalité en vue d'une relance de l'exploration par les compagnies internationales, le plus souvent en joint-ventures.

Ce mouvement se poursuivra-t-il après le conflit du Golfe ? Ce n'est pas certain. Qu'un compromis soit trouvé ou que le conflit éclate, les forces des Etats-Unis resteront dans le Golfe. L'instabilité politique *de la région, alimentée par les* conséquences dramatiques d'une rechute des revenus pétroliers dans les pays les plus peuplés, ne créera pas un climat propice au développement de l'exploration.

*Les compagnies internationales* pourraient alors se tourner vers l'Union soviétique, dont l'industrie pétrolière traverse une grave crise. Là aussi, les réglementations ont été assouplies et, pour la première fois, des appels d'offres ouverts ont été lancés. Ce ne sont pas les ressources qui font défaut, mais, outre des conditions physiques et climatiques difficiles, l'instabilité politique actuelle fera hésiter. Entre les *ministères centraux* et ceux de chaque République, qui est et qui sera demain le bon interlocuteur ?

Au total, l'actuelle crise du Golfe pourrait à la fois refermer de nombreuses portes entrebâillées et dissuader d'en ouvrir de nouvelles. Surtout, elle pourrait accroître considérablement la vulnérabilité de l'offre dont une part grandissante dépendra de la conjoncture politique et de ses prolongements *militaires. Les prix du brut fluctueraient* moins au gré des déclarations du secrétaire général de l'OPEP qu'à celles des responsables politiques des Etats-Unis sur le Moyen-Orient !

Même si les prix du brut ne retombent pas à 15 dollars, la demande pétrolière mondiale sera difficile à contenir pour la simple raison qu'elle devient de plus en plus une demande de carburant. *C'est le cas aux Etats-Unis* depuis longtemps.

C'est désormais aussi le cas au Japon et en Europe occidentale : 60 % et plus de la consommation pétrolière (hors matières premières de la chimie) sont destinés au transport aérien et surtout routier. A ce jour, la demande de ce secteur échappe à toute maîtrise : depuis 1985, elle dépasse 2,5 % par an aux Etats-Unis, 4 % en France, 10 % ou plus en Corée du Sud, en Thaïlande, à Singapour ou à Hongkong.

### Une demande moins maîtrisable

*Le besoin de déplacement des* personnes et de transport des marchandises, lié à l'organisation des sociétés industrielles et à la concentration urbaine, joue évidemment un grand rôle, mais il n'est pas le seul. Dans tous les pays, l'industrie automobile reste l'un des pivots de la croissance économique.

La maîtrise du transport routier et la priorité à la construction de *véhicules économes n'ont pas* résisté longtemps à la séduction de la puissance et de la vitesse, quel qu'en soit le coût social par ailleurs. La consommation de carburant qui en résulte est aujourd'hui *sans substitut. Elle ne peut donc* que continuer à croître avec le parc mondial de véhicules, qui devrait atteindre 500 millions d'unités vers la fin du siècle, soit 25 % de plus qu'aujourd'hui.

Les 30 à 40 % restants de la *consommation pétrolière peuvent* être remplacés par de l'énergie nucléaire ou d'autres combustibles fossiles (charbon et gaz naturel) et être utilisés plus efficacement. C'est ce qu'ont fait de nombreux *pays après la crise de 1973.* Aujourd'hui, cependant, la poursuite des substitutions et des économies d'énergie rencontre de nouveaux obstacles, qu'un pétrole à 15 dollars rendrait pratiquement insurmontables.

Les programmes nucléaires sont interrompus dans de très nombreux pays, d'abord aux Etats-Unis, qui devaient jouer un rôle directeur dans les perspectives d'après *1973. Bien plus*, un sort similaire les guette en Union soviétique et en Europe centrale si les réformes économiques, politiques et réglementaires en cours ne parviennent pas à effacer le spectre de Tcher- nobyl.

Restent les autres combustibles. Bien placé en termes de ressources et de prix internationaux, le charbon rencontre et rencontrera de plus en plus d'obstacles liés aux *pollutions qu'il provoque et à la* crainte d'une émission excessive de gaz carbonique. Même si la grande convention mondiale que certains appellent de leurs vœux n'est pas pour demain, certains pays ont décidé, ou vont décider, d'appliquer des taxes carbone dont le charbon sera la première victime.

Le gaz naturel est mieux placé. Il peut continuer à gagner des parts de marché, en pénétrant rapidement sur celui de la production d'électricité. Cette croissance de la demande pourrait cependant rencontrer la limite de l'offre (de transport, principalement) si la perspective d'un pétrole à 15 dollars le baril décourage l'investissement.

Parmi tous les pays importateurs de l'OCDE, la France a désormais l'un des approvisionnements énergétiques les moins dépendants du *seul pétrole. Du coup, sa marge de* manœuvre est plus étroite que celle de ses voisins car elle ne peut plus compter sur les mesures qu'elle a mises en œuvre avec succès après 1973.

La diversification géographique des *importations de pétrole brut* avait réduit la part du Moyen-Orient de 71,5 % en 1973 à 29,4 % en 1985. Remontée à 44,5 % à la veille du conflit du Golfe, cette part sera difficile à diminuer de *façon significative au cours des* prochaines années.

Avec une participation du nucléaire qui approche 75 % de la production d'électricité, il n'existe plus beaucoup de fuel lourd à « chasser » de la production thermo-électrique. La croissance du parc nucléaire pourrait-elle déplacer d'autres produits pétroliers dans l'industrie et le résidentiel-tertiaire ? Sans doute, mais dans des proportions limitées, car le rythme en sera subordonné à la vitesse de renouvellement des équipements dans l'industrie.

### Et la stratégie française...

En outre, la concurrence sera vive de la part du gaz naturel, et du fuel-oil tant que les raffineurs hésiteront à se lancer sans réticences dans des investissements de conversion profonde. Désormais, seul le cadre européen est adapté à une stratégie de redéveloppement de l'énergie nucléaire.

Reste la maîtrise de la demande d'énergie. Par rapport à 1973, son principal atout réside dans un stock renouvelé de techniques et un capital inappréciable de savoir-faire. Mais elle doit aborder des terrains d'une tout autre complexité que ceux où elle a fait ses preuves jusqu'à présent. Le premier – et le plus important – est celui des transports, alors que la plupart des objectifs fixés au début des années 80 ont été abandonnés.

Dans l'esprit des responsables politiques, l'expansion de l'industrie automobile, face notamment à la concurrence japonaise, compte beaucoup plus que la consommation de carburant des véhicules et l'impact négatif du trafic routier sur l'environnement. La diminution uniforme du taux de TVA sur les automobiles et la désindexation partielle de la TIPP augurent mal d'une politique de maîtrise de la demande.

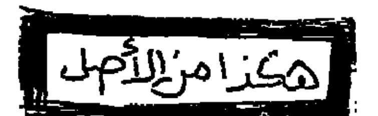
*Si* l'on veut réduire la vulnérabilité de notre système de transport, il faudra pourtant bien maîtriser la consommation de carburants par le respect des limitations de vitesse, l'incitation à l'achat de véhicules *économes, le développement* du transport combiné rail-route et une relance des innovations dans le transport urbain.

Le second terrain, déjà prospecté à l'étranger, l'est encore fort peu en France. Une électricité abondante et relativement bon marché, grâce au programme nucléaire, risque de faire perdre de vue les avantages des techniques décentralisées, flexibles et économes en énergie qui sont en train de faire leurs preuves. Le Public Utility Regulatory Policy Act (PURPA) a donné le coup d'envoi aux Etats-Unis, impulsant la production combinée chaleur-force, qui, outre ses rendements *très élevés*, permet fréquemment la combustion d'ordures ménagères ou de déchets végétaux. Les turbines à gaz ont profité de l'ouverture et progressé rapidement en direction des cycles combinés.

C'est par ce canal que d'autres innovations favorables aux énergies renouvelables pourraient progressivement s'insérer dans les systèmes d'approvisionnement. Ce terrain est *cependant tout aussi* difficile que celui des transports. C'est localement, et au cas par cas, que de tels projets peuvent être montés. Encore faut-il qu'existent des capacités locales d'initiative et des modes de financement adaptés. Celui par tiers payant en est un bon exemple, mais il n'est pas le seul.

Le transport et la production combinée chaleur-force n'épuisent pas le contenu d'une *politique de* maîtrise de la demande d'énergie. L'un et l'autre illustrent cependant deux aspects essentiels de toute politique dans ce domaine : la durée qui s'oppose au *« stop and go »* lié aux fluctuations *des prix* pétroliers ; l'articulation de l'international (normes) au local (initiatives), souvent mal comprise de certaines institutions nationales.

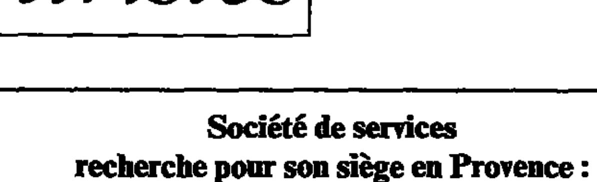
► Directeur de l'Institut d'économie et de politique de l'énergie (CNRS-université de Grenoble).



# Le Monde des Dirigeants



# Le Monde des Juristes



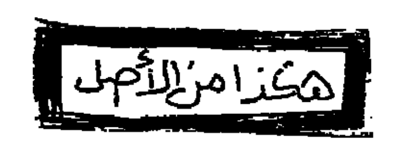



# des Juristes

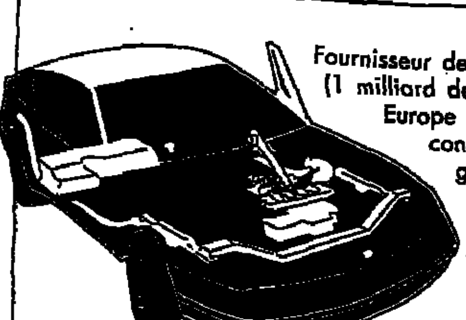








# Le Monde de la Gestion



Fournisseur de fonctions complètes automobiles, LEBRANCHU (1 milliard de CA) regroupe 1500 personnes sur 9 sites en Europe et développe des activités de Bureau d'Etudes, conception et réalisation de prototypes, production grande série.

Dans le cadre de l'Internationalisation de notre groupe, nous recherchons un :

## JEUNE AUDITEUR FINANCIER

**Votre mission** : Rattaché au Directeur Général, vous contrôlez les résultats financiers et l'organisation des filiales. Vous harmonisez les procédures sur l'ensemble de nos sites, et, à partir de vos analyses, proposez des actions en terme d'investissement et d'organisation.

**Votre profil** : A 30 ans environ, avec une formation économique supérieure, vous avez acquis une solide connaissance des méthodes d'Audit lors d'une première expérience.
Autonome et rigoureux, vous pratiquez couramment l'anglais, la connaissance de l'espagnol serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Christine CHUZEL - Service Recrutement
271 Chaussée Jules César -95250 BEAUCHAMP

LEBRANCHU
LE PARTENAIRE POUR CREER.



HCAP

---

## Steelcase Strafor

**Leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux (6 600 salariés ; 3,5 milliards de FF de chiffre d'affaires), les valeurs qui nous rassemblent sont la recherche de l'excellence, la volonté de leadership, le culte du client et l'internationalisation. Nous recherchons un**

## Contrôleur de Gestion

### Rémunération motivante

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un candidat à fort potentiel pour prendre en charge, au niveau européen, le contrôle de gestion de l'une de nos divisions industrielles. Vous êtes responsable du processus budgétaire consolidé, analysez les résultats et proposez toute mesure nécessaire au développement de l'activité.
Vous mettez en place les équipes et les systèmes nécessaires à une analyse économique performante.
Agé de 26/30 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et bénéficiez d'une expérience de 2 à 5 ans en milieu industriel et/ou en cabinet d'audit. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Si vous êtes intéressé par la perspective de rejoindre un groupe performant susceptible de vous offrir d'intéressantes perspectives d'évolution à court terme,

contacter Pascale Gutton au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf.PG6405MO.

MP
**Michael Page Finance**
*Spécialiste en recrutement Financier*

LBW

---

## Responsable de trésorerie prévisionnelle

LE LIVRE DE PARIS, filiale du Groupe HACHETTE, occupe une place de premier plan en Europe dans l'édition et la vente d'encyclopédies et d'ouvrages de référence.

Sous la responsabilité du Directeur du Contrôle de Gestion, vous élaborerez le budget de Trésorerie et en assurerez le suivi.

Vous participerez à l'ensemble des études et simulations financières. Enfin, vous proposerez toutes optimisations sur les modèles et systèmes de prévision et de gestion de Trésorerie.

De formation ESC ou équivalent en Contrôle de Gestion, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans une Direction équivalente ou un cabinet d'Audit et vous avez une parfaite pratique de la micro-informatique et de l'anglais.

Notre choix reposera sur vos qualités de rigueur, de méthode, sur votre capacité de dialogue et de travail en équipe.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence 430/M à Jacques de Poix, Le Livre de Paris - 3/5 avenue de Garlande - 92220 Bagneux.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

CURRICULUM

---

**Un Etablissement financier leader dans son domaine et disposant d'une implantation internationale recherche son**

## Contrôleur de Gestion

Rattaché à notre Contrôleur Financier, votre rôle sera d'élaborer le budget, d'assurer le contrôle budgétaire et l'analyse des écarts, et le reporting mensuel du groupe. Vous fournirez à la Direction Générale tous les chiffres nécessaires pour la gestion de l'entreprise (tableaux de bord ...).
A environ 30 ans, parlant couramment l'Anglais, de formation supérieure, vous avez au moins 3/4 ans d'expérience de la fonction en milieu financier de préférence. Vous êtes un praticien averti de l'outil micro-informatique.

Votre potentiel, vos qualités de communication, vos facultés d'adaptation et de créativité comme d'autonomie, vous font souhaiter rejoindre une structure dynamique et évolutive.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf.FS6425MO.

MP
**Michael Page Banking & Insurance**
*Spécialiste en recrutement Banque - Assurance*

LBW

---

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

*Ensemble entreprenons le futur*

Forte de 3500 collaborateurs appartenant à une cinquantaine d'établissements, la **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS** gère un budget de plus de 2 Milliards de Francs afin d'assurer sa mission consultative, ainsi que ses autres missions d'appui aux entreprises, de formation, d'aménagement et d'équipement de la circonscription.
Elle recherche aujourd'hui :

## 3 JEUNES ORGANISATEURS

Ces diplômés de l'enseignement supérieur (**ESC ou équivalent** + DECS) disposant d'une première expérience, d'environ 2 ans, dans les **fonctions Comptabilité/Gestion** participeront activement au projet de refonte du **Système d'Information Budgétaire, Analytique et Comptable** de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, dans ses aspects organisationnels et financiers.

Vous êtes ouvert, désireux de vous intégrer dans un environnement évolutif et diversifié, de participer à un projet d'entreprise ambitieux et motivant ; vous avez l'esprit critique, le goût des solutions pragmatiques et le sens des contacts humains, alors envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en indiquant vos prétentions de salaire, s/réf. F 278 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

DESSEIN

---

**Holding d'un des premiers groupes agro-industriels mondiaux (CA : 37 MdF), nous faisons partie d'un groupe international prestigieux, dynamique et ambitieux et recherchons notre**

## TRESORIER FRANCS ET DEVISES

*(H/F)*

Collaborateur direct de notre Directeur de la Trésorerie et du Financement et animant une équipe de 11 personnes, une large mission de gestion opérationnelle et prévisionnelle des besoins et des risques de nos filiales vous attend : centralisation des reportings et prévisions budgétaires mensuelles, animation des réunions avec les trésoriers, gestion quotidienne de leurs besoins de financement et de leurs risques de change, contrôle de l'enregistrement comptable des opérations, relations bancaires...

A 28/30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou Maîtrise de gestion avec, de préférence, un DECS), vous avez évolué, depuis 5 ans environ, de l'audit ou du contrôle de gestion vers la trésorerie au sein d'un groupe de taille internationale et désirez aujourd'hui développer des compétences de haut niveau dans ce domaine. Vous maîtrisez l'anglais et la micro-informatique. Des opportunités d'évolution au sein de notre groupe seront offertes à un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous référence H 281 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

DESSEIN

---

*Conciliez goût de la rigueur et des chiffres avec passion de la communication*

Filiale de l'un des tout premiers groupes de Communication en France et en Europe, la stratégie commerciale ambitieuse de notre jeune équipe de Direction nous a conduit à occuper aujourd'hui la première place sur nos marchés (CA : 500 MF). Consolider cette réussite est à présent notre objectif. Nous recherchons notre :

## DIRECTEUR COMPTABLE

*PARIS*

Directement rattaché à la Direction Générale, vous encadrerez une équipe d'une douzaine de personnes et aurez une double mission :
améliorer et garantir la fiabilité des informations comptables et fiscales à produire périodiquement pour les besoins tant internes qu'externes (reporting mensuel, consolidation, liasse fiscale) ;
en liaison avec le Contrôle de gestion et les opérationnels, participer au développement d'un système d'information intégré concourant à l'optimisation du contrôle des coûts et de la qualité de nos prestations.

Agé de 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DECS minimum, Expertise Comptable appréciée), vous êtes un professionnel de la comptabilité (de type anglo-saxon). Vous aspirez aujourd'hui à exercer l'entière responsabilité de la fonction comptable et fiscale d'un groupe important, dans un contexte jeune et dynamique.

Nous vous offrons la possibilité de concilier votre goût de la rigueur et des chiffres, assorti d'excellentes qualités relationnelles, avec un intérêt marqué pour la communication.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous réf. F 285 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

---

LVMH
MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

Avec un portefeuille de marques parmi les plus prestigieuses du monde, notre groupe réalise un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de francs, dont 80% à l'étranger, et emploie 13000 collaborateurs. Notre développement nous conduit à renforcer nos structures d'audit interne et à rechercher un

## AUDITEUR INTERNE

*Paris*

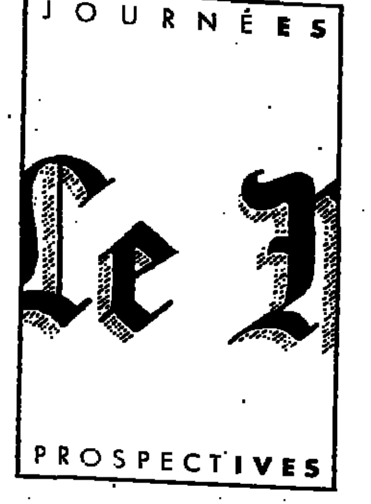
Vous aurez la responsabilité de missions d'audit opérationnel, financier ou de management tant en France qu'à l'étranger (Etats-Unis et Extrême-Orient). De fréquents déplacements sont à prévoir. Vous travaillerez en étroite relation avec les auditeurs de nos filiales au développement des procédures et du contrôle interne.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ... + DECF) vous avez acquis une expérience d'au moins 3/4 ans d'audit dans un Cabinet Anglo-Saxon, complétée par une première expérience au sein d'un grand groupe international ou de Conseil en Organisation. Une bonne connaissance de l'environnement informatique sera un atout supplémentaire.
Votre professionnalisme, vos excellentes qualités relationnelles, votre parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir et évoluer au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions sous la référence E 276 M à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris , qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

DESSEIN




# PARIS

**Les 15, 16 et 17 janvier 1991**

**Unesco**
**125, avenue de Suffren**
**75007 Paris**
**Métro Ségur**

**Accès libre et gratuit**

*Renseignements :*
*Tél. : (1) 47-00-59-24*
*du lundi au vendredi*
*de 9 h à 13 h*

# 3 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

## Mardi 15 janvier :

### Les assises de l'emploi : partager l'expérience

**8 h 45 :** accueil des participants

**9 h 00 :** **ouverture par André Fontaine, directeur du journal *le Monde***

**9 h15 :** **introduction par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde* :** « les années 90, vues il y a dix ans »

**9 h 45 :** **« La gestion prévisionnelle de l'emploi : de 3 ans à 15 jours »**
- **Dominique Thierry,** délégué général de Développement et emploi
- **Jean-Claude Crosse,** directeur des relations du travail du groupe Thomson
- **Xavier Stéfani,** directeur des Ressources humaines de Cap Sesa
- **Giorgio Ferretti,** General manager de la Banca commerciale italiana
- **Vincent Merle,** consultant chez Bruhnes Consultants

**11 h 30 :** **« Y a-t-il encore des partenaires sociaux ? »**
- **Pierre Guillen,** vice-président, délégué général de l'UIMM
- **Jean-François Colin,** directeur des Ressources humaines de la SNCF
- **Bruno Trentin,** secrétaire général de la CGIL
- **Yves Lasfargue,** directeur de la recherche de IFG Technologies
- **Zigmund Tyszkiewicz,** secrétaire général de l'UNICE

**14 h 30 :** **« Les cohabitations dans l'entreprise : les jeunes et les anciens, les diplômés et les promus... »**
- **Jean-Emmanuel Combes,** associé, directeur des Ressources humaines de Price Waterhouse
- **René Lasserre,** secrétaire général du CIRAC
- **Thierry Leroy,** secrétaire général des AGF
- **Guy Malhouitre,** directeur adjoint à la direction du personnel et des affaires sociales de EDF

**16 h 00 :** Pause

**16 h 15 :** **« Les ressources humaines et le recrutement dans le cadre des fusions-acquisitions »**
- **Nicolas Bühler,** directeur général adjoint de Bossard Consultants
- **Christian Brière de la Hosseraye,** directeur des Ressources humaines de Bull
- **Yves Barou,** directeur des Ressources humaines de Rhône-Poulenc - RORER
- **Michel Combe,** directeur des Ressources humaines du groupe Concept

**17 h 45 :** Conclusion

*Entrée sur invitation*

## Mercredi 16 et jeudi 17 janvier :

### Les Tribunes des entreprises :

**AGF :** des métiers et des styles
**Apple :** l'entreprise apprenante, du développement de l'individu au développement de l'entreprise
**Bossard Consultants :** réussir dans le conseil : Bossard Consultants, groupe européen leader, présente un métier d'ouverture
**Groupe BULL :** des carrières européennes pour un défi mondial
**CJDES :** entreprendre pour des idées, travailler pour la solidarité... l'économie sociale
(Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale)
**Crédit Lyonnais :** la diversité des métiers dans un groupe financier international
**EDF et GDF :** deux entreprises à dimension internationale
**Elf Aquitaine :** thème en cours d'élaboration
**Framatome :** les technologies de l'essor, de la maîtrise du changement au développement des compétences
**France Télécom :** les profils du changement
**GEC ALSTHOM :** nos métiers font avancer le monde ; avec vous, nous ferons mieux encore
**Hewlett Packard :** gérer la complexité, exigence et plaisir
**Banque Indosuez :** l'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale
**Lafarge Coppée :** la place des commerciaux dans l'industrie
**Price Waterhouse :** quelle Europe dans la gestion des hommes ?
**Promodès :** la gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management
**Rhône-Poulenc :** un groupe de 94 000 entrepreneurs ; l'éthique de Rhône-Poulenc dans le management des Ressources humaines
**Schlumberger :** 50 000 personnes de 90 nationalités dans 100 pays ; la place des hommes dans la gestion globale de l'entreprise
**Sligos :** LES HOMMES : facteur de succès d'une société de services performante et innovatrice
**SNCF :** une gestion efficace des hommes, pour entreprendre et s'investir dans des projets ambitieux
**Snecma :** être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'Aéronautique et l'Espace, pour quelles aventures du futur ?
**Thomson :** gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction au service du développement des carrières
**Total :** La gestion des cadres expatriés et internationaux

### Les Forums de l'emploi :

- **Les débats des universités et des écoles :**
  **« Université-entreprise : la réconciliation »**
  animé par Frédéric Gaussen, responsable du *Monde Initiatives*
  **« La dimension européenne dans la formation »**
  animé par Frédéric Gaussen, responsable du *Monde Initiatives*.
  **« Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? »**
  animé par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde*
  **« Les Bac + 2 »**
  avec la participation de la MNEF, animé par Catherine Bédarida, rédactrice en chef adjointe du *Monde de l'éducation*
- **Les débats SVP** apporteront des réponses concrètes aux cadres et responsables des PME-PMI sur :
  **« Pourquoi choisir une PME-PMI pour faire carrière ? »**
  **« L'expatriation »**.
- **L'APEC,** avec un débat sur le thème suivant : « Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises ? »

### Les portes de l'Action :

- **Préparer l'avenir :** 6 conseillers d'orientation seront présents pour aider les étudiants à mieux connaître les formations qui existent afin de préparer leur avenir
- **Le kiosque aux stages :** le CDTE et la MNEF proposent un kiosque spécialement consacré aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les domaines.
- **Les conseils des experts aux cadres :** pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans, des consultations individuelles et gratuites seront offertes par les cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTEC et de la Chambre nationale syndicale des conseils en recrutement.

Le Monde de la Gestion

# DIRECTEUR DE NOTRE AGENCE CENTRALE

## Au cœur du marché de l'économie sociale

**Paris** - GMF Banque affirme sa présence sur le marché de l'économie sociale et son intention d'en être un des acteurs majeurs. Pour mettre en œuvre cette orientation stratégique, GMF Banque renforce ses relations de partenariat avec les associations, les mutuelles et les coopératives. La mission principale du directeur de notre agence centrale sera de participer à l'élaboration des plans de développement, de fédérer toute l'équipe autour de ces projets, de concrétiser et d'intensifier les relations avec nos clients. Ce poste est proposé à un spécialiste de ce secteur, issu de la banque, ayant eu la responsabilité d'une clientèle diversifiée et ayant développé des relations à tous niveaux. Votre formation et votre expérience vous ont donné une compétence, une force de persuasion, un esprit entreprenant et mobilisateur qui ne sont plus à prouver et qui sont indispensables à ce poste. Merci d'adresser votre dossier à J.PH. VERON en précisant la référence A/F9824M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)

GMF Banque




# FUTUR DIRECTEUR BRANCHE RESIDENCES ET FOYERS

## Marseille

Cet important groupe financier et immobilier implanté sur la façade méditerranéenne (PACA et LR) représente 600 personnes et gère 20.000 logements. Sa diversification l'amène à créer un poste de futur directeur de branche. Sous l'autorité de la direction actuelle, il prendra en charge le développement et la gestion de l'ensemble des foyers non médicalisés (personnes âgées, jeunes travailleuses, migrants... etc.) représentant une gestion de 500 logements. Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (bac + 5) et ayant une expérience de direction de centre de profit dans la restauration collective, l'hôtellerie / para hôtellerie, de cliniques ou d'organismes sociaux. Ce poste constitue une opportunité pour intégrer une structure en constante évolution qui a besoin de cadres de haut niveau. Les réponses seront transmises à notre client. Prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence B/X 4010M et joindre photos et prétentions - **PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72.** (PA Minitel 36.15 code PA)




# La compétence, de A à Z...

... car la clôture réelle du dossier est à long terme puisqu'il s'agit de crédit-bail immobilier. Dans l'intervalle, vous nous aurez prouvé votre rigueur, votre connaissance de la gestion, vos qualités de contact. C'est pour vous, diplômé (pouvant faire valoir une première expérience) en gestion et/ou en droit, l'opportunité de prouver votre sens de l'entreprise.

Pour ce faire, vous vous assurerez tout d'abord que le dossier commercial, financier, administratif est complet (permis de construire, garanties...). Bien sûr, vous contrôlerez le bon déroulement des opérations d'acquisition de terrain, de réalisation des constructions. Le suivi de notre clientèle et de nos immeubles vous échoit tout autant : recouvrements, montage des barèmes financiers et comptables, cessions de contrats, assurances... Il est clair qu'après formation, vous jouirez d'une réelle autonomie.

Etablissement actif, dont l'actionnariat est composé de groupes financiers de tout premier plan, nous intervenons dans le financement en crédit-bail de locaux d'activités, d'hôtels, d'immeubles à usage industriel, de bureaux, de centres commerciaux... Nos structures souples, légères, l'esprit d'initiative qui nous anime, favorisent des parcours motivants liés à l'acquisition de compétences et à la performance. Nous avons demandé à Philippe Vuitteney, associé du cabinet Sirca, d'étudier votre candidature. **Adressez-lui vite un dossier sous la référence 246 885 LM au 140, boulevard Haussmann - 75008 Paris;** en indiquant votre niveau actuel de rémunération.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN RECHERCHE UN

# ANALYSTE FINANCIER POUR NOTRE DIRECTION DES PRETS IMMOBILIERS

Au sein d'une équipe de jeunes analystes financiers vous serez chargé d'étudier et de quantifier les différents risques encourus par notre groupe lors des opérations de financements d'habitat social, de prises de participation et validerez les analyses financières faites par nos directions régionales. Vous prendrez personnellement en charge des dossiers spécifiques et nous représenterez dans différentes instances administratives et professionnelles.

Pour ce poste qui requiert autant de rigueur que de sens du contact, nous souhaitons rencontrer un analyste financier ayant une première approche de l'immobilier social de 2 à 5 ans et possédant une formation supérieure, de préférence orientée vers la finance.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous référence 69, à MEDIA PA - 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra

Quand on est le n°1 mondial du contrôle qualité, ça ouvre des horizons.

De l'agro-alimentaire au nucléaire, SGS - N° 1 mondial de l'inspection et du contrôle qualité intervient dans tous les secteurs d'activité. La compétence au service de la sécurité et de la qualité est le point fort de nos équipes professionnelles. Dans le cadre du fort développement de nos activités, nous recherchons

## *Responsable Comptabilité-Finance* PARIS

A 30/35 ans, titulaire d'un DECS ou équivalent, vous avez une expérience de 5 ans au moins en service comptabilité de PME.
Au sein d'une filiale de 150 personnes, sous la responsabilité du Président de cette filiale, et en liaison étroite avec la Direction Financière du Groupe SGS FRANCE, vous prendrez en charge l'intégralité de la fonction finance, comptabilité, contrôle de gestion de cette filiale, et animerez une petite équipe comptable (réf. RCP).

## *Responsable Administratif et Financier* CHERBOURG

A 30/35 ans, titulaire du DECS ou équivalent, vous avez une expérience de 5 ans au moins en tant que Responsable Administratif et Financier d'une PME. Au sein d'une filiale de 130 personnes, sous la responsabilité du Directeur Général de cette filiale, et en liaison étroite avec les différentes directions fonctionnelles du Groupe SGS FRANCE, vous superviserez les sections administratives, paye et comptable de la filiale ; vous assurerez le reporting comptable et de gestion auprès de la maison-mère. Vous prendrez par ailleurs en charge l'ensemble des problèmes administratifs et logistiques (réf. RAC).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence du poste choisi à Francis BERGERON - Directeur du Personnel SGS QUALITEST - 16, rue du Louvre - 75001 PARIS.

SGS
SGS Qualitest
LA QUALITE, C'EST NOTRE AFFAIRE

MEDIA PA

# DE LA REMUNERATION A L'EVALUATION DES FONCTIONS

**Région parisienne** - Ce groupe puissant est l'un des leaders de l'assurance française. Intégré au département des ressources humaines, le jeune cadre qu'il souhaite recruter mettra en place des indicateurs permettant un meilleur pilotage de la politique salariale et mènera les études nécessaires à la création d'un système d'intéressement. Il participera de plus à la conception de la méthode d'évaluation des fonctions et assurera la maintenance du système d'identification des emplois. Ce poste s'adresse à un jeune cadre, de formation Bac + 4/5 économie - gestion (option ressources humaines souhaitée) complétée par une première expérience courte de la fonction personnel acquise dans le domaine des études et/ou de la rémunération. La connaissance des métiers de l'assurance serait très appréciée. Ecrire à C. BUSO en précisant vos prétentions ainsi que la référence A/F9826M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12.** (PA Minitel 36.15 code PA)




Le C.M.M. recherche un

# OPERATEUR FRONT OFFICE

Au sein de notre Direction des Affaires Financières, vous aurez plus particulièrement en charge la réalisation de nos opérations de refinancement et vous participerez à la gestion de la trésorerie et du portefeuille obligataire, ainsi qu'à la mise en place des techniques de suivi et de couverture du risque de taux global de la banque. Avec une formation supérieure (DESS ou équivalent), vous utilisez couramment la micro-informatique. Vous avez un goût prononcé pour les analyses globales.

Envoyer C.V., photo, prétentions à la D.R.H. Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen, 494 Avenue du Prado, 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel
*une banque à qui parler*

CURRICULUM

ACOVA RADIATEURS CHAUFFAGE ET DECORATION

# *CONTROLEUR DE GESTION "ENTREPRISE"*

*ACOVA (700 personnes, 350 Millions de F de CA) connaît une importante expansion en France et en Europe. Sur le marché HAUT DE GAMME qui est le sien, elle occupe la première place. Son développement la conduit à proposer aujourd'hui le poste de CONTROLEUR DE GESTION.*

*Auprès de la Direction Générale, participant au Comité de Direction, vous assumerez de façon autonome une fonction complète : préparation des plans budgétaires mensuels et annuels et reporting ; conseil actif de toutes les hiérarchies concernées sur le plan de la gestion ; optimisation des systèmes informatisés existants : création de nouvelles procédures et développement des outils d'analyse ; missions particulières d'audit et d'organisation. Le domaine INDUSTRIEL (Usine de 500 pers.) représentera une part majeure de votre mission.*

*Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction (30/35 ans), diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Ing. ou Univ.) avec une expérience réussie de plusieurs années, dans un contexte INDUSTRIEL de préférence.*

*Le poste est basé à EVRY. Les conditions offertes ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur.*

*Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous réf. M 112 R1 à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS.*

NEMESIS

AFFLUENTS

# Contrôleur de Gestion ESC,...

## Paris

HACHETTE LITTÉRATURE GÉNÉRALE rassemble les célèbres collections d'HACHETTE Guides de voyage, Littérature et Pratique.

En liaison étroite avec le Directeur Administratif et Financier de ce Département, vous prendrez en charge le contrôle budgétaire, la mise au point et la réalisation d'un tableau de bord mensuel, le reporting auprès de la Direction Générale du Groupe ainsi que la réalisation de différentes études.

Vous possédez 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet ou contrôle de gestion opérationnelle, une bonne connaissance de la micro-informatique et si possible de la comptabilité analytique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 90110/M à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE, 24, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

HACHETTE GROUPE LIVRE

CURRICULUM

# Le Monde de la Gestion

Importante banque spécialisée sur une clientèle juridique et institutionnelle recherche des

## Animateurs de réseau bancaire

Au sein du département de l'exploitation, vous intégrerez notre Direction du développement et plus spécifiquement le secteur de l'animation commerciale.

Responsable d'une zone géographique, vous interviendrez auprès du réseau et/ou de la clientèle implantés en Province. Vous élaborerez les plans d'action commerciale, en créant des outils de suivi d'activité et en assistant les exploitants auprès de la clientèle (conseil, formation, visites, participation au montage d'affaires...)

Vous représenterez notre établissement lors de manifestations que vous organiserez, et vous alimenterez la structure marketing en informations issues du terrain.

Pour ce poste, où connaissances techniques et force de conviction vont de pair, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Banque-Finances...) justifiant d'une expérience réussie dans le secteur bancaire et disponible pour des missions de courte durée en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 72 à

MEDIAPA - 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.




recherche

## CONTROLEUR DE GESTION

DE FORMATION SUPERIEURE EN ECONOMIE GESTION

Il aura acquis son expérience industrielle dans le secteur agro-alimentaire.

Ses objectifs :
— finaliser la mise en place du Contrôle de Gestion
— verrouiller la structure du suivi budgétaire
— susciter et pérenniser les flux d'informations dans l'entreprise.

Poste basé à SAINT-DIZIER (52)

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. GEST à
**Henri RENGOT - S.A. MIKO**
**26, rue Lamartine - 52111 SAINT-DIZIER CEDEX**

P.R.

*Important Groupe Industriel*
recherche pour deux de ses unités de production :

## CONTROLEURS DE GESTION H/F

• Bourges (réf. CB/LM) • Tarbes (réf. CT/LM)

30 ans environ, ingénieurs avec une formation gestion, ou diplômés d'une ESC ; expérience de 5 ans environ acquise en milieu industriel.
Merci de nous adresser, sous la référence concernée, lettre manuscrite, CV et prétentions. Confidentialité totale garantie.

**SM Conseil** 38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

## AUDITEUR INTERNE




Ce groupe industriel emploie plus de 1000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs en 1989. Il est devenu un leader inconstesté dans le domaine de l'ETANCHEITE grâce à la diversité et à la qualité de ses gammes de produits qu'il fabrique et commercialise. Il exporte plus d'un tiers de sa production dans 40 pays. Dans le cadre de sa politique de développement, il recherche un **AUDITEUR INTERNE.**

Rattaché à la Direction Générale du groupe, le candidat aura pour mission d'étudier le bien-fondé et la cohérence des circuits d'information, la conformité avec les procédures internes et l'efficacité de la gestion de la société et de ses filiales françaises et étrangères, de proposer des améliorations du contrôle interne.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (ECS, ESCAE...) à fort potentiel, possédant une expérience réussie de 2-3 ans, dans un contexte similaire ou au sein d'un cabinet d'audit ou d'un service financier en entreprise.

Le poste est basé à Strasbourg, dans un cadre de travail agréable. Le candidat se verra proposer une rémunération intéressante et une excellente opportunité d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 44/3146 E à :

**EGOR REGION EST**
18, rue Auguste Lamey - 67082 STRASBOURG CEDEX

**EGOR**
PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

aum.

## Ennuyeux, la direction comptable ? Objection, Votre Honneur !

En effet GIDE LOYRETTE NOUEL, premier cabinet français d'avocats d'affaires (300 personnes à Paris et dans les bureaux à l'étranger), n'est pas vraiment un contexte de tout repos. 4 000 sociétés lui ont confié leurs dossiers, et c'est avec passion que les 40 associés défendent les positions de leurs clients. Un milieu riche en matière grise, où chaque affaire est un nouveau cas particulier pour l'équipe comptable.

En vous proposant la responsabilité de cette équipe (10 personnes), nous vous confions LE projet qui nous tient à coeur : concevoir une organisation comptable de pointe dans un société qui a doublé son CA en 3 ans, et la mettre complètement au service de nos prestations. Votre maturité professionnelle et l'expérience très concrète des meilleurs systèmes de gestion informatisée sont pour cela vos meilleurs atouts.

Vous êtes à la fois créatif et organisé, disponible et convivial, décideur et diplomate... et vous parlez l'anglais : c'est vrai, nous sommes exigeants. Mais vous pourrez l'être aussi, si vous avez le punch et l'envergure nécessaires pour ce projet. Ecrivez à Claire de Bucy, Sirca, 140 bd Haussmann, 75008 Paris, elle étudiera confidentiellement votre candidature. Réf. : 178 312 LM.

**Sirca**
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

SOURCES

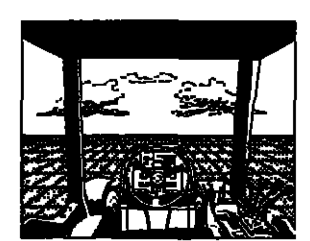
*Groupe de communication*
cherche
POUR MÉDIA DE PROXIMITÉ (30 collaborateurs)

**1 HEC, ESSEC...**

Expérience en contrôle de gestion et management des hommes, pour Paris, Rhône-Alpes, Haute-Savoie, Savoie.
Salaire annuel de départ : 180 KF

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence : 8162 au Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.





## AUX COMMANDES DE VOTRE AVENIR

L'un des leaders mondiaux en matériels de travaux publics et agricoles recherche plusieurs

## BUSINESS AUDITORS

Au sein de l'équipe d'Audit basée au Plessis Belleville (Oise), vous interviendrez sur les différents sites européens du groupe pour des missions opérationnelles ; votre action ainsi que vos recommandations seront très proches du terrain et s'inscriront totalement dans le management des affaires.

Agé de 25/35 ans environ, de formation financière supérieure (ESC, DECS, Maîtrise...), vous justifiez d'une expérience d'audit de 3 ans minimum acquise en grand cabinet ou en entreprise. Vos atouts majeurs sont votre autonomie, votre mobilité, votre parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que la pratique de l'informatique ; vous pourrez compter sur un salaire attractif et des perspectives d'évolution rapides.



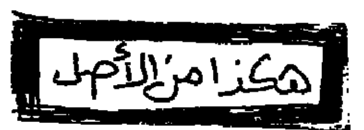

**Michael Page Finance**
*Spécialiste en recrutement Financier*

**Case Poclain S.A.**
J I Case
A Tenneco Company
TENNECO

Contactez Charles CHABOD, au (1) 45.53.26.26 ou adressez C.V. + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. CCH6385MO.

CONTESSE





Le Monde de la Gestion

# MARCHÉS FINANCIERS

Un départ annoncé et préparé

## M. Régis Rousselle démissionne des présidences de la SBF et du CBV

**Confirmant ses intentions de ne pas rester à la tête de la Société des Bourses françaises (SBF) et du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), M. Régis Rousselle a annoncé, le lundi 10 décembre, sa démission. Le CBV, instance chargée de la réglementation des marchés, devrait élire mercredi 12 décembre pour successeur M. Bruno de Maulde, président du Crédit du-Nord. La présidence de la SBF, société assurant le fonctionnement de la Bourse, sera confiée, à l'issue de l'exercice 1990, à M. Jean-François Théodore, actuel directeur général.**

Cette réorganisation n'a rien d'une surprise. De simple rumeur circulant durant l'été, la nouvelle est devenue certaine en septembre lorsque M. Régis Rousselle lui-même confirma son prochain départ pour couper court à tout bruit supplémentaire. Tout était ensuite une question de calendrier. *« Conscient d'avoir mené à bien la mission de mise en place de la réforme de la Bourse »*, le président de la SBF et du CBV abandonne ses mandats pour *« réaliser d'autres projets »* sur lesquels il reste, pour l'instant, discret. A quarante-deux ans, l'ancien agent de change retourne non sans une certaine satisfaction dans la coulisse, quittant après deux ans et demi le devant d'une scène agitée.

Le 14 juin 1988, pour remplacer les dirigeants de l'ex-chambre syndicale des agents de change éclaboussés par les pertes de plus de 500 millions de francs enregistrées sur le Matif (Marché à terme international de France), le CBV et la SBF nommaient à leur présidence M. Régis Rousselle et confiait à M. Gérard de la Martinière, président du Matif, la direction générale de la SBF. *« Nous sommes là pour faire le ménage »*, affirmait alors le nouveau dirigeant peu connu dans la profession, mais déjà réputé pour son intransigeance dans les négociations.

L'ex-chambre syndicale des agents de change, devenue depuis Société des Bourses françaises, et dont il assure la vice-présidence, M. Rousselle la connaît bien. Diplômé de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, il y entre en 1972, à vingt-quatre ans comme informaticien. Deux ans plus tard, il fonde la société Finance Engineering, spécialisée dans la création et la diffusion d'outil informatique d'aide à la décision. Il rejoindra ensuite rapidement la charge Meeschaert-Meeschaert et deviendra agent de change en 1981. La charge s'appellera alors Meeschaert-Rousselle et deviendra l'un des principaux intervenants sur le marché obligataire. Dans le cadre de la réforme de la Bourse, ouvrant le capital de ces ex-charges aux établissements financiers, la société était cédée en partie à la Compagnie du Midi peu avant le krach d'octobre 1987.

### *Deux crocodiles*

En prenant les rênes de la SBF et du CBV, M. Rousselle ne juge pas utile dans un premier temps de se dessaisir de ses fonctions de président de Meeschaert-Rousselle. Mais l'ampleur de la tâche à mener pour mettre en place la nouvelle réglementation des marchés définie par la loi votée quelques mois auparavant, en janvier 1988, l'occupe à plein temps. Sans oublier les multiples problèmes venant s'ajouter, comme les difficultés rencontrées par de nombreuses sociétés de Bourses.

Cette double fonction n'est pas sans poser de problèmes. Très rapidement, M. Rousselle contactera les représentants successifs de son actionnaire principal, MM. Bernard Pagézy et Claude Bébéar, pour être détaché de ses fonctions et pouvoir se consacrer uniquement à la Bourse.

Il se heurtera par deux fois à un refus. *« J'aurais dû être plus ferme, et je paie cette erreur »*, reconnaîtra-t-il plus tard, d'autant que sa société de Bourse pâtit dans le même temps d'une mauvaise conjoncture dans le secteur obligataire. De fait, elle enregistrait 78,5 millions de pertes l'an dernier. A la fin du mois de novembre 1989, un chassé-croisé, s'opère, et M. Gérard de la Martinière, directeur général de la SBF, ira remplacer son patron à la présidence de Meeschaert-Rousselle. Les deux hommes avaient conjointement pendant dix-sept mois réorganisé la place parisienne dans une parfaite harmonie apparente. *« Sans doute était-il difficile à deux crocodiles de vivre dans le même marigot »*, commentait-on alors à l'annonce de cette nouvelle.

Déjà contesté pour ses méthodes parfois brutales, M. Rousselle se voit en plus critiqué par ses pairs : *« Comment un homme qui a lui aussi perdu plusieurs dizaines de millions dans sa propre société peut-il nous donner des leçons et nous représenter dans les instances internationales ? »*, s'insurgeaient de nombreux ex-agents de change, tandis que d'autres ne se privaient pas pour ironiser : *« Tant qu'il s'occupe de ses projets européens de cotations de valeurs, il ne nous fait pas de tort. »* Mais aucun de ses détracteurs n'ose se présenter contre lui au mois d'avril dernier lorsque son mandat à la présidence du Conseil des Bourses de valeurs est remis aux voix...

### *Un technicien de la modernisation*

S'il manque de charisme, M. Régis Rousselle n'en est pas moins un excellent technicien qui a mis sur les rails la dernière étape de la modernisation de la place française, achevant la mutation d'un système archaïque pour lui substituer celui d'une place internationale dotée désormais d'une organisation cohérente et d'un système de marché performant.

Pour mener cette réorganisation tambour battant, il avait choisi de cumuler à la fois le poste de président de l'organisme chargé de la réglementation, le CBV, et celui s'occupant du fonctionnement des marchés (SBF).

Ces fonctions seront désormais dédoublées. M. Jean-François Théodore aura prochainement la haute main sur la SBF, dont il assure la direction générale depuis le mois de janvier. Dans l'ombre de M. Roussselle, cet ancien chef du service des financements et des participations à la direction du Trésor s'est initié studieusement à sa future tâche. Les relations entre les deux hommes ont été cordiales – M. Théodore lui avait été imposé par les pouvoirs publics – et se sont renforcées au fil des mois d'une estime réciproque.

M. Théodore a découvert la SBF, société qui n'a plus rien à voir avec l'ex-chambre syndicale des agents de change. D'établissement public aux multiples missions, elle s'est transformée en moins de deux ans en une société privée de prestations de services. Une PME qui certainement vivra dans la discrétion, à l'image de son futur président. Quant au Conseil des Bourses de valeurs, s'il élit vraisemblablement le président du Crédit du Nord, M. Bruno de Maulde, à sa tête, il ne fera que confirmer une évolution observée depuis le lancement de la réforme : la mainmise progressive des banques sur la Bourse française.

DOMINIQUE GALLOIS

## Le siège de l'OPAEP transféré au Caire

Le conseil ministériel de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) a achevé le 8 décembre, au Caire, ses travaux au cours desquels il a notamment décidé de transférer provisoirement le siège de l'organisation de Koweït au Caire. Le conseil s'est réuni en présence des ministres du pétrole d'Arabie Saoudite, du Koweït, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, de Libye, de Syrie et d'Egypte. L'Algérie et le Qatar n'étaient pas représentés au niveau ministériel, alors que l'Irak était représenté par son ambassadeur au Caire. Le ministre égyptien du pétrole, M. Abdel Hadj Kandil, a appelé ses homologues arabes à mettre de côté les différends politiques. *« Il ne faut pas que les différends politiques compromettent nos intérêts économiques, il ne faut pas que la crise du Golfe nous fasse oublier les dangers qui guettent la nation arabe. Nous devons dépasser cette crise avec le moins de dégâts possible »*, a-t-il dit.

Par ailleurs, le ministre koweïtien du pétrole, M. Rachid Al Oumairy, a déclaré que les pertes de l'industrie pétrolière koweïtienne depuis l'invasion irakienne s'élevaient à quelque cinq milliards de dollars.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| | 29 novembre 1990 |
|---|---|
| *Total actif* | 661 162 |
| dont | |
| Or | 168 964 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 133 168 |
| Ecus | 54 111 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 14 090 |
| Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire | 56 732 |
| Concours au Trésor public | 38 520 |
| Titres d'Etat (bons et obligations) | 36 510 |
| Autres titres des marchés monétaire et obligataire | 411 |
| Effets privés | 83 726 |
| Effets en cours de recouvrement | 45 697 |
| *Total passif* | 661 162 |
| dont | |
| Billets en circulation | 245 952 |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 48 658 |
| Compte courant du Trésor public | 67 068 |
| Reprises de liquidités | 12 768 |
| Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux | 8 020 |
| Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire | 54 457 |
| Réserve de réévaluation des avoirs publics en or | 191 340 |

### TAUX DES OPÉRATIONS

| | |
|---|---|
| – Taux de la dernière opération sur appel d'offres | 9,25 % |
| – Taux des pensions de 5 à 10 jours | 10 % |
| – Taux des avances sur titres | 12 % |

### LONDRES

#### Succès pour la privatisation de l'électricité britannique

La privatisation des douze compagnies britanniques de distribution d'électricité a suscité au total quelque 12,75 millions de demandes d'actions, devenant la *plus populaire en date des privatisations britanniques*. Le record était jusqu'à présent détenu par British Gas.

Les compagnies d'électricité ont été en moyenne dix fois sursouscrites. Les petits investisseurs et les abonnés seront prioritaires dans les attributions. Sur les 12,75 millions de demandes, faites par environ 5,75 millions de personnes – certaines ayant déposé des demandes pour plusieurs compagnies régionales, – 10,2 millions, soit 80 %, portent sur 500 actions ou moins. Le titre était proposé à 240 pence (24 francs), mais le versement initial n'est que de 100 pence. L'introduction en Bourse officielle aura lieu mardi 11 décembre.

### PARIS, 10 décembre ↑

#### Pause

La semaine s'est ouverte sur une séance matinée d'indécision. En repli de 0,39 % dès les premières transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'évoluer entre la hausse et la baisse, tout au long de la matinée, pour afficher une avance minime de 0,04 % à la mi-journée. En début d'après-midi, l'équilibre n'était toujours pas trouvé et le repli moyen était de 0,11 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la bourse de New-York, la baisse était un peu plus sensible, le recul étant de 0,22 %.

A l'évidence, la place parisienne s'est accordée une petite pause, ce lundi. A l'exception du marché new-yorkais vendredi, les *places étaient en général plutôt* bien orientée. La vive progression du Matif et des obligations à l'ouverture était perçue comme un facteur encourageant. Si le mark, stimulé par la hausse des taux d'intérêts en Allemagne, préoccupait quelque peu les opérateurs, notamment face au franc, ils voyaient d'un bon oeil l'assouplissement de la politique monétaire américaine décidé par la Réserve Fédérale, vendredi. Mais cette détente sera-t-elle suffisante pour redonner confiance aux investisseurs, alors que les statistiques américaines du chômage ont ravivé les craintes de récession ?

Du coté des valeurs françaises, les conditions climatiques profitaient aux valeurs spécifiquement hivernales, telles les Skis Rossignol ou Damart, que l'on retrouvait dans les plus fortes hausses. Tout comme les titres de la distribution, tels Au Printemps et Nouvelles Galeries en cette période de fêtes. BSN restait entouré, après l'accord conclu avec LVMH, sur la cession par le groupe agro-alimentaire des maisons de champagne Pommery et Lanson au spécialiste du luxe pour 3,1 milliards de francs.

### TOKYO, 10 décembre ↑

#### Consolidation

Pour la quatrième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a terminé sur une hausse lundi. L'indice Nikkei s'est apprécié de 262,18 points à 23 784,67, soit un gain de 1,11 % par rapport à la clôture de vendredi.

Selon les opérateurs, l'avance du yen, l'optimisme suscité par les derniers développements de la crise du Golfe et l'apparente détente du crédit par la banque centrale américaine (Fed) vendredi ont stimulé la tendance. *« Aujourd'hui, ce qui importe, c'est que nous n'avons rien perdu des gains de vendredi. Nous avions besoin d'une consolidation »*, remarquait un analyste.

| VALEURS | Cours du 7 déc. | Cours du 10 déc. |
|---|---|---|
| Akai | 520 | 532 |
| Bridgestone | 1 040 | 1 040 |
| Canon | 1 290 | 1 270 |
| Fuji Bank | 2 200 | 2 180 |
| Honda Motors | 1 300 | 1 280 |
| Matsushita Electric | 1 690 | 1 660 |
| Mitsubishi Heavy | 694 | 692 |
| Sony Corp. | 6 020 | 6 090 |
| Toyota Motors | 1 800 | 1 760 |

## FAITS ET RÉSULTATS

□ **Développement de Lafarge Coppée en Amérique du Sud.** – La filiale brésilienne de Lafarge Coppée, la CNCP, vient de signer un accord avec un partenaire de ce pays pour créer une nouvelle société dont la CNCP détiendra 60 % du capital. Cette société regroupera deux usines de l'Etat du Minas Gérais, ce qui permettra à la CNCP d'augmenter de 7 % sa part du marché brésilien. Par ailleurs, la nouvelle ligne de production de la cimenterie de Vencemos Pertigalete, au Venezuela (dans laquelle Lafarge détient 20 % du capital), vient d'être mise en service. Il s'agit de la cimenterie la plus importante du continent américain, avec une capacité annuelle de 2,7 millions de tonnes.

□ **Nobel Plastiques reprend le groupe Silvatrim.** – Nobel Plastiques, société française de transformation des matières plastiques, annonce la reprise de l'intégralité du capital du groupe monégasque Silvatrim, spécialisé dans les produits métallo-plastiques de carrosserie automobile. Nobel Plastiques, dont le siège est basé à Nanterre, se dote ainsi de nouvelles compétences technologiques et acquiert des parts de marché importantes dans le domaine de la carrosserie. Cette opération effectuée, Nobel Plastiques réalisera un chiffre d'affaires consolidé d'environ 1 milliard de francs. Le chiffre d'affaires global de la branche auto industrie de Nobel Plastiques et de Silvatrim s'élève à 600 millions de francs, compte tenu de l'apport de Silvatrim, qui prévoit pour 1990 un chiffre d'affaires de 280 millions de francs.

□ **Mitsubishi Corp. prend 20 % de Phoenix Securities.** – Mitsubishi Corp., première maison de commerce japonaise, va prendre une participation de 20 % dans la société britannique Phoenix Securities, spécialisée dans les opérations de fusion-acquisition, a indiqué, le 5 décembre, à Tokyo, un porte-parole de la firme nippone. Mitsubishi s'est refusé à communiquer le montant de la transaction, qui permet pour la première fois, selon les analystes financiers, à une entreprise japonaise d'entrer dans le capital d'une firme européenne de fusion-acquisition. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'essor de la présence japonaise en Europe avant l'instauration du marché unique de 1992.

□ **Banque royale : hausse de 82 % du revenu net annuel.** – La Banque royale, la plus importante banque privée du Canada, a annoncé mardi 4 décembre, une progression de 82 % de son revenu net annuel, à 965 millions de dollars canadiens (4,24 milliards de francs) pour l'exercice clos le 30 octobre dernier, contre 529 millions de dollars (2,32 milliards de francs) l'année dernière. La banque explique ces bons résultats par le fait qu'elle avait dû constituer l'an dernier une provision de 1,1 milliard de dollars (4,80 milliards de francs) pour couvrir des risques sur des prêts à des pays en développement. En 1990, cette provision n'a fait l'objet d'aucun ajout. L'actif total de la banque totalisait 125,9 milliards de dollars (554 milliards de francs) au 30 octobre



# PARIS :

### Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Arnault Associés | 370 | 360 50 |
| Asystel | 105 | ... |
| B.A.C. | 166 10 | 154 70 o |
| B.I.C.M. | 821 | 820 |
| Boiron (Ly) | 410 | 410 |
| Boisset (Lyon) | 179 | 174 |
| Câbles de Lyon | 3195 | 3180 |
| C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.) | 879 | 875 |
| Calberson | 300 | ... |
| Cardif | 435 | 438 |
| C.E.G.E.P. | 180 | 180 |
| C.F.P.I. | 269 | 262 |
| C.N.I.M. | 800 | 800 |
| Codetour | 285 | 290 |
| Comareg | 301 90 | 300 |
| Conforama | 898 | 909 |
| Creeks | 211 30 | 212 |
| Dauphin | 406 | 418 |
| Delmas | 690 | 690 |
| Demachy Worms Cie | 500 | 500 |
| Desquenne et Giral | 232 30 | 230 |
| Devanlay | 900 | 890 |
| Deville | 420 | 430 |
| Dollfus | 190 10 | 190 20 |
| Editions Belfond | 215 | 213 |
| Europ. Propulsion | 380 | 380 |
| Finacor | 127 | 130 |
| Frankoparis | 168 | 159 40 |
| GFF (group.fon.f.) | 340 | 334 |
| Grand Livre | 405 | 395 |
| Gravograph | 179 | 176 |
| Groupe Origny | 515 | .... |
| Guintoli | 855 | .... |
| I.C.C. | 220 | 225 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| IDIA | 331 90 | 335 |
| Idianova | 126 | 131 |
| I.M.S. | 935 | 910 |
| IN2 | 335 | 335 |
| I.P.B.M. | 120 | 120 |
| Loca investis | 300 | .. |
| Locamic | 78 50 | 79 |
| Marie Comm. | 127 90 | 130 |
| Molex | 109 | 110 |
| Olivetti Logabax | 590 | 599 |
| Presbourg | 79 50 | .. |
| Publ.Filipacchi | 250 | 254 |
| Razel | 650 | 631 |
| Rhone-Alp.Ecu (Ly.) | 306 | |
| St-H. Matignon | 175 | 175 |
| Select Invest (Ly) | 85 | 87 60 |
| Serbo | 437 | 438 |
| S.M.T. Goupil | 170 | 168 |
| Sopra | 165 | 170 |
| Supra | 100 | 107 d |
| Thermador H. (Ly) | 245 | 250 |
| Unilog | 173 90 | 170 |
| Union Fin. de Fr. | 345 | 348 |
| Viel et Cie | 82 10 | 84 |
| Y. St-Laurent Groupe | 850 | 835 |



### Marché des options négociables le 7 déc. 1990

Nombre de contrats :

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier | OPTIONS D'ACHAT Mars dernier | OPTIONS DE VENTE Déc. dernier | OPTIONS DE VENTE Mars dernier |
|---|---|---|---|---|---|
| Bouygues | – | – | – | – | – |
| CGE | 560 | 20 | 38 | 8 | 22 |
| Elf-Aquitaine | 300 | 14 | – | 5,30 | 11 |
| Eurotunnel SA-PLC | 36 | 2,50 | 5,10 | 1,40 | 2,50 |
| Euro Disneyland SC | – | – | – | – | – |
| Havas | 480 | – | 50 | – | 20 |
| Lafarge-Coppée | 340 | 30 | – | 3,40 | – |
| Michelin | 70 | 5,10 | 10,10 | 1,10 | 5 |
| Midi | 920 | – | 144 | – | 15 |
| Paribas | 560 | – | 14 | – | – |
| Pernod-Ricard | 1 000 | 39,50 | – | 13 | – |
| Peugeot SA | 560 | 23 | 52 | 13,50 | 28 |
| Rhône-Poulenc CI | 240 | 18 | – | – | – |
| Saint-Gobain | 400 | 24 | 40 | 3 | 15 |
| Source Perrier | 1 400 | 9 | 40 | – | – |
| Société générale | 440 | 8 | 26,50 | – | – |
| Suez Financière | 320 | 8,40 | 22 | 9 | – |
| Thomson-CSF | 110 | 13,70 | 16 | 0,40 | 2,50 |

### MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 déc. 1990

Nombre de contrats : 80 113

| COURS | ÉCHÉANCES Décembre 90 | Mars 91 | Juin 91 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 100,46 | 100,52 | 100,62 |
| Précédent | 100,42 | 100,50 | 100,62 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT Mars 91 | OPTIONS D'ACHAT Juin 91 | OPTIONS DE VENTE Mars 91 | OPTIONS DE VENTE Juin 91 |
|---|---|---|---|---|
| 100 | 1,47 | – | 1 | – |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 4,9950 F ↓**

Le dollar s'est nettement affaibli lundi 10 décembre à Paris, du fait de la baisse des taux d'intérêt américains, et ce malgré les incertitudes de la situation internationale. Le dollar contre mark a même atteint son plus bas historique à 1,4630 avant de remonter à 1,4696. Le mark contre franc est resté ferme à 3,3950.

| FRANCFORT | 7 déc. | 10 déc. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,4838 | 1,4696 |

| TOKYO | 7 déc. | 10 déc. |
|---|---|---|
| Dollar (en yens) | 132,17 | 130,55 |

### MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

*Paris (10 décembre)* ... 9 5/16 - 7/16 %
New-York (7 décembre) ... 7 1/16 - 1/8 %

### BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

| | 6 déc. | 7 déc. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 78,90 | 79,40 |
| Valeurs étrangères | 80,28 | 79,70 |

(SBF, *base 100 : 31-12-81)*

| | | |
|---|---|---|
| Indice général CAC | 442,75 | 447 |

(SBF, *base 1000 : 31-12-87)*

| | | |
|---|---|---|
| Indice CAC 40 | 1 693,52 | 1 690,71 |

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

| | 6 déc. | 7 déc. |
|---|---|---|
| Industrielles | 2 602,48 | 2 590,18 |

*LONDRES (Indice « Financial Times »)*

| | 6 déc. | 7 déc. |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 717,90 | 1 723,80 |
| Mines d'or | 151 | 150,40 |
| Fonds d'Etat | 83,04 | 83,29 |

TOKYO

| | 7 déc. | 10 déc. |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 23 522,49 | 23 784,67 |
| Indice général | 1 740,34 | 1 757,02 |

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR + bas | COURS DU JOUR + haut | UN MOIS Rep. + | UN MOIS ou dép. – | DEUX MOIS Rep. + | DEUX MOIS ou dép. – | SIX MOIS Rep. + | SIX MOIS ou dép. – |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 4,9675 | 4,9700 | + 75 | + 90 | + 173 | + 193 | + 590 | + 650 |
| $ can. | 4,2702 | 4,2760 | – 89 | – 59 | – 155 | – 113 | – 288 | – 199 |
| Yen (100) | 3,8124 | 3,8201 | + 34 | + 57 | + 87 | + 116 | + 323 | + 387 |
| DM | 3,3908 | 3,3948 | + 7 | + 29 | + 28 | + 53 | + 66 | + 130 |
| Florin | 2,9639 | 2,9672 | + 4 | + 24 | + 24 | + 50 | + 75 | + 134 |
| FB (100) | 16,3728 | 16,3864 | + 4 | + 62 | + 57 | + 285 | + 215 | + 732 |
| FS | 3,9772 | 3,9840 | + 19 | + 40 | + 65 | + 94 | + 239 | + 312 |
| L (1 000) | 4,4973 | 4,5030 | – 155 | – 41 | – 218 | – 140 | – 552 | – 382 |
| £ | 9,7388 | 9,7472 | – 385 | – 326 | – 613 | – 540 | – 1186 | – 1016 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 7 1/4 | 7 1/2 | 7 13/16 | 7 15/16 | 7 5/8 | 7 3/4 | 7 7/16 | 7 9/16 |
| Yen | 7 15/16 | 8 3/16 | 8 7/16 | 8 9/16 | 8 1/4 | 8 3/8 | 8 1/8 | 8 1/4 |
| DM | 8 3/8 | 8 5/8 | 9 1/16 | 9 3/16 | 9 1/16 | 9 3/16 | 9 1/4 | 9 3/8 |
| Florin | 9 | 9 1/4 | 9 1/8 | 9 1/4 | 9 1/8 | 9 1/4 | 9 1/8 | 9 1/4 |
| F.B.(100) | 8 7/8 | 9 1/8 | 9 5/16 | 9 9/16 | 9 3/8 | 9 5/8 | 9 9/16 | 9 13/16 |
| F.S. | 8 3/8 | 8 5/8 | 8 11/16 | 8 13/16 | 8 5/8 | 8 3/4 | 8 9/16 | 8 11/16 |
| L(1 000) | 10 1/2 | 11 1/2 | 12 | 12 1/2 | 12 | 12 1/2 | 12 | 12 1/2 |
| £ | 14 1/8 | 14 3/8 | 14 1/16 | 14 3/16 | 13 5/8 | 13 3/4 | 12 11/16 | 12 13/16 |
| Franç. | 9 5/16 | 9 9/16 | 9 3/4 | 9 7/8 | 9 7/8 | 10 | 10 1/8 | 10 1/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en *fin de matinée par une grande banque de la place.*

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 10 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 26

### Règlement mensuel

### COMPTANT (sélection)

#### Obligations

#### Actions

#### Etrangères

#### Hors-cote

### SICAV (sélection) 7/12

### Cote des Changes

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 10/12 | COURS DES BILLETS achat | COURS DES BILLETS vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis (1 usd) | 5 037 | 4 985 | 4 780 | 5 230 |
| Ecu | 6 969 | 6 965 | .... | .... |
| Allemagne (100 dm) | 339 200 | 339 800 | 328 | 349 |
| Belgique (100 F) | 16 375 | 16 395 | 15 750 | 16 800 |
| Pays-Bas (100 fl) | 300 720 | 301 240 | 290 | 310 |
| Italie (1000 lires) | 4 502 | 4 500 | 4 250 | 4 750 |
| Danemark (100 krd) | 88 140 | 88 190 | 84 | 92 |
| Gde-Bretagne (1 L) | 9 782 | 9 746 | 9 400 | 10 200 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 273 | 3 270 | 4 050 | 4 050 |
| Suisse (100 f) | 397 610 | 397 340 | 385 500 | 410 500 |
| Suède (100 krs) | 90 150 | 89 960 | 86 500 | 94 500 |
| Norvège (100 k) | 86 540 | 86 580 | 82 500 | 90 500 |
| Autriche (100 sch) | 48 204 | 48 270 | 46 600 | 49 700 |
| Espagne (100 pes) | 5 312 | 5 302 | 5 060 | 5 600 |
| Portugal (100 esc) | 3 843 | 3 839 | 3 400 | 4 200 |
| Canada (1 $ can) | 4 330 | 4 312 | 4 130 | 4 530 |
| Japon (100 yens) | 3 825 | 3 788 | 3 680 | 3 860 |

### Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 10/12 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 60300 | 60100 |
| Or fin (en lingot) | 60600 | 60650 |
| Napoléon (20f) | 390 | 385 |
| Pièce Fr (10 f) | 440 | ..... |
| Pièce Suisse (20 f) | 414 | 416 |
| Pièce Latine (20 f) | 356 | 345 |
| Souverain | 460 | 459 |
| Pièce 20 dollars | 2140 | 2120 |
| Pièce 10 dollars | 1210 | 1210 |
| Pièce 5 dollars | 730 | ..... |
| Pièce 50 pesos | 2300 | 2300 |
| Pièce 10 florins | 369 | 359 |



c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

En réduisant les incitations publicitaires à la consommation

# Les parlementaires devraient durcir le projet de loi contre le tabagisme et l'alcoolisme

**L'Assemblée nationale examinera, mardi 11 décembre, le texte de la commission mixte paritaire relatif à la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. Ce texte sera présenté jeudi au Sénat. Si, comme de nombreux éléments le laissent penser, ce texte était adopté en l'état, il modifierait considérablement le paysage publicitaire en matière d'incitation à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. On sait que ces consommations sont à l'origine de plus de cent mille morts prématurées chaque année en France.**

En janvier 1989, M. Claude Evin, alors ministre de la solidarité et de la protection sociale, innovait courageusement en demandant aux cinq « sages » français de la santé publique de rédiger un plan d'action qui, en luttant contre l'alcoolisme et le tabagisme, devait permettre d'éviter chaque année plusieurs dizaines de milliers de morts prématurées.

Moins de deux ans plus tard, et après bien des péripéties médiatico-politiques, ce plan devrait entrer en vigueur après l'adoption dans les prochains jours par l'Assemblée nationale et le sénat du texte établi par la commission mixte paritaire. Ce document, compromis constructif entre les votes des deux assemblées, réduit de manière drastique les publicités incitant à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. Il correspond ainsi à une étape essentielle de la lutte préventive contre ces drogues dont le commerce licite est fortement taxé et à l'origine de multiples maladies aux conséquences souvent mortelles.

Pour de nombreux spécialistes, le texte de la commisssion mixte paritaire présidée par M. Jean-Pierre Fourcade améliore de manière considérable celui – tout à fait irréaliste il est vrai – auquel avait abouti le Sénat en octobre dernier. Maintenant, d'une part l'interdiction du calcul de l'indice des prix incluant ceux du tabac et, d'autre part, l'affectation de 10 % des dépenses publicitaires de l'alcool à l'éducation sanitaire et à la prévention de l'alcoolisme, ce texte interdit fort heureusement dans un délai de deux ans toutes les possibilités de parrainage et de publicité directe ou indirecte en faveur du tabac.

### Salles interdites

Pour les boissons alcoolisées, la publicité dans les salles de cinéma et via l'affichage extérieur devrait disparaître, la seule exception concernant l'affichage autorisé dans les zones de production. Cette exception, explique-t-on, correspond au besoin d'information locale de la viticulture et dans tous les cas la publicité autorisée devra se limiter à des messages strictement informatifs excluant – comme c'est le cas aujourd'hui pour les boissons alcoolisées industrielles (bières) ou étrangères (whiskies, vodkas) – les associations à la sexualité, au voyage et plus généralement au plaisir inhérent à la levée des inhibitions.

La seule faille du texte concerne la possibilité laissée aux publicités incitant à la consommation de boissons alcoolisées sur les ondes radiophoniques. Même si le projet de la commission mixte paritaire prévoit une limitation de la forme, des stations et des tranches horaires (de nature à limiter les risques de dérapage), il aura pour effet de conforter auprès des plus jeunes l'image perverse de ces alcools, « boissons initiatiques ». Fallait-il, pour tenter de rééquilibrer une manne publicitaire qu'on imaginait trop favorable à la presse écrite pour adultes, réduire ainsi la cohérence du projet ?

Il faut cependant espérer que cette faille ne sera pas de nature à faire ajourner l'adoption d'un projet de loi qui, parce qu'il réduit considérablement les incitations publicitaires à la consommation par les plus jeunes de produits dangereux, constitue un progrès considérable pour la collectivité sans nuire en rien à l'exercice des libertés individuelles.

JEAN-YVES NAU

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

## In-cro-ya-ble !

STUPEUR ! La France est sous le choc. La France et l'Angleterre. Vous vous rendez compte un peu, il neige en hiver ! C'est d'autant plus étonnant qu'il a fait chaud cet été ! Vingt centimètres de neige dans la région de Lyon, quarante en Auvergne, dix dans le Finistère, l'Ecosse patine entre les congères et on caille à Manchester. Comment s'attendre à une chose pareille ? Vous me direz : Pas besoin de tendre un doigt mouillé, suffisait d'écouter la météo pour savoir que le vent allait tourner.

Oui, mais comme il lui arrive de se tromper, on allait quand même pas y prêter attention. Résultat, en une nuit, deux des pays les plus industrialisés du monde se retrouvent plongés dans l'obscurité du haut Moyen Age. Trois cent mille foyers privés d'électricité, plus de lumière, plus de chauffage, câbles alourdis par les flocons... Elles ont bonne mine, nos centrales nucléaires !

De part et d'autre du fameux tunnel sous la Manche, fantastique prouesse technique, les gares, les aéroports, les écoles, tout est fermé. Les Concorde et les TGV sont cloués au sol sous une housse blanche, les bagnoles se carambolent sur des autoroutes verglacées et les cabines téléphoniques se transforment en igloos, au grand dam des sapeurs-pompiers débordés.

Si encore c'était du jamais vu, mais non, à chaque coup c'est pareil. A chaque coup de chaleur, à chaque coup de vent, à chaque coup de froid, on est pris de court, pris de panique, tout s'arrête, tout se grippe. Les installations pètent, les gens claquent. Et, faute de les prévoir, les autorités défaillantes tentent de limiter les dégâts en multipliant les appels à ne pas mettre le nez dehors : Restez donc terrés dans vos trous noirs, sinon le ciel va vous tomber sur la tête.

A se demander comment ils survivent en Suède, en Finlande ou en Norvège. Elle l'a fait, la presse britannique. Elle s'est pas gênée pour poser la question. La réponse vaut son pesant de glaçons : Là-bas, le plus souvent, elle est bonne, la neige, elle est poudreuse, tandis qu'ici elle est collante. Ça fait toute la différence !

## L'ESSENTIEL



La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-10 décembre 1990 a été tiré à 536 765 exemplaires.

Deux disparitions

## Le chorégraphe Boris Kochno

**Le chorégraphe et librettiste d'origine russe Boris Kochno est mort dans la nuit du 8 au 9 décembre à l'Hôpital Tenon, à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.**

Boris Kochno était l'un des derniers collaborateurs slaves de Serge de Diaghilev, sinon le dernier. Né en 1903, fils d'un colonel de hussards, il venait du même milieu que Diaghilev, le seul qui le tutoyait, ayant reçu la même éducation au lycée impérial de Moscou. Quand le « tsar de la danse » avait repris ses Ballets russes aux Champs-Elysées lors du départ de Masine, en 1921, il avait appeler à ses côtés Kochno, alors d'une prestance superbe, à titre de conseiller artistique.

Grand amateur de peinture et d'une culture raffinée, celui-ci n'allait pas tarder à affirmer son goût de façon prépondérante dans le choix des ballets. Jusqu'à ce qu'il se voie confier le rôle du librettiste pour les créations aussi brillantes que *les Fâcheux* (Auric, Braque), *les Matelots* (Auric, Pruna), enfin et surtout *le Fils prodigue* (Prokofiev, Rouault), ce chef-d'œuvre absolu que l'opéra nous a encore présenté au début de cette année.

Jusqu'en 1939, Kochno avait prodigué ses talents aux Ballets de Monte-Carlo, alors dirigés par René Blum. Il avait fallu attendre le lendemain de la guerre pour que Boris Kochno affirmât pleinement son autonomie. Animateur des Ballets Roland Petit, au Théâtre des Champs-Elysées, c'est à lui que l'on dut les livrets des délicieux *Forains* (Sauguet, Christian Bérard) et des non moins charmants *Amours de Jupiter* (Jacques Ibert, Jean Hugo).

Boris Kochno n'était pas de ceux qui aiment plastronner. Seuls ses intimes reconnaissaient et saluaient, les soirs de première, sa silhouette trapue au crâne rasé, à la moustache tombante, qui lui donnait un air de Tarass Boulba en smoking.

Il possédait une rare collection de tableaux de l'école impressionniste, et ses libéralités à la Ville de Paris lui avaient valu, sur ses vieux jours, la propriété de son minuscule hôtel Renaissance dans la non moins minuscule rue Marie-Stuart. C'est dans ce logis digne d'une page intimiste des *Trois Mousquetaires* qu'il m'avait reçu il n'y a pas si longtemps. Je garde dans l'oreille son accent russe à couper au couteau, son rire d'ogre, je revois sa bizarre chaise curule où il était assis à califourchon

OLIVIER MERLIN

## La comédienne Lana Marconi

Lana Marconi, cinquième femme et veuve de Sacha Guitry, est morte le 8 décembre à son domicile parisien. Elle était âgée de soixante quatorze ans .

Née en Roumanie, Catherine Marcovici prend le nom de Lana Marconi pour jouer dans quelques pièces et films de son époux – qui lui avait été présenté par Arletty – notamment *le diable boiteux, Toa, Je l'ai été trois fois, Si Versailles m'était conté, Napoléon, Si Paris nous était conté.*

Les obsèques de Lana Marconi auront lieu le 12 décembre à la Madeleine à Paris et son corps sera inhumé au cimetière Montmartre auprès de Sacha Guitry.

□ **Franz Beckenbauer « expulse » M. Jean-Pierre Soisson.** – Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Jean-Pierre Soisson, qui assistait dimanche 9 décembre au match de football Auxerre-Marseille (4-0), a été « sorti » du vestiaire marseillais par Franz Beckenbauer, l'entraîneur allemand de l'OM. Après le match, le maire d'Auxerre a souhaité, comme à son habitude, féliciter les héros auxerrois. Passant tout d'abord devant le vestiaire marseillais, il a également voulu rencontrer Basile Boli. A peine était-il entré dans la pièce où Franz Beckenbauer réprimandait ses joueurs après leur défaite, que l'entraîneur allemand de l'OM l'éjecta poliment. Visiblement, le « Kaiser » ne connaissait pas le ministre du Travail

## M. Léotard souhaite la dissolution de l'Assemblée nationale

M. François Léotard, député du Var, maire de Fréjus, a indiqué, lundi 10 décembre, qu'il souhaite que le président de la République prononce la dissolution de l'Assemblée nationale, afin que de nouvelles élections législatives donnent à la France *« une majorité nouvelle, solide et cohérente »*. Dans un communiqué, M. Léotard émet le vœu que cette majorité soit *« libérale et européenne »* et que l'opposition présente à cette fin, *« dans le cadre d'une formation commune (...) un véritable contrat de législature »*.

L'ancien président du Parti républicain, cofondateur du mouvement Force unie avec M. Michel Noir et Mme Michèle Barzach, n'évoque pas l'éventualité de se démettre lui-même de son mandat parlementaire, mais il approuve *« sans réserve »* l'attitude *« personnelle »* du maire de Lyon, qui, estime-t-il, *« en quittant sa formation politique, a souhaité qu'un nouveau jugement du suffrage universel puisse s'exprimer sur sa décision »*. M. Léotard approuve, aussi, *« l'attitude collégiale »* de l'opposition, qui avait décidé, le 19 novembre, de voter la censure et qui acceptait donc, *« par avance, le principe de la dissolution »* de l'Assemblée nationale.

□ **Attentat contre un complexe touristique en Corse.** – Six villas en cours de construction dans un complexe touristique de Poggio-Mezana, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse), ont été détruites par l'explosion de bouteilles de gaz samedi 8 décembre. La lettre « R », symbole de l'organisation Resistenza, a été découverte sur les bâtiments, propriété d'une société immobilière italo-corse.

CHINE : le prochain plénum du PC

## M. Li Peng exclut tout débat sur le sort de M. Zhao Ziyang

PÉKIN
*de notre correspondant*

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a exclu que le prochain plénum du comité central du Parti communiste puisse délibérer du sort de l'ancien secrétaire général, M. Zhao Ziyang, limogé en 1989 pour *« libéralisme bourgeois »*. S'adressant à la presse, lundi 10 décembre, avant d'entreprendre une tournée dans quatre pays de la région, M. Li Peng a confirmé que la septième session plénière du comité central, qui a subi des reports à répétition en raison des divergences sur la politique économique à suivre, avait été une nouvelle fois différée jusqu'à l'extrême limite possible pour pouvoir être quand même tenue cette année. Elle se réunira, a-t-il dit, à la fin du mois.

M. Li Peng a expliqué ces reports par l'importance des enjeux économiques, qui a conduit le Parti communiste à *« donner pleine expression à la ligne de masse qu'il a toujours poursuivie »*, un euphémisme qui confirme l'ampleur des désaccords entre tenants de la planification centralisée et de l'ouverture au marché.

La tournée asiatique du premier ministre, sa deuxième à l'étranger cette année, le conduira successivement en Malaisie, aux Philippines, au Laos et à Sri-Lanka.

F. D.

VIETNAM : après ses critiques contre le régime

## Le rédacteur en chef adjoint du « Nhan dan » est prié de regagner Hanoï

Les dirigeants vietnamiens veulent le retour de M. Bui Tin, rédacteur en chef adjoint du quotidien officiel *Nhan dan*, dont les critiques contre le régime faites récemment à Paris (*le Monde* du 30 novembre) sont en passe de faire de lui le plus connu des « dissidents » vietnamiens, ont affirmé, lundi 10 décembre, des sources informées. *« Bui Tin peut revenir au Vietnam en toute sécurité pour discuter de ses idées et pour formuler ses critiques »*, a estimé un intellectuel proche de la direction communiste, qui doute cependant qu'il puisse conserver ses fonctions à la direction du *Nhan dan*.

Les critiques de M. Bui Tin ont renforcé le débat en cours avant le septième congrès du PC, prévu dans quelques mois, ont estimé des sources bien placées. *« Bui Tin a formulé tout haut des critiques dont certaines sont pensées tout bas par nombre d'intellectuels ou même de membres de la hiérarchie »*, a estimé une autre source proche des milieux officiels. Outre sa position dans la presse officielle, qui a fait de lui pendant de nombreuses années un interlocuteur privilégié des journalistes étrangers, M. Bui Tin est aussi connu pour son rôle éminent comme officier supérieur pendant la guerre. – *(AFP.)*